

Les Concordats récents

1914 - 1935

*HISTOIRE
ANALYSE
RÈGLES COMMUNES*

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le Lundi 6 Juillet 1936, à 14 heures

par

Paul PARSY

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LE FUR,

Suffragants : M. GIDEL,

M. SCELLE,

} *Professeurs.*

RODEZ

Imprimerie GEORGES SUBERVIE
21, Rue de l'Embergue, 21

1936

LES CONCORDATS RECENTS
(1914-1935)

LEURS REGLES COMMUNES

par

PAUL PARSY

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Concordats récents

1914 - 1935

HISTOIRE

ANALYSE

RÈGLES COMMUNES

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le Lundi 6 Juillet 1936, à 14 heures

par

Paul PARSY

MEMBRES DU JURY :

<i>Président :</i> M. LE FUR,	}	<i>Professeurs.</i>
<i>Suffragants :</i> M. GIDEL,		
M. SCELLE,		

RODEZ

Imprimerie GEORGES SUBERVIE
21, Rue de l'Embergue, 21



INTRODUCTION

La Serbie en 1914, la Lettonie en 1922, la Bavière en 1924, la Pologne, en 1925, la Lithuanie et la Roumanie en 1927, la Tchécoslovaquie en 1928, l'Italie et la Prusse en 1929, l'Etat libre de Bade, en 1932, le Reich en 1933, l'Autriche en 1934, la Yougoslavie en 1935, ont réglé, par des Concordats, Conventions ou Modus Vivendi, leurs rapports avec le Saint-Siège.

Dans cette même période, le Portugal et la France se rapprochaient du Vatican. La France retrouvait l'application des règles concordataires en Alsace et Lorraine, où il ne pouvait être question de changer le statut du Concordat de 1801 respecté par l'Allemagne après le traité de Francfort. Et, d'autre part, le Pape Pie XI, par son Encyclique « Maximam » du 24 février 1924, autorisait et encourageait la constitution d'Associations diocésaines dont le projet de statuts avait été reconnu « en parfaite conformité avec la législation actuelle sur les cultes », par trois jurisconsultes de qui notre Gouvernement avait sollicité l'avis.

L'apaisement dans les relations entre l'Eglise et l'Etat est, à l'origine du Concordat Italien, des Accords de 1926 entre le Saint-Siège et la France, et des Accords de 1928 entre le Saint-Siège et le

Portugal. Les accords français sont d'ailleurs limités à la question des honneurs liturgiques en Orient et ne doivent retenir notre attention que dans la mesure où ils se rattachent au rapprochement entre l'Etat français et le Saint-Siège.

L'énumération de ces Concordats, Conventions, Accords, Modus Vivendi entre le Saint-Siège et les Etats, dit suffisamment quelle fut en ces vingt dernières années l'activité diplomatique sur les chemins qui mènent à Rome.

Or, l'examen des Concordats récents révèle une communauté de stipulations qui, d'une manière constante, s'affirme du Concordat Serbe de 1914 au Concordat Yougoslave de 1935. Il y a là un véritable droit commun concordataire. Ce droit commun rapproché des Conventions qui, dans le passé, réglèrent les rapports de l'Eglise et des Etats, apparaît, avec des traits nouveaux, qui donnent aux Concordats de notre période leur physionomie.

Ce droit commun, s'il est nouveau, n'en est pas moins un droit fort et solidement fondé. Du côté des Etats, il a ses assises sur le Droit Public — Droit Constitutionnel, Législation des Cultes et de l'Enseignement des Etats signataires. Ce droit commun des Concordats trouve même un appui dans les règles posées par le régime nouveau des Minorités sous le contrôle de la Société des Nations. Du côté de l'Eglise, ce droit commun et nouveau apparaît conforme aux exigences de la mission de l'Eglise parmi les hommes dans tous les temps, et il répond aux règles du Droit ecclésiastique dans son expression la plus récente qui est le nouveau Code de Droit Canon préparé par le Cardinal Gasparri et

promulgué par le Pape Benoit XV en la Pentecôte de l'année 1917.

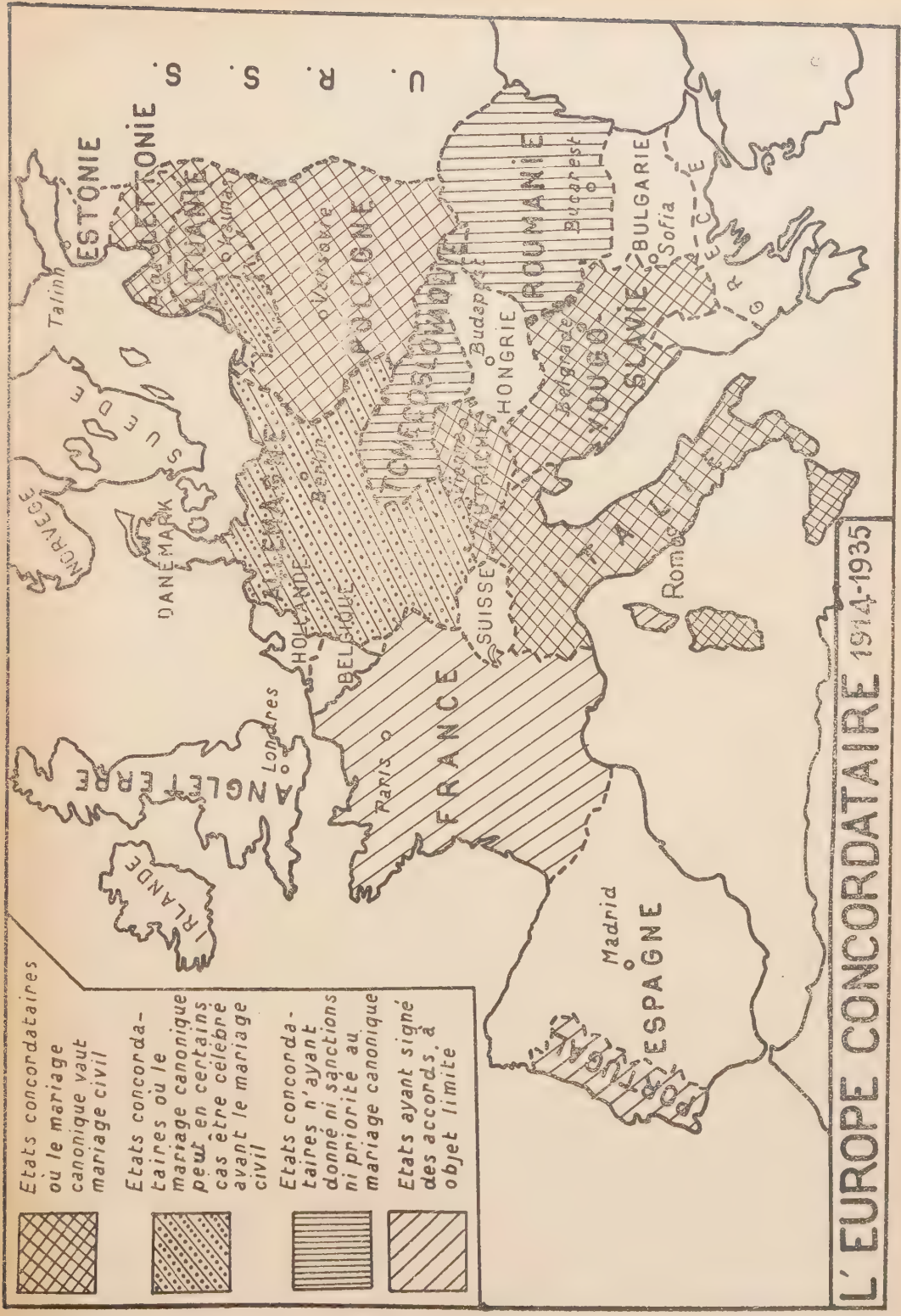
L'objet de cette étude est de dégager des Concordats récents, les stipulations qui constituent ce droit commun, d'en montrer la conformité avec le Droit Public des Etats aussi bien qu'avec le Droit Canon et, enfin, de marquer la place de ces Concordats dans la suite des Conventions par lesquelles, au cours des siècles, le Saint-Siège et les Etats ont précisé la règle de leurs rapports.

Une première partie sera consacrée à l'étude de chacun des Concordats, histoire de ces Concordats et rapide analyse pour en séparer les stipulations particulières aux Concordats envisagés des stipulations communes à tous les Concordats de notre période.

La seconde partie présentera les règles communes groupées sous ces deux titres : « Stipulations pour les Etats. — Stipulations pour l'Eglise ». La conformité de ces stipulations avec le Droit Public des Etats et avec le Droit Canon, la ressemblance, la nouveauté, l'originalité de ces stipulations au regard des Concordats du passé, seront aussi examinées en cette seconde partie. A la suite de quoi nous concluons.



Digitized by the Internet Archive
in 2026



L'EUROPE CONCORDATAIRE 1914-1935

PARTIE PRELIMINAIRE

Concordats, Conventions, Accords, *Modus Vivendi*, ces mots sont souvent employés sans choix pour désigner les traités entre le Saint-Siège et les Etats. Le Code de Droit Canon les appelle : Conventions (Can. 3), Pactes conclus (Can. 255), Concordats (Can. 1471). Dans le texte original français, la Convention avec la Lettonie est appelée : « Concordat », mais les *Acta Apostolicae Sedis* disent : « Convention avec la République de Lettonie ».

— « Cependant, l'usage semble peu à peu s'établir de réserver le nom de Concordat à ces règlements des relations entre l'Eglise et l'Etat qui définissent de façon plus parfaite les droits de la religion catholique dans quelque nation comme de nos jours ceux de Lettonie, de Bavière, de Pologne, de Lithuanie, d'Italie, de Roumanie, de Bâde et d'Allemagne [et d'Autriche]. Celui de Prusse, qui règle moins parfaitement ces relations, est appelé Convention Solennelle, tandis que celui de Tchéco-Slovaquie, qui touche seulement à quelques points spéciaux, est appelé « *Modus Vivendi* ». Enfin, les Pactes avec la France et le Portugal concernent des affaires plus particulières, c'est-à-dire, les honneurs liturgiques dus aux représentants de la France en Orient, et, la hiérarchie ecclésiastique sur le territoire portugais des Indes Orientales, C'est pourquoi le premier s'appelle Accord, et le second simple-

ment Convention. Mais de ces titres des Pactes, on peut déduire que les noms de Concordat et de Convention Solennelle, sont pris souvent dans un seul et même sens ; ainsi le Concordat avec la Roumanie est appelé Convention Solennelle. » (1).

Les Concordats répondent à trois types :

1°. — Les rapports de l'Eglise et de l'Etat sont fixés par deux actes unilatéraux : l'un du Saint-Siège, l'autre du Gouvernement ; c'est le cas du Concordat de Worms (1.122).

2°. — Les règles des rapports entre les deux pouvoirs sont fixées dans une Bulle Pontificale reçue et publiée par le Gouvernement auquel elle est adressée ; c'est le cas du Concordat de Bologne, constitué par la Bulle « *Primitiva illa ecclesia* », de Léon X (18 août 1516), publiée par François I^{er}.

3°. — Le Concordat est un traité signé par les représentants des deux pouvoirs ; ainsi le Concordat de 1801 entre Pie VII et le Premier Consul.

Nos Concordats, réserves faites quant à la forme spéciale du *Modus Vivendi* Tchéco-Slovaque, répondent à ce troisième type.

Les Concordats, Letton, Polonais, Lithuanien, Roumain et le *Modus Vivendi* Tchéco-Slovaque, sont, conformément à la vieille règle du français langue diplomatique, rédigés en français ; c'est en français seulement qu'ils sont publiés aux *Acta Apostolicae Sedis*. Faut-il dire que nos Accords français sont rédigés dans notre langue ? Les Concordats des pays allemands — Bavière, Prusse, Bâde — celui du Reich, celui de l'Autriche, sont

(1) Restrepo — « *Concordata* » (Note 1).

publiés en Allemand et en Italien. Les accords portugais sont publiés en Italien et en Portuguais ; le Traité de Latran et le Concordat Italien sont publiés en Italien.

Les Etats qui ont signé ces Concordats s'étendent de la Baltique à la Mer Noire et à l'Adriatique, des frontières de la Russie aux Alpes et au Rhin. Nous ne parlons pas de la France et du Portugal à cause de l'objet limité et extra-européen de leurs accords. La population de ces Etats est de 200 millions d'individus sur des territoires qui couvrent 2 millions 056.658 km. carrés, soit $1/5^e$ de la superficie de l'Europe dont la population totale des de 514 millions 720.000 habitants.

Dans l'Europe Centrale, Orientale et Balkanique, la guerre et les traités de paix ont fait des déplacements de frontières. La défaite des puissances centrales a déchaîné la révolution, des couronnes ont été emportées, des formes nouvelles de Gouvernement ont surgi. Des Etats sont sortis du tombeau — ainsi, la Pologne — ou, se sont formés ou accrus d'éléments issus d'un Etat démembré — ainsi la Tchéco-Slovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie. Mais dans ces changements de régimes et de frontières, les populations demeuraient généralement fidèles au sol, à leurs traditions, à leurs langues, à leur religion.

Par ce côté, rien ne ressemble autant à l'Europe d'avant-guerre que l'Europe d'après-guerre. Le manteau d'arlequin des races et des nationalités, voisines, jalouses les unes des autres dans les Balkans, sur les flancs des Carpathes, au bord du Danùbe, reste ou peu s'en faut, en 1936, tel qu'il était avant 1914, dans la Monarchie des Habsbourg.

Une différence toutefois ; la fièvre des nationalités est plus aigue dans cette Europe.

La politique de bonne entente avec Rome que les Habsbourg pratiquaient traditionnellement et avec leur foi religieuse, servait l'Etat Austro-Hongrois ; elle était un élément d'union parmi ces populations de races, de langues, de cultures, voire de rites, divers, mais unies par la fidélité au Saint-Siège. Les rites divers auxquels nous faisons ici allusion feront l'objet de stipulations expresses dans les Concordats Polonais, Roumain, Autrichien, Yougoslave.

Dans l'Europe Nouvelle, pour leur équilibre et la paix entre leurs nationaux, les Gouvernants des Etats « successeurs » formés ou agrandis des éléments de la Monarchie dualiste démembrée, ont dû pratiquer à l'égard du Saint-Siège une politique ressemblant, à s'y méprendre, à celle des Habsbourg. Princes orthodoxes de Bucarest ou de Belgrade, chefs d'Etats à majorité luthérienne, ministres d'une République « laïque », ils ont désiré et recherché avec Rome une entente qui fut et reste pour eux une nécessité politique.

Le Saint-Siège pouvait seul, en effet, apporter à ces Etats l'influence unificatrice et pacificatrice désirée. Seul il pouvait adapter les divisions des provinces ecclésiastiques et des diocèses aux frontières nouvelles tracées par les diplomates ; seul il pouvait adapter les limites des juridictions ecclésiastiques à la géographie politique de l'Europe nouvelle et, en ce qui concerne la nationalité des Evêques, des curés, des supérieurs de provinces et maisons religieuses, donner aux nations nées, ressuscitées ou transformées du fait de la guerre et des

traités, les apaisements appelés par les exigences nationales.

Les traités qui ont refait la carte de l'Europe sont ceux de : Versailles (28 juin 1919) avec l'Allemagne, Saint-Germain (10 septembre 1919) avec l'Autriche, Neuilly (27 novembre 1919) avec la Bulgarie, Trianon (4 juin 1920) avec la Hongrie. Il convient de mentionner aussi les traités entre les Puissances alliées et associées et la Pologne relativement à la protection des minorités (28 juin 1919), et, en cette même année, les traités semblables entre les Puissances alliées et associées et la Tchécoslovaquie, la Roumanie et l'Etat Serbo-Croate-Slovène (aujourd'hui Yougoslavie). Le traité de Sèvres du (10 août 1920) allait être remplacé après la victoire des Turcs sur la Grèce par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923. La Roumanie ne signa qu'après bien des difficultés les traités de Saint-Germain, de Neuilly et des minorités le 9 décembre 1919. C'est seulement sous le Ministère Averesco (1920-1921) qu'elle signa le traité de Trianon.

Les Concordats de l'Europe nouvelle complètent l'œuvre des traités quand ils stipulent que l'Eglise adaptera la carte ecclésiastique à l'ordre de choses nouveau et se conformera à cet ordre nouveau pour le choix des chefs religieux en ce qui a trait, notamment, à leur nationalité.

Une autre raison de l'activité concordataire de notre temps est donnée par le Pape Benoit XV dans une allocution consistoriale du 21 novembre 1921 :

— « Nous avons beaucoup de grands soucis, disait le Pape, mais le plus grand est celui de régler de diverses manières les rapports entre l'Eglise et la Société civile. En effet, il n'est per-

sonne qui ignore qu'après la récente guerre cruelle de nouvelles républiques sont nées ; que d'anciennes se sont agrandies par l'adjonction de provinces, mais pour ne rien dire des autres points que nous pourrions mentionner à ce sujet, il est clair que les privilèges que le Siège Apostolique avait concédés à d'autres par des pactes solennels et des Conventions, ces Républiques ne peuvent d'aucun droit les réclamer, puisqu'une affaire conclue n'apporte aucun émolument ou aucun préjudice à ceux qui lui sont étrangers. Ainsi, nous voyons d'un si grand bouleversement surgir plusieurs Etats entièrement nouveaux et qui, maintenant, ne peuvent être considérés comme la personne morale avec laquelle le Siège apostolique avait autrefois fait une convention. De ceci, il résulte naturellement que, même les pactes et les conventions qui intervinrent autrefois entre le Siège Apostolique et ces Etats, ont perdu toute leur valeur.

« Mais, si ceux qui sont placés à la tête des Républiques ou des Etats dont nous avons parlé, veulent conclure un accord avec l'Eglise, aux conditions qui s'adaptent le mieux aux situations transformées, ils peuvent savoir que le Siège Apostolique — à moins que ne survienne un empêchement à cause d'un autre motif — ne refusera pas de traiter cette question avec eux, comme il l'a déjà fait avec plusieurs. » (1).

Parmi nos pactes concordataires, s'il en est qui apparaissent directement issus de la guerre et des traités ayant changé la carte politique de l'Europe, d'autres semblent principalement issus des

(1) « A. A. S. », vol. 13, p. 521.

changements constitutionnels que la guerre a déterminés dans certains Etats. A la première catégorie,, appartiennent les Concordats Letton, Polonais, Lithuanien, Roumain, Yougoslave et le *Modus Vivendi* Tchécoslovaque ; à la seconde, les Concordats Allemands — Bavarois, Prussien, Badois et celui du Reich — de même que le Concordat Autrichien. A cette catégorie de rattache le Concordat Italien. Les Accords Français et Portugais ont leur origine dans une évolution de la politique de ces Etats à l'égard de l'Eglise.

Il semble donc que l'on peut grouper les Concordats récents sous deux chapitres :

1. — Concordats issus de la guerre et des traités de paix ;

2. — Concordats issus de changements constitutionnels dans les Etats.

Appendice. — Les Accords Français et Portugais.

PREMIERE PARTIE

Les Concordats récents

CHAPITRE PREMIER

CONCORDATS ISSUS DE LA GUERRE ET DES TRAITES DE PAIX

Section I.

LE CONCORDAT LETTON

Le premier des Concordats d'après-guerre est le Concordat Letton, publié en Français dans les *Acta Apostolicae Sedis* du 15 novembre 1922 (1). Il avait été signé au Vatican le 30 mai 1922, et l'échange des ratifications y avait été fait le 3 novembre à la suite de l'approbation du texte par l'Assemblée Constituante de Lettonie (art. 21 du Concordat).

(1) « A. A. S. », vol. 14, 15 novembre 1922, p. 577.

§ 1^{er}. — Historique.

La Lettonie (Latvija), capitale Riga, est un des Etats nés de la dislocation de l'Empire Russe dont elle faisait partie depuis la paix de Nystad (1721), après plusieurs siècles de domination teutonne, polono-lithuanienne et suédoise. Sa superficie est de 64.196 km. carrés. Elle a 400 km. de côtes sur la Baltique ; ses autres frontières sont constituées par l'Esthonie, la Russie et la Lithuanie. « Le territoire de l'Etat Letton est composé de la Livonie, de la Latgalie, de la Courlande et de la Zemgale, dans les limites fixées par les traités internationaux » (Constitution, art. 2).

Population : 1.931.000 habitants dont 500.000 catholiques.

Ceux-ci sont groupés principalement dans la province de Latgalie ; la religion dominante est le protestantisme (1 million de fidèles). Nationalités : les Lettes sont dans la proportion de 73,4 %, ils constituent avec les Lithuaniens — leurs voisins — un groupe spécial d'indo-européens, appelé parfois le groupe balte. Le reste de la population est formé de Lithuaniens, Russes, Polonais, Blancs-Russiens, Esthoniens et Juifs (1).

Quoiqu'il n'y ait pas de frontière naturelle entre la Russie et la Lettonie, celle-ci est néanmoins tout-à-fait Lettone, les fleurs — a-t-on remarqué — attestent la différence : 238 espèces croissent en Lettonie qui sont absentes du Gouvernement de

(1) Au lycée français de Riga, 500 Lettons et Lettones font leurs études dans notre langue. Dans cette capitale, il n'est pas une personne de qualité, pas une femme d'esprit orné, qui ne s'exprime en français.

Pakow, à ses frontières. « Nous, Lettons, disait un paysan, nous sommes comme une clochette au cou d'un chien enragé, le chien a beau faire, il ne peut la manger ». Dans l'esprit de cet homme, le chien c'est l'U.R.S.S. voisine. Les Etats Baltes jouissent d'une suffisante homogénéité nationale et linguistique : 73,4 % de Lettes en Lettonie, 83,9 % de Lithuaniens en Lituanie.

« Le premier apôtre de la Livonie fut un religieux Augustin, le bienheureux Meinhard (+ 1196). Albert de Buxhoevden fonda la ville de Riga et en fut le premier évêque (1200).

« En 1255, le Pape Alexandre IV organisa la hiérarchie ecclésiastique dans les provinces Baltes et soumit au siège de Riga les évêchés d'Esthonie (fondé en 1211), de Reval (1218), de Wierlande, de Léal (1219), etc...

« Conquises en XIII^e siècle par les Chevaliers porte-glaives unis à l'Ordre Teutonique, ces contrées furent au XVI^e siècle entraînées dans l'hérésie par l'apostasie du grand-maître provincial Gotthard Kettler, qui, devenu protestant, commença en 1562, la sécularisation des évêchés de Livonie. Le dernier archevêque catholique de Riga fut Guillaume de Brandebourg (1539-1563). Trois ans après sa mort, le siège de Riga fut sécularisé.

« Pendant près de quatre siècles, les catholiques de ces contrées formant la Lettonie actuelle furent administrés au point de vue religieux par les évêques des diocèses catholiques voisins de Pologne, de Lituanie ou de Russie : Vilna, Lowno, Witebs et Mohilew » (1).

(1) « Documentation catholique », n° 175, 2 décembre 1922. Col. 1063.

A l'encontre de la russification systématique, l'idée d'un Etat indépendant groupait, avant la guerre, de nombreux esprits, et attirait en particulier la jeunesse des écoles et les masses populaires. En 1905, un Congrès d'instituteurs avait réclamé l'autonomie des provinces baltiques.

Le 22 septembre 1918, le diocèse de Riga fut rétabli par Benoît XV (Bulle du 28 octobre suivant) et le premier titulaire en fut Mgr O'Rourke, d'origine irlandaise-polonaise.

Le 11 novembre 1918, l'Angleterre reconnut comme état « de facto » la Lettonie qui, à la suite du traité de Brest-Litowsk, était réduite à une portion de territoire non occupée par les Allemands — en Livonie et Latgalie — où s'était constitué un Conseil national sous la présidence de M. Samuels.

La souveraineté de la Lettonie fut proclamée par une Assemblée Nationale à Riga, le 18 novembre 1918 et le même jour, la Lettonie était proclamée par M. Zemgals, au nom du Conseil national, République indépendante. Le 11 août 1920, par le traité de Riga, le gouvernement de Moscou reconnût l'indépendance du nouvel Etat et sa séparation de l'ancien Empire Russe.

Les libertés civiles n'ont pas, en Lettonie, le caractère constitutionnel. Le projet relatif à ces libertés devait former la seconde partie de la Constitution et a été laissé en route à la troisième lecture. En proclamant la République, l'assemblée nationale avait formulé ce principe : « la liberté de la presse, de la parole, des associations, doit être garanti par les dispositions du gouvernement provisoire » art. 1^{er} n°5). L'art. 9 des statuts provisoires dit : « L'inviolabilité des personnes, des

logements, la liberté de la presse, de la parole, de la conscience, des assemblées, des réunions publiques existent en Lettonie et seront réglées et assurées par des lois correspondantes. »

Le siège épiscopal de Riga étant devenu vacant par la démission de Mgr O' Rourke, Rome, pour répondre au désir du Gouvernement, choisit un Letton, Mgr Springowicz, né en Latgalie. Celui-ci nommé le 14 avril 1920, fut sacré le 15 août suivant.

Dès 1919, le Gouvernement de Lettonie avait envoyé à Rome comme « délégué spécial », l'abbé Joseph Rantzan. Après la remise de ses lettres de créance, ce diplomate ecclésiastique commença les pourparlers qui aboutirent à la signature d'un Concordat le 30 mai 1922. Ce Concordat fut signé par le Cardinal Gasparri pour le Saint-Siège et par son Excellence Zigfrids A. Meierovics, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères pour le Gouvernement de Lettonie.

§ 2. — Analyse du Concordat Letton.

Le Concordat Letton se compose de 22 articles. Il est suivi d'une déclaration ayant pour objet les traitements que l'Etat s'engage à faire à l'archevêque, aux évêques et au chapitre, et, la mise à la disposition de l'Eglise de certains bâtiments.

L'article 1 reconnaît à l'église la liberté et la personnalité juridique.

L'art. 2 stipule l'érection d'un archevêché à Riga, dont le titulaire, ainsi que les évêques auxiliaires, seront Lettons, et — art. 3 — qui dépendra directement du Saint-Siège.

Art. 4. Celui-ci le nommera après consultation du Gouvernement pour savoir s'il n'y a pas d'objection politique à la nomination.

Art. 5. L'archevêque, avant d'entrer en fonction, prêtera serment de fidélité entre les mains du Président de la République.

Formule de ce serment : « Je jure devant Dieu et sur les saints évangiles, comme il convient à un évêque, de respecter et de faire respecter par le clergé, le Gouvernement établi par la République de Lettonie et de ne rien entreprendre qui soit de nature à compromettre l'ordre public. »

Art. 6. Le Saint-Siège reconstituera le chapitre de Riga.

Art. 7. L'Etat donne une cathédrale, une résidence pour l'archevêque, le chapitre et les services diocésains.

Art. 8. Les nominations ecclésiastiques sont faites par l'archevêque, selon les normes du droit canon.

Art. 9. A partir du sous-diaconat, les ecclésiastiques seront exempts du service militaire et des fonctions de jurés, membres des tribunaux, etc...

Art. 10. L'Eglise a le droit de fonder des écoles confessionnelles.

Art. 11. Il sera fondé une séminaire diocésain, l'enseignement s'y donnera en Letton, sauf pour la philosophie et les matières ecclésiastiques. Le Gouvernement s'entendra avec le Saint-Siège pour la fondation d'un Collège Letton à Rome ou l'allocation de bourses à des étudiants ecclésiastiques que l'archevêque enverrait à Rome.

Art. 12. Les chanoines, doyens, curés, doivent être Lettons, mais à titre transitoire, et après accord

avec le Gouvernement, l'archevêque peut faire venir des ecclésiastiques étrangers.

Art. 13. Liberté des associations catholiques sous le contrôle de l'archevêque.

Art. 14. Les églises, chapelles, cimetières catholiques sont propriété de l'Eglise, et — art. 15 — bénéficient des immunités canoniques.

Art. 16. Les édifices cultuels, le séminaire, les évêchés et presbytères ne sont pas soumis à l'impôt.

Art. 17. Les ecclésiastiques sont justiciables, en cas de manquement à leurs obligations sacerdotales, de l'archevêque, sans appel aux juges laïques.

Art. 18. S'ils ont affaire à la justice laïque, l'archevêque ou son délégué peut suivre le procès.

Art. 19. Ils purgent leur peine dans un monastère, à moins qu'ils n'aient été rendus à l'état laïque.

Art. 20. Concordat de trois ans, renouvelable par tacite reconduction, sauf préavis de six mois ; les immeubles visés au Concordat restant en tout cas, à l'Eglise, mais les personnes rentrant alors dans le Droit Commun.

Les articles 21 et 22 disent les conditions et formes de la ratification et fixent l'entrée en vigueur du Concordat.

En résumé, l'Etat obtient de l'Eglise qu'elle lui donne un clergé national et loyal exerçant son action dans un diocèse limité aux frontières. L'Eglise obtient de l'Etat — dans le Droit Commun — la liberté pour le culte, la propagande, l'enseignement, les communications, les publications religieuses et, d'une manière générale, l'exercice de sa mission spirituelle. Il en est ainsi dans tous nos Concor-

dates. L'Etat reconnaît, en outre, à l'Eglise, certains privilèges : exemption pour les clercs du service militaire et certains emplois civils, privilège du for ecclésiastique dans une certaine mesure. En cela, le Concordat letton sera suivi par les Concordats polonais, lithuanien, autrichien et même roumain.

Trait particulier de ce Concordat : sa durée de trois ans.

En fait, le Concordat letton qui fut l'objet, à l'Assemblée lettone, d'une discussion pointilleuse, est resté en vigueur depuis 1922 et ne semble pas avoir suscité de difficultés d'application.

Section II

LE CONCORDAT POLONAIS

Le texte officiel du Concordat polonais a été publié en français seulement aux *Acta Apostolicae Sedis* du 2 juin 1925, jour de la ratification (1) sous ce titre en latin : « *Inter Sanctam Sedem et Poloniae Rempublicam Sollemnis Conventio* ».

Ce Concordat avait été conclu le 10 février 1925.

Ses stipulations en faveur de la religion catholique répondent aux règles posées par la Constitution polonaise du 17 mars 1921 en ce qui concerne les cultes, la liberté de conscience et l'enseignement. Nous citerons ces articles de la Constitution. D'autre part, la présence en Pologne d'une forte minorité juive est la principale raison du Traité des Minorités, imposé à cet Etat. Ce genre de Traité fixe

(1) « *A. A. S.* », vol. 17, 2 juin 1925, p. 275.

aux Etats auxquels il est imposé, des règles quant aux cultes et à l'enseignement, règles qui correspondent aux vœux de l'Eglise pour ses fidèles dans les Etats. En ce sens, le régime des Minorités donne un appui aux règles concordataires. Enfin, nous rencontrerons pour la première fois dans ce Concordat, les Rites Orientaux-Unis dont il conviendra de dire la position dans l'Eglise romaine, l'importance au point de vue des nationalités, et perspective plus lointaine, au point de vue de l'union des Eglises.

§ 1^{er}. — Histoire du Concordat Polonais.

« L'Etat polonais est à la fois un nouveau-né et une des plus anciennes formations politiques de l'Europe. Rayé de la carte en 1795, il a été ressuscité en 1918, témoignage de la force d'un idéal national entretenu dans l'exil par une élite intellectuelle. » (1).

La surface de la Pologne atteint presque 400.000 km. carrés (388.390) soit les $\frac{4}{5}$ ^e de la superficie de l'Allemagne.

Il y a ici, comme en Tchéco-Slovaquie, une forte majorité nationale, mais avec des éléments allogènes représentant presque le tiers de la population totale qui est de 34 millions d'habitants. Dans ce nombre, il y a :

Polonais : 23 millions ;
Ruthènes : 4 millions ;
Blancs-Ruthènes : 1.060.000 ;
Allemands : 1 million ;

(1) Vidal-Lablache, t. IV, 2^e partie, p. 621 : « Europe Centrale », par de Martonne.

Lithuaniens : 400.000 ;

Juifs : 2 millions ; etc... etc...

Le cinquième de l'effectif juif est cantonné dans les quatre grandes villes de Varsovie, Lodz, Lwow et Wilno. Nulle part, en Europe Centrale la question juive ne se présente comme aussi aiguë. Le régime du Ghetto a persévéré à Varsovie sous les tsars et la toque avec la houppelande noire désignent encore partout le juif qui vit à part dans un isolement farouche.

Le régime de protection des « minorités » de race, de langue ou de religion » sous le contrôle de la Société des Nations, fut imposé à la Pologne par le traité du 28 juin 1919, jour de la signature du Traité de Versailles.

Les trois quarts des Polonais sont catholiques. Parmi ceux-ci, trois millions au moins appartiennent au rite grec-catholique. Les orthodoxes sont environ 3 millions.

Le 30 mars 1917, le Gouvernement provisoire russe avait déclaré solennellement admettre l'indépendance de la Pologne dont une Assemblée Nationale à Varsovie fixerait la Constitution.

Le 3 juin 1918, une conférence de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, tenue à Versailles, déclara que la constitution d'un Etat polonais indépendant avec accès à la mer était un des buts essentiels de la guerre. La section VIII de la partie III du Traité de Versailles (clauses politiques européennes) est relative à cette indépendance.

La Constitution Polonaise du 17 mars 1921, débute par cette déclaration :

« Au nom du Dieu Tout-Puissant, Nous, Nation

Polonaise, remerciant la Providence de nous avoir libérés d'une captivité d'un siècle et demi... renouant la tradition glorieuse de la Mémorable Constitution du 3 mai (1791)... désireux d'assurer le développement de toutes les forces morales et matérielles pour le bien de l'humanité entière renaissante... etc... etc... »

Nous citons les articles de cette Constitution qui ont pour objet la liberté de conscience, les cultes, la liberté de l'enseignement, l'enseignement de la religion dans les écoles publiques :

Art. 110. — Les citoyens polonais appartenant aux Minorités Nationales, confessionnelles ou linguistiques ont, à l'égal des autres citoyens le droit de fonder, contrôler et diriger à leurs frais toutes institutions charitables, religieuses et sociales, écoles et autres établissements d'éducation ainsi que d'y faire librement usage de leur langue et d'y satisfaire aux perscriptions de leur religion.

Art. 111. — La liberté de conscience et de confession est garantie à tous les citoyens. Aucun citoyen ne peut, à raison de sa confession ou de ses convictions religieuses, être gêné dans l'exercice des droits qui appartiennent aux autres citoyens.

Tous les habitants de l'Etat Polonais ont le droit de pratiquer leur foi librement, tant en public que dans le privé, et de satisfaire aux prescriptions de leur religion ou de leur rite, dans la mesure où ces pratiques ne nuisent pas à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 112. — Il est interdit d'user de la liberté de la confession d'une manière contraire aux lois. Nul ne peut se dérober à l'accomplissement des devoirs publics, sous prétexte de ses convictions religieuses. Nul ne peut être contraint de prendre part à des cérémonies et services religieux à moins de dépendre de la puissance paternelle ou de l'autorité d'un tuteur.

Art. 113. — Toute association religieuse reconnue par l'Etat a le droit d'organiser des manifestations communes et publiques du culte, de gérer d'une façon indépendante ses affaires intérieures, de posséder et d'acquérir des biens, meubles et immeubles, de les administrer et d'en disposer ; elle reste en possession et en jouissance de ses fondations et des capitaux, ainsi que des établissements religieux, scolaires ou charitables qui lui appartiennent. Toutefois, aucune association religieuse ne peut être contraire aux lois de l'Etat.

Art. 114. — La religion catholique-romaine, étant celle de la grande majorité de la nation, elle occupe dans l'Etat la première place parmi les confessions égales en droit.

L'Eglise catholique-romaine est régie par ses propres lois. Les rapports entre l'Etat et l'Eglise seront fixés sur la base d'un Concordat avec le Saint-Siège lequel devra être ratifié par la Diète.

Art. 115. — Les Eglises des minorités religieuses, ainsi que les autres associations confessionnelles reconnues par la loi, sont régies par leurs propres règlements que l'Etat ne saurait refuser de reconnaître en tant qu'ils ne sont pas contraires aux lois.

Les rapports entre l'Etat et ces Eglises ou confessions seront établis par voie législative après accord préalable avec leurs représentants légaux.

Art. 116. — La reconnaissance d'une confession nouvelle ou non encore reconnue par la loi, ne pourra être refusée aux associations religieuses dont l'organisation, l'enseignement et la doctrine ne sont pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 117. — Les recherches scientifiques et la publication de leurs résultats sont libres. Tout citoyen a le droit d'enseigner, de fonder une école ou un établissement d'éducation et de l'administrer, à condition de satisfaire aux conditions fixées par la loi, en ce qui concerne les titres universitaires, la

sécurité des enfants à lui confiés et le loyalisme envers l'Etat.

Art. 120. — Dans tout établissement d'instruction dont le programme comporte l'éducation de jeunes gens, au-dessous de dix-huit ans, et qui est entretenu en tout ou en partie par l'Etat ou des corps autonomes, l'enseignement religieux est obligatoire pour tous les élèves. La direction et la surveillance de cet enseignement appartiennent à l'association religieuse intéressée, sous réserve du droit supérieur de surveillance qui appartient aux autorités scolaires de l'Etat.

Le Concordat (du 10 février 1925) prévu par l'art. 114 de la Constitution, approuvé par la Chambre des Députés et le Sénat le 23 avril, fut ratifié le 2 juin 1925. Il avait été signé à Rome par le Cardinal Gasparri pour le Saint-Siège et par M. Ladislas Shrynski, ambassadeur de Pologne pour le Saint-Siège, et par M. le Professeur Stanislas Grabski, député à la Diète de Pologne, ancien ministre des Cultes et de l'Instruction Publique, pour l'Etat polonais. L'échange des instruments de ratification eut lieu à Varsovie entre son excellence Laurent Lauri, archevêque d'Ephèse, nonce apostolique, pour le Saint-Siège, et M. A. Shrynski pour la Pologne.

Avant la résurrection de l'Etat Polonais, le statut de l'Eglise catholique, en ces régions, était celui des Etats dont faisaient partie les éléments de la Pologne démembrée ; ici, régime allemand, là, régime autrichien ou régime russe. A l'occasion des Concordats allemands et autrichiens, nous dirons quel était dans ces Etats le statut de l'Eglise catholique. En ce qui concerne le statut de cet Eglise dans la Russie, trois termes le résument : a) Il existait un

Concordat de 1847 entre Pie IX et Nicolas 1^{er}, mais on ne l'appliquait par ; b) La Russie avait des relations diplomatiques avec le Vatican, elle avait une légation près le Saint-Siège, l'homme d'Etat Sazonoff fut même l'un des ministres de cette légation ; c) L'archevêque de Mohilew était considéré comme la tête du catholicisme en Russie.

§ 2. — Analyse du Concordat Polonais.

Ce Concordat commence par l'invocation « Au nom de la Très Sainte et indivisible Trinité ». Ces mots se trouvaient déjà en tête du Concordat de Worms (1122) entre Calixte II et Henri V, dans les Concordats Polonais de 1753, Portugais (1778), Bava-rois (1817), Français (Louis XVIII - 1817) etc..., etc..., Serbe (1914), sauf le mot « indivisible ». On retrouvera cette invocation dans le Concordat Lithuanien, dans le traité du Latran et le Concordat avec l'Italie, sauf le mot « indivisible ». Sans doute est-elle aussi à l'exemple du Concordat Serbe, dans le Concordat Yougoslave non encore publié.

Ce Concordat comprend 27 articles et un document annexe ayant pour objet les dotations.

L'article 1. — Garantit à l'Eglise le libre exercice de son action spirituelle et de l'administration de ses biens.

Art. 2. — Liberté des communications entre le pape, clergé et le Saint-Siège, et liberté des publications pastorales.

Art. 3. — Il y aura un nonce en Pologne et un ambassadeur polonais près le Saint-Siège.

Art. 4. — Appui des autorités : a) Pour sanction-

ner la destitution d'un ecclésiastique et protéger le port de l'habit ecclésiastique; b) Pour la perception des taxes ou prestations au profit de l'Eglise (1).

Art. 5. — Protection des ecclésiastiques dans l'exercice de leur ministère, insaisissabilité d'une partie de leurs traitements à l'égal des fonctionnaires de l'Etat. Exemption du service militaire pour les ecclésiastiques ayant reçu les Ordres, et les religieux profès et pour les séminaristes et novices, qui seraient entrés au séminaire ou au noviciat avant une déclaration de guerre. En cas de levée en masse, affectation dans l'aumônerie militaire, ou maintien dans le service paroissial, ou affectation dans le service sanitaire. Exemption des fonctions de jurés et de membres des tribunaux.

Art. 6. — Immunité des églises, chapelles et cimetières.

Art. 7. — Les armées ont des aumôniers sous la juridiction d'un Evêque de l'armée et jouissent des exemptions canoniques. Les aumôniers, pour le service, sont soumis à l'autorité militaire.

Art. 8. — Les dimanches et le jour de la fête nationale (3 mai), les prêtres officiants réciteront la prière pour la République et son Président.

(1) Le cardinal Hlond, primat de Pologne, a publié à la fin de l'année 1935, une lettre dans laquelle il disait vouloir renoncer aux taxes et contributions qui, sur la base de la législation prussienne d'avant-guerre, étaient jusqu'alors obligatoires : « La manière de faire payer ces contributions, disait le cardinal, me causait toujours une vive peine. Je ne pouvais approuver ce système de contrainte. J'étais choqué de cette menace de l'intervention de l'Etat, de cette perspective de l'irruption d'un huissier pour régler des affaires dont seulement le sentiment religieux devrait décider. J'abolis donc toute contribution extorquée par la loi. Il n'y aura plus de taxe. » En conséquence, le cardinal institue le tribut paroissial volontaire.

Art. 9. — Conformité des limites des juridictions ecclésiastiques avec les frontières. Constitution de la hiérarchie catholique : A) Rite latin : cinq provinces ecclésiastiques : Cnieszno et Poznan, Varsovie, Wilno, Lwow, Cracovie ; B.) Rite Gréco-Ruthène : province de Lwow ; C) Rite Arménien : Archidiocèse de Lwow.

Art. 10. — L'autorité ecclésiastique crée et modifie librement les bénéfices, les Congrégations et les Ordres, sauf entente avec le Gouvernement s'il doit y avoir répercussion sur les dépenses de l'Etat.

Art. 11. — Le choix des évêques appartient au Saint-Siège qui « consent » à s'adresser au Président de la République pour s'assurer qu'il n'y a pas d'objection politique à la nomination.

Art. 12. — Les Ordinaires prêtent serment.

Art. 13. — L'enseignement religieux est obligatoire dans toutes les écoles publiques, sauf les écoles supérieures. Il est donné par des maîtres nommés par l'autorité ecclésiastique qui a le contrôle (personnel, programmes et livres) de cet enseignement comme de l'enseignement des Facultés de théologie catholique dans les Universités de l'Etat. Dans tous les Diocèses, l'Eglise aura des séminaires en conformité avec le Droit Canon. Les brevets d'études des grands séminaires valent, pour l'enseignement de la religion dans les écoles publiques sauf les écoles supérieures.

Art. 14. — L'agrément de l'autorité ecclésiastique est nécessaire pour tout changement dans les biens appartenant à l'Eglise qui ne peuvent être expropriés pour cause d'utilité publique avant d'avoir été, par la même autorité, privés de leur caractère sacré. Une commission des monuments et

œuvres artistiques et historiques sera formée dans chaque diocèse par l'Evêque d'accord avec le Ministre compétent.

Art. 15. — Ne sont pas imposables les bénéfices culturels : séminaires, maisons de formation et maisons professes des religieux ayant fait vœu de pauvreté dont les revenus ne contribuent pas au revenu personnel de ces religieux. Les habitations des évêques et du clergé paroissial et leurs locaux officiels sont traités par le fisc comme les habitations officielles et les locaux de l'Etat.

Art. 16. — Les personnes morales ecclésiastiques et religieuses ont la personnalité juridique et peuvent acquérir posséder, céder, ester, etc... selon les normes du Droit Canon.

Art. 17. — Elles peuvent avoir des cimetières.

Art. 18. — Hors de leur diocèse, ecclésiastiques et fidèles sont soumis à l'Ordinaire du lieu.

Art. 19. — L'autorité ecclésiastique attribue librement les fonctions, charges et bénéfices, sauf accord du gouvernement, s'il s'agit de nommer des étrangers non naturalisés et n'ayant pas fait leurs études théologiques dans des Instituts polonais ou Pontificaux, ou, s'il s'agit de personnes dont l'activité est contraire à la sécurité de l'Etat. Pour toute nomination, le Gouvernement doit être consulté.

Art. 20. — Au cas de difficulté entre l'Ordinaire et le Ministre compétent, deux ecclésiastiques nommés par le Saint-Siège avec deux délégués du Président de la République trancheront.

Art. 21. — Le Droit de patronage reste en vigueur, mais la présentation doit se faire dans les trente jours. (Le Canon 1457 dit quatre mois).

Art. 22. — En cas de procédure pénale, contre

des ecclésiastiques ou religieux, l'Ordinaire est informé, communication lui est faite de l'acte d'accusation et, s'il y a lieu, de l'arrêt. Il peut prendre connaissance des dossiers. Egards en cas d'arrestation. La peine sera purgée dans les locaux à part ou dans un couvent, à moins que les ecclésiastiques ou religieux n'aient été rendus à l'état laïque.

Art. 23. — Aucun changement de langue dans les diocèse de rite latin pour les sermons, les cours, sans l'autorisation de la Conférence des évêques.

Art. 24. — 1) Reconnaissance des droits de propriété des personnes juridiques, ecclésiastiques ou religieuses ; 2) Avec inscription au nom de ces personnes (Evêché, Chapitre, Ordre, Séminaire, etc.) aux registre hypothécaires ; 3) L'Etat garantit des dotations qui feront l'objet de l'annexe A du Concordat ; 4) Les biens et avantages que l'Eglise tenait des anciens Etats co-partageants (de la Pologne) et que l'Etat Polonais leur réclamerait, seraient maintenus ; 5) Pour l'amélioration de la situation économique et de la paix chrétienne, le Saint-Siège consent à ce que la République rachète aux bénéfices épiscopaux, séminaires, chapitres, etc... les quantités de terres arables dépassant 15 à 30 hectares pour les paroisses, 180 pour les séminaires, chapitres, menses épiscopales, etc... ; 6) les personnes juridiques ecclésiastiques choisiront ce qu'elles veulent garder ; 7) Le rachat de fera au prix des biens privés ; 8) Mêmes principes pour les Congrégations, Ordres et Institutions de bienfaisance ; 9) Les personnes juridiques, ecclésiastiques ou religieuses pourront procéder directement à ce morcellement.

Art. 25. — La législation sera mise d'accord avec le Concordat.

Art. 26. — Le Saint-Siège procédera dans les trois mois à la constitution des provinces et diocèses selon l'article 9 dans les limites des frontières.

Art. 27. — Le Concordat entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications.

Les dotations garanties à l'Eglise par l'art. 24 § 3 font l'objet de l'annexe A : I. — Dotation du clergé : cardinaux, archevêques, évêques, chanoines, curés, professeurs de séminaires, etc...; II. — Dotation pour les pensions de retraites : pensions du clergé, pensions des veuves et orphelins du clergé gréco-catholique ; III. — Dotation annuelle pour l'entretien des chœurs des cathédrales et pour les employés subalternes des églises ; IV. — Frais annuels d'administration ecclésiastique ; V. — Subvention annuelle pour les institutions ecclésiastiques ; VI. — Fonds annuels de construction ; VII. — Autres dépenses annuelles.

En résumé : l'Eglise garantit à l'Etat un clergé national et loyal, exerçant son activité dans des circonscriptions ecclésiastiques limitées aux frontières. L'Etat assure à l'Eglise la liberté dans le droit commun pour l'exercice de sa mission spirituelle, il reconnaît les personnes morales du Droit Canon, il place sous le contrôle de l'autorité ecclésiastique l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques. L'Etat protège l'Eglise, il lui fait des dotations, il lui reconnaît des privilèges : exemption pour les clercs et religieux du service militaire et de certaines fonctions civiles, privilège du for, bénéfice de compétence, privilèges fiscaux en de certains cas, pour des personnes et des biens d'Eglise. L'Eglise nomme aux fonctions ecclésiastiques ; les évêques et fidèles ont pleine liberté de communication entre eux et avec Rome.

Ce sont là des dispositions dont les unes sont communes à tous nos concordats, — les autres — nous parlons ici des privilèges, communes à plusieurs Concordats seulement.

Enfin, le Concordat polonais comporte des stipulations qui lui sont particulières, notamment : 1° l'article 22 n° 3 à 9, sur la distribution des terres ; 2° l'article 14, § 3, instituant une Commission des monuments historiques et œuvres artistiques et historiques. Cette stipulation fait penser à notre législation sur les Monuments Historiques ; elle est conforme au Canon 1280 : « Les images précieuses par leur antiquité, leur beauté artistique, ou le culte dont elles sont l'objet, exposées dans les Eglises ou Oratoires publics, à la vénération des fidèles, dans le cas où elles auraient besoin de réparation, ne seront jamais restaurées sans le consentement écrit de l'Ordinaire qui, avant d'accorder la permission, consultera des hommes experts et prudents ». C'est en conformité de cette disposition canonique qu'il existe, par exemple, dans notre diocèse de Versailles, une Commission d'art religieux (Association déclarée, *Journal Officiel*, 7 août 1930), instituée par Mgr. Roland-Gosselin.

La Constitution « *Vixdum Poloniae Unitas* » (28 octobre 1925) (1), a pourvu à la nouvelle délimitation des provinces et diocèses du rite latin selon les termes de l'article 9 du Concordat. Cette constitution débute ainsi :

« A peine l'unité de la Pologne, après le partage de cette nation catholique entre plusieurs pays qui dura de longues années, fut-elle miraculeusement rétablie, grâce au secours de la divine Providence,

(1) « A. A. S. », vol 17, 1925, page 521.

aussitôt apparût à tous la nécessité de régler non seulement les affaires civiles, mais encore et surtout les affaires religieuses. Ceci exigeait avant tout qu'on prit un soin attentif à bien définir les frontières diocésaines, et à les adapter aux nouvelles limites de la République. Voilà pourquoi les négociations avec les chefs de cette République, concernant cette question ayant heureusement abouti, il a été pourvu à une nouvelle circonscription des diocèses par une convention solennelle conclue récemment entre le Saint-Siège et la susdite République, à notre plus grande joie à Nous, qui avons assisté et pris part aux malheurs de la guerre qui atteignaient cette noble Nation comme à la joie de sa résurrection. »

Section III

LE CONCORDAT LITHUANIEN

Le Concordat Lithuanien conclu le 27 septembre 1927, ratifié le 10 décembre 1927, publié le même jour — en français seulement — aux *Acta Apostolicae Sedis* (1), présente cette particularité de ressembler étroitement au Concordat Polonais dans ses stipulations, dans la rédaction et même dans la numérotation de ses articles. L'analyse pourra donc s'en faire rapidement. Ce Concordat fut signé au Vatican par le Cardinal Gasparri pour le Saint-Siège, et par le Professeur Augustinus Valdemaras, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, pour l'Etat lithuanien.

(1) « A. A. S. », vol. 19, 10 décembre 1927, page 425.

§ 1^{er}. — Historique.

La Lithuanie est un Etat balte, voisin de la Pologne et de la Lettonie. D'une superficie de 57.700 km. carrés, elle compte deux millions trois cent mille habitants dont, à peu près, 1.900.000 catholiques, 200.000 protestants, 60.000 orthodoxes, 60.000 juifs. En ce qui concerne les nationalités, les Lithuaniens sont, dans la proportion de 83,9 % dans l'ensemble de la population ; ils appartiennent, comme les Lettons, à ce groupe spécial d'Indo-Européens, nommé « le Groupe Balte ».

La lutte contre les Chevaliers Teutoniques remplit l'histoire de la Lithuanie du début du XIV^e siècle à la première moitié du XV^e. La Lithuanie est ensuite unie à la Pologne. En 1795, elle passe sous la domination russe, sauf une petite partie attribuée à la Prusse et rattachée, en 1807, par Napoléon au Grand Duché de Varsovie. Un Ukase de 1840 lui donne le nom de pays « du Nord-Ouest ». A partir de 1848, elle subit une russification énergique. Mais dès 1880, commence un mouvement de renaissance lithuanienne qui a pour but : la Lithuanie autonome. Pendant la guerre, elle connaît l'invasion allemande et vit sous le régime de l'autorité militaire de Hindenbourg. Toutefois les patriotes lithuaniens étaient actifs dans les pays neutres.

Le 28 mars 1918, Hertling, chancelier d'Empire allemand, reconnaît l'établissement d'un Etat lithuanien. A Kaunas, le chef de l'administration militaire remet au Président de la Taryba — Conseil du pays comptant 20 membres représentant

tous les partis — la charte de cette reconnaissance, le 4 mai 1918.

En 1920, une Assemblée Constituante qui venait d'être élue, confirme la proclamation d'indépendance et adopte la République comme forme de Gouvernement. La Lithuanie est ensuite admise à la Société des Nations et reconnue par l'ensemble des Etats à la Conférence des Ambassadeurs. Elle est, à l'heure actuelle, sous le régime d'une Constitution du 15 mai 1928. La Russie avait reconnu l'indépendance de la Lithuanie par un traité du 12 juillet 1920.

La Lithuanie est en difficulté avec la Pologne, sa voisine, pour l'établissement de la frontière commune. Sa capitale actuelle est Kaunas, mais l'article 5 de la Constitution de 1928 dit : « La capitale de la Lithuanie est Wilno (ou Vilna). Elle peut-être provisoirement transférée ailleurs par une loi ».

Les difficultés de voisinage avec la Pologne ont eu leur retentissement sur les rapports de la Lithuanie avec Rome. A la suite du Concordat Polonais, les laïques et les ecclésiastiques de l'Etat lithuanien suscitèrent au Saint-Siège de nombreuses difficultés. Ils craignaient que les stipulations du Concordat polonais, celles, en particulier, visant les Ruthènes, ne se retournassent contre la Lithuanie. D'autre part, le Concordat polonais ayant compris dans l'organisation de la hiérarchie catholique en Pologne le diocèse de Wilno, les Lithuaniens estimaient que leur pays était réduit à un état d'infériorité. Le Gouvernement de Lithuanie rompit les relations avec le Saint-Siège en mai 1925. (Le Concordat Polonais venait d'être conclu le 10 février).

Pour remédier à cette situation, Pie XI, par la Constitution « *Lithuanorum Gente* » (4 avril 1926), érigea une province ecclésiastique en Lithuanie. Par là, fut ouverte la voie à la pacification. En septembre 1927 fut conclu le Concordat lithuanien :

La Constitution lithuanienne du 15 mai 1928, ne reconnaît aucune religion d'Etat, mais elle déclare en son article 14 :

— Tout citoyen jouit de la liberté de croyance et de conscience. Le fait de professer une religion ou des idées philosophiques déterminées, ne peut être invoqué pour justifier un acte délictueux ou pour se décharger des devoirs publics.

Art. 15. — Pour des buts confessionnels et culturels, peuvent être formées des personnes morales de droit public selon l'ordre établi par la loi.

Art. 74. — Les minorités nationales formant une partie notable des citoyens, ont le droit, dans les limites fixées par la loi, de gérer sur des bases d'autonomie leurs intérêts nationaux culturels (instruction populaire, bienfaisance, mutualité) et d'élire, en se conformant aux prescriptions des lois, des organes représentatifs chargés de la gestion de ces intérêts.

Art. 75. — Les minorités nationales mentionnées à l'article 74 ont le droit, en vertu des lois correspondantes, d'imposer leurs membres de taxes destinées à subvenir aux besoins des œuvres de leur culture propre. Elles reçoivent une part équitable des sommes que l'Etat et les administrations autonomes consacrent aux besoins de l'instruction populaire et de la bienfaisance, si ces besoins ne sont pas assurés par les établissements généraux entretenus par l'Etat et les administrations autonomes.

Art. 81. — L'instruction religieuse est obligatoire dans les écoles, à l'exception de celles créées pour les enfants dont les parents n'appartiennent à au-

cune organisation confessionnelle. L'enseignement religieux doit être donné en conformité des exigences de l'organisation confessionnelle à laquelle appartient l'élève.

Art. 83. — Les écoles confessionnelles privées, si elles répondent au programme minimum fixé par les lois, reçoivent, du Trésor de l'Etat, sur les sommes prévues au budget, pour les besoins de l'instruction, une part en rapport avec le nombre de citoyens et d'élèves appartenant officiellement à l'organisation confessionnelle dont la doctrine est enseignée dans ces écoles.

A toutes les organisation confessionnelles existant en Lithuanie, l'Etat reconnaît un droit légal de s'administrer conformément à leurs Canons et Statuts, avec la liberté de professer publiquement leur doctrine confessionnelle et de célébrer les cérémonies de leur religion, de fonder et de gérer les édifices consacrés à leur culte, les écoles, les institutions d'éducation et de bienfaisance, de fonder des monastères, congrégations confessionnelles, et associations fraternelles, d'imposer leurs membres de taxes destinées à subvenir aux besoins des organisations confessionnelles, d'acquérir des biens, meubles et immeubles et de les administrer.

Les organisations confessionnelles possèdent dans l'Etat le statut des personnes morales; les ecclésiastiques sont exempts des obligations militaires.

Art. 85. — L'Etat reconnaît les organisations confessionnelles nouvelles s'il n'y a, dans leur doctrine religieuse ou morale, ni dans leurs statuts, rien de contraire à la morale publique; les conditions de la naissance et de l'existence de telles organisations sont fixées par la loi.

Art. 86. — Les actes de naissances, de mariages et de décès dressés pour les croyants par les ministres de leurs cultes, s'ils sont conformes aux prescriptions de la loi, ont une valeur légale en Lithuanie et les citoyens ne sont pas tenus de les renouveler devant une autre autorité.

Art. 87. — Les lois respectent les dimanches et autres jours fériés reconnus par l'Etat.

Art. 88. — Les militaires doivent disposer d'un temps libre leur permettant de remplir leurs devoirs religieux. Aux personnes retenues dans les hôpitaux, prisons et autres établissements publics, doit être ménagée la possibilité de remplir leurs devoirs religieux.

Un traité des minorités n'a point été imposé à la Lithuanie, mais sur cette question des minorités, la Lithuanie, comme la Lettonie (et aussi l'Albanie, l'Esthonie et la Finlande) a fait des déclarations devant le Conseil de la Société des Nations.

§ 2. — Analyse du Concordat Lithuanien.

Ce Concordat qui débute comme le Polonais par l'invocation à la Très Sainte et Indivisible Trinité, est composé de 28 articles reproduisant, pour la plupart les dispositions et même la rédaction du Concordat Polonais. Où il en diffère il est plus favorable à l'Eglise (1).

(1) « En Lithuanie, le chiffre des naissances dépasse de loin celui des décès ; ici, des frimousses d'enfants pas toujours débarbouillées, mais très éveillées, apparaissent derrière les vitres des fenêtres ; en Lettonie, derrière les vitres des fenêtres, on aperçoit des plantes vertes. Et, si l'on pénètre dans quelques maisons paysannes, on est frappé d'y voir au mur des images pieuses d'une grande naïveté ou, sur une étagère, une douloureuse Piéta, un Christ couronné d'épines, un saint Roch avec son chien ou un saint Isidore avec sa charrue, statuettes de bois d'un aspect primitif mais toujours émouvant, vrais chefs-d'œuvre d'art rustique dus aux ciseaux d'artisans de villages que l'on appelle « des faiseurs de Dieu ». C'est que nous sommes, ici, en pays catholique. » — Maurice Bedel (Conférence aux « Annales ».)

Les 8 premiers articles sont rigoureusement conformes au Concordat Polonais.

L'article 9 pose le principe de l'identité des limites des juridictions ecclésiastiques avec les frontières de l'Etat et stipule que la province et les diocèses délimités par la Bulle «*Lithuonarum gente*» ne seront pas modifiés sans accord avec le Gouvernement sauf petites rectifications paroissiales.

Art. 10. — Création et modification des bénéfices ecclésiastiques. — Art. 11. — Choix des archevêques et évêques. — Art. 12. — Serment de fidélité.

Art. 13. — Enseignement, comme dans Polonais.

Mais ici, il est ajouté que l'Etat veillera dans toutes les écoles publiques et subventionnées à ce que les élèves puissent convenablement accomplir leurs devoirs religieux ; en outre, les diplômes délivrés par les écoles sous la dépendance de l'Ordinaire, sont assimilés à ceux de l'Etat.

L'art. 14 qui est spécial à ce Concordat autorise les curés à tenir des registres de baptêmes, de mariages et de décès, qui, conformément à la Constitution du pays font foi au for civil. Une disposition semblable se trouve dans le Concordat Colombien de 1892, art. 22.

Art. 15. — Les mariages célébrés en conformité des prescriptions du Code Canonique, obtiennent par là même, les effets civils. Il n'a rien été dit à ce sujet dans les Concordats précédents, mais en Lettonie et en Pologne, comme en Lithuanie, le mariage religieux est reconnu par l'Etat.

L'art. 16 reproduit l'art. 15 du Polonais quant à certaines exemptions fiscales.

Art. 17. — Comme Polonais 16, première phrase.

Art. 18. — Droit pour les autorités ecclésiastiques

d'attribuer les fonctions et bénéfices comme Polonais 19, et aux mêmes conditions.

Art. 19. — Droit de patronage comme Polonais 21.

Art. 20. — Privilège du for pour les ecclésiastiques et religieux comme Polonais 22.

Art. 21. — Les Ordinaires veilleront à ce que tous les fidèles aient l'assistance religieuse dans leur langue maternelle.

Art. 22. — Reconnaissance des droits de propriété des personnes morales ecclésiastiques comme Polonais 24, § 1 et 2 ; puis, 3 et 4, visant la restitution à l'Eglise des biens ecclésiastiques qui se trouveraient en la possession de l'Etat Lithuanien, comme lui venant de la Russie ou qui auraient été revendiqués auprès d'autres Etats.

Art. 23. — Dotations aux diocèses nouveaux et stipulation d'un accord ultérieur pour régler la question des églises et bâtiments ecclésiastiques.

Art. 24. — La participation des évêques, du clergé et du corps enseignant des séminaires aux retraites sera réglé par un accord ultérieur.

Art. 25. — Pleine liberté de l'Action Catholique.

Art. 26. — La législation sera mise en harmonie avec le Concordat.

Art. 27. — Une convention règlera le sort des biens ecclésiastiques en Lithuanie appartenant à des personnes juridiques, ecclésiastiques ou religieuses ayant leur siège au dehors ou inversement.

Art. 28. — Le Concordat entrera en vigueur dès ratification.

En résumé : Concordat parallèle au Concordat polonais. Une disposition spéciale et conforme à la Constitution lithuanienne, celle qui concerne la

tenue par les curés des registres de baptêmes, mariages et décès, faisant foi au for civil.

Section IV

MODUS VIVENDI TCHECOSLOVAQUE

L'accord entre le Saint-Siège et la Tchécoslovaquie se distingue des Concordats qui précèdent et de ceux qui suivront par la forme et par le ton. Ce Modus Vivendi du 2 février 1928 fut publié en français aux Acta du 1^{er} mars suivant (1). Entre le Gouvernement de Prague et le Vatican, c'est, si l'on peut employer une telle expression, d'un mariage de raison qu'il s'agit. La raison d'Etat a commandé l'union. Cette raison, cette nécessité politique, M. Bénès, aujourd'hui Président de la République Tchécoslovaque, l'a dite au moment du Congrès Catholique de Prague en 1935. Mais à la date de 1928, et après les Concordats « si chaleureux », et aussi catholiques que les Concordats Polonais et Lithuanien, le Modus Vivendi Tchécoslovaque semble glacé par le laïcisme du Gouvernement de Prague. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre intérêt de cet accord que d'y voir la force des choses imposer à un gouvernement foncièrement laïque, et, en dépit de ses tendances doctrinales, une politique de collaboration avec le Saint-Siège et la reconnaissance explicite ou tacite des droits essentiels de l'Eglise Romaine. Le maintien de

(1) « A. A. S. », vol. 20, 1^{er} mars 1928, pag 65.

l'unité et l'équilibre des nationalités dans l'Etat Tchécoslovaque commandait cette politique.

§ 1^{er}. — Historique.

La création de l'Etat Tchécoslovaque est un résultat de la guerre et l'œuvre des traités de paix. Elle est aussi l'aboutissant de luttes séculaires. Au début du XV^e siècle, le mouvement religieux de Jean Huss tendait à réformer l'Eglise et à libérer l'Etat Tchèque du Saint Empire Romain germanique. Une ligue de l'Europe entière se forma contre les Hussistes. Le nom de Prague est associé à deux défénestrations : en 1418, au commencement de la guerre des Hussites, le peuple jeta par les fenêtres du château, les conseillers de Wenceslas ; en 1618, et ce fut le signal de la guerre de Trente ans, les protestants envahirent le château et jetèrent par la fenêtre deux des quatre gouverneurs : Matinitz et Slavatu, et leur secrétaire Fabricius... Ceux-ci tombèrent d'ailleurs sur un tas de fumier et ne se firent aucun mal. A la suite de cette insurrection, les Autrichiens, aidés des Espagnols, écrasèrent les révoltés à la Montagne Blanche près de Prague en 1620. Par là, fut assurée l'autorité de la Maison de Habsbourg. Mais depuis lors, l'histoire des relations entre la bohême et l'Autriche fut celle de la lutte entre la politique d'unification autrichienne et la revendication d'indépendance de la nation Tchèque. En 1848, la continuité du Droit de l'Etat de Bohême fut confirmée par une lettre de Cabinet de Ferdinand V, en date du 8 avril, avec promesse d'octroyer une large

autonomie législative et administrative et de convoquer les Etats de Bohême. Ces promesses ne furent pas tenues. En 1871, la nation Tchèque, au nom du droit de toutes les nations, grandes ou petites, de disposer d'elles-mêmes protesta contre l'annexion allemande de l'Alsace-Lorraine.

Depuis cette époque, la magyarisation à outrance avait été poursuivie par les Hongrois. Il semblait qu'elle dût aboutir à l'anéantissement intellectuel et économique de 2 millions de Slovaques demeurant encore en Hongrie.

Par un manifeste du 14 novembre 1915, le Comité d'action Tchèque à l'étranger proclama la révolution contre l'Autriche-Hongrie et sa volonté de réaliser l'union de la Bohême, de la Moravie et de la Slovaquie en un Etat indépendant. M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, dirigeait alors la « Nation-Tchèque », publication bi-mensuelle. Par une note du 10 janvier 1917, les alliés avaient mentionné au nombre de leurs buts de guerre : la libération des Slaves et des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère. Un décret français du 16 décembre 1917, avait autorisé la formation en France des Tchécoslovaques en armée autonome avec drapeau. Cette armée était placée, au point de vue politique, sous la direction du Conseil national des pays Tchèques. L'Etat Tchèque date de la note du Comte Andrassy du 28 octobre 1918 aux Etats-Unis, qui avaient déclaré ne pouvoir accepter les propositions de paix puisqu'ils avaient reconnu les Tchèques comme belligérants et le Gouvernement national Tchèque comme Gouvernement de fait. Ce Gouvernement provisoire, constitué à Paris le 14 octobre 1918, était ainsi com-

posé : Masaryk, Président ; Bénès, Ministre des Affaires Etrangères ; Général Stéfani, Ministre de la Guerre. A la note Américaine, le Comte Andrassy avait répondu qu'il acceptait les conditions des Etats-Unis. Les traités de Versailles (26 juin 1919, art. 83), Saint-Germain (10 septembre 1919, art 53), Trianon (4 juin 1920, art. 48) consacrèrent l'existence de la Tchéco-Slovaquie à compter du 28 octobre 1918, date de la note Andrassy.

Les traités ont fixé les frontières du nouvel Etat. Elles comprennent tout le vieux royaume de Bohême, l'ancien Margraviat de Moravie, le ci-devant duché de Silésie, quelques cantons de la Haute-Silésie Prussienne et la Slovaquie détachée de la Hongrie, le territoire des Ruthènes (Russie Sub-Carpathique).

La Tchécoslovaquie couvre au total 140.397 km. carrés :

Bohème....	52.064 km. ²	7.106.766 hab.
Moravie...	22.315 km. ²	2.825.137 »
Silésie....	4.423 km. ²	738.020 »
Slovaquie...	48.939 km. ²	3.330.885 »
Russie Sub-Carpathi-		
que....	12.656 km. ²	725.350 »
140.397 km. ²		14.726.158 »

Les Tchèques, les Slovaques, qui donnent au pays son nom, représentent, à peu près, les deux tiers de la population totale ; les populations non Slaves, constituent l'autre tiers, dans lequel il y a plus de 3 millions d'allemands, 745.431 Magyars, 181.000 juifs, etc...

« Cette forte porportion d'étrangers dans l'Etat

Tchécoslovaque représente le legs d'un passé où l'élément Slave, bien que formant la majorité, était partout dans un état d'infériorité social et politique qui empêchait son expansion naturelle. Il est probable que la situation continuera à se modifier au profit de l'élément Tchèque en Bohême et Moravie et de l'élément Slovaque en Slovaquie. Mais les gains les plus frappants, peuvent être déjà considérés comme réalisés. Il restera des éléments non Slaves importants. Rien ne permet de compter sur la disparition de groupes germaniques compacts, comme ceux du Nord de la Bohême, pas plus que sur celle des Magyars qui occupent la rive du Danube et la plaine de la Haute Tisa. La place que tiennent les allemands de Bohême dans la vie industrielle et le commerce les rend, en quelque sorte, solidaires de la prospérité de l'Etat Tchécoslovaque ; l'intérêt doit leur commander une association loyale avec les Tchèques s'ils ont le sentiment d'être traités comme ils le méritent, et, si les excitations venues du dehors sont neutralisées. Mais il leur faut oublier le temps où ils avaient une situation hors de proportion avec leur nombre, admettre la diminution des écoles allemandes, multipliées jadis au détriment des écoles slaves, et, le partage des grandes propriétés qui profitent surtout aux paysans tchèques. Les Magyars de Slovaquie auront plus de mal à accepter la situation actuelle. C'est une chute brutale pour un élément despotique dont la domination s'affirmait de plus en plus ». (1).

(1) Vidal-Lablache et Gallois : « Géographie universelle », t. IV, 2^e partie, Europe Centrale, par de Martonne, p. 539.

Dans cette variété de races, un élément d'unité apparaît. C'est la religion catholique commune à douze millions de Tchécoslovaques sur cette population de quinze millions en chiffres arrondis. De là, pour les gouvernants de Prague, la nécessité, en dépit de leur laïcisme, de ne pas ignorer l'église romaine. C'est pour cela qu'il y a eu un *Modus Vivendi*. Les règles que consacre cet accord sont conformes, d'ailleurs, aux dispositions du droit public Tchécoslovaque : droit constitutionnel, législation de l'enseignement et traité des minorités. Par l'article 86 du traité de Versailles la Tchécoslovaquie s'était engagée, en effet, à stipuler avec les Alliés et Associés, pour la protection des minorités de langues et de religion. C'est ce qui fut fait par le traité de Saint-Germain.

La Constitution du 29 février 1920, consacre la liberté de conscience, des cultes et de l'enseignement, même de l'enseignement libre subsidié par les personnes morales administratives :

Art. 106. — Tous les habitants de la République Tchécoslovaque jouissent, sur son territoire, dans la même mesure que les ressortissants de cette République, d'une pleine et absolue protection de leur vie et de leur liberté, sans aucune différence d'origine, de nationalité, de langue, de race ou de religion.

Art. 113. — § 1. — La liberté de la presse, le droit de se réunir paisiblement et sans arme, et celui de former des associations sont garantis.

Art. 120. — L'organisation d'établissements privés d'enseignement et d'éducation n'est permise que dans les conditions prévues par la loi. Le droit de direction et de contrôle de tout enseignement ou éducation appartient à l'administration de l'Etat.

Art. 121. — La liberté de conscience et de religion est garantie.

Art. 122. — Tous les habitants de la République Tchécoslovaque ont, dans la même mesure que ses ressortissants, le droit de pratiquer en public ou dans le privé, n'importe quelle confession, religion ou croyance, tant que ces pratiques ne sont pas en désaccord avec les règlements ou l'ordre public ou les bonnes mœurs.

Art. 123. — Personne ne peut être contraint, ni directement, ni indirectement, à prendre part à un acte religieux quelconque, exception faite des droits de la puissance paternelle et de la tutelle.

Art. 124. — Toutes les religions sont égales devant la loi.

Art. 128. — Tous les ressortissants de la République Tchécoslovaque sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race, de langue ou de religion.

Art. 130. — Etant donné que les lois générales accordent aux ressortissants de la République le droit de créer, diriger et contrôler à leurs propres frais, des institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, tous les ressortissants quelconques, sans différence de nationalité, de langue, de religion ou de race, sont égaux et jouissent du droit de faire librement usage de leur propre langue et d'exercer librement leur religion dans ces établissements.

Art. 132. — Au cas où, dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants Tchécoslovaques, appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, certaines sommes devraient être, dans un but d'éducation de religion ou de charité, prises sur les fonds publics et employées par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, une part de ces sommes équitable dans leur affectation et leur bénéfice, doit être attribuée à ces minorités dans les limites des

dispositions générales concernant l'administration publique.

Art. 133. — La mise en vigueur des principes des articles 131 et 132 et notamment la détermination de l'expression « considérable » feront l'objet de lois spéciales.

L'enseignement religieux est obligatoire dans les écoles primaires et primaires supérieures pour les élèves appartenant à un culte reconnu par l'Etat, et, il est facultatif dans les écoles secondaires (Décret du Ministre Inst. Publi. 14-7-1919. Rec, Lois et Ord. n° 80, 98, 123, 144, etc...).

Malgré qu'il eût dans son programme la Séparation, le Gouvernement Tchécoslovaque a laissé les rapports fondamentaux avec l'Eglise tels que sous l'ancien régime austro-hongrois. Il a été créé une faculté de théologie catholique à Bratislava avec enseignement en langue tchèque et slave (Loi du 24-7-1919, Rec. L. O. n° 141) et une Faculté de théologie catholique à Olomone (Olmütz). La Faculté de théologie prend le nom des Saints Cyrille et Méthode (Ordon. du 28 avril 1919. Rec. des Lois et Ordon, n° 231). (1).

(1) La création de la Faculté de Bratislava n'a pu être tout de suite réalisée à cause des difficultés politiques ou religieuses qui résultaient de la situation incertaine dans laquelle se trouvait alors la Slovaquie dont le territoire dépendait en grande partie des évêques hongrois. La situation a changé dès que le Modus Vivendi fut conclu et mis en valeur. Les pourparlers ont abouti et la Sacrée Congrégation des Etudes a donné son consentement à la fondation d'une nouvelle Faculté de Théologie. Il faut achever la construction du bâtiment. Il est possible que l'évolution politique retarde les choses surtout si le parti populaire (catholique slovaque) persiste dans son opposition au gouvernement. Les professeurs de la nouvelle Faculté doivent être nommés par l'Etat sur la proposition d'un Comité composé de professeurs de la Faculté de Théologie des Saints Cyrille et Méthode d'Olomone et de la Faculté de Théologie de

La doctrine formulée par Benoit XV dans l'allocation consistoriale du 1^{er} novembre 1921, appelait entre le Gouvernement Tchécoslovaque et le Saint-Siège un règlement des questions ecclésiastiques. Et cela d'autant plus que ce gouvernement, sans souci des légitimes exigences de l'Eglise, sans légiféré sur le mariage, les biens ecclésiastiques, le service militaire des clercs et l'instruction religieuse. Le résultat des négociations fut le *Modus Vivendi* de 1928 qu'allait compléter le *Modus Vivendi* de 1935.

A la fin de juin 1935, s'est tenu à Prague, le premier Congrès National Catholique Tchécoslovaque auquel le Pape avait envoyé comme Légat le Cardinal Verdier, archevêque de Paris. Plus de 750.000 catholiques se joignirent en ces journées à ceux de la capitale pour manifester leur foi. Le Gouvernement facilita la tâche des organisateurs du Congrès. Sur le terrain de la foi commune, Allemands, Russes, Polonais, Magyars, se sont ainsi groupés avec les Tchèques et les Slovaques pour des cérémonies solennelles. La variété des races, voire des rites, dans l'unité de l'Eglise, apparut avec éclat dans la messe célébrée devant un demi-million de fidèles au Stade de Prague ; des diacres chantèrent l'Evangile, non pas comme à Saint-Pierre de Rome en latin et en grec, mais en latin et dans le slavon des Blancs-Russiens. Après quoi, d'autres diacres lurent le même Evangile en Tchèque, en Slovaque, en Allemand, en Polonais. (1).

l'Université Charles IV. Le consentement des autorités ecclésiastiques doit être, bien entendu, donné pour chaque nomination.

(1) Voir « Echo de Paris », 1^{er} juillet 1935.

Devant les journalistes venus à ce Congrès, M Bénéš, alors Ministre des Affaires Etrangères et maintenant Président de la République, déclara :

« Vous aurez tous l'occasion de voir quelle force interne et externe possède le mouvement catholique en Tchéco-Slovaquie. Ce mouvement joue un rôle considérable dans notre peuple et dans notre Etat, et il est du devoir de chacun de nous d'en apprécier la valeur morale positive... Toutes les confessions et toutes les tendances se développent chez nous dans le respect mutuel... Nous avons pu, sans grande difficulté, résoudre chez nous les principaux problèmes religieux, et conclure avec le Vatican un Modus Vivendi qui règle à la satisfaction des deux partis, les questions litigieuses entre l'Eglise catholique et notre République. C'est la base de notre politique dans les questions ecclésiastiques... Le mouvement catholique en Tchécoslovaquie recrute ses fidèles dans toutes les nationalités. Aussi, connaît-il par sa propre expérience, ce problème des minorités et s'efforce-t-il de le résoudre d'après les mêmes principes de tolérance et d'objectivité dans son sein et nous aide-t-il, par là-même, à lui donner une solution dans le cadre de l'Etat, *car s'il a une mission politique importante dans d'autres domaines, il ne peut pas échapper à son devoir d'être l'élément modérateur dans le domaine de la collaboration entre les diverses nationalités de notre pays.* » (1).

Ainsi, la recherche de « l'élément modérateur » qu'est le catholicisme, impose en 1935, au Gouvernement de Prague, la politique que pratiquait avant guerre à l'égard de l'Eglise, la catholique Maison de Habsbourg. En 1912, l'Empereur François-Joseph avait facilité de toutes manières le Congrès International Eucharistique de Vienne ; en

(1) « La Croix », 30 juin et 1^{er} juillet 1935.

1935, les autorités tchécoslovaques facilitèrent le Congrès Catholique de Prague qui devait rassembler les nationalités diverses de la Tchécoslovaquie. Les comptes-rendus des manifestations de l'un et l'autre Congrès, à 23 ans de distance, par-dessus la guerre et les changements de l'Europe, se ressemblent étonnamment, quand ils disent : « l'unité de la foi dans la variété pittoresque des races et des costumes ».

Congrès de Prague, 1935. — « Les rues, fort actives, présentent une animation de fourmillière, et l'on reconnaît sans peine, soit à leurs traits dorés et creusés par le soleil des champs, soit à leurs costumes — le petit chapeau rond à plume, le boléro brodé et la culotte blanche des hommes, le foulard bariolé, le corselet et le jupon bouffant des femmes — les paysans descendus de la Moravie, de la Slovaquie ou même de cette Russie Tchéco-Slovaque qui s'étend, là-bas, aux pieds des forêts des Carpathes. » (1).

Congrès Eucharistique de Vienne, 1912. — « Par un juste retour, en préparant le triomphe de l'Eucharistie, monarque et peuples d'Autriche-Hongrie ont travaillé à leur propre gloire. Devant les nations assemblées, Vienne s'est affirmée comme la capitale de l'Europe Orientale... Malgré le mauvais temps, l'Empereur voulut que la procession ait lieu coûte que coûte — le vieil Empereur de 83 ans... — Cent mille hommes de nationalités autrichiennes diverses, souvent hostiles : Allemands, Tchèques, Hongrois, Croates, Italiens, Dalmates, Polonais, Ruthènes, Bosniaques, etc... Tour de force d'avoir, en l'honneur du Saint-Sacrement, réalisé ce miracle du prisme, transformé ce manteau d'arlequin aux pièces disparates, en un pavillon d'or, d'avoir rapproché ces nationalités. » (2).

(1) Charles Pichon : « Echo de Paris », 28 juin 1935.

(2) Maurice Vanlaer : « Correspondant », 10 octobre 1912.

§ 2. — Analyse du Modus Vivendi.

Les négociations du Modus Vivendi ont été conduites par Mgr Borgongini-Duca, secrétaire de la Sacrée Congrégation pour les affaires ecclésiastiques extraordinaires, et son Excellence D. Krofta, envoyé extraordinaire de la Tchécoslovaquie. Le Modus Vivendi est présenté dans l'« Osservatore Romano » du 3 février 1928 sous la forme d'une note émanant de la Secrétairerie d'Etat, n° 350-28 :

« Dans notre numéro du 18 décembre dernier, dit l'« Osservatore Romano », nous avons déjà annoncé que les difficultés existant entre le Saint-Siège et le Gouvernement de la République Tchécoslovaque étaient réglées, en particulier celles qui avaient surgi deux ans auparavant. Cette nouvelle était complétée par l'annonce qu'un échange de notes diplomatiques avait aplani le différend à la pleine satisfaction des deux parties. Nous étions autorisés à ajouter qu'un Modus Vivendi entre le Saint-Siège et la République Tchécoslovaque avait été conclu ici à Rome et paraphé... L'approbation (par S. S. et le Gouvernement Tchécoslovaque) étant maintenant accordée, et, d'autre part, son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque ayant publié à Prague la note portant approbation du texte du Modus Vivendi, nous sommes autorisés à publier la note par laquelle l'Eminentissime Cardinal Secrétaire d'Etat fait connaître à son tour l'approbation de ce même Modus Vivendi. »

La note débute en ces termes :

« Le soussigné, Cardinal Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, a l'honneur de communiquer à votre Excellence que le Saint-Père a approuvé le suivant *Modus Vivendi* entre le Saint-Siège et la République Tchécoslovaque. »

Suivent les six articles à la suite de quoi le Cardinal ajoute :

« Le soussigné, Cardinal, est heureux d'exprimer à votre Excellence la vive satisfaction du Saint-Siège pour l'esprit d'amicale entente qui a animé les négociations relatives au susdit *Modus Vivendi*. Le Saint-Siège est bien sûr que le même esprit animera aussi l'examen des autres questions pendantes, qui n'ont pas été réglées par le présent *Modus Vivendi*, et de toutes autres questions qui pourraient surgir pour l'avenir.

« Le même Cardinal saisit avec empressement l'occasion pour renouveler à votre Excellence l'assurance de sa très haute considération. »

P. Cardinal GASPARRI.

L'art. 1 vise la délimitation des circonscriptions et juridictions ecclésiastiques qui seront conformes aux frontières du pays. Deux commissions régleront la délimitation et la dotation des diocèses.

Art. 2. — Provisoirement, l'administration des biens ecclésiastiques sous séquestre, est confiée à une commission épiscopale jusqu'à ce que les commissions de l'art. 1 aient accompli leur tâche.

Art. 3. — Les Ordres et Congrégations auront des supérieurs provinciaux et des supérieurs de communautés de nationalité Tchécoslovaque. Leurs provinces (à moins qu'il ne s'agisse de maisons dépendant directement de la maison générale),

seront constituées dans les limites de la Tchécoslovaquie.

Art. 4. — Avant de nommer les archevêques, évêques, coadjuteurs « cum jure successionis », ou, l'Ordinaire de l'Armée, qui devront être Tchécoslovaques, le Saint-Siège consulera le Gouvernement pour savoir s'il n'y a pas d'objection politique (par exemple : activité irrédentiste, séparatiste, anticonstitutionnelle). Les pourparlers « resteront secrets » ; les dispositions visant l'Ordinaire de l'Armée n'entreront en vigueur que si le « système du soin religieux exempt des soldats est maintenu ».

Art. 5. — Les dignitaires ci-dessus mentionnés prêteront serment de fidélité à l'Etat : « Juro et promitto sicuti decet episcopum, fidelitatem Reipublicae Cecoslovachae nec non nihil me facturum quod sit contra salutem, securitatem, integritatem, Reipublicae. »

Art. 6. — « Le Gouvernement aura soin de conformer dans le plus bref délai les dispositions légales en vigueur, au présent Modus Vivendi. »

Résumé : L'Etat obtient, comme dans tous nos Concordats, la garantie d'un clergé national et loyal exerçant son activité dans des circonscriptions limitées à l'Etat. Pour cela, l'Etat est averti des nominations épiscopales et, s'il a une objection, peut la faire valoir. A l'Eglise est reconnu : 1°. Sa hiérarchie, (Saint-Siège qui nomme les Archevêques, Evêques, Coadjuteurs, Ordinaires de l'armée) ; 2°. — La liberté des Ordres et Congrégations est reconnue puisqu'une disposition vise leur organisation en provinces et la nationalité des supérieurs ; 3°. — L'Eglise obtient la promesse de dotations.

L'on a appris, au cours de l'été 1935, qu'une partie de l'œuvre des commissions prévue par l'art. 1 était achevée : la conformité des limites diocésaines et des frontières de l'Etat. Il restera à délimiter, à l'intérieur de la Tchécoslovaquie, les diocèses nouveaux. Quant à leur dotation, elle sera l'œuvre d'une commission ecclésiastique remplaçant désormais la commission mixte prévue par notre *Modus Vivendi*. Cet organisme qui se voit confier des biens accrus par la bonne gestion de la commission mixte, gèrera ces biens en attendant que la distribution en soit faite entre les diverses institutions religieuses. Cet accord de 1935 et, dans la même année, le Congrès Catholique de Prague, ont manifesté l'évolution favorable des rapports entre l'Eglise et l'Etat en Tchécoslovaquie et la fécondité du *Modus Vivendi*.

Section V.

LE CONCORDAT ROUMAIN

Ce Concordat fut publié, en français, aux Acta du 15 juillet 1929, sous le titre : « Convention Solennelle entre le Saint-Siège et le Royaume de Roumanie ». (1). Conclue le 10 mai 1927, cette Convention ne fut ratifiée que le 7 juillet 1929. C'était le premier pacte de ce genre conclu après guerre entre le Saint-Siège et une nation schismatique. L'on notera la place faite dans ce Concordat comme dans la Constitution du Royaume de Rouma-

(1) « A. A. S. », vol. 21, 17 juillet 1929, p. 441.

nie, au rite grec-uni qui est notamment celui de la majorité des Roumains de Transylvanie.

§ 1^{er}. — Historique.

L'ancienne Roumanie avait une superficie de 138.000 km.², la nouvelle en a une de 296.000 km.² ; ses frontières sont réduites au minimum — 2.669 km. — et constituées sur plus de la moitié de leur longueur par le Danube, la Mer Noire et de Dniestre. En 1914, la population Roumaine était de 7 millions 897.000 habitants ; elle est aujourd'hui de 19 millions. C'est un pays à forte natalité. L'accroissement de la population après guerre a été, en moyenne, de 235.000 individus par an.

Un latin a dit : « Daci montibus inhaerent ». On a dit aussi : « L'épine dorsale de la Roumanie, ce sont les Carpathes ». Les Carpathes, les collines subcarpathiques, le plateau Transylvain constituent le domaine naturel du Roumain. Là, vivent ces Roumains de Transylvanie qui, au nombre de près de 2 millions, appartiennent au rite grec-catholique — les Roumains unis — dont le retour à la mère patrie, après la guerre, exerça une grande influence sur la politique religieuse de la Roumanie et sur le Concordat.

Si la population totale de la Roumanie est de 19 millions d'habitants, ceux-ci, pour les trois quarts, sont Roumains. Les minorités sont : les Magyars, un demi-million ; les Juifs, 900.000 ; les Allemands, 800.000 ; les Ukrainiens, 500.000 ; les Bulgares, les Russes, les Musulmans, un peu plus de 200.000 ; les Serbes, etc...

Cette population se répartit, au point de vue des cultes, de la façon suivante : Orthodoxes, 12 millions ; Grecs-catholiques (Roumains-uniates), 2 millions ; Catholiques latins, 1.500.000 ; Juifs, 900.000 ; Protestants, 200.000 ; Musulmans, 200.000, etc... Le nombre des Musulmans tend à diminuer.

Les Grecs-catholiques ou Roumains-unis, pratiquent le rite byzantin, mais en utilisant la langue roumaine vulgaire. Les prêtres de ce rite peuvent avoir contracté mariage. En fait, cette situation a eu, en Transylvanie, d'heureux effets pour le développement de la nationalité roumaine et pour le catholicisme. Ces curés du rite grec-catholique sont généralement pères de familles nombreuses — de 15 à 20 enfants ; leurs presbytères sont des « séminaires » assurant le recrutement du clergé catholique en face de l'orthodoxie. Sous le régime Magyar ils ont, par leur fécondité, assuré la résistance. C'est de quoi la Mère Patrie leur a su gré. C'est une des raisons pour lesquelles le rite grec-catholique est reconnu comme une des deux branches de la religion nationale. Le Révérend Père Lucaciu, qui fut un des animateurs du mouvement roumain en Transylvanie sous le régime Magyar, appartenait à ce clergé. J'ai eu avec lui plusieurs entretiens à Bucarest et je lui ai entendu exprimer son idéal national. Au cours de la guerre, ce prêtre était à Rome avec les Princes Cancatuzène, Stourza et le Prince Vladimir Ghika, aujourd'hui prêtre et protonotaire apostolique (1). A la suite du traité de Bucarest, imposé à la Roumanie par les

(1) Par un privilège tout spécial le prince Ghika peut célébrer dans le rite latin et dans le rite grec-catholique.

Empires Centraux quand l'armée Mackensen eut envahi le pays alors isolé et sans contact même avec notre armée d'Orient, ces hommes formèrent une sorte de Conseil national qui avait fait le serment de ne jamais se résigner au malheureux traité. Le Père Lucaciu fut aussi l'un de ceux qui, pendant la guerre même, jetèrent à Rome les bases du Concordat roumain. Il faut ajouter que le Clergé de Transylvanie, formé aux écoles de théologie de Rome, à la Propagande et au Collège Grec, instruit par les Jésuites de l'histoire de la Nation Roumaine, avait, dès le XVIII^e siècle, rapporté aux roumains de l'un et l'autre versants des Carpathes, des souvenirs, des formules qui allaient, au cours du XIX^e siècle contribuer à développer la conscience nationale roumaine. Ces prêtres, latinistes, philologues, archéologues, ayant lu sur la colonne Trajane, l'histoire de l'expédition chez les Daces, allaient expliquer à leurs compatriotes, ces images. La philologie, l'archéologie ont, ainsi, contribué à la formation du nationalisme roumain, et la part du clergé dans cette formation, a préparé, d'une manière lointaine mais certaine, les voies à notre Concordat en un pays très fier de ses souvenirs romains et où Trajan et Ovide font figure de contemporains. Parmi les pionniers de la renaissance roumaine au XVIII^e siècle, il faut citer les noms de Sincai, Petru Maior et de l'évêque Isidor Klein (Micu).

Droit constitutionnel et législation des Cultes. — L'article 22 de la Constitution Roumaine de 1923 dit : « La liberté de conscience est absolue. L'Etat garantit la liberté et la protection de tous les cultes, pourvu que leur exercice ne porte pas atteinte

à l'ordre public, aux lois organiques de l'Etat. L'Eglise chrétienne orthodoxe et l'Eglise gréco-catholique sont Eglises Roumaines. La religion orthodoxe roumaine étant celle de la majorité des Roumains, est l'Eglise dominante dans l'Etat roumain; l'Eglise gréco-catholique a seulement la préséance sur les autres cultes. »

La réglementation des cultes a été fixée par une loi promulguée le 12 avril 1928 et publiée dans le « Moniteur Officiel » du 22 avril 1928. Des modifications ont été apportées à ce texte par une autre loi du 31 juillet 1929, (« Moniteur Officiel » du 3 août 1929).

L'article 7 de la loi sur le régime général des cultes (12-4-1928) dit :

— Aucun culte ne peut avoir de relations de dépendance avec une autorité ou une organisation ecclésiastique quelconque de l'étranger, sauf celles imposées par ses principes dogmatiques ou canoniques. Les relations entre l'Etat et le culte catholique — le seul qui, dans le pays, soit dans une semblable dépendance — pourront être réglées par un accord spécial qui sera soumis pour approbation aux Corps législatifs.

L'art. 21 de cette même loi dit :

— En dehors de l'Eglise orthodoxe dont l'organisation est fixée par une loi spéciale, existent encore dans l'Etat roumain les cultes historiques suivants : a) Le culte roumain gréco-catholique (uni); b) Le culte catholique (des rites latin, gréco-ruthène et arménien); c) Le culte réforme (Calviniste); d) Le culte Evangélique Luthérien ; e) Le culte unitaire ; f) Le culte Arméno-grégorien ;

- g) Le culte Mosaique (avec ses différents rites) ;
- h) Le culte Musulman. »

Un certain nombre d'articles de cette législation des Cultes rappellent, parfois même jusque dans l'identité des expressions employées, les stipulations du Concordat, qu'il s'agisse des limites des circonscriptions et juridictions ecclésiastiques, de la nationalité des ministres du culte, de certains privilèges (for, immunité des édifices cultuels, capacité juridique des personnes morales canoniques, serment de fidélité des évêques, droit d'imposer des contributions qui pourront être encaissées par les organes fiscaux de l'Etat)... Cette loi organise aussi les dotations aux Cultes.

Dès l'automne de 1916, des Roumains qualifiés se préoccupaient d'un Concordat entre le Saint-Siège et leur pays. Or, c'est seulement le 7 juillet 1929 que furent échangés les instruments de ratification de ce Concordat qui avait été conclu plus de deux ans auparavant, le 10 mai 1927. Ces longs intervalles disent assez les difficultés auxquelles se heurtèrent les négociations et qui vinrent principalement de la campagne hostile soulevée par l'Eglise orthodoxe, jalouse de son exclusivité, comme Eglise nationale. Cette hostilité n'a point enco-

re, à ce que l'on assure, totalement désarmée.

Un traité des minorités a été imposé à la Roumanie.

§ 2. — Analyse du Concordat.

Ce Concordat a été signé au Vatican par le Cardinal Gasparri pour le Saint-Siège et par M. Goldis, Ministre d'Etat au département des Cultes et des Arts, pour la Roumanie.

Il est suivi de deux lettres ; lettre du 30 juillet 1928 de M. Titulesco, Ministre des Affaires Etrangères à Mgr Dolci, Nonce à Bucarest, et lettre de ce Nonce au Ministre des Affaires Etrangères en date, à Bucarest, du 22 octobre 1928. Ces lettres précisent et interprètent certains points du Concordat en ce qui concerne notamment la personnalité juridique de certains organismes ecclésiastiques et le contrôle de l'enseignement par les Ordinaires dans les Ecoles publiques. Enfin, le 10 mai 1932, est intervenu un article interprétatif de l'article 9 du Concordat.

Le Concordat Roumain comporte 22 articles et un article additionnel :

Art. 1. — La religion catholique, apostolique et romaine de tout rite, sera pratiquée et exercée librement et publiquement dans tout le royaume de Roumanie.

Art. 2. — Constitution de la hiérarchie catholique en Roumanie : a) Rite grec : Province ecclésiastique d'Alba-Julia et Fâgâras ayant Blaj comme métropole avec quatre suffragants. Feraient partie de cette province avec un administrateur spécial : les gréco-ruthènes ; b) Rite latin : Province ecclésiastique de Bucarest avec quatre suffragants. Le territoire de l'ancien royaume passe de la Congrégation de la Propagande au droit commun ; c) rite arménien : Un chef spirituel pour tous les arméniens du royaume avec siège à Gherla.

Art. 3. — Limitation des juridictions et circonscriptions ecclésiastiques conformément aux frontières de l'Etat.

Art. 4. — Libres communications entre fidèles, évêques et le Saint-Siège.

Art. 5. — Les évêques et le chef spirituel des

arméniens, seront, sauf exception d'accord entre les deux pouvoirs, roumains. Le Saint-Siège ne les nommera qu'après consultation du Gouvernement.

Art. 6. — Les évêques prêteront serment.

Art. 7. — Le « *Domine salvum fac Regem* » sera chanté dans les offices divins.

Art. 8. — Pleine liberté pour les Ordinaires dans l'exercice de leur ministère sacré, « dans le cas où leurs instructions seraient d'un intérêt général et publiées par eux, elles seraient ensuite portées également à la connaissance du Ministère des Cultes », à qui ils feront aussi connaître les nominations ecclésiastiques faites librement par eux.

Art. 9. — Reconnaissance de la personnalité juridique à l'Eglise catholique. Sont personnes juridiques : les chapitres, prévôtés, abbayes, évêchés, métropoles et autres organisations canoniquement et légalement constituées.

Art. 10. — L'Eglise catholique et ses membres citoyens roumains, jouiront, de la part de l'Etat, d'un traitement qui ne pourra pas être inférieur à celui dont jouissent, selon la Constitution, les autres religions du royaume. Les évêques roumains diocésains du rite grec ainsi que l'archevêque latin de Bucarest seront sénateurs de droit.

Art. 11. — Les chanoines devront être roumains. Les chapitres seront maintenus dans l'Etat juridique et patrimonial existant.

Art. 12. — Les Ordinaires pourront ériger des paroisses, sauf accord avec l'Etat s'ils lui demandent une contribution. Les curés devront être roumains.

L'art. 13 institue — chose tout à fait particulière à ce concordat — un patrimoine sacré interdiocésain, dont les revenus serviront aux besoins du

clergé et du culte, et, s'il est besoin, seront complétés par l'Etat. Le Conseil des évêques administrera ce patrimoine et aussi les revenus de la Rente du Fonds général catholique de religion et du Fonds général catholique d'instruction dont l'institution fut faite en 1650, en Hongrie, par l'Empereur Ferdinand III. Ce patrimoine et les deux Fonds ont la personnalité juridique.

Art. 14. — Les autorités diocésaines administreront les écoles et institutions pies.

Art. 15. — Abolition des droits et obligations de patronage.

Art. 16. — Dans chaque diocèse, il y aura un séminaire, avec professeurs roumains, où l'étude de la langue nationale sera obligatoire ; les programmes étant fixés par l'autorité ecclésiastique.

Art. 17. — Les Ordres et Congrégations auxquels l'Etat reconnaît la personnalité juridique, devront être composés « de citoyens roumains domiciliés dans le pays », employer leurs revenus selon la nature de leur institution et la volonté de leurs bienfaiteurs. Des Ordres nouveaux ou des Maisons nouvelles peuvent s'établir après approbation par le Saint-Siège et le Gouvernement.

Art. 18. — L'Eglise peut exercer sa mission spirituelle à l'armée, dans les hôpitaux, les orphelins, les pénitenciers.

Art. 19. — L'Eglise peut créer des écoles — primaires, secondaires, normales — sous la dépendance de l'Ordinaire et le contrôle du Ministère de l'Instruction publique.

Art. 20. — L'Eglise peut donner l'instruction religieuse aux élèves catholiques dans toutes les écoles publiques et particulières du royaume et dans leur

langue maternelle par des maîtres catholiques, prêtres ou laïques, sous le contrôle de l'Ordinaire qui fixe les programmes et approuve les textes scolaires de cet enseignement qu'il surveille.

Art. 21. — Les biens ecclésiastiques appartenant à des personnes morales canoniques ayant leur siège hors les frontières, feront l'objet d'une Convention spéciale.

Art. 22. — D'accord entre le Saint-Siège et l'Etat, seront résolues les difficultés pouvant naître du Concordat qui — art. 23. — entrera en vigueur après échange des ratifications et pourra être dénoncé après préavis de six mois.

Art. 24. — L'échange des ratifications aura lieu à Rome aussitôt que possible.

Art. additionnel. — Deux mois après la ratification, une commission mixte procédera à la délimitation des diocèses et à la vérification des biens qui formeront le patrimoine sacré.

Une lettre du Ministre des Affaires Etrangères (Bucarest, 30-7-1928) et la réponse du Nonce, Mgr. Dolci (Bucarest, 22-10-1928) forment corps avec la Convention et soulignent les dispositions des articles 9, 19 et 20. Il est entendu (art. 9) que l'Eglise catholique n'exerce sa personnalité juridique en Roumanie que par les paroisses, archiprêtres, monastères, chapitres, prévôtés, abbayes, évêchés, métropoles et les autres organisations canoniquement et légalement constituées. Il est entendu (art. 19, § 3) que si les Ordres et Congrégations ont le droit de fixer la langue d'enseignement dans les écoles, cependant le roumain sera maintenu là où il est en usage, et, l'on souligne (art. 20, § 3. 4 et 6) que le contrôle de l'Ordinaire sur les écoles publi-

ques est limité aux maîtres de *religion*, à l'enseignement *religieux* et aux textes de *religion*.

Un accord du 30 mai 1932 (1) interprète l'art. 9 du Concordat visant la personnalité juridique de l'Eglise et a pour but de fixer définitivement la situation de l'organe dénommé « Status roumanocatholicus Transylvaniensys » qui devient : « Conseil du Diocèse Catholique de rite latin d'Alba-Julia » et remplit les charges prévues par les Canons 1520-1521 du Codex pour veiller à l'administration des biens ecclésiastiques. Parmi ces biens, on note avec les immeubles les fonds : *a)* de religion, *b)* d'études, *c)* de bourses, *d)* des écoles primaires, *e)* de l'Orphelinat Thérésien, *f)* de retraites des employés, *g)* de retraites des professeurs, *i)* des assurances. Les statuts du Diocèse Catholique de rite latin d'Alba-Julia font suite à cet accord. Ces statuts définissent la composition et l'attribution de l'assemblée générale dont sont membres des ecclésiastiques et des laïques et du comité par lesquels le Conseil du diocèse exerce ses fonctions.

En résumé : Concordat garantissant à l'Eglise un clergé national et loyal, fortement marqué de préoccupations nationales puisque, ce ne sont pas seulement certains supérieurs religieux qui doivent être citoyens roumains, mais tous les religieux et, au surplus, domiciliés en Roumanie. Pour l'Eglise, liberté dans les termes ordinaires de nos Concordats, libres communications, liberté de l'enseignement confessionnel, enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques sous le contrôle des autorités ecclésiastiques ; place spéciale faite

(1) « A. A. S. », vol. 24, 1^{er} juillet 1932, p. 208.

au rite gréco catholique qui est celui des uniates de Transsylvanie, etc...

Section VI.

LE CONCORDAT YUGOSLAVE

Ce Concordat fait suite au Concordat Serbe du 24 juin 1914, il le complète et en étend les dispositions aux limites de la Serbie devenue le royaume des Serbes, Croates et Slovènes dénommé, depuis le 4 octobre 1929, Yougoslavie.

Le texte du Concordat Yougoslave, signé le 25 juillet 1935, et dont les ratifications n'ont pas encore été échangées, n'est point publié. Nous en connaissons cependant la substance.

Ce que nous disons de ce Concordat est fondé sur les notes qui parurent à Rome au moment de la signature, non sur un texte authentique qui n'a pas encore été publié.

§ 1^{er}. — Historique.

La Yougoslavie s'étend sur 257.542 km.². Elle est sur les rives de l'Adriatique, et, le puissant Danube qui arrose une partie de ses terres passe au pied de Belgrade, sa capitale. Elle touche, au nord-ouest, à la Vénétie. Elle s'étend, au sud, dans la vallée du Vardar où les armées Serbes avaient, dès 1912, chassé les Turcs des vilayets d'Uskub (Skoplié, l'antique patrie de Justinien) et de Monastir. Le problème des nationalités est posé en Yougoslavie

avec plus d'acuité peut-être que dans les autres Etats de l'Europe Orientale et Centrale. L'assassinat du Roi Alexandre a montré à quel point peut s'y élever la fièvre des passions nationales. L'histoire des mouvements de peuples en cette partie de l'Europe, éclaire les lointaines origines des conflits auxquels est liée la question religieuse.

Quand au VII^e siècle s'est épanouie en ces régions la poussée slave, le pays était romanisé. Les Slovénes atteignirent alors les sources de la Drave et le Golfe de Venise, les Croates — d'origine Carpathique — allèrent jusqu'à l'Adriatique, les Serbes menacèrent Salonique, les Bulgares conquirent Andrinople. Les Illyriens n'avaient résisté à la romanisation que sur le territoire de l'Albanie actuelle. La population romanisée n'évita la slavisation massive qu'en Macédoine où subsistèrent les Aromounes, en Bosnie et dans la Raska où se maintinrent les Vlasi... Dès le moyen-âge, les Allemands firent reculer les slovénes, du Danube à la Save. Les Turcs, après avoir conquis Sofia en 1382 et vaincu les Serbes en 1389, assurèrent leur domination sur la Péninsule. De nombreux chrétiens se firent musulmans. Les autres, sous l'autorité du Patriarche de Byzance, grâce, en partie, à l'usage de l'alphabet à base grecque, créé par Cyrille et Méthode de Salonique, eurent assez de cohésion pour défendre leur nationalité Slave. Toutefois, ils n'échappèrent pas totalement à l'influence musulmane... « Leurs villes prirent une structure orientale, se divisèrent en quartiers confessionnels, linguistiques ou professionnels ; ils adoptèrent en partie le costume et le genre de vie de leurs maîtres, Sous cette couche superficielle orientale, les groupes

confessionnels ont vécu côte à côte. Le plus important — soixante-trois pour cent de la population — est celui des chrétiens orthodoxes, masse compacte en Bulgarie, dans la Yougoslavie de l'Est et du Centre et en Grèce. Les catholiques romains — 19 % — dominant dans le Nord-Ouest de la Yougoslavie et de l'Albanie. Les Musulmans — 14 % — nombreux dans les Rodopes et les montagnes Dinariques, sont en majorité en Albanie et dans la Thrace. Entre les uns et les autres, subsistent de nombreux souvenirs d'une commune origine ; il n'est pas rare de voir des musulmans invoquer les saints des chrétiens et des chrétiens acheter des amulettes aux prêtres musulmans. » (1).

Dès le 3 août 1914, le Prince Régent Alexandre proposa à ses troupes la libération de tous les Yougoslaves. Le 7 juillet 1917, son Gouvernement convint, avec les délégués des Serbes, Croates et des Slovènes de la double monarchie de publier une déclaration d'union nationale, et le 1^{er} décembre 1918, le Prince répondant à l'adresse que lui remettaient les représentants du Conseil national de Zagreb, proclama cette union. Devenu Roi en 1921, il restera dans l'histoire, après sa fin tragique, le « preux Roi unificateur ». Le royaume rassemble les anciennes formations politiques de l'histoire Serbe, Croate ou Slovène, qui s'étendaient de la Save, du Danube et de la Drave à l'Adriatique ; l'Etat du Roi croate Tomislav, celui du Roi serbe Milutin, les provinces Illyriennes, sauf Trieste, l'Istrie et Gorizia. Il comprend les anciens royaumes

(1) Géographie Vidal-Lablache, t. VII, Méditerranée... Pays Balkaniques, par Y. Chataigne et Jules Sion, p. 406 et suiv. — Paris, Armand Colin, 1934.

de Serbie, Croatie, Slavonie, Dalmatie, Monténégro, une grande partie des provinces Slovènes de Cisleithanie, les Comitats serbes de Transleithanie.

La Yougoslavie compte— en chiffres arrondis 13.900.000 habitants — l'élément slave est en majorité. Les Allogènes sont : Turcs, 1.500.000 ; Allemands, 500.000 ; Magyars, 450.000 ; Albanais, 400.000 ; Roumains, 180.000 ; Aromounes. 7.000 ; Tchécoslovaques, Ukrainiens de la Russie subcarpathique, 130.000 ; Juifs, 74.000 ; 3.000 Lorrains, originaires des généralités de Metz et de Nancy d'où leurs ancêtres partirent en 1770.

Statistique des religions : Orthodoxes, 6.785.000 ; catholiques romains, 5.217.000 ; Musulmans, 1 million 561.000 ; protestants, 230.000 ; Juifs, 74.000.

La Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du 15-28 juin 1921, dite Constitution de « Vidovdan » fixe des règles en matière de culte et d'enseignement. On y retrouve le principe d'un enseignement libre recevant des subsides de l'Etat, déjà rencontré dans nos Concordats.

Art. 12. — La liberté de religion et de conscience est garantie ; les confessions admises sont égales devant la loi et peuvent librement exercer leurs cultes.

La jouissance des droits civils et politiques est indépendante de l'exercice de la religion. Nul ne peut se libérer de ses obligations et devoirs civil et militaire en arguant des prescriptions de sa religion. Sont admises toutes les religions qui, dans une partie quelconque du royaume, ont obtenu la reconnaissance légale. Les autres religions ne peuvent être admises que par la loi. Les religions admises et reconnues règlent, d'une façon auto-

nome, leurs affaires intérieures et gèrent leurs fonds et legs dans les limites de la loi.

Nul n'est tenu de pratiquer publiquement sa religion. Nul n'est tenu de participer aux actes, cérémonies, pratiques et exercices religieux, exception faite quant aux cérémonies de l'Etat et dans les cas réglés par la loi pour les personnes assujetties à l'autorité paternelle tutélaire ou militaire.

Les religions admises et reconnues peuvent entretenir des relations avec leurs chefs religieux suprêmes, même en dehors des frontières de l'Etat, dans la mesure où l'exigent les prescriptions spirituelles de certaines religions ; le régime de ces relations sera réglé par la loi (1).

Dans la mesure où des ressources sont prévues par l'Etat pour les cultes, elles doivent être réparties entre les différentes confessions admises et reconnues au prorata du nombre de leurs fidèles et selon leurs besoins réels justifiés. Les ministres des cultes ne doivent pas mettre leur autorité spirituelle au service des partis, soit dans les temples, soit par des écrits de caractère religieux, soit autrement dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 14. — Les citoyens ont le droit de se réunir, de s'associer, de se concerter. Des prescriptions plus détaillées à cet égard seront édictées par la loi. Nul ne peut venir en arme aux réunions. Les réunions en plein air doivent être annoncées aux autorités compétentes, au moins 24 heures à l'avance. Les citoyens ont le droit de s'associer pour des fins non punissables par la loi.

Art. 16. — L'art et la science sont libres ; ils jouissent de l'appui et de la protection de l'Etat. L'enseignement supérieur (universitaire) est libre — l'enseignement relève de l'Etat — dans tout le pays, il repose sur les mêmes bases, tout en s'adaptant au milieu auquel il est destiné. Toutes les

(1) Pour les catholiques, relations avec le Saint-Siège ; pour les musulmans, avec le Khalifat,

écoles doivent donner l'éducation morale et développer la conscience civique dans l'esprit d'unité nationale et de tolérance religieuse. L'enseignement primaire relève de l'Etat ; il est général et obligatoire. L'enseignement religieux est donné au gré des parents ou du tuteur, distinctement suivant les confessions et en accord avec leurs principes. Les écoles professionnelles sont instituées suivant le besoin des professions. L'enseignement officiel est donné sans frais d'inscription, sans taxe scolaire ni autre. La loi réglera les conditions auxquelles peuvent être autorisées les différentes catégories d'écoles privées. Tous les établissements d'éducation sont placés sous le contrôle de l'Etat. L'Etat favorisera l'œuvre de l'éducation nationale. Les minorités d'autres races et langues auront leur enseignement primaire dans leur langue maternelle, aux conditions que la loi prescrira.

Le Concordat Serbe fut signé au Vatican le 24 juin 1914, par M. Vesnitch, alors ministre de Serbie à Paris, pour le Gouvernement de Belgrade, et par le Cardinal Merry del Val, secrétaire d'Etat, pour le Saint-Siège. A la suite de quoi le Cardinal accompagna M. Vesnitch et sa suite chez le Pape. Le plénipotentiaire serbe exprima la satisfaction de son Gouvernement à renouer des rapports séculaires avec Rome, rapports que l'invasion Turque avait interrompus. Il rappela que les Serbes furent toujours les défenseurs de la chrétienté contre les infidèles et exprima le vœu que le Concordat marquât le recommencement de la collaboration féconde des chrétiens slaves avec les catholiques romains. Il termina en remerciant Pie X de continuer la politique inaugurée par Léon XIII qui avait signé des conventions avec la Russie et le Monténégro.

La Serbie, dès ses premières victoires sur les

Turcs en 1912 et avant même que fût fixé le sort de la première guerre balkanique, s'était préoccupée d'entrer en négociations avec le Vatican. Il s'agissait, pour la politique serbe, de mettre fin au Protectorat exercé par l'Autriche sur les catholiques des Balkans, spécialement dans les régions d'où les armées Serbes venaient de chasser les Turcs. La « Croix » du 12 décembre 1912, a publié une lettre que je lui avais adressée de Belgrade, à la suite d'une entretien avec M. Yovanovitch, Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, qui m'avait fait connaître la pensée de son Gouvernement au sujet d'un Concordat dont les lignes fondamentales étaient, dès lors, nettement fixées du côté serbe. Peu après, l'« Echo de Paris » (2 janvier 1913), publiait une lettre dans laquelle, sous le titre : « Le Gouvernement Serbe et le Vatican », je soulignais combien il était remarquable de voir se manifester ces préoccupations concordataires au cours même des hostilités :

« Sous mes fenêtres, passent d'interminables convois de charrettes, traînées par des bœufs blancs et chargées de vivres pour les soldats serbes campés autour d'Andrinople et devant Tchataldja, ou installés à Uskub ou à Monastir. Vigoureusement, la Serbie pousse les travaux de réfection du chemin de fer Uskub - Salonique... C'est de 70.000 km.² qu'elle vient de s'agrandir en quelques semaines. Et l'une des questions dont on s'occupe le plus activement à Belgrade, ces jours-ci, c'est celle de l'organisation du catholicisme dans les territoires récemment conquis sur la Turquie et, d'une façon plus générale, de l'organisation du catholicisme dans tout le royaume de Serbie. » Le Ministre dans

ses déclarations, m'avait souligné que : « La question religieuse ne doit jamais être séparée dans ces pays de la question de nationalité. Celle-ci éclaire celle-là. On a constaté que des catholiques serbes avaient abandonné Rome pour aller à l'église orthodoxe. Une raison entre autres, c'est que ces catholiques n'aimaient pas se trouver, au point de vue religieux, sous la juridiction de prêtres ou d'évêques autrichiens. Or, au point de vue de l'organisation catholique, la Serbie dépend en quelque sorte du clergé autrichien. Maintenant donc, que nos sujets catholiques sont plus nombreux, il importe de régler la question de leurs rapports et de nos rapports avec Rome. »

Les négociations concordataires furent laborieuses par suite des difficultés que soulevait l'Autriche défendant sa position traditionnelle de protectrice du catholicisme dans les Balkans. Néanmoins, elles aboutirent et le Concordat qui fut signé le 24 juin 1914 au Vatican, fut ratifié le 25 août 1914 par le Prince Alexandre, au nom du roi Pierre.

Le « Temps » (26 juin 1914) avait souligné l'intérêt politique du Concordat que la Serbie venait de signer.

En fait, par suite de la guerre qui éclatait peu après la signature, ce Concordat ne fut jamais appliqué. Et, en 1935 la Serbie devenue Yougoslavie, signait un Concordat dont nous ne connaissons que par un résumé les dispositions essentielles.

Au cours d'un dîner offert en son honneur à la légation de Yougoslavie près le Vatican à la suite de ce Concordat, le Cardinal Pacelli déclarait :

« C'est une œuvre de paix et de confiance, une attestation publique de l'utilité et de l'efficacité des

harmonieuses relations entre les deux pouvoirs sur la base d'une estime réciproque et en hommage à la souveraine compétence des deux sociétés ecclésiastiques et civile, chacune, dans sa sphère propre selon l'ordre établi par Dieu. C'est une œuvre qui doit son fondement et son progrès à la sagesse d'un grand pontife, dont le regard prévoyant embrasse les nécessités et les besoins du temps présent et de l'avenir. Elle est due aussi à la volonté d'un prince d'une intelligence éclairée et d'une volonté nuissante. La perte tragique du regretté souverain jette, hélas ! une ombre de deuil sur cette heureuse journée, mais elle élève aussi l'œuvre accomplie aujourd'hui à une altitude supérieure et en fait un élément essentiel et fondamental du développement et de l'orientation future du jeune royaume...

Pour le fondement spirituel de la prospérité du peuple et de la paix intérieure, rien n'est aussi efficace que la voie largement ouverte aux valeurs spirituelles et divines qui puissent librement apporter dans la diversité et parfois dans les inévitables divergences des courants terrestres, toute leur puissance de lumière et, d'*unification* pour le plus grand bien de la société civile elle-même. »

La publication par la « Croix » (22 juin 1935) d'un Mémoire présenté par Mgr. Bauer, Métropolitain de Zagreb au Régent Paul nous avait fait connaître les *difficultés* que connaît l'*unification* en Yougoslavie.

D'une façon générale, le Concordat yougoslave reprend, tout en y apportant les innovations nécessaires, la matière traitée dans les accords précédents qui réglaient les rapports entre l'Eglise et l'Etat sur les territoires composant actuellement le royaume de Yougoslavie, c'est-à-dire, notamment le Concordat Serbe de 1914, et les lois ou Conven-

tions concernant la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie et la Slovénie, ainsi que la Vojvodina. Les premiers sondages en vue de ce Concordat ont été entrepris en 1921 ; les négociations durent être suspendues en 1925. C'est en 1933 que les deux parties ouvrirent de nouvelles négociations dont les résultats, après deux années de travail presque ininterrompu, aboutirent enfin au Concordat qui fut signé le 25 juillet 1935 par le cardinal Pacelli pour le Saint-Siège, et M. Auer, ministre de la Justice de Yougoslavie.

§ 2. — Analyse des Concordats Serbe et Yougoslave.

A. — *Concordat Serbe de 1914.* — Le Concordat Serbe tient, en 22 articles. Il commence par les mots : Au nom de la Très Sainte Trinité.

L'article 1 reconnaît le libre et public exercice de la religion catholique en Serbie.

Art. 2. — Conformité de la province ecclésiastique de Belgrade (archevêché, Belgrade ; suffragant, Uskub (Skoplié), avec les limites de la Serbie selon les traités de Londres-Bucarest (1912-1913).

Art. 3. — L'archevêque et l'évêque dépendront directement du Saint-Siège.

Art. 4. — Leurs noms avant nomination définitive seront portés à la connaissance du Roi.

Art. 5. — Ils recevront une dotation.

Art. 6. — Ils s'appelleront Monseigneur.

Art. 7. — Prêteront serment de fidélité.

Art. 8. — Ils exerceront leurs droits épiscopaux selon la discipline ecclésiastique.

Art. 9. — Ils érigeront les paroisses et nommeront

les curés sauf à savoir du Gouvernement s'il n'y a pas d'objection politique aux nominations

Art. 10. — Ils exerceront le contrôle de l'instruction religieuse dans les écoles publiques, donneront leur accord au Ministre de l'Instruction publique pour la nomination des maîtres de religion qui seront payés par le gouvernement et pourront être les curés.

Art. 11. — Les évêques auront un séminaire diocésain doté par l'Etat où l'on fera usage du serbe, excepté pour les disciplines ecclésiastiques.

Art. 12. — Le Gouvernement reconnaît le mariage entre catholiques et aussi les mariages mixtes célébrés devant le curé catholique selon les lois de l'Eglise.

Art. 13. — Les causes matrimoniales — excepté pour les effets purement civils — seront jugées par les tribunaux ecclésiastiques.

Art. 14. — L'on pourra, dans les mariages mixtes décider l'éducation catholique des enfants.

Art. 15. La prière pour le roi sera dite en latin : « *Domine salvum fac regem* », ou en slave.

Art. 16. — L'Eglise avec son autorité et sa hiérarchie a la personnalité civile et la capacité d'exercer les droits y attachés.

Art. 17. — L'Eglise peut acquérir, posséder, fonder.

Art. 18. — Exemptions fiscales pour les édifices du culte, les évêchés, le séminaire.

Art. 19. — Les clercs et réguliers sont exempts d'exercices publics incompatibles avec leur état.

Art. 20. — Le Concordat sera interprété amicalement et — 21 — entrera en vigueur dès ratification, — 22 — le plus tôt possible.

B. — *Concordat Yougoslave de 1935.* — La ma-

tière concordataire concernant la désignation des évêques, la délimitation des diocèses selon les frontières politiques de l'Etat, l'éducation et l'instruction religieuse, l'activité de l'Action Catholique, la validité du mariage religieux, est réglée d'après les principes essentiels dont s'inspirent tous les Concordats d'après guerre et en suivant de près les stipulations du Concordat Serbe. Il convient de signaler spécialement l'institution de nouveaux sièges épiscopaux dans les régions yougoslaves confinant avec l'Italie et la Hongrie. Il en est ainsi des diocèses de Nin et de ceux de la Backa et du Banat. Aux Evêques de Split (Spalato) et de Ljubljana est conféré le grade de Métropolitains.

Il faut mentionner la concession accordée par le Saint-Siège en vertu de laquelle sur tout le territoire de la Yougoslavie les catholiques pourront employer le vieux Slavon dans la liturgie, les baptêmes, les mariages et les funérailles, etc... Interdiction est faite par l'Eglise au clergé du service paroissial d'appartenir à des partis politiques. Le gouvernement prendra des mesures analogues à l'égard des ministres des autres confessions.

Dans les écoles publiques, sera garanti le respect de la foi et l'éducation religieuse et morale des élèves catholiques. A l'Eglise est reconnue une entière liberté dans le domaine scolaire.

CHAPITRE II.

CONCORDATS ISSUS des TRANSFORMATIONS CONSTITUTIONNELLES DES ETATS

LES CONCORDATS ALLEMANDS

A la suite des changements constitutionnels survenus en Allemagne et en Autriche il devint nécessaire, après la guerre, de régler à nouveau les rapports entre l'Eglise et l'Etat. L'on sait comment le Pape Benoit XV en son allocution consistoriale du 21 novembre 1921, a fixé à cet égard la doctrine du Saint-Siège (1).

L'adaptation aux conditions nouvelles est nettement exprimée en tête des Concordats Bavarois, Prussien et Badois :

« Le Souverain Pontife et l'Etat Bavarois, désireux de régler de nouveau, d'une façon stable et correspondant aux nouvelles conditions des temps la situation de l'Eglise en Bavière, ont résolu de conclure un Concordat. »

— « Sa Sainteté, le Pape Pie XI et le Ministère de l'Etat Prussien, dans le désir réciproque de rendre la situation juridique de l'Eglise catholique en Prusse conforme aux changements des conditions, ont résolu de régler cette situation de manière nou-

(1) « A. A. S. », vol. 13, p. 521. Voir ci-dessus p. 10.

velle et durable, par une Convention solennelle. »

— « Sa Sainteté, le Pape Pie XI et le Ministère de l'Etat Badois, dans le désir réciproque de rendre la situation juridique existant entre l'Eglise catholique dans le pays de Bade et l'Etat Badois, conforme aux changements des conditions, ont résolu de régler cette situation par une Convention solennelle (Concordat). »

Ces négociations étaient possibles aux termes mêmes de la Constitution de Weimar, art. 137 :

— « Pour autant que l'application de ces dispositions (visant la religion et les Eglises) (1), nécessite une réglementation complémentaire, celle-ci est du ressort de la législation des « Pays ». »

A la suite des « Pays » — Bavière, Prusse, Bade — le Reich Hitlérien a conclu pour toute l'Allemagne un Concordat laissant intacts les Concordats précédents et même les complétant.

Voici les articles de la Constitution de Weimar sur lesquels se fondent certaines dispositions des Concordats Allemands.

Art. 124. — Tous les Allemands ont le droit de former des associations ou des sociétés pour des buts qui ne sont pas contraires aux lois pénales. Ce droit ne peut être limité par des mesures préventives. Les mêmes dispositions sont applicables aux associations et sociétés religieuses; la capacité juridique peut être librement acquise par toute association conformément aux prescriptions du droit civil. Elle ne peut être refusée à une association pour le motif qu'elle poursuit un but politique.

Art. 135. — Tous les habitants de l'Empire jouissent de la pleine liberté de croyance et de conscience. Le libre exercice de la religion est placé sous la protection de l'Etat. Les lois générales de l'Etat ne subissent, de ce fait, aucune atteinte.

(1) Religionsgesellschaften (Constitution de Weimar, 2^e partie, section 3, articles 135 et suivants.)

Art. 136. — Les devoirs et les droits civils et civiques ne peuvent être ni conditionnés, ni restreints par l'exercice de la liberté religieuse. La jouissance des droits civils et civiques, ainsi que l'admissibilité aux emplois publics, est indépendante de la croyance religieuse. Les autorités n'ont le droit de s'enquérir de la profession religieuse à laquelle appartient un individu que, si en dépendent les droits et les devoirs, ou quand le nécessite l'établissement des statistiques ordonnées par la loi. Nul ne peut être contraint de concourir à une pratique ou à une cérémonie religieuse, de participer à des exercices religieux, ou d'employer une forme religieuse de serment.

Art. 137. — Il n'existe pas d'Eglise d'Etat. La liberté de se réunir pour former des Eglises est garantie. La Fédération d'Eglises dans les limites du territoire de l'Empire n'est soumise à aucune restriction. Chaque Eglise organise et administre ses affaires dans les limites du droit commun. Elle confère ses emplois sans le concours de l'Etat ou de la commune civile. Les Eglises acquièrent la capacité juridique conformément aux prescriptions générales du droit civil. Les Eglises qui, à cette date, étaient Corporations du droit public, conservent cette qualité. Sur leurs demande, les mêmes droits seront accordés aux autres Eglises si, par leur constitution et le nombre de leurs membres, elles présentent des garanties de durée. Si plusieurs Eglises ayant ce caractère de droit public se réunissent en une union, celle-ci est aussi une Corporation de droit public. — Les Eglises qui sont Corporation de droit public ont le droit de lever des impôts sur la base des rôles civils d'impôts, conformément aux prescriptions du droit des pays. Sont assimilées aux Eglises les associations qui se proposent la poursuite en commun d'une conception philosophique. Pour autant que l'application de ces dispositions nécessite une réglementation complémentaire, celle-ci est du ressort de la législation des Pays.

Art. 138. — Les allocations versées par l'Etat aux Eglises en vertu de la loi, d'un contrat ou de titres juridiques particuliers, seront supprimées moyennant indemnité par la législation des Pays. L'Empire édictera les principes nécessaires à cet effet. La propriété et les autres droits des Eglises et des associations religieuses sur leurs établissements, leurs fondations et les autres éléments de leur patrimoine affecté au culte, à l'enseignement et à la bienfaisance, leur sont garantis.

Art. 139. — Les dimanches et les jours fériés reconnus par l'Etat demeurent protégés par la loi comme jour de repos pour le travail et de perfectionnement spirituel.

Art. 140. — Le temps libre nécessaire à l'accomplissement de leurs devoirs religieux doit être assuré aux membres de l'armée.

Art. 141. — Dans la mesure où les besoins du service religieux et du soin des âmes existent dans l'armée, dans les hôpitaux, les établissements pénitentiaires ou autres établissements publics, les Eglises doivent être autorisées à faire des actes religieux sans qu'aucune contrainte puisse être exercée.

Statut des Cultes avant les Concordats Allemands. — Ce statut était constitué : a) Pour la Bavière, par le Concordat de 1817 conclu par Pie VII avec Maximilien Joseph et expressément abrogé par le Concordat de 1925 (art. 15, § 2).

b) Pour la Prusse, par la Bulle « de Salute Animarum » (16 juillet 1821), réalisant l'entente entre l'Eglise et l'Etat à la suite de l'acte de sécularisation de 1803 qui avait, confirmant la chute de l'ancien Empire prénapoléonien, supprimé les évêques électeurs et sécularisé les principautés ecclésiastiques. A ce moment avait cessé dans ces principautés, l'identité réelle et personnelle de l'Eglise

avec la souveraineté civile. La bulle « De Salute Animarum », représentait, en réalité, un traité ; ce fut le point de vue du Gouvernement Prussien jusqu'au Concordat de 1929. Elle réglait la circonscription des diocèses — on disait, d'ailleurs, la « Bulle de Circonscription » — leur organisation, l'élection des évêques, la nomination des dignitaires et des chanoines, les questions de la dotation et l'érection des séminaires. En cette même année, un autre accord avec l'archevêque de Cologne — en qualité de chargé d'affaires pontifical — fut fait pour les Facultés de théologie de Braün et de Breslau. Divers autres traités réglaient les rapports du Saint-Siège avec les Etats qui seraient absorbés plus tard par la Prusse. Ces traités, l'accord de l'archevêque de Cologne, la Bulle « De Salute Animarum », constitueraient pour la Prusse entière, les fondements du droit ecclésiastique.

c) Dans l'Etat Badois, la situation juridique de l'Eglise avait été, au cours du XIX^e siècle, réglée par des Bulles munies d'un *placet* du Prince. Depuis 1806, date où furent unis les territoires qui devaient constituer le Grand Duché de Bade, le droit ecclésiastique était fondé sur les Bulles « Provida solersque », (16 août 1821), et, « Ad domini gregis » (11 avril 1827). La Bulle « Provida » règle la division des Diocèses, la Bulle « Ad Domini gregis », règle la nomination des évêques. Enfin, une lettre « Re Sacra » de Léon XII (28 mai 1827) informait les Chapitres de la Province Rhénane de leurs droits d'élection : « Vous aurez à nommer ceux dont vous savez, avant l'acte solennel de l'élection, qu'ils joignent aux autres qualités déterminées dans le droit ecclésiastique, une grande prudence et qu'ils ne

sont pas désagréables au Prince souverain ». Ces Bulles, bien que résultant d'une entente entre la Curie et le Pouvoir Civil, ne constituaient pas toutefois un Concordat.

Quant au régime religieux de toute l'Allemagne, il n'avait jamais fait l'objet d'un règlement général, d'où l'importance du Concordat désiré et conclu par le Reich Hitlérien.

Géographie. Démographie. — Malgré la perte de 72.000 km.², la République allemande est encore la plus grande puissance territoriale de l'Europe Centrale. Elle s'étend sur 468.746 km.². Elle a plus de 66 millions d'habitants, se classant comme suit au point de vue religieux :

42.000.000 dans les Eglises protestantes ;

21.000.000 dans l'Eglise catholique ;

2.400.000 n'appartenant à aucune religion ;

600.000 Juifs.

A la suite de la guerre, l'Allemagne n'a subi aucune modification essentielle dans sa position géographique en Europe.

Le traité de Versailles et les plébiscites qui l'ont suivi ont fait perdre à l'Allemagne quelques millions d'habitants, mais ont fortifié l'unité nationale en éliminant des éléments ethniques étrangers dont la présence posait parfois des problèmes délicats.

— « Les distinctions religieuses ne compromettent pas l'unité nationale, la répartition des confessions n'ayant pas un caractère nettement géographique ; dans tous les pays Rhénans elles sont intimement mêlées. Cependant, les protestants ont, dans l'ensemble, la majorité. Ils forment les deux tiers de la population actuelle, exactement 64 %. Ils dominent à peu près exclusivement en Saxe et Thuringe (99 et 92 %), dans le Mecklem-

bourg (93 %), en général dans la vieille Prusse, c'est-à-dire dans le Nord-Est. Les catholiques ne l'emportent qu'en Bavière (70 %); ils jouent un rôle important dans la politique locale des Pays Rhénans, surtout en raison des divisions des protestants. Mais c'est bien, dans l'ensemble, la discipline Luthérienne qui a donné son moule à la pensée de l'Allemagne contemporaine. » (1).

Section I

LE CONCORDAT BAVAROIS

§ 1^{er}. — Historique.

Conclu le 29 mars 1924, à Munich, ce Concordat y fut ratifié le 24 janvier 1925. Les deux textes authentiques, Italien et Allemand, ont été publiés aux Acta du 24 janvier 1925 (2); ils portent les signatures du Cardinal Pacelli, à l'époque, Nonce, et du Docteur Von Knilling, Ministre des Affaires Etrangères, du Docteur François Matt, Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, du Docteur Guillaume Krausneck, Ministres des Finances pour le Gouvernement bavarois.

Le titre général qui précède cette Convention dans les Acta est « Convention solennelle entre le Saint-Siège et la République Bavaroise », mais les traductions allemande et italienne qui suivent immédiatement, portent ces titres : « Konkordat », « Concordato ».

(1) Géographie Universelle. Vidal-Lablache et L. Gallois, t. IV, Europe Centrale, par Em. de Martonne; 1^{re} partie, p. 134.

(2) « A. A. S. », vol. 17, 24 juin 1925, p. 41

L'Etat Bavarois compte 7.700.000 habitants, dont 5.250.000 sont catholiques.

« Le catholicisme Rhénan doit être observé dans les meetings, le catholicisme bavarois dans les Chapelles... On parle de la « catholique Bavière », et l'épithète est méritée. Elle est, par excellence, la ville des traditions pieuses ; et le clergé régulier qui les entretient est relativement plus nombreux en Bavière que dans toute autre partie de l'Allemagne. Longtemps encore, au-dessus de la porte des masures rurales, s'ouvriront les bras d'une Madone ou s'allongeront ceux d'une Croix... Mais en dépit des pompes du catholicisme, en dépit même de ses œuvres, la prise qu'il avait jadis sur la vie publique bavaroise va s'affaiblissant. Vainement cherchiez-vous, en Bavière, cette correspondance presque adéquate que l'on observe sur d'autres points de l'Allemagne, entre les données de la statistique religieuse et le résultat des élections législatives... L'établissement catholique en Bavière est somptueusement installé ; mais dans cette installation, il est comme calfeutré. On permet au clergé des œuvres de philanthropie, mais s'il se mêlait trop activement aux conflits sociaux, il risquerait d'être arrêté au nom de l'ordre public. On lui permet de se manifester par des processions et par des missions mais s'il s'abandonnait à certaines hardiesses de propagande, il risquerait d'être arrêté au nom de la paix religieuse. Du fond de ces églises, où l'on ne refuse aucun luxe à Dieu, vous rencontreriez plus d'un prêtre tout enveloppé des vapeurs de l'encens, qui volontiers échangerait ce confort contre la liberté d'action du clergé Rhénan. » (1).

Le Concordat Bavarois fut l'objet de longues tractations de 1920 à 1924. Il ne fut que difficile-

(1) G. Goyau : « L'Allemagne religieuse : le Protestantisme », page 17 et passim ; Paris, Librairie Académique Perrin, 1898.

ment approuvé par la Diète (73 voix contre 52) le 15 janvier 1925. On aperçoit dans la difficile approbation du Concordat par la Diète, la vérité de ce que constatait en 1898 M. Georges Goyau : la non concordance entre la statistique religieuse et la statistique des élections en Bavière. Puisqu'il a été parlé d'un catholicisme « somptueusement installé », « calfeutré dans cette installation », et de « prêtres tout enveloppée des vapeurs de l'encens » dans les églises bavaoises qui « volontiers échangeraient ce confort contre la liberté d'action du clergé Rhénan », nous sera-t-il permis de dire que cela aussi s'aperçoit dans le Concordat Bavarois dont la terminologie britannique n'hésiterait pas à dire qu'il est un Concordat très « confortable ».

§ 2. — Analyse du Concordat Bavarois.

Ce Concordat comporte seize articles.

Art. 1. — L'Etat garantit le libre et public exercice de la religion catholique et protège les ecclésiastiques dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 2. — Liberté pour les Ordres et Congrégations sans « aucune restriction ni aucun contrôle de la part de l'Etat », de se fonder et de se développer « en conformité des prescriptions canoniques ». Ils ont la personnalité juridique et l'exercent sans « aucune restriction ni aucun contrôle spécial de l'Etat ».

Les art. 3 à 10 ont pour objet l'enseignement : l'instruction religieuse est matière ordinaire de l'enseignement dans toutes les écoles primaires, moyennes et supérieures (art 4, § 3 et art. 7, § 1).

Les nominations des maîtres sont faites par l'Etat. Les Ordinaires ont le contrôle de cet enseignement. (Art. 3, § 1 et 2, art. 8, § 1). Dans les Facultés de théologie des Universités et dans les établissements d'enseignement supérieur de philosophie et de théologie, l'enseignement doit correspondre aux besoins des candidats au sacerdoce et aux prescriptions de l'Eglise. Les facultés de philosophie des deux Universités de Munich et de Wurzburg devront avoir au moins un professeur de philosophie et un professeur d'histoire ne prêtant à aucune objection au point de vue ecclésiastique (Art. 4, § 1 et 2). L'instruction et l'éducation des enfants dans les écoles primaires catholiques seront confiées à des maîtres et maîtresses à ce préparés dans les Ecoles Normales ou dans des Instituts privés, pourvus d'un certificat d'aptitude pédagogique pouvant être délivré aux religieux aussi bien qu'aux laïques par des commissions où les autorités ecclésiastiques doivent être représentés (art. 5). On fondera des écoles élémentaires catholiques là où il y a un nombre d'élèves suffisant (art. 6.). L'importance de l'enseignement religieux sera réglé d'accord avec les autorités ecclésiastiques dans les écoles primaires. Les élèves de toutes les écoles devront pouvoir facilement accomplir leurs devoirs religieux (art. 7). Les religieux peuvent fonder des écoles privées auxquelles l'Etat peut reconnaître le caractère d'écoles publiques.

L'art. 10 règle les dotations : a) des sièges archi-épiscopaux et évêques, des évêques auxiliaires ; b) des chanoines qui, à soixante ans, peuvent avoir des co-adjuteurs percevant même revenu que le leur ; c) l'Etat versera un honoraire aux vicaires

généraux et secrétaires des évêques ; d) dans le cas de vacances, les revenus ci-dessus sont perçus au profit des églises respectives ; e) aux archevêques, aux cinq plus anciens chanoines, aux trois plus anciens vicaires, l'Etat assigne une habitation convenable ; f) l'Etat supplée, s'il y a lieu, à l'insuffisance des fonds des églises métropolitaines et cathédrales ; g) l'Etat assure un immeuble pour la Curie archiépiscopale et épiscopale, pour le Chapitre et les Archives ; h) des subsides sont donnés aux séminaires ; i) l'Etat pourvoit aux besoins des prêtres retraités en leur consacrant des établissements suffisamment dotés ou en majorant leur pension respective ; k) dotation des postes nouveaux créés d'accord avec le gouvernement ; les édifices et fonds d'Etat utilisés par des services ecclésiastiques ou religieux sont laissés à leur disposition — inviolabilité des biens ecclésiastiques anciens ou nouveaux — enfin, l'Eglise a le droit de lever des taxes sur la base des impôts civils.

Services spirituels aux frais de l'Etat dans les prisons, établissements d'assistance, collèges et hôpitaux. La nomination des aumôniers se fait d'accord avec l'autorité ecclésiastique.

Art. 12. — On ne modifiera pas les provinces ecclésiastiques et les diocèses.

Art. 13. — Aurent la nationalité bavaroise ou celle d'un autre Etat Allemand, les directeurs et administrateurs des diocèses et instituts diocésains, les curés et les ecclésiastiques donnant l'enseignement religieux dans les écoles élémentaires. Les mêmes devront avoir le certificat de maturité (baccalauréat) et avoir fait leurs études de philosophie et de théologie dans un établissement supé-

rieur officiel allemand, ou épiscopal allemand, ou pontifical romain. Les supérieurs religieux résidant en Bavière doivent être allemands sous réserve du droit de visite pour les supérieurs étrangers.

Art. 14. — Avant nomination des évêques par le Saint-Siège, celui-ci communiquera les noms au Gouvernement qui pourra faire valoir une objection politique — les nominations aux Chapitres se font conformément au Droit Canon — les noms des curés sont communiqués au Gouvernement avant nomination pour le cas où celui-ci aurait à faire valoir une objection politique. Les droits de patronat ou de présentation que l'Etat tient de titres canoniques spéciaux, demeurent intacts.

Art. 15 et 16. — En cas de difficultés, le Saint-Siège et l'Etat s'entendront amialement. Dès l'entrée en vigueur, le plus tôt possible, après ratification, ce Concordat abrogera celui de 1817 et toutes lois ou dispositions contraires.

On aura remarqué que ce Concordat règle très complètement et très favorablement pour l'Eglise la question de l'enseignement, celle des Congrégations et celle des dotations.

Section II.

CONVENTION SOLENNELLE OU CONCORDAT ENTRE LE SAINT-SIEGE ET LA REPUBLIQUE DE PRUSSE

§ 1^{er}. — Historique.

Cette Convention, dont le texte officiel est publié

en italien et en allemand, aux Acta du 13 août 1929, avait été conclue le 14 juin 1929. Le texte allemand dit : « Vertrag » (pacte, convention, traité); le texte italien : « Solenne Convenzione » (1). Les signatures furent données à Berlin par le Nonce Mgr Pacelli pour le Saint-Siège et par les Docteurs : Otto Braun, Ministre, Président de Prusse, Carl Heinrich Becker, Ministre Prussien des Sciences, des Arts et de l'Instruction Publique, et, Hermann Hoepker Aschoff, Ministre Prussien des Finances. C'est à Berlin aussi que se fit l'échange des ratifications, le 13 août 1929. Les deux artisans de cet accord furent Mgr Pacelli et le Docteur Braun.

La Prusse, le plus grand des Etats, des « Pays » qui constituent le Reich, a une population de 40 millions d'habitants dont le tiers à peine professe la religion catholique. Les négociations du Concordat durèrent dix ans, puisque les premières ouvertures en remontent à 1919, quand le Gouvernement Prussien fit savoir à Mgr. Pacelli qu'il était disposé à mettre la législation prussienne en matière religieuse d'accord avec la législation du Reich.

Le projet de ce Concordat se heurta à l'opposition des Eglises Evangéliques et de plusieurs partis politiques. Cette opposition se manifesta dans la presse, au Conseil d'Etat de Prusse et à la Diète. Elle formulait contre le Concordat ces principales objections : l'augmentation du nombre des diocèses et des Evêques est un acte de propagande papiste qui mettra fin à la paix religieuse ; la nomination des évêques laisse trop de liberté à Rome ; la formation des prêtres à Rome, la reconnais-

(1) « A. A. S. », vol. 21, 13 août 1929, page 521.

sance des grades romains est un danger pour la formation allemande ; la dotation accordée à l'Eglise est trop élevée ; trop grande est laissée à l'Eglise son influence dans le domaine de l'enseignement. — Certains combattaient même le principe d'un Concordat.

L'opposition se traduit quand vint la question de l'adoption du Concordat, par 36 voix contre 44, au Conseil d'Etat de Prusse. Votèrent pour : les Sociaux-démocrates, les démocrates et le Centre (28 juin 1929). Finalement, le 9 juillet 1929, le Concordat fut approuvé à la Diète Prussienne par 243 voix contre 172. Dans l'opposition, il y avait les Populistes, les Nationaux-Socialistes, les Communistes et une partie des Nationaux Allemands.

Les Catholiques furent satisfaits du résultat. Sous le titre : « Une Bataille gagnée », le Révérend Père Leiber S. J., écrivait :

« La seule idée d'une convention entre la Prusse et le Saint-Siège, et plus encore, la Convention elle-même, ont été fortement combattues par l'opinion publique... Il n'est pas douteux que le Concordat constitue pour les catholiques une bataille gagnée ; et l'on en voit déjà l'avantage grâce au succès moral qu'il apporte à l'Eglise. Au fond, très peu croyaient vraiment sa conclusion possible... Les journées mouvementées de la discussion de la Diète ont prouvé, avec une entière clarté que le Nonce, Mgr Pacelli, a obtenu dans le Concordat tout ce qu'il était possible d'obtenir. Si le texte avait été un tant soit peu plus avantageux, d'après toutes les prévisions, le Concordat n'aurait pas abouti. Malgré que n'ait pas été résolue la question scolaire, il faut se souvenir que des obstacles séculaires s'opposaient de la part de l'Etat à ce que fut conclu un traité international avec le Chef de l'Eglise catholique. Malgré ces difficultés, l'Etat a

adopté une position loyale et amicale, sans arrière-pensée, à l'égard de la minorité catholique. » (1).

§ 2. — Analyse du Concordat Prussien.

Ce Concordat comporte 14 articles ; il est suivi d'un protocole final et d'un échange de lettres entre le Nonce et le Docteur Braun. Ces lettres disent que si la question de l'enseignement n'est pas traitée dans le Concordat cela ne signifie point, de la part du Saint-Siège, renonciation à des principes essentiels (lettre du Nonce, 5 août 1929). A quoi le Docteur Braun répond, que si pour des raisons d'opportunité la question de l'enseignement n'a point été traitée dans la Convention « cette exclusion ne portera, en aucune manière, une atteinte aux *droits constitutionnels* (2) des catholiques prussiens en cette matière importante, spécialement pour ce qui concerne l'école confessionnelle et l'instruction religieuse, etc... »

Art. 1. — L'Etat accordera la protection légale et la liberté de la profession et de l'exercice de la religion catholique.

Art. 2. — Maintien de l'organisation actuelle des diocèses en Prusse avec érection d'un diocèse nouveau à Aix-la-Chapelle. Incorporation au diocèse d'Osnabrück des territoires de mission administrés par l'évêque de ce diocèse. Création d'un diocèse de Berlin, avec pour cathédrale Sainte-Hedwige. Breslau dont faisait partie Berlin devient siège métropolitain. Des évêques auxiliaires seront don-

(1) « *Stimmer der Zeit* », octobre 1929, page 24.

(2) C'est nous qui soulignons.

nés aux archevêques de Cologne, Breslau-Paderborn et aux évêques de Trèves, Munster, Aix-la-Chapelle. Les changements dans les diocèses ou provinces ecclésiastiques ne pourront se faire que d'accord entre les deux pouvoirs.

Art. 3. — Liberté d'ériger et de changer les charges ecclésiastiques tant qu'il n'est pas demandé de concours financier à l'Etat.

Art. 4. — Dotation des diocèses (2.800.000 reichsmarks par an à répartir). Maintien à leur disposition des édifices ayant un but diocésain.

Art. 5. — La propriété et autres droits patrimoniaux des corporations, instituts, fondations de droit public de l'Eglise sont garantis conformément à la Constitution du Reich. Les propriétés de l'Etat affectées à l'Eglise gardent cette affectation.

Art. 6. — Les évêques sont élus par les Chapitres qui choisissent entre trois noms retenus par le Saint-Siège sur des listes à lui remises par les évêques de Prusse et le Chapitre du diocèse vacant. Avant de publier le nom de l'élu, le Saint-Siège s'assurera que le Gouvernement n'a pas contre lui d'objections politiques.

Art. 7. — Le Saint-Siège consultera de même le Gouvernement avant de nommer un évêque coadjuteur ou un prélat « nullius ».

Art. 8. — Collation des dignités des Chapitres.

Art. 9. — Les évêques, chanoines, membres des administrations diocésaines, directeurs ou professeurs d'un institut diocésain d'éducation, doivent être allemands, avoir le certificat de maturité qui permet d'étudier dans une Université allemande, avoir fait leurs études de philosophie ou de théologie, trois ans au moins en Allemagne ou dans

un Institut Pontifical Romain. La nomination des chanoines, directeurs ou professeurs de séminaires diocésains, doit être communiquée préalablement à l'autorité Gouvernementale.

Art. 10. — Même communication pour les nominations aux charges paroissiales, avec mêmes conditions (nationalité, titres universitaires).

Art. 11. — L'autorité civile ne fera de présentation « en raison d'un soi-disant patronage d'Etat, qu'après avis de l'évêque diocésain ».

Art. 12. — Continueront d'exister les Facultés catholiques de Théologie des Universités de Breslau, Bonn, Munster et de l'Académie de Braunsberg. L'archevêque de Paderborn, les évêques de Trèves, Fulda, Hildesheim, Osnabrück pourront avoir des séminaires pour la formation scientifique du clergé.

Art. 13. Interprétation amicale de la Convention.

Art. 14. — Dont les textes Italien et Allemand font foi et dont les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible. A ce moment, entrera en vigueur la Convention et seront abrogées toutes dispositions contraires.

Le protocole final donne des précisions sous les articles 4 (dotations), 9 (conditions de nomination à de certaines fonctions ecclésiastiques), 12 (conditions de nomination des professeurs dans les Facultés de Théologie catholique).

Section III

CONVENTION SOLENNELLE
ENTRE LE SAINT-SIEGE
ET LA REPUBLIQUE DE BADE.§ 1^{er}. — Historique.

Dans le texte officiel — Italien et Allemand — aux Acta (1), on peut lire après les mots « Solenne Convenzione, Vertrag » et entre crochets « Concordato-Konkordat ». Cette convention fut signée à Hegne-les-Constance, le 12 octobre 1932, par le cardinal Pacelli, Secrétaire d'Etat pour le Saint-Siège, et par les Docteurs : Schmitt, Président d'Etat et Ministre de la Justice, Baumgartner, Ministre du Culte et de l'Instruction, Mattes, Ministre des Finances, pour l'Etat Badois. Elle est suivie d'un protocole final daté des mêmes lieu et jour, et, d'un protocole additionnel du 7 novembre 1932. Elle fut ratifiée à Karlsruhe, à 8 h. 30 du matin, le 11 mars 1933, premier jour possible à l'échéance du troisième mois depuis le vote en seconde lecture par la Diète. A 11 heures parut un numéro spécial de l'« Officiel » pour consacrer l'événement. A 2 heures de l'après-midi, les nazis s'emparaient du Palais du Gouvernement Badois qui, démissionnaire depuis la veille, expédiait les affaires courantes et allait être destitué par l'autorité centrale du Reich

(1) « A. A. S. », vol. 25, 7 avril 1933, p. 177.

et remplacé par un Commissaire, le député national-socialiste, Robert Wagner. Ce dernier fit même arrêter pendant quelque temps le Président d'Etat. Et c'est ainsi que le Nonce Mgr Orsegnino, venu à Karlsruhe pour l'échange des ratifications, rencontra le Président Schmitt dans une pièce devant laquelle deux solides hitlériens des sections d'assaut, montaient la garde.

Le 21 mai 1932, Pie XI avait nommé au Siège de Fribourg Mgr Groeber, sans que le Chapitre eût été invité à exercer son droit d'élection dans les termes de la Bulle de Léon XII. Le doyen du Chapitre déclara : « Roma locuta est, causa finita est » et il ajouta qu'il faisait siennes les paroles d'O'Connell : « Mon cœur à Rome ». Au banquet, à l'occasion de l'intronisation du nouvel évêque, le Docteur Schmitt, Président du Gouvernement Badois, dit : « Le Gouvernement a pu d'autant mieux consentir à cette façon de procéder, « pro hac vice et sine prejudicio futuri temporis » et tout en maintenant sa conception des droits qui lui reviennent, que Mgr le Cardinal, secrétaire d'Etat, avait ajouté, en communiquant la décision du Saint-Siège, que par cette décision il n'entendait toucher en rien aux questions futures de principe juridique. » (1). La nomination de Mgr Groeber avait néanmoins ému une partie de l'opinion. Toutefois, le Concordat put être signé peu après et voté en seconde lecture en même temps que le traité avec l'Eglise évangélique, à la Diète Badoise le 9 décembre 1932, par 44 voix (partis du Centre, populiste et économique) contre 42 (socialistes, nationaux-socialistes, allemands na-

(1) « Deutsche Badensezeitung », 21 juin 1932.

tionaux, Evangelischer Volksdienst, communistes et démocrates). Faute d'une majorité des deux tiers des voix, il fallut attendre trois mois avant de procéder à la ratification des traités.

Bade, pays de l'Allemagne Occidentale, dont la capitale est Karlsruhe a pour archevêché Fribourg-en-Brisgaü. Sa population est de 2.400.000 habitants dont les 2/3 sont catholiques.

§ 2. — Analyse du Concordat Badois

Ce Concordat est composé de 13 articles suivis d'un protocole final et d'un protocole additionnel.

Art. 1. — En appliquant la Constitution de l'Empire Allemand et de la Constitution de l'Etat libre de Bade, l'Etat Badois accordera la protection légale à la liberté de la profession et de l'exercice de la religion catholique.

Art. 2. — Vise la circonscription et l'organisation de l'archidiocèse de Fribourg-en-Brisgaü et y apporte certains changements. Le Saint-Siège confère les dignités du Chapitre et l'archevêque nomme les chanoines.

Art. 3. — Quand le siège archiepiscopal est vacant, le Chapitre adresse à Rome une liste de candidats. Le Saint-Siège choisit sur cette liste et sur celles que lui adresse annuellement l'archevêque trois noms parmi lesquels les chanoines élisent le nouvel archevêque. Après quoi, le Saint-Siège s'assure auprès du Gouvernement qu'il n'y a pas contre la nomination d'objections « de politique générale, mais non de politique de parti ».

Art. 4. — L'archevêque crée et modifie librement

les emplois ecclésiastiques pourvu que cela n'entraîne pas de dépenses pour l'Etat. Les droits de patronage basés sur des titres privés sont soumis aux dispositions canoniques. L'Eglise exerce ses droits patrimoniaux dans « le cadre des dispositions constitutionnelles » et peut lever des impôts sur la base des listes fiscales civiles, selon la constitution du Reich et de l'Etat de Bade.

Art. 5. — Pour l'Eglise, les Ordres et les Congrégations, les droits patrimoniaux de corporation de droit public, ou la personnalité juridique de droit privé, seront garantis conformément à la constitution du Reich. Les édifices ou terres servant à des fins ecclésiastiques, gardent ces fins.

L'art. 6 a pour objet la dotation du Siège archiepiscopal, du Chapitre, de l'administration diocésaine et les subventions pour améliorer le traitement des curés.

Art. 7. — Les Ordinaire, évêque auxiliaire, chanoines, membres de la Curie diocésaine, directeurs ou professeurs aux séminaires ou collèges théologiques doivent être : *a)* citoyens allemands ; *b)* avoir le certificat de maturité ; *c)* avoir suivi les cours de philosophie et de théologie trois ans au moins en Allemagne ou à Rome dans une école pontificale. L'autorité ecclésiastique fait connaître à l'autorité de l'Etat l'état signalétique des ecclésiastiques nommés aux fonctions ci-dessus.

Art. 8. — L'archevêque fera connaître à l'autorité civile l'état signalétique des ecclésiastiques nommés à une charge paroissiale durable, ceux-ci seront allemands et auront le certificat de maturité.

Art. 9. — La Faculté de Théologie catholique à l'Université de Fribourg-en-Brisgau continuera

d'exister. L'archevêque peut avoir des collèges et un séminaire sacerdotal.

Art. 10. — Avant de nommer un professeur à la faculté de Théologie catholique de l'Université de Fribourg-en-Brisgau, on consultera l'archevêque, lequel pourra aussi provoquer le remplacement des professeurs si la doctrine, la conduite ou l'enseignement de ceux-ci soulevaient des objections.

Art. 11. — L'enseignement de la religion catholique est matière d'enseignement dans les écoles badoises.

Art. 12. — Interprétation amicale du Concordat.

Art. 13. — Dont les textes Italien et Allemand feront foi et qui entrera en vigueur dès ratification; abrogation de toutes dispositions contraires.

Du protocole final retenons : sur l'art. 5, la fondation des Ordres et Congrégations est laissée à la volonté des autorités ecclésiastiques ; sur l'art. 11, droits de l'Eglise catholique en ce qui concerne l'enseignement de la religion dans les écoles Badoises avec référence à la Constitution du Reich et à celle du pays.

Protocole additionnel : dans le cas où le Saint-Siège et l'Etat ne peuvent se mettre d'accord pour une nomination à l'archevêché de Fribourg, le Saint-Siège est libre de faire la nomination.

Un trait caractéristique de ce Concordat, c'est la référence fréquente au Droit Constitutionnel, ainsi dans les art. 1 et 4, alinéas 3 et 4 ; 5, alinéa 1 ; 6, alinéa 6 ; 11, alinéa 1.

Ce Concordat mentionne expressément la Bulle « Deus scientiarum Dominus » sur les sciences ecclésiastiques, aux règles de laquelle devra se conformer la Faculté de Théologie.

Section IV.

CONVENTION SOLENNELLE
ENTRE LE SAINT-SIEGE
ET LA REPUBLIQUE ALLEMANDE§ 1^{er}. — Historique.

Nous retrouvons ici l'emploi des mots : « Convention » et « Concordat ».

Déclaration liminaire: « S. S., le Souverain Pontife Pie XI et le Président du Reich Allemand :

« Voulant régler les rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat pour tout le territoire du Reich Allemand, d'une façon stable et satisfaisante pour les deux partis,

« Ont résolu de conclure une Convention solennelle qui complète les Concordats conclus avec certains pays particuliers (Laender) de l'Allemagne et assure aux autres un traitement uniforme pour la solution des questions qui s'y réfèrent. » (1).

A cet effet, le Souverain Pontife délégua le Cardinal Pacelli et le Président du Reich, le Vice-Chancelier M. Franz Von Papen. Ce Concordat fut conclu le 20 juillet 1933 et ratifié le 10 septembre suivant. M. Von Papen fut aidé activement dans ses négociations par Mgr Groeber, archevêque de Fribourg en-Brisgau et par Mgr Kass, ancien professeur de Droit Canon à la Faculté de Bonn, conseiller d'Etat

(1) Texte officiel aux « A. A. S. », vol. 25, 10 septembre 1933, p. 389, en italien et en allemand.

en Prusse, membre de l'Assemblée Constituante (1919-1920) membre du Reichstag et président du Centre allemand.

La difficulté des négociations, difficulté qui subsiste d'ailleurs après la signature du Concordat, devait être la conciliation des exigences du régime « totalitaire » national-socialiste, avec celles de l'Eglise quant aux Associations catholiques spécialement celles de jeunesse. La même difficulté s'est rencontrée en Italie. Il fallait aussi obtenir dans l'acte concordataire puis dans la pratique, la renonciation du clergé à l'activité politique. Il ne pouvait être question de viser l'activité du Centre, organisation indépendante de l'Eglise. Pour apprécier l'importance du sacrifice demandé par le régime hitlérien, que l'on se souvienne de l'histoire des catholiques allemands et de leur clergé sur le plan social et politique, l'œuvre de Windthorst et du Centre de la lutte contre Bismarck et le Kulturkampf, et, bien avant, l'action d'un Ketteler. Que l'on mesure aussi la place prise dans la vie politique allemande par un Bruning, une Max, un Von Papen. La force des organisations catholiques allemandes se manifestait chaque année lors du grand défilé des hommes à l'occasion du Congrès annuel des Catholiques allemands. Ceux qui, au mois d'août 1909, assistèrent au Congrès International Eucharistique de Cologne, purent voir s'étaler cette force dans le défilé des organisations catholiques, des « vereine » populaires, des syndicats chrétiens, dans la procession de clôture.

Dès le mois de juillet 1933, un communiqué officiel sur le Concordat annonçait aussi que les Associations se diviseraient en deux groupes : 1°. Les

Associations poursuivant uniquement des buts religieux, culturels, charitables, et dépendant des autorités ecclésiastiques ; leur organisation et leur activité pouvaient être assurées de la protection de l'Etat ; 2°. Les Associations qui, en dehors des buts religieux, poursuivent des buts sociaux ou corporatifs. Celles-là, peuvent entrer dans le cadre des Associations de l'Etat. Elles doivent donner des garanties que leur activité ne prendra aucun caractère syndical ou de parti politique. Ces Associations peuvent garder leurs statuts à moins qu'ils n'envisagent des buts contraires à l'ordre nouveau (1).

Le Vice-Chancelier Von Papen fit un premier séjour à Rome du 9 avril (dimanche des Rameaux) 1933, au mardi de Pâques. Dès le lendemain de son arrivée, il voyait le Cardinal, secrétaire d'Etat ; le 12 avril, revêtu de son costume de Camérier de Cape et d'épée, il était reçu par Pie XI en sa bibliothèque privée ; le jeudi saint, M. et Mme Von Papen assistaient à la messe du Pape et recevaient de sa main la communion ; le jour de Pâques, ils assistaient en même temps que le Chancelier Dollfuss, à la messe solennelle du Pape à Saint-Pierre. Le 18, ils rentraient en Allemagne. Le 4 juillet, M. Von Papen était de nouveau à Rome et reçu par le Pape ; le même jour, le projet de Concordat élaboré par la Curie était expédié à Berlin d'où arriverait le 6 juillet à 11 heures du matin, l'avion personnel du Führer portant à Rome le Docteur Bultmann, directeur ministériel, ayant les dernières instructions pour les négociateurs allemands.

L'« Osservatore Romano » des 10-11 juillet 1933,

(1) « *Kölnische Zeitung* », 19 juillet 1933, n° 386.

annonçait que le Concordat du Reich avait été paraphé le 8. Le 15 juillet, à Dresde, devant les membres du Stahlhelm, M. Von Papen déclarait :

« Le Vatican s'est décidé à conclure un Concordat du Reich avec l'Allemagne, gouvernée par le Chancelier Hitler. Cette reconnaissance du jeune Reich par l'Eglise, puissance supra-nationale, deux fois millénaire, contient implicitement la reconnaissance de l'événement « séculaire » (dans le sens exceptionnel), que le nationalisme allemand a vaincu le bolchevisme, a exterminé le mouvement des « sans-Dieu » et a établi une base vraiment chrétienne pour la constitution du Reich. »

Le 19 juillet, M. Von Papen, pour la troisième fois en cette année 1933, reprenait le chemin de Rome et c'était par la voie des airs. Le lendemain matin, dans les appartements du Cardinal Pacelli, le Concordat était signé.

Grande fut alors la satisfaction des catholiques. Le Cardinal Bertram, Président de la Conférence Episcopale de Fulda, exprima dans une lettre au Führer : « La reconnaissance et la gratitude » des évêques allemands. (1). L'événement fut célébré dans tout le Reich par des cérémonies religieuses d'actions de grâces et par le chant du « Te Deum ». A Berlin, à la cathédrale Sainte-Hedwige, le R. P. Mariamus Vetter, dominicain, prononça un sermon radio-diffusé dans lequel il dit :

— « La rencontre en ce Concordat de l'Eglise et de l'Etat, des deux autorités voulues par Dieu... » Il évoqua la figure vénérable de notre Saint-Père, celle « vraiment allemande du vénérable président du Reich... à côté de qui se tient celui qui porte la responsabilité de la politique du Reich, le Führer du grand mouvement populaire allemand, l'homme

(1) « *Kölnische Zeitung*, 24 juillet 1933, n° 397.

qui a un sentiment de sa responsabilité devant Dieu, qui veut sincèrement le bien du peuple allemand, selon la volonté créatrice de Dieu... » (1).

L'adaptation du Concordat a donné lieu à diverses notes et décisions.

Sur la presse, Mgr Bornewasser, évêque de Trèves, publia dans le Bulletin Religieux de son diocèse une lettre (27 juillet 1933) disant, en substance : nos journaux catholiques n'auront plus à faire de politique ; ils pourront se consacrer exclusivement à leur tâche religieuse et culturelle (2).

Sur les associations catholiques, l'archevêque de Cologne décida :

« Là où il serait opportun de les dissoudre ou de les transformer, il faudra expressément l'approbation des autorités ecclésiastiques. » (3).

Même consigne donnée par le Cardinal Bertram dans sa lettre aux associations ouvrières de l'Est allemand :

— « Les statuts-type qui m'ont été présentés (à la suite et en conséquence du Concordat) pour les associations catholiques et ouvrières de l'Allemagne orientale, ne donnent pas lieu à des remarques. Ils peuvent entrer en vigueur après l'assentiment du Bureau Central de la Ligue à Cologne... Tout l'épiscopat donne l'avertissement pressant aux associations catholiques ouvrières de ne pas se dissoudre comme cela est, hélas ! déjà arrivé en beaucoup d'endroits sous une pression extérieure. Il s'agit d'associations de l'Eglise au service de buts

(1) « Germania », 18 septembre 1933, n° 257.

(2) « Kirchliche Amtsanzeiger für die Diözese Trier », 2 août 1933.

(3) Ordonnance du Vicariat Général de l'Archevêque de Cologne reproduit dans « Kölnische Volkszeitung », 20 août 1933, n° 225.

élevés exprimés dans l'article 2 des statuts et dont la négligence entraînerait les pires conséquences pour les membres, leurs familles et la vie religieuse des paroisses. Ces fondations, fruit de tant de charité et de sacrifices, peuvent être profitables pour le nouvel Etat par les qualités morales des ouvriers. Elles doivent donc être sauvées même aux époques difficiles. Pour ce qui est des relations avec l'Arbeitsfront, des tractations avec les autorités centrales sont en cours. Des dissolutions hâtives ne peuvent être utiles au bien public et aux membres... Il est défendu de se dissoudre de sa propre initiative. » (1).

On sent, sous ces lignes, les difficultés d'une adaptation qui comporte, pour le catholicisme allemand, la renonciation à tant d'organisations puissantes et à une œuvre de plus d'un demi siècle de luttes persévérantes.

Au cours de l'été 1935, deux documents nous ont donné le moyen d'apercevoir l'état actuel de ces difficultés : la lettre des évêques allemands rédigée à l'issue de leur conférence annuelle de Fulda et le discours du Führer à la grande assemblée nationale-socialiste de Nuremberg, peu de jours après. La lettre des évêques allemands fut lue dans toutes les églises de l'Allemagne le 1^{er} septembre. A propos de la doctrine sociale du système hitlérien, les évêques disent :

« ...La morale matrimoniale est la pierre angulaire du niveau d'un peuple. Les lois de l'Eglise sur le mariage ont été un grand bienfait pour le maintien de la pureté du sang et la santé héréditaire de la famille. Il serait fatal de ne considérer le mariage que du point de vue de la pureté de la

(1) « Kölnische Volkszeitung », 10 septembre 1933, n° 246.

race. Il serait fatal que la notion de l'égalité de la maternité légitime ou illégitime fasse règle en Allemagne. De même, la lente agonie d'un peuple par suite du recul des naissances, ne pourra être arrêtée que par la force morale d'une idée et non par des mesures de police. »

Sur le « catholicisme politique » :

— « Cette formule, dit-elle, donne libre cours à l'arbitraire et permet d'emprisonner sans enquête préalable, des membres d'Ordres religieux et d'exciter la masse contre les catholiques fidèles à leur foi. C'est pourquoi la conférence de Fulda adresse au Führer et au Chancelier du Reich un mémoire indiquant le danger qui résulte des abus commis et des restrictions portés à la conscience chrétienne. »

Enfin, les évêques remercient les associations de jeunesse catholique pour la fidélité dont elles ont fait preuve :

— « Les associations catholiques repoussent toute action hostile à l'Etat. Jamais une offre d'alliance n'a été faite à des associations de jeunesse catholique par des associations de jeunesse communiste. Une telle offre aurait été d'ailleurs repoussée. Les catholiques ne sont pas des rebelles, ils ne résistent pas par la violence. Mais lorsqu'on dit qu'on peut être catholique sans être catholique romain, nous répondons que si l'on n'est plus catholique romain, l'on n'est plus catholique du tout. Aucun compromis n'est possible sur ce point ».

Il est remarquable que dans le discours de Nuremberg, le Führer qui parla contre le clergé politique et contre le Centre, ne dit rien en réponse à ces passages de la lettre des évêques.

On peut penser que Hitler, qui a voulu le Concordat, ne désire pas la rupture. Mais les difficultés que nous voyons ici rappellent celles qui suivirent la conclusion du Concordat italien et qui trou-

vèrent finalement leur solution dans un accord de conciliation entre l'autorité ecclésiastique et le pouvoir fasciste. Quant à présent, la formule conciliatrice ne semble pas avoir encore été trouvée en Allemagne. Les difficultés entre le régime hitlérien, l'Eglise et le Centre, s'expliquent par la fermeté de l'Eglise sur les principes et par la puissante organisation politique du Centre. Comment croire, en effet, à la volatilisation soudaine d'une organisation aussi forte que celle de ce Centre qui vaincu Bismarck, régenta l'Allemagne pendant un demi-siècle, et qui, par sa mystique, sa discipline, ses tendances sociales, a tant d'analogies avec la croisade Hitlérienne ? Il n'a manqué, peut-être, aux anciens éléments d'ordre (chrétiens) qu'un chef pour prendre eux-mêmes la direction de la réforme politique que l'Allemagne attendait.

Quel sera donc l'avenir du Concordat Allemand ?

— L'exemple du Concordat français de 1801 tend, du moins, à établir qu'un pacte de cette nature, même conclu dans une atmosphère inquiétante, n'est pas nécessairement frappé de caducité congénitale par des choses même aussi fâcheuses que l'idéologie paganisante du régime politique, les procédés brutaux des gouvernants de l'Etat, ou les interprétations contraires à son esprit. Le Concordat peut avoir, par ailleurs, ses raisons de vivre et ses chances possibles de durée.

Le troisième Empire Allemand se trouve engagé dans une lutte sans merci contre de redoutables adversaires extérieurs : le communisme, le socialisme, la puissance juive enfin, dont on connaît l'ampleur des moyens d'action dans l'univers entier. Il n'est point chimérique de penser que les gouvernants de Berlin, reconnaissent l'intérêt majeur qu'ils auraient à ne point s'aliéner, mais au

contraire, à se concilier les éléments catholiques, c'est-à-dire un bon tiers de la population allemande, celui qui possède, sans contredit, l'organisation religieuse la plus fortement hiérarchisée.» (1).

§ 2. — Analyse du Concordat du Reich.

Ce Concordat comporte 32 articles et un protocole final.

Art. 1. — Le Reich garantit la libre profession et l'exercice public de la religion catholique.

Art. 2. — L'Eglise administre ses affaires dans les limites du Droit Commun.

Art. 3. — Les Concordats Bavarois, Prussien, Badois, restent en vigueur. Celui-ci les complète et s'applique à tout le Reich dont l'accord est nécessaire désormais pour les Concordats avec les Pays.

Art. 3. — Il y aura un Nonce à Berlin et un Ambassadeur près le Saint-Siège.

Art. 4. — Liberté des communications entre fidèles, clergé et Saint-Siège, et liberté des publications pastorales.

Art. 5. — Protection des ecclésiastiques dans l'exercice de leur ministère.

Art. 6. — Les clercs et les religieux seront exempts d'être échevins, jurés, membres de commissions ou de tribunaux fiscaux.

Art. 7. — Pour être nommé à un emploi de l'Etat, un ecclésiastique doit avoir le « *nihil obstat* » des Ordinaires compétents.

(1) R.P. Yves de la Brière : « Etudes », 5 septembre 1933.

Art. 8. — Les revenus des ecclésiastiques en raison de leur office, sont partiellement insaisissables comme les traitements des fonctionnaires.

Art. 9. — Le secret de leur office spirituel est protégé.

Art. 10. — Le port abusif de l'habit ecclésiastique est puni comme le port illégal de l'uniforme.

Art. 11. — Les changements dans les circonscriptions ecclésiastiques se feront d'accord avec les autorités civiles.

Art. 12. — Les offices ecclésiastiques peuvent être librement érigés ou modifiés si cela n'engage pas les finances de l'Etat.

Art. 13. — La personnalité juridique est reconnue aux personnes morales du Droit ecclésiastique : paroisses, diocèses, chapitres, ordres et congrégations, instituts, fondations, etc... « selon les normes connues du Droit de l'Etat ».

Art. 14. — L'Eglise confère librement les offices et bénéfices sans le concours de l'Etat ou des communes, réserves faites pour ce qui est dit dans les Concordats Bavaïois, Prussien, Badois. Les prêtres ayant charge d'âmes ou qui enseignent, doivent être allemands, avoir le certificat qui permet d'étudier dans une école supérieure allemande, avoir suivi trois ans au moins, les cours philosophico-théologiques, dans une école allemande ou dans une haute école pontificale romaine. Avant d'expédier les Bulles de nomination aux évêques, on communiquera au Reichsstatthalter, près le Gouvernement compétent, le nom de la personne choisie pour s'assurer qu'il n'y a pas, contre elle d'objection de caractère de politique générale.

Art. 15. — Les Ordres et Congrégations ne sont

soumis de la part de l'Etat à aucune restriction, mais les supérieurs religieux résidant en Allemagne doivent être Allemands. Droit de visite pour les supérieurs étrangers. L'organisation des provinces religieuses sera réglée de façon que les maisons allemandes ne dépendent pas d'une province étrangère.

Art. 16. — Les évêques prêteront serment.

Art. 17. — Garantit la propriété et autres droits des Instituts, Fondations, Associations catholiques.

Art. 18. — Fixe les conditions du rachat des prestations de l'Etat à l'Eglise.

Art. 19. — Maintien des Facultés de théologie catholique dans les Universités d'Etat.

Art. 20. — L'Eglise peut avoir des écoles de philosophie et théologie pour former les clercs.

Art. 21 et 22. — L'enseignement religieux est matière ordinaire de l'enseignement dans les écoles élémentaires, professionnelles, moyennes, supérieures sous le contrôle (programme, livres et maîtres) de l'autorité ecclésiastique. « Dans l'enseignement religieux, on mettra un soin particulier à développer la conscience des devoirs envers la patrie et des devoirs civiques et sociaux. »

Art. 23. — La conservation et l'érection de nouvelles écoles catholiques demeurent garanties ; là où les parents le réclament, des écoles élémentaires catholiques seront ouvertes si elles ont la possibilité de fonctionner.

Art. 24. — On y emploiera seulement des maîtres catholiques. Il y aura des instituts assurant la formation des maîtres catholiques.

Art. 25. — Les Ordres et Congrégations peuvent avoir des écoles privées capables d'être « habilitées

comme les écoles de l'Etat, lorsqu'elles satisfont aux prescriptions des programmes de celles-ci ».

Art. 26. — En cas de maladie mortelle ou de grave nécessité morale, le mariage religieux peut être célébré avant le mariage civil.

Art. 27. — Organise le ministère pastoral à l'armée sous la direction d'une évêque militaire.

Art. 28. — L'Eglise sera admise à pourvoir au service spirituel dans les hôpitaux, pénitenciers et établissements tenus par des organismes publics.

Art. 29. — Egalité de droit quant à l'usage de la langue maternelle dans le culte, l'enseignement religieux et les associations ecclésiastiques pour les catholiques des minorités non allemandes comme pour les Allemands.

Art. 30. — Prières pour la prospérité du Reich et le peuple allemand dans les églises catholiques les dimanches et jours de fêtes.

Art. 31. — Protection des associations catholiques ayant des buts religieux à la conditions qu'elles ne fassent pas de politique ; dans les associations de jeunesse — sportives ou autres — soutenues par le Reich et les Pays, on rendra possible l'accomplissement des devoirs religieux les dimanches et jours de fêtes.

Art. 32. — Le Saint-Siège édictera des dispositions excluant le clergé des partis politiques.

Art. 33. — Interprétation amicale du Concordat dont : — art. 34. — Les textes italien et allemand font foi, et, qui entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Les déclarations du Protocole final n'apportent point de modifications essentielles aux dispositions qui viennent d'être dites. Il est précisé sous l'art.

20 qu'il y a grave nécessité morale autorisant le mariage canonique avant le mariage civil quand des « difficultés insurmontables ou surmontables seulement par des dépenses démesurées empêchent de pouvoir produire à temps les documents nécessaires au mariage ». Sous l'art. 32, « il reste entendu que le Reich prendra à l'égard des confessions non catholiques d'égales dispositions concernant l'activité politique dans les partis. »

Section V.

CONCORDAT ENTRE LE SAINT-SIEGE ET LA REPUBLIQUE AUTRICHIENNE

§ 1^{er}. — Historique.

— « Sa Sainteté, le Souverain Pontife Pie XI et la République autrichienne, animés du même désir de régler à nouveau, par une mutuelle entente et d'une façon stable la situation juridique de l'Eglise catholique en Autriche, pour le plus grand bien de la vie ecclésiastique et religieuse, ont résolu de conclure une Convention ».

C'est en ces termes que débute le Concordat autrichien signé le 5 juin 1933 au Vatican par le Cardinal Pacelli pour le Saint-Siège et par MM. Dollfuss, chancelier général, et Schuschnigg, ministre fédéral pour l'Autriche. Le 1^{er} mai 1934, à l'occasion de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, dans le bureau du Président de la Républi-

que à Vienne, le Chancelier et Mgr. Sibilis, nonce apostolique, échangèrent les instruments de ratification. Le Président Miklas prononça les paroles suivantes :

« En cet instant où le dernier coup de minuit annonce le 1^{er} mai de l'année 1934, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle organisation politique de l'Autriche, j'ai le grand honneur, en ces salles de la Présidence de l'Etat Fédéral Autrichien, de souhaiter la bienvenue à votre Excellence, en sa qualité d'illustre représentant de S. S. le Pape de Rome, le Vicaire du Christ en ce monde, la reconnaissance et les salutations les plus respectueuses de l'Autriche.

« Comme signe extérieur de l'étroite union qui existera désormais entre le Saint-Siège et l'Autriche, un pacte solennel, premier acte gouvernemental de l'Autriche nouvelle, un Concordat qui règle dans une entente commune toutes les questions importantes intéressant l'Eglise et l'Etat, va être signé. Depuis 80 ans, c'est la première fois qu'un événement aussi solennel intervient de nouveau entre le Saint-Siège et l'Autriche. A ma personne, en tant que chef actuel de l'Etat autrichien, il était réservé par la grâce divine de souscrire pour l'Autriche et son peuple aux engagements de ce Concordat par lequel la catholique Autriche abrite, en quelque sorte, ses destins futurs dans le port, entouré de rocs, de l'Eglise romaine universelle. Puisse ce Concordat, que je signe aujourd'hui, tourner, avec la grâce de Dieu, au plus grand bonheur de la Sainte Eglise Romaine comme de l'Etat autrichien et constituer la plus grande des bénédictions pour le peuple autrichien. » (1).

Le texte de ce Concordat est publié en Allemand et en Italien aux Acta. (2).

(1) « Documentation catholique », n° 731, 29 décembre 1934. Col. 1298.

(2) « A. A. S. », vol. 26, 2 mai 1934, page 249.

L'Autriche d'après-guerre, compte 6.600.000 habitants sur un territoire de 83.835 km.².

« Victime d'une application rigoureuse des principes de nationalités, la petite Autriche a l'avantage au moins, d'une unité nationale presque parfaite ». (1). A côté de l'élément germanique, les allogènes sont dans la proportion de 5 %, en tout, 350.000 (Slovènes, Croates, Hongrois, Tchécoslovaques, Juifs). «Aucun traité n'a, depuis des siècles, consacré des changements dans le statut territorial de l'Europe, comparables à ceux qu'a sanctionnés le traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, entre les Alliés et l'Autriche. C'est un Etat de 50 millions d'habitants qui a disparu. L'Autriche n'est plus qu'un « Etat », purement germanique, aux deux tiers alpins, isolé de la mer et barrant la route à l'un des plus grands fleuves de l'Europe. » (2).

Presque tous les Autrichiens sont catholiques nominalement, et — dans les régions rurales et montagnardes — profondément religieux. Les minorités confessionnelles sont peu importantes. L'agglomération Viennoise compte 2 millions d'habitants ; les organisations révolutionnaires du parti social-démocrate sont puissantes à Vienne. En face d'elles, il y a le parti chrétien-social, celui de Lueger, de Seipel, de Dollfuss, de Schuschnigg.

L'Autriche réduite par le traité de Saint-Germain, n'était plus le grand empire avec lequel le Saint-Siège avait, Pie IX étant Pape et François-

(1) Géographie Vidal-Lablache, t. IV, 2^e partie, p. 452, par de Martonne.

(2) Em. de Martonne : « Le traité de Saint-Germain et le démembrement de l'Autriche », Annales de Géographie (Armand Colin, 1920, pp. 1 à 11).

Joseph empereur, conclu le 18 août 1855, un Concordat. Ce Concordat avait, du reste, été dénoncé en 1870 par l'Etat Autrichien à cause — était-il dit — de la déclaration du dogme de l'Infaillibilité Pontificale. Des lois de mai 1874 avaient, ensuite, organisé unilatéralement les règles des rapports entre l'Eglise et l'Etat, reconnaissant à ce dernier le haut contrôle sur les affaires ecclésiastiques. Depuis 1918, les transformations de la Constitution autrichienne n'avaient pas entraîné de modifications essentielles dans l'attitude de l'Etat envers l'Eglise ou les sociétés religieuses :

— La Constitution garantit à toutes les sociétés religieuses l'exercice public du culte, la libre organisation et l'administration de leurs affaires intérieures, de même que la possession et la jouissance de leurs établissements, fondations des capitaux destinés au culte, à l'instruction et aux œuvres de bienfaisance... Au point de vue du droit constitutionnel, l'Eglise était plutôt dans le même état qu'au temps de la monarchie... Au point de vue juridique, l'Autriche avait pris la position d'un Etat religieusement indifférent, d'un Etat religieusement neutre. » (1).

Les articles 62 à 69 du traité de Saint-Germain imposent des règles à l'Autriche quant à « toute église légalement reconnue ou même toute société religieuse », et, « tous les habitants de l'Autriche qui auront droit au libre exercice tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs ». (Art. 63).

(1) Baron Hussarek Von Heilein, ancien Ministre Président à Vienne, dans « Der Katholizismus in Oesterreich » de Mgr Alois Husdal, 1931.

Dans les villes ou districts où demeure un nombre considérable relativement de sujets autrichiens, qui, d'après leur religion, appartiennent à une minorité, une part convenable de tous les crédits alloués à l'enseignement, aux œuvres de bienfaisance ou au culte, par les fonds publics dans les budgets de l'Etat, des communes ou de divers établissements, doit leur être réservée pour qu'ils l'emploient et l'utilisent suivant leurs propres fins. (Art. 68).

—En fait, «la vieille Autriche, au point de vue du droit politique, n'était plus, depuis longtemps, un Etat catholique mais elle l'était toujours au sens social du mot. Une majorité écrasante de sa population était catholique (90 %) sa maison souveraine était catholique et tout à fait résolue à prendre les principes catholiques comme règle de sa conduite... Les souverains appartenant à la maison de Habsbourg envisageaient leurs droits multiples sur le terrain religieux non pas tant comme des droits que comme des devoirs ; il en résultait, à l'égard de l'Eglise, des liens extrêmement importants et qui tournaient à l'avantage de la vie ecclésiastique et religieuse. Cette situation apparaissait sous bien des formes dans le Gouvernement... Dans les questions culturelles, la politique de la République d'Autriche s'est distinguée jusqu'ici par sa mesure, sa douceur et son caractère pratique. Même les partis hostiles à l'Eglise ont fait preuve d'une certaine réserve dans les affaires politico-religieuses, étant donné que la consolidation du régime n'est encore à prévoir que dans un avenir éloigné... Quant au Gouvernement, on constate qu'il obéit à un sens pratique paisible, qu'il ne cherche à créer aucune difficulté à l'action de l'Eglise, que, bien plus, autant qu'il peut, il la favorise et suit avec beaucoup de tact la tradition qui s'était établie dans l'ancienne Autriche, d'éviter les conflits. » (1).

(1) Baron Hussarek Von Heinlein, loc. cit.

Toutefois, au lendemain de la Révolution, le marxisme avait pris un certain nombre de mesures hostiles à l'Eglise. Le Gouvernement Dollfuss entreprit, dès son arrivée au pouvoir, le redressement nécessaire. Voici les principales mesures qui préparèrent, en quelque sorte, le Concordat : Loi du 27 janvier 1933 sur les fêtes légales (1^{er} et 6 janvier, lundi de Pâques, Ascension, lundi de la Pentecôte, Fête-Dieu, 29 juin, 15 août, 1^{er} novembre, 8, 25 et 26 décembre); décret du 10 avril 1933 abrogeant le décret Gloeckel du 10 avril 1919 sur la participation des enfants des écoles aux exercices religieux — le fait de ne pas assister aux exercices religieux ne doit avoir aucun effet sur le classement d'un élève — disait ce décret Gloeckel qui avait eu, pour conséquence, un véritable kulturkampf dans les provinces de la Fédération gouvernées par Vienne, par des socialistes ; le 19 juin 1933, la Chancellerie Fédérale prit la résolution de dissoudre l'association des libres-penseurs répandue dans toute l'Autriche ; contre les excitations à l'apostasie, Ordonnance du Ministère Fédéral de l'Instruction Publique, prescrivant notamment de rejeter les déclarations de sorties d'une religion remises par plusieurs personnes dans un document commun. Contre la pornographie et la propagande anticonceptionnelle, Ordonnance du 26 mai 1933 ; contre les journaux à scandale et « de boulevard », Ordonnance d'urgence du 21 juillet 1933.

Le Dr. Dollfuss, Chancelier d'Autriche, était à Rome en cette semaine sainte de 1933 quand M. Von Papen, Vice-Chancelier du Reich allemand y faisait un premier séjour, en vue de négocier un Concordat du Reich. C'était aussi de négociations

concordataires qu'il s'agissait dans le voyage du Chancelier autrichien. Outre la nécessité de régler par un traité en bonne et due forme une situation religieuse que ne soutenait plus l'autorité personnelle d'une dynastie catholique comme celle des Habsbourg, une réorganisation des diocèses s'imposait à la suite de la guerre, et le Chancelier Dollfuss, homme de foi profonde, désirait appuyer l'Etat sur le roc de l'Eglise.

Ce Concordat allait être signé le 5 juin. L'« *Osservatore Romano* » du 7 juin annonçait l'événement ; les instruments de ratification devaient être échangés aussitôt que possible. Le Gouvernement attendit que fut promulguée la nouvelle Constitution ; et c'est ainsi que la ratification du Concordat coïncida avec la mise en vigueur de cette Constitution, le 1^{er} mai 1934.

§ 2. — Analyse du Concordat Autrichien.

Ce Concordat comprend 23 articles ; il est suivi d'un long protocole additionnel.

Art. 1. — La République d'Autriche assure à l'Eglise catholique dans ses divers rites, le libre exercice de son pouvoir spirituel et le libre et public exercice du culte. Les ecclésiastiques sont protégés dans l'exercice de leur ministère. Liberté des communications entre fidèles, évêques et Saint-Siège, et, liberté des publications pastorales.

Art. 2. — Personnalité juridique reconnue à l'Eglise société de droit public, à ses Institutions, à ses corps.

Art. 3. — Maintien des provinces et diocèses avec

érection du nouveau diocèse d'Innsbruck-Feldkirch. L'administration apostolique du Burgenland devient «Praelatura Nullius», avec siège à Eisenstadt.

Art. 4. — Le Saint-Siège nomme les évêques. Des listes de candidats lui sont présentées par les évêques autrichiens quand il y a une vacance. A Salsbourg, le Saint-Siège désigne au Chapitre trois candidats parmi lesquels doit être choisi au vote secret le nouvel évêque. Avant de faire connaître le nom du nouvel évêque, le Saint-Siège consulte le gouvernement pour savoir s'il n'y a pas d'objection politique.

Art. 5. — La formation scientifique du clergé se donne dans les Facultés catholiques maintenues par l'Etat, règlementées selon la Bulle « Deus Scientiarum Dominus », ou dans les instituts théologiques érigés par les autorités ecclésiastiques. Rien n'est changé à la Faculté théologique d'Innsbruck dont les Jésuites forment le corps enseignant. Les grades en théologie obtenus à Rome dans les hautes écoles pontificales sont reconnus en Autriche. L'autorité ecclésiastique contrôle la nomination, l'enseignement, les professeurs des Facultés de théologie de l'Etat et aussi les professeurs de religion dans les autres instituts d'enseignement.

Art. 6. — L'Eglise a le droit de donner l'instruction religieuse et de pourvoir aux exercices religieux pour les écoles primaires et secondaires. Elle dirige et surveille cet enseignement et ces exercices. L'autorité ecclésiastique fixe les programmes et approuve les livres d'instruction religieuse. L'Eglise et les Congrégations peuvent fonder des écoles moyennes et élémentaires susceptibles d'être reconnues comme instituts publics d'enseignement. Les

écoles libres peuvent recevoir des subsides correspondant à l'économie qu'elles font faire au Trésor, là où elles ont des élèves suffisamment nombreux. Mêmes règles pour les écoles dirigées par les associations catholiques. « Ces normes sont destinées à promouvoir l'école catholique et par là même à préparer le futur développement de l'école publique confessionnelle catholique ».

Art. 7. — La République d'Autriche reconnaît les effets civils au mariage canonique et la compétence des tribunaux ecclésiastiques dans les causes de nullité et de mariage ratifié mais non consommé. La Cour suprême rend exécutoires les sentences définitives des tribunaux ecclésiastiques.

Art. 8. — L'Ordinaire ou Vicaire de l'armée est nommé par le Saint-Siège après consultation du Gouvernement. Il a juridiction sur l'armée et sur le personnel religieux, masculin et féminin des hôpitaux militaires.

Art. 9. — Fêtes légales : les dimanches, 1^{er} et 6 janvier (Epiphanie), Ascension, Fête-Dieu, les Saints Pierre et Paul (29 juin), Assomption (15 août), Tous-saint, Immaculée-Conception (8 décembre), Noël.

Art. 10. — Liberté pour les Ordres et Congrégations avec la personnalité juridique. Ils doivent avoir des supérieurs de maisons et des provinciaux autrichiens. Les religieux peuvent faire leurs études dans les écoles de leur institut ou les instituts pontificaux romains.

Art. 11. — La provision des bénéfices ecclésiastiques appartient à l'autorité ecclésiastique, sauf droit de présentation fondé sur titres spéciaux canoniques. Pour l'administration des diocèses, des paroisses, pour l'enseignement dans les écoles pu-

bliques et les offices ecclésiastiques auxquels est assignée une dotation, doivent être choisis des citoyens autrichiens, ayant suivi trois ans au moins avec succès les cours de philosophie ou de théologie en Autriche ou dans une Faculté de théologie catholique de langue allemande ou dans une école pontificale supérieure à Rome.

Art. 12. — L'autorité ecclésiastique communiquera les nominations à l'office compétent de l'Etat pour le culte.

Art. 13. — Droits patrimoniaux des personnes morales, ecclésiastiques et religieuses. L'aliénation ou le grèvement des fonds ecclésiastiques est subordonné au consentement de l'Etat si elle doit entraîner pour celui-ci une charge. Inviolabilité des biens ecclésiastiques.

Art. 14. — L'Eglise administre ses affaires et peut exiger des taxes.

Art. 15. — L'Etat comble le déficit des revenus des églises métropolitaines et cathédrales et subventionne les séminaires. Accord de l'Etat nécessaire pour ériger des bénéfices entraînant charge financière pour l'Etat. On laisse à la disposition de l'Eglise et des religieux les édifices dont ils ont la jouissance.

Art. 16. — Liberté du service spirituel dans les hôpitaux, pénitenciers, maisons d'assistance et d'éducation.

Art. 17. — Insaisissabilité partielle des revenus ecclésiastiques comme il en est pour les honoraires des employés de l'Etat.

Art. 18. — Le secret professionnel des ecclésiastiques est garanti.

Art. 19. — Les ecclésiastiques et religieux sont exempts d'être échevins ou jurés.

Art. 20. — En cas d'arrestation d'un ecclésiastique ou religieux, des égards seront accordés; l'Ordinaire sera tenu au courant par la magistrature de l'instruction et, s'il y a lieu, de la décision judiciaire. En cas de condamnation, suspension ou même suppression du « supplément de congrue ».

Art. 21. — Port de l'habit ecclésiastique ou religieux sanctionné comme celui de l'uniforme.

Art. 22. — Toutes les autres matières seront réglées selon le Droit Canon. Interprétation amicale. Abrogation de toutes dispositions contraires.

Art. 23. — Les textes italien et allemand font foi et le Concordat entrera en vigueur dès la ratification.

Dans le Protocole additionnel, notamment sur 5, §2 : les grades en théologie obtenus dans les hautes écoles pontificales sont valables en Autriche, sauf s'il s'agit d'une profession civile. Sur 7, la République d'Autriche reconnaît la compétence des autorités ecclésiastiques dans la procédure relative au privilège Paulin en matière de mariage. Le Saint-Siège consent que les causes de séparation de corps soient jugées par les tribunaux civils. Sur 10, coïncidence des limites des provinces religieuses autant que possible avec les frontières de l'Etat. Sur 11, les controverses, s'il s'en élève, sur des questions de collation des bénéfices libres par l'évêque ou des bénéfices sujets à patronage, seront résolus selon le Codex. Sur 14, pleine liberté aux associations de l'Action Catholique; « la Presse n'est assujettie à aucune limitation dans la défense des doctrines catholiques ».

Section VI.

LE CONCORDAT ITALIEN

§ 1^{er}. — Historique.

La victoire a donné à l'Italie Trente et Trieste, et l'Istrie. La frontière italienne a été portée au Col du Brenner à 150 km. de la cluse de Vérone, soit, pour l'Italie, un accroissement de 150.000 km.² et de 1.200.000 habitants en chiffres ronds. Il convient de mentionner aussi l'enclave italienne de Zara créée en Yougoslavie par le Traité de Rapallo.

Ces acquisitions n'ont point posé pour l'Italie un problème de « nationalités » comme dans les Etats de l'Europe Orientale. Le Trentin compte 383.000 Italiens et 223.000 Allemands. Mais ces Allemands restent une minorité dans la masse italienne de 41 millions d'individus. Le catholicisme est la religion de la presque unanimité des Italiens.

En vertu du statut constitutionnel du 4 mars 1848 auquel se réfère l'art. 1 du traité de Latran « la religion catholique, apostolique et romaine, est la seule religion de l'Etat. »

L'art. 1 du statut fondamental ajoute : « Les autres cultes existants sont tolérés en conformité avec les lois ». Le régime fasciste n'a pas formellement détruit l'ensemble du statut fondamental. A l'origine du Concordat italien, il n'y a donc pas une question de nationalités ou de diversités de cultes, comme dans les Concordats yougoslave, roumain, tchécoslovaque, polonais, etc... Le Concordat Ro-

main s'est fait parce que le traité du Latran a résolu la « Question Romaine ». La « Question Romaine » a été résolue parce qu'un grand homme d'Etat s'est rencontré avec un Pape aux larges vues pour vouloir et réaliser ce règlement. Crispi avait dit : « Il piu grande uomo di stata sara quello chi risolvera la questione romana ». Mussolini a été cet homme.

A. — Liens entre le Traité et le Concordat.

On ne peut étudier le Concordat italien sans examiner en même temps le Traité, réglant la « Question Romaine » auquel, par la volonté du Pape, le Concordat est étroitement lié :

« Le Traité conclu entre le Saint-Siège et l'Italie n'a pas besoin de beaucoup de justifications, soit intérieures, soit extérieures, parce qu'en fait, il en a une qui est la plus importante et la plus définitive. Cette justification c'est le Concordat... » (1).

» Nous devons rappeler et déclarer que le Traité et le Concordat, selon la lettre et l'esprit, de même qu'en vertu des déclarations explicites orales et écrites, constituent nécessairement le complément l'un de l'autre. Ils sont inséparables l'un de l'autre, et ne peuvent être rompus l'un sans l'autre. C'est pourquoi ils demeureront ou tomberont ensemble, même si, de ce fait, la Cité du Vatican avec son Etat devait tomber. Et, quant à Nous, aidés du secours divin, ces ruines nous atteindraient sans nous faire trembler . » (2).

Les liens entre le Traité et le Concordat sont affirmés dans le préambule du Concordat :

(1) Allocution de S.S. Pie XI aux professeurs et élèves de l'Université du Sacré-Cœur de Milan, 13 février 1929, « A.A. S. », vol. 21, p. 112.

(2) Lettre du Souverain Pontife au cardinal Gasparri du 21 mai 1929.

— « Au nom de la Très Sainte Trinité. Attendu : que dès le début des négociations entre le Saint-Siège et l'Italie pour résoudre la question Romaine, le Saint-Siège lui-même, a proposé que la négociation relative à cette question eût, pour nécessaire complément, un Concordat destiné à régler les conditions de la religion et de l'Eglise en Italie ; qu'a été conclu et signé aujourd'hui même le Traité pour la solution de la question romaine... »

Enfin, lors de l'échange des ratifications :

« Les hautes parties contractantes représentées par le Cardinal Gasparri et M. Mussolini, ont réaffirmé leur volonté d'observer loyalement, dans la lettre et dans l'esprit, non seulement le Traité avec la reconnaissance irrévocable et réciproque de souveraineté, et l'élimination définitive de la question romaine, mais aussi le Concordat dans ses hautes finalités tendant à régler les conditions de la religion et de l'Eglise en Italie. »

Les accords du Latran conclus le 11 février 1929, ont été ratifiés le 7 juin suivant, après approbation à la Chambre des Députés par 357 voix contre 2 (14 mai 1929) et au Sénat, par 316 voix contre 6 (24 mai 1929).

B. — *La Question Romaine.*

La question romaine était posée depuis le 20 septembre 1870, jour de l'entrée des troupes italiennes dans la Rome pontificale, par la brèche de la « Porta Pia ». Victor-Emmanuel qui avait promis à notre empereur Napoléon III de ne point laisser ses troupes franchir la limite des Etats pontificaux, se prétendit, au lendemain de Sedan et de la chute de l'Empire, délié de son engagement.

A ce moment, le Pape n'avait plus pour sa protection les troupes françaises qui, après la Révolution

de 1848, lui avaient rendu ses Etats. Notre corps d'occupation — une division — avait quitté Rome quelque temps avant la guerre de 1870. Cette division, pour le dire en passant, avait eu, notamment, à sa tête, de 1862 à 1864, le Général de Montebello et, ensuite, le Général de Failly. C'est celui-ci qui, le 3 novembre 1867, avec l'armée pontificale du Général Kantzler et les zouaves pontificaux d'Alet et de Charrette, remporta la victoire de Mentana sur les Garibaldiens mis en déroute au nombre de 1.200. (1).

Le 20 septembre 1870, marqua la fin du pouvoir temporel des Papes. Mais, pour donner aux Puissances étrangères des *Garanties*, quant à l'indépendance du Saint-Siège, la loi italienne dite : « loi des garanties » avait reconnu l'indépendance du Pape et l'exterritorialité du Vatican. Les Papes, depuis lors, n'avaient jamais accepté cette situation. Par l'encyclique « *Respicientes* » du 1^{er} novembre, Pie IX la dénonça comme contraire aux droits du Saint-Siège : « Nous déclarons de la manière la plus solennelle que notre intention, notre ferme propos et notre volonté, est de retenir et de transmettre à nos successeurs, tous les domaines de ce Saint-Siège et tous ses droits dans leur intégrité... Nous déclarons, en outre, et Nous protestons devant Dieu et devant tout l'univers catholique, Nous trouver dans un tel état de captivité que Nous ne pouvons pas exercer sûrement, facilement, librement, Notre suprême autorité pastorale. » (2).

(1) Les Français se servirent alors pour la première fois des fusils chassepot et la dépêche de Failly au Gouvernement se terminait par ces mots restés célèbres : « Nos fusils chassepot ont fait merveille. »

(2) « *Respicientes* ».

Les successeurs de Pie IX, Léon XIII (20 février 1878), Pie X (4 août 1903), Benoît XV (3 septembre 1914), Pie XI (6 février 1922), protestèrent par les Encycliques : « Incrustabili », « E supremi apostolatus », « Ad Beatissimi », « Ubi arcano Dei », dès le début de leurs pontificats. Ils protestèrent en ne sortant pas du Vatican, et même, en ne donnant pas la bénédiction au peuple à l'extérieur de la Loggia de Saint-Pierre.

Pie XI, renonça à cette forme de protestation et son geste laissa pressentir les temps nouveaux. Toutefois, avant de paraître à l'extérieur de la Loggia, et après avoir, en réponse à la question rituelle du Doyen du Sacré Collège, fait savoir qu'il voulait s'appeler Pie, il déclara : « Je veux ajouter encore un mot. Je proteste devant les membres du Sacré Collège que j'ai à cœur de sauvegarder et de défendre tous les droits de l'Eglise et toutes les prérogatives du Saint-Siège, mais cela dit, je veux que ma première bénédiction aille, comme gage de la paix à laquelle l'humanité aspire, non seulement à Rome et à l'Italie, mais à toute l'Eglise et au monde entier. Je la donnerai du balcon extérieur de Saint-Pierre. » (1).

Pour protester encore, les Papes interdirent assez longtemps aux catholiques italiens de participer aux élections politiques comme électeurs ou candidats, c'est le « Non expedit ». Défense fut faite aussi, aux chefs d'Etats Catholiques, de faire visite à Rome au roi d'Italie ; François-Joseph rendit à Venise la visite que le Roi Humbert lui avait faite à Vienne. M. Loubet, Président de la République

(1) D'après la lettre du cardinal Mercier, 25 février 1922.

Française, ayant passé outre, en avril 1904, quand il se rendit à Rome pour faire une visite au roi d'Italie, Pie X protesta (1). Il y eut de l'émoi à la Chambre française et bientôt commença la discussion de la loi de Séparation.

La rencontre de Pie XI et de Mussolini apporterait la solution de la Question Romaine.

— « Nos relations avec le Saint-Siège, sont très bonnes et de notre part, très déférentes, déclarait Mussolini à l'envoyé spécial de l'« Echo de Paris », M. André Pironneau, six ans avant les accords du Latran. Quelle erreur absurde que de vouloir ignorer une semblable puissance morale, vieille de deux mille ans et dont l'influence, toujours grandissante, agit sur 400 millions d'âmes !... Il faut le respect de la tradition et de la religion. Un peuple sera moral s'il est religieux, et s'il est moral, il sera fort. L'Italie est catholique. J'ai institué l'enseignement religieux dans les écoles primaires ; on commence les classes par le Pater, on les termine par l'Evangile. La loi veut que cet enseignement soit donné, non pas au hasard, mais suivant les règles de la doctrine catholique, par des prêtres ou par des maîtres qui soient agréés par l'autorité ecclésiastique. » (2).

Voici, dans les faits, les signes précurseurs :

(1) Le voyage à Rome, en janvier 1935, de notre Ministre des Affaires Etrangères, M. Laval, ne se heurtait plus à cette difficulté, la Question Romaine étant réglée. M. Laval fut reçu au Vatican comme au Quirinal. L'on nous fit savoir qu'il descendit avec sa suite à Saint-Pierre où, avant d'aller à la Confession, il se recueillit un moment devant l'autel du Saint-Sacrement. Il avait remis au Saint-Père trois livres précieux « formant, disait une lettre autographe du ministre français, une suite de l'histoire de la nation française dont l'Etat est, avec la Chaire de Pierre, la puissance européenne qui remonte aux plus lointaines origines. » (« Croix » et « Echo de Paris » du 8 janvier 1935.)

(2) « Echo de Paris », 5 avril 1923.

« Rétablissement des aumôniers de la marine et ensuite de l'armée. Création des aumôniers de la marine nationale ; interdiction aux Méthodistes américains de transformer le Monte-Mario en une colline protestante et d'y ériger un temple monumental qui eût été une réplique de la Basilique de Saint-Pierre ; réforme du calendrier civil de manière à y insérer toutes les fêtes religieuses ; commencement d'une série de règlements en faveur du clergé et du culte ; affirmation du principe de la réforme administrative des congrégations charitables d'après ces deux critères : rejet de la laïcisation de la bienfaisance et dévolution aux églises paroissiales des charges grevant les œuvres pies. Réintroduction du Crucifix dans les écoles et réinstallation de la Croix au Colisée ; reconnaissance du principe que « à la base et au fait de l'enseignement élémentaire dans toutes ses parties, soit mis l'enseignement de la doctrine chrétienne, suivant la forme reçue de la tradition catholique ». Instruction religieuse rétablie dans les écoles secondaires ; reconnaissance juridique de l'Université catholique ; exemption pour les séminaristes du service militaire ; rejet de tout projet de loi en faveur du divorce et condamnation de la propagande néfaste du Malthusianisme ; pénalité légale frappant le blasphème ; en un mot, toute l'attitude nouvelle en fait de politique religieuse, fut la préparation à l'abolition de la « loi des garanties », au Concordat et au Traité lui-même. Pratiquement, une entente avec le Saint-Siège cessait de paraître difficile, puisqu'on montrait en face de lui une mentalité non plus libérale, mais respectueuse de la foi et des suprêmes intérêts religieux. » (1).

Ceux qui ont vu, avant guerre, à Rome la fête du 20 septembre, savent quel en était le caractère

(1) « *Rivista del clero Italiano* » (avril 1929), art. de Mgr Francesco Olgiati, professeur à l'Université catholique de Milan.

anti-papal. J'ai été témoin, en 1907, de la manifestation du 20 septembre à la Porta Pia. Le Syndic de Rome — il s'appelait alors Nathan — excitait, avec tous les plus vieux oripeaux oratoires, de l'anticléricalisme, une foule débraillée... Or, Mussolini a supprimé cette fête du 20 septembre et l'a remplacée par celle du 11 février, anniversaire du Traité du Latran et du Concordat. Dans le discours qu'il prononça le 12 décembre 1930 devant la Chambre italienne, avant le vote sur cette question, le Duce disait notamment :

—« Vint le fascisme, c'est lui qui a commencé à modifier le 20 septembre. Les derniers temps, le 20 septembre était devenu une parade maçonnique, inutile et lamentable (*approbation*). Certainement, quelques-uns se rappellent le cortège du 20 septembre sans ordre, comme tous les cortèges démocratiques qui se respectent, avec chapeaux haut de forme, « tabliers » et bannières (*rires*). Les fascistes ont senti la fausseté de ces cérémonies au point que, peu à peu, elles tombèrent en décadence. On commença par supprimer du programme le télégramme rituel à Sa Majesté le Roi. N'était-il pas superflu, désormais, puisque, non seulement nous étions à Rome depuis soixante ans, mais même entre temps nous avions atteint le Brenner et le Névo-so, de répéter chaque année que nous étions à Rome et qu'à Rome nous voulions rester... Ce fut ensuite le tour du manifeste du Maire de Rome, manifeste toujours identique. A un moment donné, le cortège lui-même ne fut plus organisé. Restaient les drapeaux sur les tramways et aux fenêtres (*rires*)... Sur ces entrefaites est survenu, le 11 février. Maintenant, j'espère, je crois que les Italiens, et, d'une façon toute particulière, les fascistes, finiront par réaliser l'importance énorme du 11 février puisque, non seulement celui qui était souverain en 1870 nous reconnaît la légitime possession de

Rome, mais encore nous la reconnaît par une renonciation qui se produit pour la première fois dans l'histoire définitive et irrévocable. » (1).

C. — *Le Traité du Latran.*

Le Traité commence par l'invocation au nom de la Très Sainte Trinité.

Déclaration liminaire :

« Attendu que le Saint-Siège et l'Italie ont reconnu qu'il convenait d'écarter toute cause de différend entre eux et d'arriver à un règlement définitif de leurs rapports réciproques qui soit conforme à la justice et à la dignité des deux hautes parties contractantes et qui, en assurant au Saint-Siège, d'une manière stable une situation de fait et de droit qui lui garantisse l'indépendance absolue pour l'accomplissement de sa haute mission dans le monde, permette à ce même Saint-Siège de reconnaître résolue, d'une façon définitive et irrévocable, la Question Romaine, née en 1870 de l'annexion de Rome au Royaume d'Italie sous la dynastie de la Maison de Savoie.

» Qu'il faut, pour assurer au Saint-Siège l'indépendance absolue et visible, lui garantir une souveraineté indiscutable même dans le domaine international, et que, par suite est apparue la nécessité de constituer avec des modalités particulières, la Cité du Vatican, en reconnaissant au Saint-Siège, sur ce territoire, pleine autorité, pouvoir exclusif et absolu et juridiction souveraine.

» Sa Sainteté, le Souverain Pontife Pie XI, Sa Majesté Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, ont résolu de stipuler un traité, nommant à cet effet, deux plénipotentiaires, c'est-à-dire, pour S. S., Son Eminence Révérendissime le Cardinal Pierre Gasparri, son secrétaire d'Etat, et, pour Sa Majesté, Son Excellence le Chevalier Benito Mussolini, premier Ministre et Chef de Gouvernement. »

(1) Texte traduit du « *Messagero* », 13 décembre 1930.

Par l'art. 1, l'Italie reconnaît et réaffirme le principe consacré dans l'article premier du statut du Royaume en date du 4 mars 1848 en vertu duquel la religion catholique apostolique et romaine est la seule religion d'Etat.

Art. 2. — L'Italie reconnaît la souveraineté du Saint-Siège dans le domaine international comme un attribut inhérent à sa nature, en conformité avec sa tradition et les exigences de sa mission dans le monde.

Art. 3. — L'Italie reconnaît au Saint-Siège la pleine propriété, le pouvoir exclusif et absolu et la juridiction souveraine sur le Vatican, comme il est actuellement constitué avec toutes ses dépendances et dotations créant de la sorte la Cité du Vatican pour les fins spéciales et avec les modalités que contient le Traité. — Les limites de la dite Cité sont indiquées sur le plan qui constitue l'annexe 1 dudit Traité, dont il fait partie intégrante. La Place Saint-Pierre, quoique faisant partie de la Cité, reste ouverte au public et elle est soumise aux pouvoirs de police des autorités italiennes. Elle peut être temporairement soustraite par le Saint-Siège au libre passage pour des cérémonies particulières.

Art. 4. — La souveraineté et la juridiction reconnues par l'Italie au Saint-Siège sur la Cité du Vatican exclut toute ingérence du Gouvernement italien.

Art. 5. — Libération de toute servitude du Gouvernement sur la Cité dont les parties ouvertes, sauf la Place Saint-Pierre, seront entourées d'une enceinte.

Art. 6. — L'Italie fournira à la Cité l'eau et reliera la Cité à ses voies ferrées, ses services télépho-

niques, télégraphiques, radio-téléphonique et radio-télégraphique, à ses services postaux et à tous ses services publics (1).

Art. 7. — Le Gouvernement italien ne permettra pas de construction qui donnerait vue à l'intérieur de la Cité et démolira celles qui existent. Défense aux aéroplanes de survoler la Cité.

Art. 8. — L'Italie considère comme sacrée et inviolable la personne du Souverain Pontife. Toute offense ou attentat sera puni comme les attentats ou injures contre le Roi.

Art. 9. — Fixe les conditions dans lesquelles s'acquiert ou se perd la citoyenneté vaticane.

Art. 10. — Les dignitaires de l'Eglise et les personnes appartenant à la Cour Pontificale, même non citoyens du Vatican, sont dispensés du service militaire, du jury et de toute prestation de caractère personnel. Disposition applicable aux fonctionnaires déclarés indispensables par le St-Siège.

Art. 11. — Les organismes centraux de l'Eglise sont affranchis de toute ingérence de l'Etat italien.

Art. 12. — L'Italie reconnaît au Saint-Siège le droit de légation actif et passif et les agents diplomatiques près le Vatican ont toutes les immunités du droit international même si leurs résidences se trouvent sur territoire italien. Libre accès du Saint-Siège en cas de guerre pour les évêques de tout l'univers et libre correspondance pour tous les Etats y compris les belligérants. Relations diplo-

(1) Depuis octobre 1933, une centrale thermo-électrique dans la Cité du Vatican assure la pleine indépendance de l'usine vaticane de radio-électricité par laquelle le Saint-Siège peut communiquer avec l'univers entier.

matiques normales entre le Saint-Siège et le Gouvernement italien.

Art. 13, 14 et 15. — L'Italie reconnaît au Saint-Siège la propriété d'un certain nombre d'édifices : Saint-Jean de Latran, Sainte-Marie Majeure, Saint-Paul, Palais Pontifical de Castel-Gandolfo ; immeubles au côté nord du Janicule ayant vue vers les Palais Vaticans ; Basilique des 12 Apôtres, Eglise Saint-André della Valle, Saint-Charles *ai Catinari*. Ces immeubles et aussi les Palais de la Daté-rie, de la Chancellerie, de la Propagande, du Saint-Office, jouissent des immunités reconnues en droit international aux résidences des agents diplomatiques.

Art. 16. — Ces immeubles auxquels on ajoute : l'Université Grégorienne, le Collège Lombard, les deux palais de Saint-Apollinaire, la Maison des Exercices pour le clergé des saints Jean et Paul, ces édifices ne seront jamais assujettis à des servitudes ou expropriations pour cause d'utilité publique, sauf accord avec le Saint-Siège.

Art. 17. — Les rétributions dues par le Saint-Siège et autres organisations centrales de l'Eglise catholique à des dignitaires, employés, salariés, seront exemptes de tout impôt sur le territoire italien.

Art. 18. — Les trésors d'art et de science du Vatican et du Latran resteront visibles aux savants et visiteurs ; le Saint-Siège règlera l'entrée.

Art. 19. — Les agents diplomatiques et envoyés du Saint-Siège ou près le Saint-Siège et les dignitaires de l'Eglise accèdent au Vatican à travers le territoire italien avec les passeports visés par les représentants pontificaux à l'étranger.

Art. 20. — Les marchandises envoyées à la Cité

du Vatican ou en dehors de celle-ci aux instituts et offices du Saint-Siège, sont exemptes de douane et d'octroi.

Art. 21. — Les cardinaux jouissent, en Italie, des honneurs dus aux princes du sang. Ils sont citoyens vaticans s'ils résident à Rome, même en dehors de la Cité. L'Italie veillera à ce que rien ne trouble les conclaves.

Art. 22. — L'Italie veillera sur son territoire à la punition des délits commis dans la Cité et si l'auteur s'est réfugié sur territoire italien, on procédera contre lui, sans formalité, d'après les lois italiennes. Le Saint-Siège remettra à l'Etat italien les auteurs d'actes délictueux qui auraient cherché refuge dans la Cité.

Art. 23. — Exécution dans le royaume des sentences des tribunaux de la Cité selon les règles du droit international. Les sentences des autorités ecclésiastiques visant les personnes ecclésiastiques et religieuses et concernant les matières disciplinaires ou spirituelles, ont pleine efficacité civile dès qu'elles sont communiquées aux autorités civiles.

Art. 24. — Le Saint-Siège déclare demeurer étranger aux compétitions temporelles entre les Etats à moins d'un appel unanime à sa mission de paix.

Art. 25.—Liquidation par convention spéciale des créances du Saint-Siège à l'égard de l'Italie.

Art. 26. — « Le Saint-Siège affirme que par les accords qui sont signés aujourd'hui, il est en possession d'une manière adéquate de tout ce qu'il lui faut pour veiller à la liberté et à l'indépendance nécessaires au gouvernement pastoral du diocèse de Rome et de l'Eglise catholique en Italie et dans le monde ; il déclare définitivement et irrévocable-

ment résolue et par suite éliminée, la Question Romaine et reconnaît le royaume d'Italie sous la dynastie de la Maison de Savoie avec Rome comme capitale de l'Etat italien. A son tour, l'Italie reconnaît l'Etat de la Cité du Vatican sous la souveraineté du Souverain Pontife ; est abrogée la loi du 13 mai 1871, n° 214, ainsi que toute autre disposition contraire au présent traité ».

Art. 27. — Ratification dans un délai de quatre mois au plus par le Souverain Pontife et le Roi d'Italie.

Les annexes : I. — Plan de la Cité du Vatican, signé par le Cardinal Gasparri et Mussolini. II. — Enumération des immeubles jouissant du privilège d'exterritorialité avec exemption d'expropriation et d'impôts. III. — Immeubles exempts d'expropriation et d'impôts. IV. — Convention financière : l'Italie versera à l'échange des ratifications 750 millions de liras au Saint-Siège, et consignera une somme de consolidé italien 5 % au porteur d'une valeur nominale de 1 milliard de liras italiennes.

Par l'effet du Traité du Latran :

« Un nouvel Etat de l'Eglise est constitué ; centre de la catholicité — cité des âmes — selon le mot de Pie XI, mais aussi cité des hommes, et collection de richesses sur un plan terrestre, de telle manière qu'à tout prendre, la Cité du Vatican est un type original et suprême de monarchie sacerdotale... L'organisation économique et financière n'y comporte aucune propriété privée et implique monopole gouvernemental pour tout le commerce des marchandises de toute nature ou de provenance quelconque. Les sources propres du Droit y sont, à l'occasion ou jusqu'à l'élaboration d'une législation indépendante, supplées par les lois criminelles,

civiles ou commerciales du royaume d'Italie, le pouvoir temporel de « l'Etat supranational » comme l'a qualifié l'« Osservatore Romano » du 23 février 1929, n'étant point encore pleinement dégagé ou démarqué ». (1).

« Le Saint-Siège constitue donc maintenant un petit Etat souverain. C'est la fin du conflit international qui a duré soixante ans. Le Traité du Latran n'a pas créé la souveraineté du Saint-Siège, pas plus que ne l'avait fait la loi des Garanties. Cela est important, car le Traité du Latran peut disparaître, la souveraineté internationale du Saint-Siège ne disparaîtra pas avec lui, pas plus qu'elle n'a disparu en 1870 ; ce Traité est un fait heureux, mais passager dans une histoire de vingt siècles. Les droits du Saint-Siège lui sont antérieurs et subsisteront après la dénonciation si elle doit un jour survenir. Cette renonciation ne paraît d'ailleurs pas à craindre de l'Italie, en raison de l'importance que présente pour elle la renonciation du Pape a ses droits historiques, et de l'insignifiance du territoire qu'elle abandonne. » (2).

« La Cité du Vatican sert (et c'est là le seul motif de sa création) à traduire sur le plan international une exigence vitale de l'Eglise, la non-sujétion de son chef à l'égard de toute puissance politique temporelle. » (3).

La Cité du Vatican a une superficie de 44 km.2, 711 citoyens, 994 habitants.

« A tous, comme nous l'espérons, il apparaîtra clairement que le Souverain Pontife ne possède de territoire que ce qui est nécessaire pour l'exercice

(1) Delpach et La Ferrière : « Les Constitutions modernes », t. 2, Vatican, p. 856.

(2) Le Fur : « Précis de Droit International Public » — Dalloz — 1993, p. 122.

(3) J. Delos : « Le traité du Latran et la situation nouvelle de la Papauté » ; *Revue Générale de Droit International Public*, 1929, p. 460.

d'un pouvoir spirituel accordé à des hommes au profit des hommes. Et Nous n'hésitons pas à affirmer que Nous Nous réjouissons de cet état de choses. Nous Nous réjouissons de voir ce territoire matériel réduit à des limites si restreintes que l'on doit le considérer comme spiritualisé par l'immense et sublime et vraiment divine spiritualité, qu'il est destiné à soutenir et à servir. » (1).

D. -- Application et difficultés d'application du Concordat.

Le 26 avril 1931, le Souverain Pontife, dans une lettre au Cardinal de Milan, se plaignait de ce que l'Action Catholique avait été déclarée inutile et dangereuse pour l'Etat par M. Giurati. Le 31 mai suivant, Pie XI déclarait, dans une allocution consistoriale : « On a commencé trop tôt à détruire de la main gauche, ce qu'on disait vouloir édifier de la main droite, et les tristes spectacles dont Rome et l'Italie entière furent le théâtre, montrent à quel point était parvenu le travail de destruction ». Le Pape disait ensuite en termes graves, la persécution déchaînée à Rome et dans toute l'Italie contre les sociétés et institutions dépendant de l'Action Catholique, y compris les oratoires d'enfants et les congrégations d'Enfants de Marie. De là, des violences poussées jusqu'à l'effusion du sang. Il fut alors prétendu que l'inscription au parti fasciste était incompatible avec l'inscription dans les organisations de l'Action Catholique. Mais, heureusement, le 2 septembre 1931, un accord se fit entre le Gouvernement et le Saint-Siège. Il était décidé, notam-

(1) Pie XI : Allocution aux prédicateurs de Carême, 11 février 1929.

ment, que ne pourraient pas être choisis comme chefs des organisations de l'action catholique, ceux qui auraient appartenu à des partis contraires au régime. Il était précisé aussi que l'Action Catholique ne poursuit pas la constitution d'associations professionnelles et de syndicats de métiers ; elle ne poursuit donc pas un but d'ordre syndical.

Ces difficultés d'application du Concordat ressemblent fort à celles que connaît l'application du Concordat dans le Reich Hitlérien.

Pour adapter sa législation à l'ordre de choses instauré par le Traité et le Concordat, le gouvernement italien fit voter la loi du 27 mai 1929 (n° 810) : exécution du Traité, des quatre annexes et du Concordat ; la loi du 27 mai 1929 (n° 847) : dispositions pour l'application du Concordat entre le Saint-Siège et l'Italie en ce qui concerne le mariage. La loi du 27 mai 1929 (n° 848) : dispositions sur les entités ecclésiastiques, et sur les administrations civiles des patrimoines destinés au culte. Puis, le même gouvernement prit le Décret royal du 27 mai 1929 (n° 851) : règlement pour l'exécution de la convention financière avec le Saint-Siège (1).

Les Acta du 8 juin 1929, en supplément spécial, promulgaient les lois constitutives du nouvel Etat de la Cité du Vatican portant la date de la veille, 7 juin. Ces lois sont au nombre de six : loi fondamentale de la Cité ; loi sur les sources du Droit ; loi sur le droit de cité et de séjour ; loi sur l'organisation administrative ; loi sur l'organisation économique et professionnelle ; loi de sûreté publi-

(1) « *Gazetta Ufficiale del Regno d'Italia* », 5 et 8 juin 1929.

que. Ces lois portent, sous le titre : « Pie XI, Pape ». cette mention : « De notre propre mouvement et de science certaine, dans la plénitude de notre autorité souveraine, nous avons ordonné et ordonnons d'observer comme loi de l'Etat, ce qui suit... »

.....

L'art. 1 de la loi fondamentale dispose :

« Le Souverain Pontife, souverain de l'Etat de la Cité du Vatican, a la plénitude du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. »

§ 2. — Analyse du Concordat Italien.

Ce Concordat débute par l'invocation : au nom de la Très Sainte Trinité. Le préambule indique qu'il est lié à la solution de la Question Romaine et au Traité du Latran. Il comporte 45 articles.

Art. 1. — L'Italie, par l'article premier du Traité assure le libre exercice de la religion catholique selon les règles posées par le présent Concordat ; accorde aux ecclésiastiques dans leur ministère l'appui des autorités. Le gouvernement empêchera à Rome tout ce qui serait contraire au caractère de ville du Souverain Pontife, centre du monde catholique.

Art. 2. — Liberté des communications entre le Saint-Siège, les évêques et les fidèles ; liberté des publications pastorales, en toutes langues pour le Saint-Siège, en italien ou latin pour les évêques italiens avec, s'il le faut, traduction à côté du texte italien en d'autres langues.

Art. 3. — Jusqu'à 26 ans, sursis d'incorporation possible pour les séminaristes et les novices ; les

clercs dans les Ordres sacrés et les religieux profès sont dispensés du service militaire, sauf mobilisation générale. En ce cas, les prêtres gardent l'habit ecclésiastique et exercent leur ministère sacré parmi les troupes ; ceux d'entre eux qui ont charge d'âmes (curés, vicaires, etc...) sont dispensés de se présenter à l'appel.

Art. 4. — Ecclésiastiques et religieux sont dispensés de l'office de jurés.

Art. 5.—Le *nihil obstat* de l'Ordinaire est nécessaire pour qu'un ecclésiastique puisse être nommé ou maintenu à un emploi de l'Etat. Les prêtres apostats ou frappés de censure ne pourront exercer une fonction les mettant en contact immédiat avec le public.

Art. 6. — Insaisissabilité partielle des honoraires ecclésiastiques à l'instar des traitements des fonctionnaires.

Art. 7. — Protection du secret des choses connues par les ecclésiastiques à l'occasion de leur ministère.

Art. 8. — Dans le cas d'action pénale contre un ecclésiastique ou religieux, le procureur avertit et tient au courant l'Ordinaire du lieu — égards en cas d'arrestation — peine purgée dans un local séparé à moins que le condamné n'ait été rendu à l'état laïque.

Art. 9. — Les édifices cultuels sont exempts de réquisition et d'occupation.

Art. 10. — Leur démolition suppose l'accord préalable de l'autorité ecclésiastique.

Art. 11. — L'Etat reconnaît les dimanches et jours de fêtes ci-après : 1^{er} et 6 janvier (Epiphanie), Saint-Joseph (19 mars), Ascension, Fête-Dieu, Saints

Pierre et Paul (29 juin), Assomption (15 août), Tous-saint, Immaculée-Conception (8 décembre), Noël.

Art. 12. — Ces jours-là le prêtre célébrant la messe conventuelle dans les Chapitres, chantera la prière pour le Roi et l'Etat.

Art. 13. -- La désignation des ecclésiastiques auxquels est confié le service d'aumônerie aux armées est communiquée au gouvernement qui peut faire des objections. L'Ordinaire de l'armée est évêque. Les chapelains militaires sont nommés par l'Etat sur désignation de l'Ordinaire.

Art. 14. — L'armée jouit des exemptions canoniques. La juridiction de l'Ordinaire militaire s'étend sur le personnel masculin et féminin des hôpitaux militaires.

Art. 15. — L'archevêque militaire est préposé au Chapitre du Panthéon dont le clergé pourvoit aux fonctions religieuses demandées par l'Etat ou la Maison Royale. Les chanoines du Panthéon sont protonotaires *ad instar*.

Art. 16. — Révision des diocèses qui correspondent aux limites des provinces de l'Etat. Erection du diocèse de Zara, enclave italienne en Yougoslavie. Pas de territoire italien dépendant d'un évêque étranger ou vice-versa.

Art. 17. — La réduction des diocèses se fera au fur et à mesure des vacances, les titres et les Chapitres étant conservés et étant maintenues les ressources ou les rentes servies par l'Etat.

Art. 18. — L'Etat maintiendra aussi le traitement économique des paroisses regroupées.

Art. 19. — Avant de nommer les évêques, le Saint-Siège consulte le gouvernement pour savoir s'il n'y a pas d'objection politique.

Art. 20. — Les évêques prêteront serment de fidélité entre les mains du chef de l'Etat.

Art. 21. — La provision des bénéfices ecclésiastiques appartient à l'Eglise qui communique au gouvernement les noms des personnes investies. Délai de trente jours entre cette communication et l'exécution.

Art. 22. — Les étrangers ne peuvent être investis de bénéfices ecclésiastiques en Italie. Les titulaires des diocèses et paroisses doivent parler italien. S'il le faut, ils auront des coadjuteurs parlant la langue locale.

Art. 23. — Une nouvelle répartition des diocèses n'entraînerait aucun changement dans le service des rentes aux menses épiscopales ou autres institutions ecclésiastiques.

Art. 24. — Abolition de l'*exequatur* ou *placet* royal et de toute nomination impériale ou royale en matière de bénéfice ou office ecclésiastique.

Art. 25. — L'Etat renonce à ses droits de patronage. La régle est abolie.

Art. 26. — Les nominations valent, à partir de la provision ecclésiastique, qui sera officiellement communiquée au gouvernement. En cas de mauvaise gestion, l'Etat, d'accord avec l'Eglise, peut procéder au séquestre du temporel du bénéfice.

Art. 27. — Les basiliques de la Santa Casa (Lorette) de Saint-François d'Assise et de Saint-Antoine à Padoue sont cédées au Saint-Siège.

Art. 28. — Pleine condonation est accordée par le Saint-Siège à ceux qui, à la suite des lois italiennes destructrices du patrimoine ecclésiastique, se trouveraient posséder des biens d'Eglise.

Art. 29. — L'Etat harmonisera sa législation avec le traité du Latran et le Concordat : a) reconnaissance de la personnalité juridique aux corps ecclésiastiques (Saint-Siège, diocèses, séminaires, paroisses et aux églises publiques ouvertes au culte); b) reconnaissance de la personnalité juridique aux associations religieuses, aux provinces religieuses italiennes, aux maisons généralices, aux procures ; c) les confréries dépendent de l'autorité ecclésiastique ; d) sont admises les fondations de culte pourvu qu'elles répondent à des besoins religieux et n'entraînent pas de charges pour l'Etat...; h) tout en sauvegardant les adoucissements fiscaux en vigueur pour les corps ecclésiastiques, le but du culte et de la religion est, au point de vue fiscal, assimilé aux buts de bienfaisance et d'instruction; i) le port abusif de l'habit ecclésiastique ou religieux est sanctionné comme le port abusif de l'habit militaire.

Art. 30. — L'Etat ne contrôle en rien la gestion des biens ecclésiastiques ; il reconnaît aux instituts ecclésiastiques et aux associations religieuses la capacité d'acquérir; il continuera à suppléer à l'insuffisance des revenus des bénéfices ecclésiastiques.

Art. 31. — L'érection de nouveaux corps ecclésiastiques ou associations religieuses se fait librement par l'autorité ecclésiastique ; la reconnaissance pour les effets civils se fait par les autorités civiles.

Art. 32. — Les reconnaissances et autorisations se feront d'après les règles civiles qui devront être en harmonie avec le Concordat et le Traité.

Art. 33. — Le Saint-Siège a la disposition des catacombes romaines, leur garde, leur entretien,

leur conservations, il peut faire des fouilles et transférer les corps saints.

Art. 34. — Le mariage canonique vaut le mariage civil. Les causes de nullité et la dispense du mariage ratifié non consommé sont de la compétence des tribunaux et dicastères ecclésiastiques. Les sentences définitives de ces tribunaux sont rendues exécutoires par Ordonnance de la Cour d'Appel de l'Etat, rendues en Chambre du Conseil. Cette Cour ordonne la notation sur les registres de l'Etat-Civil en marge de l'acte de mariage. Le Saint-Siège consent que les causes de séparation de corps soient jugées par les tribunaux civils.

Art. 35. — Pour les écoles d'instruction moyenne tenues par les corps ecclésiastiques, l'examen d'état est obligatoire pour qu'il y ait parité entre les candidats de toutes les écoles.

Art. 36. — L'Italie considère comme « le fondement et le couronnement de l'instruction publique, l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la tradition catholique ». En conséquence, développement dans les écoles moyennes de l'enseignement religieux donné déjà dans les écoles publiques élémentaires. Et cela, sous le contrôle (maîtres, programmes et livres) de l'Ordinaire.

Art. 37. — Les dirigeants des associations d'Etat pour l'éducation physique, la préparation militaire, des avant-gardes et des Balilla régleront les horaires pour permettre, les dimanches et fêtes, l'accomplissement des devoirs religieux. De même feront les directeurs d'écoles publiques.

Art. 38. — Les nominations des professeurs de l'Université du Sacré-Cœur et de l'Institut normal

annexe (Milan) sont subordonnés au *nihil obstat* du Saint-Siège. •

Art. 39. — Les universités, séminaires et autres institutions pour la formation du clergé dépendent uniquement du Saint-Siège.

Art. 40. — Les grades en théologie donnés par les facultés approuvées par le Saint-Siège, sont reconnus par l'Etat italien ; aussi les diplômes des écoles de paléographie, d'archives et de diplomatique près la Bibliothèque Vaticane.

Art. 41. — L'Italie autorise le port des décorations pontificales.

Art. 42. — L'Italie reconnaît les titres nobiliaires romains moyennant décret royal et taxe, sauf exception.

Art. 43. — L'Etat reconnaît l'Action Catholique et le Saint-Siège renouvellera aux ecclésiastiques l'interdiction de s'inscrire et de militer dans les partis politiques.

Art. 44. — Interprétation amicale du Concordat.

Art. 45. — Le Concordat entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Lors de l'échange des ratifications, les hautes parties contractantes ont réaffirmé la reconnaissance réciproque de souveraineté, l'élimination de la Question Romaine et la volonté d'observer dans la lettre et l'esprit le Traité et le Concordat.

En 1930, 97 % des mariages célébrée en Italie le furent selon la règle canonique. Le 3 % de reste correspond exactement à la proportion des protestants et des juifs dans l'ensemble de la population.

APPENDICE.

A

CONVENTIONS
ENTRE LE SAINT-SIEGE
ET LA REPUBLIQUE PORTUGAISE§ 1^{er}. — Historique.

La première de ces Conventions conclue le 15 avril 1928 fut ratifiée le 3 mai de la même année (1); la seconde, ayant pour objet le diocèse de Méliapour, conclue le 11 avril 1929, fut ratifiée le 29 juin suivant (2). Elles ont été publiées en Italien et en Portugais dans les Acta.

L'objet de la première Convention est ainsi précisé dans le préambule :

— « Le Saint-Siège et le Gouvernement Portugais ayant reconnu les difficultés que présente l'exécution du Concordat de 1886 par suite des profondes modifications survenues, soit au Portugal, soit dans la vie religieuse des Indes, spécialement après la guerre, se sont mis d'accord pour régler la délimitation des diocèses, la nomination des évêques et la double juridiction dont il est question dans le dit Concordat. »

La seconde Convention débute ainsi :

(1) « A. A. S. », vol. 20, 4 mai 1928, p. 129.

(2) « A. A. S. », vol. 21, 8 juillet 1929, n° 8, page 337.

—« Le Saint-Siège et le Gouvernement portugais pour exécuter tout ce qui est disposé dans l'art. 4 de l'accord stipulé le 15 avril 1928 et ratifié le 4 mai de la même année, ont nommé Ministres Plénipotentiaires (le Cardinal Gasparri et de Docteur Augusto de Castro Sampaio Corte Real)... lesquels ont convenu des points suivants pour la définitive organisation territoriale et juridictionnelle du diocèse de St-Thomas de Méliapour aux Indes Orientales. »

Ces Accords de 1928 et 1929 ont été possibles par suite de l'évolution de la politique religieuse du Portugal dont la courbe s'inscrit entre l'assassinat du roi Carlos en 1928 et l'avènement du régime actuel instauré par M. Oliveiro Salazar. En 1910, Révolution et proclamation de la République ; exil du Roi Manoël, Séparation d'avec l'Eglise ; rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Mais en 1918, rétablissement de la nonciature à Lisbonne et d'une légation portugaise près le Saint-Siège. En 1918 encore, Décret du 22 février, n° 3856, modifiant la loi de Séparation et rendant possible la création d'associations cultuelles avec l'autorisation du Saint-Siège. Dans les textes modifiant la loi de séparation, et visant ces associations, il était dit : « associations se conformant aux préceptes régulateurs de leur religion et se soumettant aux lois du pays ». Cette formule rappelle l'art. 4 de notre loi de Séparation (9 décembre 1905) visant « les règles générales du culte dont elles (les associations) se proposent d'assurer l'exercice ». L'Etat remettait alors à l'Eglise les édifices nécessaires à l'exercice du Culte. 1926, Décret du 6 juillet : personnalité civile reconnue aux instituts et corporations chargées d'organiser le culte, remise aux asso-

ciations culturelles des biens d'église saisis en 1911, s'ils n'ont pas encore été affectés à des services d'utilité publique ; pour être admis dans les associations culturelles, les ecclésiastiques doivent n'être point suspendus de l'exercice des ordres par leurs supérieurs ecclésiastiques ; sanctions de l'art. 189, § 1 du Code Pénal contre les prêtres suspendus qui s'obstineront à exercer leurs fonctions (à rapprocher du Concordat Lithuanien et des dispositions de nos Concordats sanctionnant le port illégal du costume ecclésiastique) enseignement religieux autorisé dans les écoles privées, etc...

En 1926, alors qu'il élaborait le nouveau statut ecclésiastique, le gouvernement de Lisbonne accordait aux missions religieuses la personnalité juridique et leur assurait la possession de terrains, immeubles, églises, établissements d'instruction avec des subventions de l'Etat. Ces arrangements, quoique certainement concertés avec le Saint-Siège, ne prirent cependant pas figure de Concordat. Mais ils furent officiellement reçus par un Concile national en novembre 1926 sous la présidence du Cardinal Mendès Bello, patriarche de Lisbonne, et, en cette circonstance, légat du Pape. A l'inauguration du Concile assistèrent les Ministres de la Justice, des Colonies et des Affaires Etrangères. « La période de persécution religieuse qui commença avec la révolution est terminée, dit le Cardinal. Il est devenu maintenant nécessaire de préparer la meilleure organisation ecclésiastique possible dans le pays et de la mettre en conformité avec les nouveaux règlements. » (1).

(1) « La Croix », 9 décembre 1926.

Au cours de l'année 1935, M. Oliveiro Salazar qui, depuis huit ans, dirige le Portugal, déclarait à un journaliste français (1) :

« L'esprit de l'Etat nouveau réside dans le but qu'il poursuit et dans les moyens qu'il emploie. Le but vers lequel tendent toutes les activités de l'Etat Portugais nouveau est le service désintéressé des grands intérêts généraux de la nation. Les moyens dans la poursuite de ce but ne sont pas arbitraires ni tout puissants. Ils sont guidés et limités par les lois de la justice et de la morale chrétienne, lois supérieures aux droits de l'Etat, aux intérêts généraux de la nation et à la personnalité des dirigeants et des citoyens. »

Telles sont les circonstances à la faveur desquelles ont pu être signés, pour l'avantage même du Portugal, les Conventions que nous allons rapidement analyser.

§ 2. — Analyse des Conventions de 1928 et 1929.

La Convention de 1928 en 9 articles, a défini, dans les termes que nous avons rappelés plus haut, son objet : la délimitation des diocèses aux Indes, la nomination des évêques et la double juridiction dont il est question dans le Concordat de 1886. Cette Convention va sans doute restreindre le droit de patronage dont jouissaient les rois très fidèles du Portugal. Mais en le restreignant, elle le consacre et le transfère d'une monarchie catholique à une République laïque sous régime de Séparation.

Art. 1. — Extension du diocèse de Goa dont l'archevêque aura le titre Goa et Damão.

(1) M. Léon de Poncins, collaborateur du « Jour ».

Art. 2. — Bombay garde son organisation actuelle et absorbe une partie du diocèse de Damão.

Art. 3. — l'archevêque de Bombay sera alternativement portugais et britannique. Les curés portugais de Saint-François-Xavier et de Notre-Dame de Gloire à Bombay seront camériers secrets de Sa Sainteté.

Art. 4. — Décide la modification, d'accord entre les deux pouvoirs, du diocèse de Saint-Thomas de Méliapour. Cela fera l'objet de l'accord de 1929.

Art. 5. — Les biens appartenant aux Portugais leur restent.

Art. 6. — Pour la provision des sièges de Goa, Cochín, Saint-Thomas de Méliapour, Macao, le Saint-Siège, après consultation, par le délégué apostolique de l'Inde, des évêques de la province, choisit le candidat Portugais le plus apte. Par le nonce à Lisbonne, ou la légation portugaise près le Vatican, il fait connaître au Président de la République, le candidat choisi. Le Président présente alors officiellement le nom au Saint-Siège s'il n'y a pas d'objection politique; sa réponse est présumée affirmative si elle ne parvient pas dans les deux mois de cette communication. Enfin, les deux hautes parties contractantes font connaître en même temps la nomination.

Art. 7. — Pour la provision des sièges de Bombay, Mangalore, Quilon, Trichinopoly, le Saint-Siège fait connaître au Président de la République le candidat choisi, et le Président présente officiellement celui-ci dans l'espace d'un mois. Publication de la nomination comme ci-dessus.

Art. 8. — En dehors du territoire de leur diocèse, les fidèles dépendent de l'Ordinaire du lieu.

Art. 9. — Toute clause contraire dans d'autres documents diplomatiques ou lois est sans effet.

La Convention de 1929 a eu, pour objet, la définitive organisation territoriale et juridictionnelle du diocèse de Saint-Thomas de Méliapour à la suite de l'art. 4 de la Convention de 1928.

Le 3 juillet 1929, la Bulle « Quae ad spirituale » détermina les nouvelles limites de ce diocèse de Saint-Thomas de Méliapour en vue d'assurer, de la meilleure manière, la continuité du territoire sur lequel s'exerce la juridiction épiscopale.

« On ne saurait trop admirer un gouvernement qui, après une crise d'anticléricalisme aussi violente que celle de 1910-1911, a pu se ressaisir et négocier avec tant de maîtrise qu'il ait pu sauver, en de telles conditions, ce qui pouvait encore survivre de son antique patrimoine dans l'ordre ecclésiastique. Mais il faut aussi reconnaître la grande sagesse du Saint-Siège, qui, loin de s'enfermer aveuglément dans l'intransigeance de ses nouveaux principes, sait, à l'occasion, trouver des accommodements et respecter les droits historiques de tout Etat, grand ou petit, qui se montre résolu à les défendre plutôt que d'en faire litière. » (1).

B

LES ACCORDS FRANÇAIS DE 1926.

Histoire et Analyse.

Il s'agit ici de deux accords signés au Quai d'Orsay, le 4 décembre 1926, par le nonce Mgr. Maglione

(1) « Europe Nouvelle », 29 décembre 1928.

et par M. Briand. Le premier de ces accords a pour objet « d'unifier les honneurs liturgiques à rendre au cours des cérémonies du culte catholique aux représentants de la France en reconnaissance du protectorat religieux français dans les pays d'Orient où ce protectorat existe, en vertu des traités internationaux, capitulations us et coutumes. » Le Saint-Siège et le Gouvernement de la République Française sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

I. — Les honneurs seront rendus aux représentants de la France les jours de Noël, Pâques et de la Pentecôte.

II. — Le représentant de la France sera : *a*) invité à la Messe solennelle, *b*) il y aura une place d'honneur, *c*) et sera reçu à l'entrée de l'Eglise par le clergé qui lui offrira l'eau bénite ; *d*) au cours de la cérémonie, le clergé l'encensera avant les assistants : *e*) la messe achevée, il sera accompagné par le clergé jusqu'à la sortie.

III. — Suspension du privilège dans certains cas, notamment si le gouvernement français ne maintenait pas son ambassade près le Vatican.

Le second Accord a pour objet les honneurs liturgiques dans les pays où les Capitulations sont abrogées ou non appliquées.

Les motifs de cet Accord sont ainsi exposés :

« Bien que l'abolition des Capitulations dans le territoire de la Turquie ait été sanctionnée par l'art. 28 du traité de Lausanne, que la non-application actuelle desdites Capitulations soit prévue par l'art. 5 du mandat sur la Syrie, l'art. 8 du

mandat sur la Palestine et l'art. 9 du Traité entre la Grande Bretagne et l'Iraq et qu'il en puisse résulter dans le premier cas l'abolition et, dans le second, la non-application actuelle du Protectorat français et, par conséquent, des honneurs liturgiques rendus de ce chef aux agents diplomatiques et consulaires de la France. .

» Néanmoins, le Saint-Siège, en reconnaissance des services rendus depuis des siècles aux individus et communautés catholiques de toutes nationalités dans les Echelles du Levant par les agents diplomatiques et consulaires de France, concède au Gouvernement de la République Française le privilège d'obtenir pour les agents diplomatiques et consulaires français, les honneurs liturgiques ci-dessous spécifiés. »

Ces honneurs seront rendus comme il est dit dans le premier Accord, aux mêmes jours, et seraient suspendus dans les mêmes cas. En outre, on pourra chanter le *Te Deum* à l'occasion de l'entrée en charge des représentants de la France, dans les églises et chapelles sur lesquelles la France a des droits de propriété ou de patronage, ou qui sont annexées à des établissements français. La règle vaut pour les églises et chapelles des rites orientaux. Dans les territoires de la Syrie et du Liban, confiés au Mandat de la France, les dimanches et jours de fêtes religieuses et nationales, on chantera dans les églises et chapelles, sauf celles affectées à une colonie étrangère, le *Domine Salvam fac Rempublicam*, à l'exclusion d'autres chants incompatibles avec la forme constitutionnelle de la France ou la souveraineté de la puissance mandataire.

Ces deux Accords, par leur objet limité, se trou-

vent en dehors des règles ordinaires de nos Concordats. Ils devaient, toutefois, être mentionnés puisque nous examinons ici les pactes concordataires signés de 1914 à 1935. Est-il besoin de souligner que la signature du représentant de la France sur ces Accords à côté de celle du Nonce est la signature du rapporteur de la loi de Séparation. Il est vrai que M. Briand est celui qui voulut aussi le rétablissement, après la guerre, des relations diplomatiques avec le Vatican, et qu'il a cherché, notamment, dans le projet de budget de 1929 par les art. 70 et 71, à corriger en faveur des missionnaires le statut des associations religieuses et à assurer au profit de l'Eglise la dévolution de certains biens non encore attribués en vertu de la loi de Séparation et qu'étaient habiles à recueillir les associations cultuelles diocésaines récemment fondées. Ces Accords montrent à l'évidence comment, dans une certaine mesure, notre prestige en Orient comme nation protectrice des chrétiens, est lié à la volonté du Siège apostolique. C'est une idée qui ne fut pas toujours admise. « On allait répétant, que le protectorat français en Orient n'était fondé que sur les traités internationaux, par exemple, sur le traité de Berlin dans son Art. 62. Il ne dépendait donc pas du Saint-Siège de nous le retirer, il survivrait intact à la Séparation. Ce fut la thèse que développa M. Delcassé, qui, cependant, durant son premier ministère, avait négocié à Rome et obtenu la lettre de Léon XIII au Cardinal Langénieux qui confirmait et consolidait les droits exclusifs de la France au protectorat catholique en Orient... » (1).

(1) René Pinon : « Les intérêts spéciaux de la France en Orient ». Paris, Perrin.

Léon XIII disait : « La France possède dans les pays d'Orient une mission particulière, à elle confiée par la Divine Providence, noble charge non seulement consacrée par un usage de plusieurs siècles, mais aussi confirmée par l'assentiment des nations... L'Eglise, donc, ne veut rien enlever, ni changer au très illustre patrimoine que la France a reçu de ses ancêtres. Au contraire, elle estime digne et juste de le lui conserver entier, puisqu'elle s'est montrée fidèle à cette mission qui lui était confiée. » ,

De cette mission, nos rivaux sont d'ailleurs jaloux ; il suffit d'avoir circulé en Orient pour s'en rendre compte. Quelque temps avant la guerre, la *Kölnische Zeitung* (16 juillet 1913) publiait sur la France en Syrie et Palestine, un article dont voici la conclusion :

« Cependant, les augures politiques pensent que le soleil de la toute-puissance française ne tardera pas à pâlir tout à fait... Des ennemis puissants sont à l'œuvre pour briser l'influence du « Tricolore » dans ces régions... Et, néanmoins, c'est un fait que, au moins dans l'Etat actuel, la situation de la France lui vaut, en Syrie et en Palestine, une place politique prédominante. » (1).

(1) Paul Parsy : « Nos intérêts en Orient : Le Protectorat catholique » ; *Echo de Paris*, 19 août 1913.

DEUXIEME PARTIE

Le Droit commun des Concordats récents

L'analyse de nos concordats en a déjà montré les stipulations qui — soit pour l'Etat, soit pour l'Eglise — s'y retrouvent communément et constituent ce que nous pouvons appeler le Droit Commun Concordataire de notre époque.

« Dans l'Europe d'après-guerre, se constitue comme une jurisprudence internationale pour la réglementation de divers problèmes délicats qui concernent la situation légale et juridique des institutions catholiques. Tel est le fait nouveau dont il devient indispensable de tenir compte pour comprendre la portée exacte de certaines stipulations inattendues et jugées surprenantes dans des milieux peu informés.

« Lorsqu'un gouvernement temporel reconnaît que l'intérêt de la Paix religieuse et civique au-dedans de ses propres frontières l'invite à conclure un accord bi-latéral avec le Saint-Siège pour la solution des affaires qui intéressent la communauté catholique, l'autorité pontificale se trouve maintenant en situation de réclamer et d'obtenir un certain nombre d'arrangements amiables que recommandent désormais un nombre respectable de précédents européens adoptés et pratiqués à la satisfaction commune. Chaque nouveau Concordat

répète à son tour plusieurs des formules déjà consacrées ailleurs et augmente pour l'avenir le nombre des précédents qu'il sera difficile de récupérer en fait et en droit.

« Au nombre des problèmes dont nous parlons, il faut citer par exemple : la concordance géographique des circonscriptions religieuses et des frontières politiques ; la consultation du pouvoir civil avant la promotion aux sièges épiscopaux, promotion accomplie elle-même par le seul pouvoir religieux ; certaines garanties pour la condition légale du clergé, ainsi que pour le patrimoine ecclésiastique ; des sauvegardes définies pour l'enseignement catholique, pour les congrégations religieuses d'hommes et de femmes, voire pour le mariage religieux et, enfin, pour les organismes de l'Action Catholique. » (1).

L'on voudrait tenter de réduire en quelques formules, d'exprimer en quelques règles, ce Droit Commun des Concordats récents, en montrer la raison d'être, en dire la conformité avec le droit des Etats et avec le droit de l'Eglise, et, en souligner les traits anciens ou nouveaux.

Les règles Concordataires peuvent se grouper sous deux titres :

1°. — Règles pour les Etats ;

2°. — Règles pour l'Eglise.

Les règles pour les Etats qui feront l'objet d'un chapitre premier, peuvent s'énoncer ainsi :

1^{re}. — De la concordance des circonscriptions ecclésiastiques avec les limites politiques de l'Etat.

2°. — De la consultation et de l'accord des deux pouvoirs pour la nomination des Ordinaires et de certains bénéficiaires ecclésiastiques.

(1) R.P. Yves de la Brière : « Etudes », 1933, vol. 3 : Saint-Siège et Allemagne.

3°. — Nationalité de l'Etat où ils doivent exercer, imposée aux Ordinaires, curés, et à certains professeurs et religieux.

4°. — Serment de fidélité et prière pour l'Etat.

5°. — Reconnaissance spéciale des rites nationaux.

6°. — Le Clergé exclu de la politique militante.

On peut ramener à deux règles les stipulations de nos Concordats en faveur de l'Eglise :

Première règle. — L'Etat reconnaît à l'Eglise et à ses « corps », dans les termes du Droit Commun, une liberté conforme à la nature de l'Eglise, société spirituelle et universelle.

2° règle. — L'Etat fait à l'Eglise un régime juridique spécial — avec protection, privilèges, dotations — analogue au régime juridique spécial des services publics et des agents des services publics.

CHAPITRE PREMIER

REGLES POUR LES ETATS

Section I

CONCORDANCE

DES CIRCONSCRIPTIONS ECCLESIASTIQUES ET DES LIMITES POLITIQUES

Cette règle peut se formuler ainsi :

— Les limites des provinces ecclésiastiques et des diocèses coïncideront avec les limites politiques de sorte qu'aucune partie de l'Etat ne dépende d'un évêque dont le siège se trouverait à l'étranger.

Cette règle se trouve dans les Concordats : Polonais (9-26); Lithuanien (9); Italien (16); Roumain (2 et art. additionnel); Autrichien (3); elle est, dans l'article 1^{er} de l'Accord Tchécoslovaque. Les Concordats germaniques : Bavarois (12); Prussien (2-1^o-9^o); Badois (2); Allemand (11), visent les circonscriptions à l'intérieur des frontières pour dire que le « statu quo » est maintenu (ainsi Bavarois), ou consacrer la création de diocèses nouveaux (ainsi Prussien), ou prévoir les conditions d'une nouvelle organisation diocésaine dans l'avenir.

C'est que pour ces Etats la question des circonscriptions ecclésiastiques concordant avec les frontières ne se posait pas dans les mêmes conditions que pour les Etats nommés plus haut. Par exemple, le traité de Versailles en consacrant le retour à la France des diocèses d'Alsace et de Lorraine, ne laissait point à régler une question de circonscription ecclésiastique, puisque les diocèses de Metz et de Strasbourg ont, du côté Allemand, des limites qui sont celles de la frontière marquée par le traité. Par ailleurs, la règle posée dans les Concordats des Pays à l'Est, au Nord-Est ou au Sud-Est de l'Allemagne — Pologne, Lithuanie, Tchécoslovaquie, Autriche — vaut indirectement, pour les « Pays » allemands, puisque la coïncidence des frontières et des circonscriptions ecclésiastiques stipulées dans ces Concordats, doit profiter, si l'on peut employer cette expression, à l'Allemagne. L'adaptation en fait ne s'est pas réalisée immédiatement. Lors des discussions parlementaires sur le Concordat à la Diète de Prusse, le député Ernst Stendel, disait :

« Qu'il me soit permis de vous rappeler que le Concordat Polonais fait concorder les frontières ecclésiastiques avec celles du pays. Le *Modus Vivendi* Tchécoslovaque établit que la Curie et le Gouvernement sont tombés d'accord pour arriver à l'identité des frontières. Je vous demande, Monsieur le Ministre des Cultes, pourquoi cette concordance n'a pu être établie pour la Prusse. Vous savez qu'une partie du Comté de Glatz est soumise à l'évêque de Prague, qu'une partie du centre de Leobschütz appartient à Olmütz, je pensais que ce que les Etats Tchèques et Polonais ont obtenu de la Curie, la Prusse aurait aussi pu l'obtenir. » (1).

(1) « Documentation catholique », n° 497, 7 décembre 1929, Col. 1060.

Pendant que le député Ernst Stendel manifestait ces préoccupations, la commission pour la délimitation des diocèses instituée par l'art. 1 du *Modus Vivendi* Tchécoslovaque, était à l'œuvre. Elle a terminé sa tâche en 1935 et, à ce moment, est intervenu, entre l'Etat Tchécoslovaque et le Vatican, un accord pour consacrer l'œuvre de cette commission. Le lundi de la Pentecôte 1935, l'archevêque de Prague terminait sa dernière visite épiscopale dans l'ancien Comté de Glatz. Les habitants le reçurent avec de grands honneurs et d'une façon très cordiale.

Quand au mois de décembre 1912, à Belgrade, le Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, M. Yovanovitch, m'exposait le dessein de son gouvernement d'engager des négociations avec le Saint-Siège, je notais ces mots :

— La question religieuse ne doit jamais être séparée chez nous de la question de nationalité. Celle-ci éclaire celle-là. On a constaté que des catholiques serbes avaient facilement abandonné Rome pour aller à l'église orthodoxe. Une raison entre autres : ces catholiques n'aimaient pas à se trouver, au point de vue religieux, sous la juridiction de prêtres ou d'évêques autrichiens. » (1).

Or, la fièvre des nationalités dévore les Etats de l'Europe Centrale et Orientale, signataires des Concordats que nous étudions. Et, au surplus, c'est le principe de la souveraineté des Etats autant que le besoin de la paix à l'intérieur de leurs frontières qui commande cette coïncidence des circonscrip-

(1) Paul Parsy : « *Echo de Paris* », 2 janvier 1913 : « Le Gouvernement serbe et le Vatican ».

tions ecclésiastiques avec les limites de l'Etat. La question n'était d'ailleurs pas nouvelle pour l'Eglise qui l'avait déjà réglée notamment dans le Concordat français de 1801-1802.

L'art. 2. de notre Concordat dit, en effet :

« Il sera fait, par le Saint-Siège, d'accord avec le Gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français. »

La révolution avait substitué aux provinces de l'ancien régime, les départements ; notre frontière à l'Est était le Rhin. C'est à cette situation que le Saint-Siège allait adapter les circonscriptions ecclésiastiques. L'art. 3 du Concordat ajoutait :

« S. S. déclare aux titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux, avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges... »

Le 9 avril 1802, le cardinal légat Caprara signait un Décret concernant la nouvelle circonscription des diocèses de France. Ce décret fut promulgué par arrêté du Premier Consul en date du 19 avril 1802. Le tableau incorporé au Décret, nous apprend que la Métropole de Malines a, pour diocèses suffragants : Tournai, département de Jemmapes ; Gand, départements de l'Escaut et de la Lys ; Namur, département de Sambre et Meuse ; Liège, départements de l'Ourte et de la Meuse Inférieure ; Aix-la-Chapelle, départements de la Roer, Rhin et Moselle ; Trèves, département de la Sarre ; Mayence, département du Mont-Tonnerre. Le diocèse de Strasbourg, circonscrit par les limites des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, était suffragant de la Métropole de Besançon. Ce que le Décret du cardinal Caprara a fait pour la France à la

suite du Concordat de 1801, la constitution « *Vixdum Poloniae unitas* » du 28 octobre 1925 (1) l'a fait pour la Pologne, la Bulle « *Solemni Conventione* » du 5 juin 1930 (2) l'a fait pour la Roumanie. A la suite des accords Portugais de 1928 et 1929, la Bulle « *Inter Apostolicam* » (3) et la Constitution « *Quae ad Spirituale* » (4) ont fixé les nouvelles circonscriptions diocésaines pour les territoires que visaient ces accords.

En ce qui concerne les limites des Diocèses et provinces ecclésiastiques, si l'intérêt de l'Etat requiert l'application de la règle de la coïncidence de ces limites avec les limites politiques, rien, dans les principes de l'Eglise, ne s'oppose à ce que satisfaction soit donnée sur ce point à l'Etat.

Les dispositions des Canons 215 et suivants qui ont pour objet l'érection des circonscriptions ecclésiastiques et leurs divisions, ne posent pas de règles quant aux limites des provinces et diocèses. Si l'on se réfère à la plus ancienne pratique de l'Eglise, au temps des origines chrétiennes, l'on voit qu'elle adopte les cadres de l'administration romaine pour en faire les cadres de sa propre administration, en effectuant toutefois un chassé-croisé de noms : les diocèses qui, dans l'organisation romaine incluaient les provinces, sont, au contraire, inclus dans les provinces ecclésiastiques. Quant aux sièges des Métropoles, des archevêchés et des évêchés, l'Eglise à l'origine, les fixe généralement dans les grands centres civils auxquels s'attachent souvent des sou-

(1) « A. A. S. », vol. 17, 1925, p. 521.

(2) « A. A. S. », vol. 32, 1930, p. 381.

(3) « A. A. S. », vol. 20, 1928, p. 247.

(4) « A. A. S. », vol. 22, 1930, p. 121.

venirs héroïques de fondateurs, de martyrs, de la communauté chrétienne primitive : ainsi Rome, Lyon, Arles, Antioche, Alexandrie, etc...

Section II

CONSULTATION DES AUTORITES DE L'ETAT AVANT LES NOMINATIONS EPISCOPALES ET AVANT CERTAINES NOMINATIONS DE CURES OU DE PROFESSEURS.

Cette règle peut ainsi se formuler :

Le Saint-Siège, avant de publier le nom d'un élu à l'épiscopat — Ordinaire diocésain, Coadjuteur avec droit de succession future, Ordinaire de l'armée, dans certains cas évêque auxiliaire et prélat « nullius » — fera connaître le nom de l'élu à l'autorité civile pour savoir s'il n'y a pas d'objection politique à cette nomination. — En outre, et dans le même but, l'autorité ecclésiastique compétente fera connaître à l'autorité civile le nom des personnes choisies pour être chanoines, curés avec charge d'une paroisse, dans certains cas même professeurs, avant de rendre publiques les nominations.

C'est encore une règle qui a pour objet la paix publique et la concorde entre les deux pouvoirs. Cette paix et ces rapports harmonieux seraient compromis par la nomination d'un élu ayant une activité politique hostile à la forme du gouvernement ou, dans les pays à minorités allogènes, hostiles à la majorité ethnique gouvernant.

Plusieurs de nos Concordats précisent, d'ailleurs,

qu'il ne peut s'agir, du côté de l'Etat, que d'objections — de politique générale — à formuler contre une nomination. Il est même ajouté que cette consultation n'est pas la reconnaissance au profit de l'Etat d'un droit de « veto ». C'est ce que disent les Concordats Badois (3 § 2) et Allemand (14 c. 2). Badois, parle même d'objection de politique générale, mais non de politique de « parti ». Cette consultation du pouvoir civil, avant nomination des évêques, est stipulée dans : Letton (4), Bava-rois (14 § 1), Polonais (11), Lithuanien (11), Tchécoslovaque (4), Italien (13 § 2, 19), Roumain (5 § 2), Prussien (6, 7), Badois (2 n° 2), Allemand (14), Autrichien (4).

L'accord des deux pouvoirs est prévu, en outre, pour la nomination des chanoines qui, sous la juridiction de l'Ordinaire de l'armée, assurent le service de l'Eglise du Panthéon à Rome et sont autorisés à pourvoir à toutes les fonctions religieuses, même hors de Rome, et en conformité avec les règles canoniques, demandés par l'Etat ou par la maison royale (Italien, art. 15).

En ce qui concerne la nomination des curés, les Concordats Prussien, Allemand, Roumain, ne posent pas la règle de consultation préalable, mais ils fixent certaines conditions de nomination — dont nous parlerons plus loin — et ils stipulent que l'autorité ecclésiastique devra porter la nomination à la connaissance du Ministre du Culte (Roumain 8), « communiquer immédiatement après la nomination aux autorités civiles, l'état signalétique de l'ecclésiastique » choisi (Prussien, 11, 2°), communiquer la nomination à l'office compétent de l'Etat pour le culte (Autrichien, 12 § 1). Il est

aussi des nominations de professeurs que l'Etat soumet à un certain nombre de conditions et sur lesquelles il exerce un contrôle : professeurs dans certaines facultés, professeurs de religion dans les écoles publiques. Ainsi, notamment : Concordats Allemand (22) et Autrichien (11 § 2).

L'Etat est donc averti de la nomination des évêques avant qu'elle soit rendue publique pour qu'ils puissent, le cas échéant, faire valoir une objection de politique générale. Telle est la règle.

Plusieurs de nos Concordats posent des conditions à la nomination aux cures et à certains emplois ecclésiastiques dans l'administration diocésaine, dans l'enseignement supérieur, ou, à l'exercice des fonctions de professeur de religion dans les écoles publiques. En conséquence de quoi, les nominations faites par l'autorité ecclésiastique, doivent être portées à la connaissance des autorités civiles avec justification des titres de la personne qui a fait l'objet de la nomination. Parfois même, les deux pouvoirs se mettent d'accord préalablement à la nomination : ainsi pour les professeurs de religion dans les écoles publiques : Allemand (22), Autrichien (11 § 2).

Cette consultation du pouvoir civil par le Saint-Siège, avant la nomination des Ordinaires, c'est à peu près tout ce qui subsiste, réserves faites pour certains patronages comportant le droit de présenter à quelques bénéfices ecclésiastiques, du droit de patronage et de nomination qui, de règle générale, dans les Concordats anciens, appartenait au pouvoir civil.

Au temps de François I^{er}, par le Concordat de Bologne (1516), le Pape Léon X met fin à l'élection

des évêques par les Chapitres et reconnaît au Roi le droit de nommer les évêques dans les six mois de la vacance en réservant au Saint-Siège la provision canonique.

L'art. 4 de notre Concordat de 1801 disait :

« Le Premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la Bulle de Sa Sainteté (1), aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. S. S. confèrera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement. »

L'art. 5 du même concordat disait :

« Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite, seront également faites par le Premier Consul ; et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège, en conformité de l'article précédent. »

La règle de consultation du pouvoir civil substituée à la nomination par ce pouvoir, apparaît pour la première fois, sans doute, dans le Concordat avec la Colombie en 1887. Il est dit, en effet, à l'art. 15 de ce Concordat que :

« Le droit exclusif de nommer les archevêques et évêques aux églises vacantes, appartient en propre au Saint-Siège ». Toutefois, l'on reconnaît ensuite au Président de la République le droit de proposer des candidats convenables, s'il le désire, ou de formuler des objections d'ordre civil et politique, contre les candidats que le Saint-Siège voudrait promouvoir. Il faut remarquer d'ailleurs, que

(1) La Bulle (de circonscription des diocèses nouveaux) « *Ecclesia Christi* », assortie du Décret du cardinal Caprara, déjà cité.

le Saint-Siège n'avait jamais reconnu aux gouvernements non catholiques le droit de présenter à des sièges épiscopaux. C'est pourquoi l'art. 17 de notre Concordat Français de 1801 prévoyant le cas où le Premier Consul ne serait pas catholique, disposait qu'alors « la nomination aux évêchés serait réglée par rapport à celui-ci par une nouvelle Convention. »

Quoi qu'il en soit, nous sommes bien loin avec la règle de nos Concordats, de l'art. 5 du Concordat de 1801 et de l'esprit dans lequel le pouvoir civil en France entendait, à la veille de la Séparation, que cet article fut appliqué. Nous eûmes alors, ce que l'on pourrait appeler la querelle du « nobis nominavit ». Waldeck-Rousseau n'avait-il pas averti officiellement le Saint-Siège que, désormais le Conseil d'Etat n'enregistrerait plus les Bulles d'institution des nouveaux évêques dont le texte ne serait pas en absolue conformité avec l'art. 5 du Concordat. Déjà, il est vrai, M. Thiers avait fait entendre une réclamation du même genre — sur un ton moins tranchant toutefois — et le 22 juillet 1871, il en avait même saisi l'Assemblée nationale. De quoi s'agissait-il donc ? A cette époque, dans les Bulles envoyées à Paris, par la Secrétairerie d'Etat, il n'était par question d'évêques *nommés*, mais *désignés* ou *présentés* par le gouvernement. Or, c'est un droit de nomination, et non un simple droit de désignation ou de présentation que le Saint-Siège avait reconnu au Gouvernement Français par l'art. 5 du Concordat : « le Premier Consul nommera aux évêchés ».

A la suite de la réclamation de M. Thiers, le Cardinal Antonelli fit bien insérer dans les Bulles le

mot « *nominavit* » mais il le fit suivre d'un pronom restrictif « *nobis* ». Le gouvernement « *nominavit nobis* ». Cette *nomination*-là, ressemblait beaucoup à une simple *désignation*. M. Thiers, cependant, n'insista point. M. Combes allait reprendre la question en 1895. Mais, c'est à la suite du mouvement épiscopal de 1901 que M. Waldeck-Rousseau fit signifier à la Secrétairerie d'Etat, que le Conseil d'Etat enregistrait pour la *dernière fois* les Bulles ainsi libellées. Le *nobis* réapparût dans les Bulles d'institution de Mgr Campistron et de Mgr Beauséjour, nommés respectivement aux évêchés d'Annecy et de Carcassonne, le 25 mai 1902. C'était sous le ministère Combes. Le Conseil d'Etat refusa l'enregistrement et retourna les Bulles à l'administration des Cultes, qui les renvoya au Ministre des Affaires Etrangères, qui les réexpédia à la secrétairerie d'Etat.

Le gouvernement français exigeait de Rome la suppression pure et simple du *nobis*. Léon XIII proposa alors, vainement, quatre formules successives : I. — *Nominavit et præsentavit nobis* ; II. — *Nominationem præsentavit* ; III. — *Nominavit et designavit* ; IV. — *Nominavit juxta articulos quartum et quintum Concordati*. — Ces quatre formules conciliantes furent rejetées sans examen. Léon XIII ne pouvait accepter un tel manque l'égard. Il mourut sans avoir cédé. — Son successeur Pie X renonça au *nobis*. La Chancellerie Romaine rectifia les Bulles de Mgr. Campistron et de Mgr. Beauséjour qui purent, enfin, après enregistrement de ces Bulles par le Conseil d'Etat, prendre possession de leurs sièges. A la même époque, on supprima même « l'entente préa-

lable » aux nominations épiscopales, inaugurées officieusement par Emile Ollivier à la fin du Second Empire, et, officiellement par Jules Simon au début de la Troisième République. M. Combes disait : que d'après le droit concordataire, le Gouvernement nomme les évêques et le Pape les institue, mais que rien n'oblige le Gouvernement à s'entendre au préalable avec le Pape.

Ainsi, sans qu'il faille remonter à la querelle des Investitures, en nous référant au texte de notre Concordat de 1801 et à l'esprit dans lequel il était appliqué à la veille de la Séparation, nous pouvons marquer l'évolution du droit concordataire récent dans le sens centralisateur Romain.

Les formules mêmes, par lesquelles s'exprime dans nos Concordats la règle de consultation, en souligne le caractère strictement limité : le pouvoir civil dira s'il a, contre l'élu, des « objections de politique générale, mais non de politique de parti » (Badois, 3 n°2); « objections de caractère politique général » (Allemand (14, n° 2); « raison de caractère politique général » (Autrichien (4 § 2); « Sa Sainteté *consent* à s'adresser au Président de la République avant de nommer les archevêques et les évêques » etc... (Polonais 11), etc...

La règle canonique, c'est la nomination de l'Evêque par le Pape, non par le Pouvoir Civil.

Canon 329 : *Episcopi sunt Apostolorum successores atque ex divina institutione peculiaribus ecclesiis praeficiuntur quas cum potestate ordinaria regunt sub auctoritate Romani Pontificis.*

§ 2 : *Eos libere nominat Romanus Pontifex.*

§ 3 : *Si cui collegio concessum sit jus eligendi Episcopum servetur prescriptum can. 321.*

Le Canon 332 dit :

§ 1^{er} : Cuilibet ad Episcopatum promovendo, *electo, praesentato vel designato* a civili quoque gubernio, necessaria est canonica provisio seu institutio quâ Episcopus vacantis dioecesis constituitur, quaeque ab uno Romano Pontifice datur.

Le Codex reconnaît donc la présentation ou la désignation par le Pouvoir Civil, mais c'est au Saint-Siège qu'appartient l'institution Canonique et l'on aura remarqué l'opposition entre les mots du § 2 du Canon 329 « Eos (Episcopos) libere *nominat* Romanus Pontifex » et les mots « *praesentato vel designato* a gubernio civili » du Canon 332 § 1.

L'élection quand elle a lieu, comme par exemple, à Fribourg-en-Brisgau (Bade) ou à Salsbourg (Autriche) est réduite au choix par le Chapitre entre trois candidats retenus par le Saint-Siège sur les listes, à lui présentées, soit par les évêques, soit par les Chapitres.

Quant au droit de patronage ou de présentation aux bénéfices ecclésiastiques en général, nos Concordats en reconnaissent le principe, mais en restreignent l'exercice. Par exemple, Polonais (21) : « le droit de patronage soit de l'Etat soit des particuliers reste en vigueur jusqu'à nouvel accord. La présentation d'un digne ecclésiastique au poste vacant sera effectuée par le patron dans le délai de trente jours sur une liste de trois noms proposés par l'Ordinaire. Si dans les trente jours, la présentation n'a pas été faite, la provision du bénéfice devient libre ». De même, Lithuanien 19.

Or, le Canon 1457 dit :

« *Praesentatio fieri debet, nisi brevius tempus lege foundationis vel legitima consuetudine praescriptum fuerit, saltem intra quatuor menses, etc...* »

Ainsi, où le Codex dit quatre mois, le Concordat dit trente jours.

Ce droit de patronage est visé encore dans : Bava-
rois (14 § 3), Roumain (15, alinéa 1), Italien (25,
alinéa 1), Prussien (11), Badois (4, n° 2), Allemand
(14), Autrichien (protocole final sur l'article 11,
§ 1). Bava- rois dit :

« Les droits de patronage et de présentation que
l'Etat tient de titres canoniques spéciaux, demeurent
intacts en la forme usitée jusqu'ici. » — Prus-
sien parle de « présentation par l'autorité civile en
raison d'un soi-disant patronage d'Etat, qui ne sera
faite qu'après avis de l'Evêque diocésain ou du Pré-
lat Nulius conformément aux règles dont il sera
parlé par accord séparé ».

Ainsi, la nomination aux évêchés, reconnue à
l'Etat par les Concordats anciens, a fait place dans
les Concordats récents à une simple communica-
tion par l'Eglise des noms des élus pour permettre
au pouvoir civil de faire, le cas échéant, connaître
une objection. C'est sans doute la conséquence de
la séparation plus accusée des deux pouvoirs reli-
gieux et civil. L'on pourrait dire que c'est une des
caractéristiques de nos Concordats qu'ils appa-
raissent comme des contrats de séparation. Ainsi, en
est-il de ces mariages qui se placent sous le régime
de la séparation de biens. Nos Concordats mar-
quent la séparation du temporel et du spirituel, de
ce qui est à la société civile et de ce qui est à la
société ecclésiastique. C'est ainsi que le Concordat
Italien (25, alinéa 2) particulièrement favorable
aux droits de l'Eglise, stipule expressément : « l'Etat
Italien renonce à la prérogative souveraine du pa-
tronage royal sur les bénéfices majeurs et mineurs.
Est abolie la régale [ce droit du gouvernement de

percevoir les revenus des bénéfices vacants] sur les bénéfices majeurs et mineurs. »

La règle que nous venons d'étudier consacre donc, au profit de l'Eglise, le droit de nommer aux fonctions, dans les limites de sa sphère, sauf à permettre à l'Etat de faire valoir une objection qui ne peut être fondée que sur ces intérêts d'ordre dans la Cité et de politique générale dont il a la garde.

Section III.

SERMENT DE FIDELITE ET PRIERES POUR L'ETAT

Cette règle peut ainsi s'exprimer :

Au moment de leur entrée en fonction, les Ordinaires prêtent serment de fidélité à l'Etat et à ses institutions ; l'Eglise prie pour l'Etat les dimanches et jours de fête solennelles.

A. — Le serment de fidélité est stipulé par :

Serbe 1914 (7), Letton (5), Polonais (12), Lithuanien (12), Tchecoslovaque (5), Italien (20), Roumain (6), Reich Allemand (16). Bavarois, Prussien, Badois ne parlent pas de ce serment, mais Allemand vaut pour ces pays en tant qu'il complète leurs Concordats. Autrichien seul est donc en dehors de la règle générale.

Le serment de fidélité contient d'ordinaire les éléments suivants : 1°. Obéissance au chef légitime de l'Etat ; 2°. Promesse de ne rien entreprendre contre l'ordre public. Le serment Lithuanien (12) se termine, en outre, par ces mots : « soucieux du

bien et de l'intérêt de l'Etat, je tâcherai d'en écarter tout danger dont je le saurais menacé. »

L'art. 6 du Concordat de 1801, disait :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints Evangelles, de garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par la constitution de la République Française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun Conseil, de n'entretenir aucune Ligue, soit au-dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, je le ferai savoir au gouvernement. »

Et avant cette formule :

« Les évêques, avant d'entrer en fonction, prêteront directement entre les mains du Premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement. »

En vertu de l'art. 7 « les ecclésiastiques de second ordre » devaient prêter le serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

Ce serment est une chose très ancienne dans les Accords entre le Siège apostolique et les puissances séculières. En 1212, Innocent III, dans les lettres par lesquelles il fixe à Jean Sans Terre les conditions de paix que devra observer celui-ci, déclare :

« S'il te plaît, les archevêques et évêques dont il a souvent été parlé, prêteront l'engagement par écrit, restant sauf l'honneur de Dieu et de l'Eglise, de ne rien tenter, ni par eux-mêmes, ni par d'autres, contre ta personne ou contre ta couronne, à condition que tu leur accordes la sécurité susdite et une paix parfaite. » (1).

(1) Mercati : « Raccolta di Concordati », p. 49.

L'art. 6 du Concordat de 1801 se réfère, on l'a vu, à la pratique en usage « avant le changement de gouvernement » c'est-à-dire au temps de nos rois très chrétiens.

Ce serment est fréquemment exigé par les Concordats du XIX^e siècle : Italien 1803 (art. 5), Bavière 1817 (art. 15), Belgique 1827 (déclaration additionnelle), Suisse (1828 art. 14 et 1845 art. 10), Costa-Rica (1852 (art. 22), Guatemala 1853 (art. 23), Autriche 1855 (art. 20), Bade 1859 (art. 9), Haïti 1860 (art. 5), Nicaragua 1862 (art. 21), Salvador 1862 (art. 52), Venezuela 1862 (art. 27).

Il est à remarquer que les Concordats de l'Equateur dont le premier est de 1862, — lors de la première présidence de la République de Garcia Moreno — et le second de 1881, cinq ans après que Garcia Moreno, pour la seconde fois, Président de la République était tombé sous le coup d'un assassin au cri de : « Dieu ne meurt pas » — ne font pas mention d'un serment de fidélité. De même, la République catholique de l'Autriche du Chancelier Dollfuss ; ces Etats font confiance à l'Eglise.

Pour que l'Eglise puisse accepter la stipulation du serment, il faut que ceux qui prêtent ce serment ne soient pas obligés de faire quelque chose de contraire aux lois de Dieu et de l'Eglise.

C'est ce qui a été formellement exprimé dans : Guatelama (23), Honduras (22), Nicaragua (22), Salvador (21). Dans nos Concordats, le serment contient souvent les mots : « comme il convient à un évêque ». Letton (5), Polonais (12), Lithuanien (12), Italien (20), Roumain (6), Tchécoslovaque (5), Allemand (16).

B. — Les prières pour l'Etat.

Les prières pour la nation et le chef de l'Etat font l'objet de stipulations dans : Serbe 1914 (art. 15), Polonais (9), Lithuanien (8), Italien (12), Roumain (17), Allemand (30), et, sans doute, aussi, Yougoslave dont nous n'avons pas encore le texte, mais dont nous savons qu'il serre d'assez près le texte de Serbe 1914. Ce que prescrit le Concordat du Reich vaut, pour tous les pays allemands, donc cela vaut pour Bavière, Prusse et Bade dont les Concordats ne parlent pas de prières pour l'Etat et le chef de l'Etat. On n'est point surpris de ne point trouver des prières dans le *Modus Vivendi* Tchécoslovaque — le plus laïque de nos accords — et aussi le plus bref puisqu'il tient en six articles. Mais on s'étonne que les prières ne soient pas mentionnées dans le Concordat Autrichien, signé par le chancelier Dollfuss.

L'art. 8 de notre Concordat de 1801 disait :

— La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin dans toutes les Eglises catholiques de France : « Domine Salvam fac Rempublicam ». « Domine Salvos fac Consules. »

Même disposition dans le Concordat avec la Belgique (1827) : « Seigneur, protégez notre Roi Guillaume. ». — Dans les Concordats de l'Amérique Centrale, dans ceux de l'Equateur, de la Colombie, du Monténégro. Ce dernier (1886) disait simplement : « Seigneur, sauvez le Prince. »

Section IV.

NATIONALITE DES ORDINAIRES
ET DE CERTAINS ECCLESIASTIQUES
ET RELIGIEUX

Cette quatrième règle peut se formuler dans les termes suivants :

— Les Ordinaires, curés, ecclésiastiques occupant certains postes dans l'administration ou l'enseignement, les supérieurs de communautés ou de provinces religieuses à l'intérieur de l'Etat, seront de la nationalité de l'Etat où ils doivent exercer leurs fonctions et juridiction.

La règle que l'on vient de dire est formulée pour les évêques dans : Letton (2, 12), Bavarois (13, § 1 et 2), Polonais (19), Lithuanien (18), Italien (22 et 29 B), Roumain (5, 10 et 11 § 2, 12 § 2, 16 § 2, 17 § 1), Prussien (9 a, 10), Badois (7 a), Allemand (14 n° 1 a), Antrichien (10, § 1 et 3, 11, § 2 a), Modus Vivendi Tchecoslovaque (3, 4).

Cette restriction des charges ecclésiastiques ou de certaines fonctions dans les Ordres et Congrégations aux seuls citoyens d'un pays, est donc de règle générale dans nos Concordats. Elle était plus rare dans les Concordats anciens. Avait-on alors plus qu'à notre époque une tendance à l'universalité ? Notre temps, en dépit des moyens de communication et de l'enchevêtrement des intérêts des groupes humains est-il donc le temps des nationalismes farouches ? Nos Concordats, en tous cas, se distinguent par leurs préoccupations nationales.

De ces préoccupations, le Concordat Roumain, plus que tous les autres, porte l'empreinte ainsi qu'il apparaît par l'énoncé des articles visant cette question de nationalité : Art. 5. — Les évêques ainsi que le chef spirituel des Arméniens devront être citoyens roumains, sauf exception d'accord entre les deux pouvoirs. — Art. 10. — L'Eglise catholique et ses membres, citoyens roumains, jouiront de la part de l'Etat d'un traitement, etc... — Art. 11, § 2. — Les chanoines devront être citoyens roumains. — Art. 12, § 2. — Les curés devront être citoyens roumains. — Art. 16, § 2. — Les professeurs (des séminaires) seront citoyens roumains. — Art. 17, § 1. — Les Ordres et les Congrégations religieuses existant dans le royaume devront avoir leur Provincial et leurs membres citoyens roumains, domiciliés dans le pays.

Des dispositions de ce genre, rares dans les anciens Concordats, se trouvent, par exemple, dans Bavaiois 1817 (10) : dans les Chapitres des Eglises... « on n'admettra que des nationaux ». Avant cela, dans la Convention pour les Deux-Siciles (1741) entre Benoît XIV et Charles III, il était dit : « Sa Sainteté accorde un indult en vertu duquel les bénéfices, soit simples, soit résidentiels, les canonicats, les dignités, les paroisses, les abbayes et les sièges épiscopaux du royaume de Naples qu'il peut accorder librement, ne doivent être conférés par le Siège Apostolique qu'aux citoyens du royaume ».

A propos de la concordance des circonscriptions ecclésiastiques avec les limites politiques, nous avons dit l'importance de la question des nationalités dans l'Europe Centrale, Orientale et Balkanique. L'insistance avec laquelle un Concordat,

comme le Roumain, vise cette question de nationalité chez les Ordinaires, Supérieurs religieux, curés, professeurs de séminaires, religieux mêmes, en souligne la gravité.

Le problème des circonscriptions ecclésiastiques, comme celui de la nationalité des supérieurs ecclésiastiques ou religieux, est ce qui a mis la plupart des Etats d'après-guerre dans la nécessité de négocier et de conclure des accords avec le Saint-Siège.

Or, en ce qui concerne la nationalité des Ordinaires, des curés, de certains supérieurs religieux, voire des membres d'une communauté religieuse, il n'y a, dans les règles du Droit Canon aucune restriction qui puisse empêcher l'Eglise de répondre ici aux désirs, aux exigences des Etats. Mais, au contraire, il est conforme à la politique d'adaptation de l'Eglise de favoriser l'établissement et le développement des clergés autochtones, et, comme l'on dit quand il s'agit des Missions en Afrique ou en Asie, par exemple, des clergés indigènes.

Pie XI, dans l'Encyclique « *Rerum Ecclesiae Gestarum* » a pris soin de définir et de justifier la doctrine et la façon de faire de l'Eglise :

« Les premiers monuments de l'antiquité chrétienne, dit le Pape, nous montrent à l'évidence que le clergé mis par les apôtres à la tête de toute communauté de fidèles, était non pas importé du dehors, mais choisi parmi les hommes du pays. » Il est évident, que l'homme du pays, l'indigène, est, par son origine, son tempérament, sa connaissance de la langue, beaucoup plus près de son peuple que le missionnaire étranger. Cela importe pour la propagande religieuse, mais la question présente aussi un intérêt politique. « Supposez, dit Pie XI,

qu'à la suite d'une guerre ou de toute autre événement politique, dans le territoire d'une mission, un gouvernement succède à un autre et qu'on décrète l'éloignement des missionnaires étrangers appartenant à une nation déterminée... quel désastre pour l'Eglise, etc... »

La Propagande pour les pays soumis à sa juridiction pose la règle que l'on ne doit pas soumettre plus longtemps à une hiérarchie étrangère les chrétiens assez avancés pour fournir elles-mêmes des prêtres et des évêques. Dès à présent, les Chinois, les Japonais, les Indiens, les Indochinois, les Hovas sont considérés comme capables à des degrés divers, de procurer à l'administration catholique les éléments d'un clergé et d'un épiscopat indigènes. Pie XI, par la lettre « *Ab ipsis Pontificatus principiiis* » adressée aux Vicaires et Préfets apostoliques en Chine le 15 juin 1926, renouvelle ses instructions. Pour souligner sa volonté, le Pape choisit 6 évêques parmi les Chinois et les consacre en grande solennité à Saint-Pierre, le 28 octobre 1926. Il accordera le même honneur au premier évêque Japonais, Mgr. Hayasaka en novembre 1927. Pour faciliter l'œuvre de propagande, Grégoire XVI déjà, avait recommandé, comme deux moyens essentiels : la formation de clergés indigènes et l'institution d'évêques indigènes. J'ai vu, à l'œuvre, les missionnaires au Canada. Ne parlons pas ici « d'indigènes », ce mot, quoique nous l'entendions dans son sens étymologique « de gens nés dans le pays » pourrait offenser. Mais, nous y voyons, de plus en plus, les Canadiens Français remplacer dans les paroisses et les postes même lointains des Missions les Français qui ont défriché et fondé. « Ego

plantavi », disait l'apôtre Paul, « Apollo rigavit ». Des évêques Canadiens remplacent nos évêques missionnaires français, ceux qui furent les contemporains ou les plus récents collaborateurs de l'illustre Mgr. Grouard et de ses frères en religion, les Oblats de Marie. Quand donc en Europe, des Etats manifestent dans les stipulations d'un Concordat ces préoccupations quant à la nationalité des membres de la hiérarchie catholique, du clergé des paroisses, des certains supérieurs religieux, de certains professeurs, ce nationalisme trouve un point d'appui dans les principes mêmes selon lesquels, depuis ses origines et partout, l'Eglise comprend son action parmi les peuples en s'adaptant. « Cum essem parvulus, loquebar ut parvulus, sapiebam ut parvulus ; quando autem factus sum evacuavi quae erant parvuli ».

Section V

LES EGLISES NATIONALES ET LES RITES ORIENTAUX

La règle peut se formuler ainsi :

L'Eglise et l'Etat sont d'accord pour reconnaître là où elles existent, les Eglises nationales unies à Rome avec leurs rites divers.

La politique d'adaptation que nous avons reconnue dans la section précédente, inspire les directives pontificales, quant aux Eglises Orientales et aux rites orientaux. Ces églises tiennent dans nos Concordats une place importante. La variété des

rites est visée dans : Polonais (1, 9 et annexe A), Lithuanien (1), Roumain (1, 2), Autrichien (1), sans doute aussi Yougoslave.

La Constitution Roumaine de 1923 dit, en son art. 22 : « l'Eglise chrétienne orthodoxe et l'Eglise gréco-catholique, sont églises roumaines. La religion orthodoxe roumaine étant celle de la majorité des roumains, est l'Eglise dominante dans l'Etat Roumain ; l'Eglise gréco-catholique a seulement la préséance sur les autres cultes ». Nous n'avons pas à apprécier cette formule, mais nous la retiendrons comme un signe de l'importance que présente en Europe Orientale l'aspect national de la religion.

Le Cardinal Lavignerie disait à ses Pères Blancs :

« Une seule méthode peut être féconde en Orient, elle se formule ainsi : accepter, chez les orientaux, tout, excepté le vice et l'erreur ». C'est la méthode que pratique l'Eglise Romaine à l'égard des Eglises et des rites orientaux. Elle les laisse en dehors des dispositions du Droit Canon Latin, sauf exception expressément formulée. Elle laisse à ces Eglises, leur discipline, leurs rites, leurs usages séculaires. La Propagande impose donc aux Missionnaires le respect des Eglises locales dans le Proche Orient.

Dans les pays — c'est le cas pour la Yougoslavie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Lithuanie, etc... — « où religion et nationalité ne font qu'un, la politique de l'Eglise est de s'appuyer sur l'esprit national assez pour favoriser le développement d'Eglises nationales, pas assez pour permettre la création d'Eglises séparées » (1).

(1) Maurice Pernot : « La politique missionnaire de l'Eglise » dans l' « Esprit international », 1^{er} octobre 1928.

Avec quels traits particuliers se présentent les Eglises Orientales et les rites variés dont parlent nos Concordats ? Nous avons dit que, d'une façon générale, les règles canoniques de l'Eglise latine ne s'appliquent pas à l'Eglise Orientale. C'est, en effet, ce que dit expressément le Canon 1^{er} du Codex : « Le Code de Droit Canon regarde la seule Eglise Latine et n'oblige pas l'Orientale a moins qu'il ne s'agisse de ces choses qui, par leur nature même, affectent l'Eglise Orientale. »

L'Eglise Orientale — ou les Eglises Orientales — c'est, dans nos Concordats : le rite gréco-catholique avec ses variétés de langues, gréco-ruthène en Pologne, roumain-uni en Roumanie, spécialement en Transylvanie, Serbe-uni en Yougoslavie ; c'est encore le rite arménien qui fait l'objet de dispositions dans le Concordat Polonais et le Concordat Roumain. On dit « Rite grec-uni » ou bien désignant les fidèles de ce rite, on dit, les Grecs-unis, les Roumains-unis, les Serbes-unis, etc... pour marquer l'union de ces fidèles et de leurs Eglises avec Rome. L'expression « uniate » a, sur les lèvres des orthodoxes une nuance défavorable.

De l'Eglise Orientale font partie aussi les Maronites du Liban, Les Melchites, les Coptes-unis, les Chaldéens-unis ; aux Indes, les communautés du rite syro-malabar, les Jacobites, etc... En ce qui concerne les rites, la liturgie, il y a lieu de placer en regard du rite latin, les deux rites antiochien et alexandrin, celui-ci comprenant le Copte, l'Ethiopien et l'Abyssin, celui-là comprenant, d'une part, les rites syriaques — Jacobite, Maronite, Persan — et, d'autre part, le Byzantin — Byzantin pur et Arménien. Les communautés grecques-catholiques

dont il est question dans nos Concordats : Roumains-unis, Gréco-Ruthènes, etc... célèbrent le culte selon la liturgie byzantine.

Le rite Gréco-Slave ou Byzantin est, de tous les rites orientaux, le plus répandu. Il est pratiqué par 120 millions de Russes,, 14 millions de Roumains, une dizaine de millions de Grecs, 7 millions de Serbes, 4 millions de Bulgares. 8 à 10 millions des chrétiens de ces rites orientaux, sont en communion avec le Saint-Siège. De ce nombre, en Pologne, par exemple, se trouve être l'importante communauté gréco-ruthène et la communauté arménienne. L'Eglise St-Julien-le-Pauvre où se célèbre la liturgie grecque-catholique, l'Eglise russe-catholique de la rue François-Gérard, l'Eglise arménienne-catholique, l'Eglise Maronite de la rue d'Ulm, l'Eglise Syrienne de la rue des Carmes, représentant, à Paris, quelques-uns de ces rites orientaux. Les Maronites et les Syriens pratiquent des liturgies qui utilisent la langue araméenne. Les Grecs, les Russes catholiques et les Arméniens, pratiquent le rite byzantin.

Les Eglises Orientales qu'elles se soient détachées du schisme pour s'unir à Rome ou bien qu'elles aient été toujours unies, ont leur discipline propre spécialement en ce qui concerne la possibilité de conférer les Ordres majeurs à des hommes engagés dans les liens du mariage. L'état de mariage, en effet, dans ces Eglises, n'exclut pas nécessairement l'état sacerdotal. Une règle qui semble applicable à toutes les communautés orientales, a été formulée pour la nation Maronite par le Synode du Mont-Liban :

« Puisque, chez nous, le sous-diaconat est encore

compté parmi les ordres mineurs, le sous-diacre n'est tenu ni aux heures canoniques ni à la garde de la chasteté, comme y sont tenus le diacre et le prêtre. Il lui est donc loisible, même après l'Ordination, de prendre femme ; si cette femme est vierge et si lui-même ne se marie qu'une fois, il pourra être promu au degré plus élevé du sacerdoce. Mais si, après son Ordination, il épouse une seconde femme, ou une veuve, ou une femme déflorée, son mariage sera valide, mais tout accès au diaconat ou à la prêtrise lui sera interdit. Il ne pourra plus exercer dans l'Eglise les fonctions de son ordre. « («Synode du Mont-Liban III-II-3») (1).

Ainsi, par le mariage, par le costume ecclésiastique et par la liturgie, les prêtres des rites unis à Rome qui vivent dans ces milieux orientaux, ne se différencient pas des prêtres, des popes de l'Eglise schismatique. Là où l'Eglise schismatique est celle de la majorité et présente un caractère national fortement marqué, il est bon que les prêtres catholiques n'apparaissent pas comme des étrangers dans leur propre pays.

Ces Eglises Orientales unies ont, d'ailleurs, donné des preuves de fidélité à leur nationalité, les Roumains-unis, par exemple, en résistant à l'assimilation Magyare et les Gréco-Ruthènes en résistant à la russification. C'est une des raisons — d'ordre politique — de leur importance au regard des Etats. Ces Eglises ont donné des preuves de leur fidélité à Rome et elles apparaissent comme le pont entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise catholique Romaine. De là, l'intérêt que leur montre le Saint-Siège. Cet intérêt se manifestait tout récemment

(1) Dictionnaire de Théologie Catholique ; Vacant, Mangenot, Aman, V^o, Maronite.

dans l'Encyclique « *Ad catholici sacerdotii fastigium* » (20 décembre 1935), quand après avoir fait l'éloge du célibat ecclésiastique selon la discipline de l'Eglise latine, Pie XI ajoutait : « Tout ce que nous avons dit pour recommander le célibat ecclésiastique, notre intention n'est pas qu'on l'interprète comme un blâme et une remontrance à l'égard de la discipline légitimement admise dans l'Eglise orientale ». (Le mariage des clercs dont nous avons dit plus haut la réglementation.)

Le chiffre des retraites prévu pour les veuves et orphelins des prêtres de l'Eglise gréco-catholique par l'annexe A du Concordat Polonais, nous donne quelque idée de l'importance de cette communauté par rapport au rite latin en Pologne : dotations annuelles pour les pensions de retraites du clergé : 383.415 zlotys. 1° : pensions de retraite des membres du clergé : 254.117 zlotys ; 2° : pensions de retraite pour les veuves et orphelins du clergé gréco-catholique : 129.296 zlotys, soit, pour ces derniers, un peu plus d'un tiers de la dotation totale des retraites. (1).

Section VI

EXCLUSION DU CLERGE DE LA POLITIQUE

Formule : Les membres du clergé et des instituts religieux s'abstiendront de la politique militante.

C'est la règle qui ressort des stipulations des Con-

(1) Le zloty en or est une monnaie polonaise instituée en 1923. Il avait alors la valeur du franc suisse. Par la suite, il perdit une partie de sa valeur.

cordats Polonais (19, §2), Lithuanien (18 § 2), qui disent . « ne peuvent pas obtenir de bénéfices paroissiaux à moins d'avoir reçu le consentement du gouvernement : 1°... ; 2°, les personnes dont l'activité a été contraire à la sécurité de l'Etat. »

Mais c'est dans les Concordats des pays à gouvernements « totalitaires » ou dictatoriaux que l'exclusion du clergé de la politique se trouve expressément formulée. Ainsi : Italien (43, alinéa 2), Allemand (32), Yougoslave, d'après le résumé qui a été publié au moment de la signature de ce Concordat à Rome le 25 juillet 1935.

« Le Saint-Siège, dit le Concordat du Reich Allemand (art. 32), édictera des dispositions excluant, pour les ecclésiastiques et religieux, l'appartenance aux partis politiques ». Sous cet article 32, le Protocole final ajoute : « Il reste entendu que le Reich prendra à l'égard des confessions non catholiques, d'égales dispositions concernant l'activité politique dans les partis ». La même chose est dite dans le Concordat Yougoslave. Mais le Concordat Italien (art. 43) dit simplement : « Le Saint-Siège prend occasion de la stipulation du présent Concordat pour renouveler à tous les ecclésiastiques et religieux d'Italie la défense de s'inscrire et de militer dans quelque parti politique que ce soit. »

En signant des stipulations comme celles qui viennent d'être dites, l'Eglise fait une concession à l'Etat, mais en retour, elle attend de celui-ci une législation qui protège ses droits et ses libertés. C'est ce que disait l'« Osservatore Romano », dans un article en marge du Concordat entre le Saint-Siège et le Reich Allemand (26 juin 1933). Si, en effet, la politique doit avoir pour règle le bien com-

mun de la communauté étatique, qui ne voit que l'Eglise dont la fin est d'orienter les individus dans les voies de la vie morale suivant le modèle du Christ, concourt à cette fin avec toutes ses forces spirituelles et doit nécessairement entrer en conflit avec le pouvoir civil le jour où il contrecarrerait son action spirituelle. Il est possible au Saint-Siège d'interdire à la hiérarchie catholique et aux clercs l'inscription et l'activité dans des associations de politique militante ; il n'est pas possible à l'Eglise de renoncer à son activité spirituelle, à sa propagande dans la Cité. L'objet des Concordats est précisément de régler cette activité, d'en assurer l'exercice. Mais la limite entre l'activité qui n'est que de politique supérieure dans le sens de l'effort pour la moralité publique, et, l'activité qui a le caractère de politique de parti est parfois assez mal marquée. Cette limite ressemble à ces lignes purement diplomatiques qui fixent en l'absence de toute frontière naturelle la séparation entre deux Etats (1).

(1) Rappelons les principes de l'Eglise sur les rapports de la religion et de la politique. Ils sont formulés dans une lettre du 17 juin 1922, du cardina Gasparri à l'évêque de Conception du Chili, Mgr Fuenzalida :

« 1° L'opinion de ceux qui veulent séparer la religion de la politique est erronée et pernicieuse, alors qu'il est évident que les lois de l'ordre politique ne sont pas capables de procurer efficacement la paix et la tranquillité des peuples, à moins qu'ils ne soient imprégnés de la foi chrétienne ;

» 2° Il agit avec la fausse prudence du siècle, le pasteur des âmes qui n'éclaire pas les esprits de ses fidèles dans cette matière ni ne proteste comme il faut contre l'autorité politique, quand elle viole les droits de la religion et de l'Eglise.

» 3° D'un autre côté, il est également certain que les évêques doivent empêcher avec soin que la religion ne soit employée comme un instrument de quelque faction quand les partis politiques luttent entre eux sans cependant nuire nulle-

ment aux droits de l'Eglise. Puisque l'Eglise est la Mère de tous les fidèles et ministre de paix et de charité. Dans ce cas, le clergé, comme tel, doit garder une stricte neutralité et ceci est le vrai sens de la défense, très souvent et rigoureusement imposée par le Saint-Siège aux ecclésiastiques de se mêler des affaires politiques ;

» 4^o C'est le devoir du clergé de former la conscience des fidèles quant aux obligations qui leur incombent dans les luttes politico-religieuses, puisque la religion comme il est évident, doit conduire les catholiques non seulement dans leur vie privée mais, et à plus forte raison dans leur vie publique. »

Et, d'autre part, dans une lettre autographe adressée au cardinal Schuster, archevêque de Milan, le 26 avril 1931, Pie XI écrivait :

« Il est certain que l'action catholique n'empêche nullement ni ne veut empêcher que ses membres ne s'occupent de la vraie et bonne politique chrétienne, c'est-à-dire de cette politique qui cherche et promet le bien public... » — (« A. A. S. », année 1932, p. 148.)

CHAPITRE II

REGLES POUR L'EGLISE

Section I.

LIBERTE DANS LE DROIT COMMUN

L'Etat reconnaît à l'Eglise et à ses « corps », dans les termes du droit commun, une liberté conforme à la nature de l'Eglise, société spirituelle et universelle.

De cette règle principale, vont découler :

1°. -- La règle de la reconnaissance des personnes morales de l'Eglise, incluant la liberté des Ordres et Congrégations ;

2°. — La règle des libres communications incluant la reconnaissance de la hiérarchie ;

3°. — La règle de la libre propagande incluant celle de la liberté de l'enseignement, et, les facilités données à l'Eglise pour le service spirituel dans certains services de l'Etat.

§ 1^{er}. — Libre exercice de la Religion catholique.

A. — Le libre exercice du culte catholique constitue la déclaration liminaire de nos Concordats :

« La religion catholique sera librement et publiquement exercée en Lettonie » (art. 1). « L'Etat Bavarois garantit le libre et public exercice de la religion catholique » (art. 1). « L'Eglise catholique, sans distinction de rites, jouira dans la République de Pologne d'une pleine liberté » (1). « L'Italie, aux termes de l'article 1 du Traité (du Latran) assure à l'Eglise le libre exercice du pouvoir spirituel, le libre et public exercice du culte » (Concordat Italien, art. 1). Et de même dans Roumain (1), Prussien (1), Badois (1), Reich Allemand (1), Autrichien (1).

Cette liberté inclut la reconnaissance des personnes morales de l'Eglise, faute de quoi celles-ci ne pourraient point faire les actes de la vie civile. Et parmi les personnes morales de l'Eglise, les Ordres et Congrégations doivent avoir le droit de se constituer et la possibilité de faire les actes de la vie civile. Sans cela, en effet, une partie de la mission spirituelle de l'Eglise ne pourrait pas se réaliser, à savoir : la pratique de la perfection évangélique par la vie en commun avec engagement de pratiquer les trois vœux de religion.

L'art. 1 de notre Concordat de 1901, disait : La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France. Son culte sera public en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

B. — Le Codex comporte des dispositions visant les personnes physiques et les personnes morales. Quelles sont et comment sont constituées les personnes morales selon le droit canonique ?

Si, par le baptême, tout homme devient une personne — physique — dans l'Eglise (1), c'est par l'autorité ecclésiastique que sont constituées les personnes morales dont les unes sont collégiales et les autres non collégiales, comme les églises, les séminaires, les bénéfices. (2).

Le Canon 100 est ainsi rédigé :

§ 1. — *Catholica ecclesia et Apostolicae Sedes moralis personae rationem habent ex ipsa ordinatione divina ; ceterae inferiores personae morales in Ecclesia eam sortiuntur sive ex ipso juris praescripto sive ex speciali competentis Superioris Ecclesiastici concessione data per formale decretum ad finem religiosum vel caritativum.*

§ 2. — *Persona moralis collegialis constitui non potest, nisi ex tribus saltem personis physisis.*

§ 3. — *Personae morales sive collegiales, sive non collegiales minoribus aequiparantur.*

Sont donc personnes morales du Droit ecclésiastique : l'Eglise, le Saint-Siège, les Diocèses, les Paroisses, les Chapitres, les Ordres et les Congrégations, les Séminaires. etc... Ces personnes morales, corps ayant le caractère collégial ou établissements et organes administratifs n'ayant pas ce caractère, font l'objet de dispositions expresses dans nos Concordats, ou s'y trouvent implicitement reconnues.

C'est d'abord le Saint-Siège qui est partie dans tous nos concordats en face de l'Etat. Le préambule de nos Concordats est généralement conçu en ces termes : « Le Saint-Siège représenté par son Eminence le Cardinal... » (Concordat Letton); ou encore : « La Saint-Siège ayant le souci d'unifier

(1) Canon 87.

(2) Canon 99.

les honneurs liturgiques, etc... » (Accords Français de 1926); ou, comme dans la Convention Portugaise : « Le Saint-Siège et le Gouvernement ayant reconnu les difficultés que présentent, etc... ». Dans les Accords du Latran : « Attendu que le Saint-Siège et l'Italie ont reconnu qu'il convenait d'écarter toute cause de différend ». (Traité): « Attendu que dès le début des négociations entre le Saint-Siège et l'Italie pour résoudre la question Romaine » (Concordat).

Reconnaissance expresse de la personnalité juridique à l'Eglise catholique et à ses « corps » :

— La religion catholique sera librement exercée en Lettonie et la personnalité juridique avec tous les droits que le Code civil reconnaît aux autres personnes civiles lui sera reconnu ». Le Concordat Polonais reconnaît à l'Eglise catholique la liberté d'administrer ses affaires et ses biens (1) et (16) définit les droits civils des personnalités « ecclésiastiques, monacales ». Le Concordat Lithuanien (1) dit : l'Eglise catholique, sans distinction de rites, jouira de toutes les libertés nécessaires à l'exercice de son pouvoir spirituel et de sa juridiction ecclésiastique, ainsi qu'à l'administration et gestion de ses affaires et de ses biens, conformément aux lois divines et au Droit Canon». L'art. 22: la République de Lithuanie reconnaît les droits de propriété des personnes juridiques, ecclésiastiques et religieuses». Le Concordat Roumain dit : (art. 19), l'Etat reconnaît à l'Eglise catholique représentée par ses légitimes autorités hiérarchiques, la personnalité juridique selon le droit commun du pays. En conséquence, les paroisses, les archiprêtres, les monastères, les chapitres, les prévôtés, les abbayes, les Métro-

poles et les autres organisations canoniquement et légalement constituées sont personnes juridiques...» Le Concordat Italien dit : (art. 29... a) la personnalité juridique des « corps » ecclésiastiques, jusqu'ici reconnue par les lois italiennes (Saint-Siège, diocèse, chapitre, séminaire, paroisse, etc...) restant sauvegardée, cette personnalité, sera reconnue aussi aux églises publiques ouvertes au culte... b) sera reconnue la personnalité juridique des associations religieuses avec ou sans vœux approuvées par le Saint-Siège, etc...

Le Concordat du Reich qui vaut, rappelons-le, pour toute l'Allemagne, « reconnaît à l'Eglise le droit d'organiser et d'administrer ses affaires de façon autonome dans les limites du droit commun » (art. 1). L'art. 13 dit : Les paroisses et autres semblables communautés ecclésiastiques catholiques, les associations paroissiales et diocésaines, les sièges épiscopaux, les Diocèses et les Chapitres, les Ordres et les Congrégations religieuses, comme aussi les Instituts, les Fondations, les revenus patrimoniaux de l'Eglise catholique administrés par des organes ecclésiastiques, conservent ou acquièrent la personnalité juridique au for civil selon les normes communes du Droit de l'Etat. Demeurent organismes de Droit public ceux qui le sont ; aux autres, peuvent être concédés les mêmes droits aux termes des lois générales en vigueur». L'art. 2 du Concordat Autrichien dit : « L'Eglise catholique est reconnue en Autriche comme société de droit public. Les institutions particulières qui, selon le Droit canonique, ont la personnalité juridique devant l'Etat, si elles sont fondées avec la coopération de l'Etat prévue dans ce Concordat. »

A la suite de ces stipulations de nos Concordats consacrant les principes du Codex sur les personnes morales, les « corps de l'Eglise », il convient de placer les textes de droit public des Etats qui furent parties à ces Concordats, textes qui visent les personnes morales et les associations religieuses.

L'art. 137 de la Constitution de Weimar, alinéa 4, dit :

« Les Eglises acquièrent la capacité juridique suivant les prescriptions générales du droit civil. Les Eglises qui, à cette date sont des corporations de droit public, conservent cette qualité. Les mêmes droits sont accordés aux autres Eglises qui les demandent, si par leur constitution, ou par le nombre de leurs membres, elles présentent des garanties de durée. Si plusieurs se réunissent en une seule, cette union sera aussi un sujet de droit public. Les Eglises qui forment des corporations de droit public ont le droit d'exiger des taxes suivant la proportion des impôts des registres civils, selon les prescriptions du Droit des Pays. »

Ces dispositions valent pour toute l'Allemagne et sont l'un des fondements — du côté de l'Etat — des stipulations des Concordats Bavarois, Prussien. Badois et de celui du Reich Hitlérien.

D'autre part, les formules qui, dans les Constitutions ou dans d'autres textes de droit public, reconnaissent pour les Eglises le droit de s'organiser selon « leurs règlements propres » consacrent d'une manière indirecte les personnes morales du droit ecclésiastique, puisque ces personnes morales, collégiales ou non, « corps », institut, ou fondation, sont des organes essentiels de la société

catholique dont la création et l'activité se trouvent réglées par le Codex.

La Constitution Polonaise qui fait à l'Eglise la première place dans la Nation (art. 114), dit à propos des églises des minorités religieuses : « Elles sont régies par leurs propres règlements et l'Etat ne saurait refuser de les reconnaître en tant qu'ils ne sont pas contraires aux lois ». Le Constitution Lithuanienne reconnaît à toutes les associations confessionnelles, le droit de s'administrer conformément à leurs Canons ou statuts.

De telles formules ouvrent à l'Eglise de grandes possibilités. L'expérience a montré, chez nous, quelle peut être la fécondité d'un texte de ce genre par la jurisprudence qui s'est instituée sous le texte de notre loi de Séparation visant les associations qui se formeraient « conformément aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice ». Il est apparu que cela incluait la reconnaissance de la hiérarchie catholique et des personnes morales, éléments de cette organisation générale du culte dont s'agit (1).

C. — Liberté pour les Ordres et Congrégations.

Cette liberté est incluse, nous venons de le dire, dans la formule générale qui garantit à l'Eglise catholique le libre et public exercice du culte. Et cette règle ressort de l'art. 1^{er} de tous nos Concordats. Mais, au surplus, nos Concordats formulent d'une façon expresse le droit pour les instituts religieux de se fonder et de se développer : Bava-

(1) Loi du 5 décembre 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat, art. 4.

(2), Polonais (10, alinéa 1), Lithuanien (10, alinéa 1), Italien (29 b), Roumain (17), Badois (5, 1), Reich Allemand (15, alinéa 1), Autrichien (10).

Ces Instituts ont la personnalité juridique : Bavarois (2, § 2), Roumain (17, § 2), Italien (29 b), Badois (5 n° 1), Reich Allemand (15), Autrichien (10, § 2). Ils peuvent fonder des écoles : Bavarois (9), Roumain (19, § 3), Allemand (25, alinéa 1), Autrichien (6, § 3), Le Modus Vivendi Tchecoslovaque, art. 3, alinéa 1, reconnaît implicitement les instituts religieux puisqu'il stipule que certains supérieurs des Ordres et Congrégations devront avoir la nationalité Tchecoslovaque. Le Concordat Serbe de 1914, s'il ne parle pas en un article spécial de la liberté pour les Ordres et Congrégations de se constituer, comporte cependant un article 19 qui comporte pour les clercs et *réguliers* l'exemption de certains exercices publics incompatibles avec leur état. Tel est donc le droit commun de nos Concordats en ce qui concerne la vie religieuse.

Quelles sont ici les exigences du Droit Canon ?

L'Etat religieux est une manière stable de vie commune dans laquelle les fidèles s'engagent à pratiquer, outre les préceptes ordinaires, les conseils évangéliques par le vœu d'obéissance, de chasteté et de pauvreté. « Ce genre de vie, dit le Canon 487 qui définit l'état religieux, doit être tenu par tous à honneur ». Il va de soi que l'Eglise catholique manque d'une liberté fondamentale si un Etat au lieu de tenir à honneur la vie religieuse prétend la proscrire, ou, par sa législation, la rend pratiquement impossible. Il ne tient pas la vie religieuse à honneur, l'Etat qui, par exemple, frap-

pe les religieux de l'incapacité d'enseigner, ainsi que fait la loi française du 7 juillet 1904.

Sur les terrain de la vie religieuse, l'Eglise se trouve dans des limites où s'agissant de vie morale, de perfection évangélique, elle est tout à fait dans son domaine spirituel. Aussi, le Codex (Liber II, pars secunda, « de Religiosis ») formule-t-il des règles pour les Ordres et Congrégations sans s'occuper en rien de la vie civile. Notons (Canon 499) que tous les religieux sont soumis, comme à leur supérieur suprême, au Souverain Pontife à qui ils sont tenus d'obéir, même en vertu de leur vœu d'obéissance. Le Codex formule, sous le titre 9 de cette seconde partie du livre II, les règles pour ériger une Congrégation, une province ou une maison à l'intérieur d'une Congrégation. Nos Concordats renvoient souvent aux règles du Codex quand ils stipulent la liberté de constituer des Congrégations. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, Bavarois (art. 2) « les Ordres et Congrégations religieuses peuvent librement se fonder en conformité des prescriptions canoniques ; ils ne sont soumis, de la part de l'Etat, à aucune restriction en ce qui concerne leurs résidences, le nombre et la qualité de leurs membres (sous réserve de l'art. 13, § 2) (1), ni en ce qui concerne leur genre de vie, pourvu qu'ils se conforment aux constitutions approuvées par l'Eglise. »

Quel est le droit public des Etats en ce qui concerne les Congrégations ?

La Constitution Bavaroise dit : « Les Eglises, les Communautés ecclésiastiques et religieuses exis-

(1) Nationalité de certains supérieurs.

tantes, leurs établissements, fondations et autres institutions conservent la capacité juridique s'ils l'avaient jusqu'à présent, les nouveaux instituts pourront acquérir la capacité juridique suivant le droit en vigueur » (1). Une disposition semblable se trouve dans la constitution de Weimar (art. 137). L'art. 36 de la loi Roumaine des cultes, consacre les droits des Ordres et Congrégations existant sur le territoire au moment de sa promulgation (12 avril 1928) et soumet au vote d'une loi l'installation de nouveaux instituts : « de nouveaux Ordres et de nouvelles Congrégations ne pourront s'installer dans le pays qu'en vertu d'une loi ». L'article 113 de la Constitution Polonaise (1921) définit les droits des « associations religieuses reconnues par l'Etat » ; l'art. 115 vise les églises confessionnelles reconnues par l'Etat ; l'art. 15 de la Constitution (1928) de Lithuanie, dit : « pour des buts confessionnels et culturels, peuvent être formées des personnes morales de droit public selon l'ordre établi par la loi et l'article 84 vise expressément pour la reconnaître, la fondation des monastères, Congrégations confessionnelles et Associations fraternelles ». L'art. 1 de la Constitution Yougoslave (Vidovdan) reconnaît le droit d'association « pour des fins non punissables par la loi ».

Ce Droit commun de nos Concordats, conforme aux règles canoniques quant à la vie religieuse et s'appuyant sur les dispositions libérales du droit public des Etats quant à la liberté des associations confessionnelles, est loin de notre loi de 1901 sur les associations.

(1) Constitution Bavaroise. Section 4, n° II, art. 18.

**§ 2^e. — Libres communications
entre les membres de l'Eglise Catholique.**

La liberté des communications entre les fidèles, le clergé, les évêques et le Saint-Siège est une condition essentielle du libre exercice de la religion catholique qui est réglementée dans une société hiérarchisée. On peut donc dire que la seule promesse du libre exercice de la religion catholique inclut cette liberté en même temps que la reconnaissance de la hiérarchie catholique. La liberté des communications inclut celle des publications du Saint-Siège et des évêques.

La reconnaissance de la hiérarchie catholique existe déjà par le fait que les gouvernements sont consultés pour les nominations épiscopales ou pour les nominations des curés, de certains professeurs ou directeurs de séminaires. On pourra donc, en ce qui concerne ce dernier point, être très bref, puisque la question a suffisamment été étudiée au sujet de la consultation du pouvoir civil que fait le Saint-Siège au moment des nominations épiscopales. L'on parlera ici plus spécialement de la liberté des communications et de la libre publication des documents du Saint-Siège et des Evêques.

La liberté des publications et des communications est exprimée d'une façon expresse dans nos Concordats: Polonais (art. 2) « les évêques, le clergé et les fidèles communiqueront librement et directement avec le Saint-Siège. Dans l'exercice de leurs fonctions, les évêques communiqueront librement et directement avec leur clergé et leurs fidèles et pu-

blieront de même leurs instructions, leurs ordonnances et leurs lettres pastorales. »

Semblables dispositions se trouvent dans : Lithuanien (2), Traité du Latran (12, alinéas 3 et 5, 19), Concordat Italien (alinéas 1 et 2), Roumain (4), Allemand (4, alinéa 1), Autrichien (1, § 4).

La liberté des communications à travers le réseau hiérarchique de l'Eglise universelle et la liberté des publications du Siège Apostolique ou des évêques, doivent retenir notre attention pour le progrès que ces stipulations marquent au profit de l'Eglise. Cette liberté, qui est aujourd'hui de Droit commun, n'existait pas de la même manière dans le passé. La réception et la publication des Bulles dans les divers Etats catholiques, fut souvent l'occasion de conflits entre les deux pouvoirs. Les Gouvernements revendiquaient le droit d'examiner les Bulles avant de leur accorder l'*exequatur* et la Cour Romaine refusait d'admettre cette revendication dans laquelle elle voyait une ingérence du pouvoir civil dans le domaine religieux. En France, l'ancienne législation soumettait les Bulles des Papes à l'enregistrement des Parlements. Que l'on se rappelle à ce sujet les lettres patentes de Louis XI du 8 janvier 1475. Le premier des articles organiques du Concordat Français de 1801 dit : « Aucune Bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature, servant de provision, ni autres expéditions de la Cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du Gouvernement. »

Contre une telle disposition, la Cour de Rome n'a jamais cessé de protester. Pie IX l'a condamnée dans son Encyclique du 8 décembre 1864 et dans le Syllabus qui y était joint... Toutefois, avant notre époque, et spécialement dans les Concordats du XIX^e siècle, le droit de libre communication se trouve exprimé : Sarde 1742 (3, 7), Italien 1803 (7), Bavaois 1817 (12), Deux-Siciles 1818 (20, 23), Costa-Rica 1852 (4), Guatemala 1852 (4).

Autrichien 1855 (art. 2) dit : « Comme le Pontife Romain jouit de droit divin d'une primauté tant d'honneur que de juridiction dans toute l'Eglise, la communication des évêques, du clergé et du peuple avec le Saint-Siège et réciproquement, dans les affaires spirituelles et le Gouvernement ecclésiastique, ne sera soumise à aucun *placet* royal, mais sera tout à fait libre ». De même Wurtemberg 1857 (6), Bade 1859 (6). Le Concordat avec l'Equateur dit : (art. 5), « aucune autorité civile ne pourra jamais, d'aucune façon, empêcher le libre et plénier exercice de la communication dont on a parlé en forçant les évêques, le clergé et le peuple à se servir de l'entremise du gouvernement pour recourir au Saint-Siège dans leurs nécessités ou à soumettre les lettres apostolique du Saint-Siège et ses rescrits, à l'assentiment du Gouvernement, ce qu'on appelle l'Exequatur ». Mêmes dispositions dans Venezuela 1862 (5). Il faut rappeler enfin la difficulté à laquelle se heurtèrent les négociations du Concordat de 1847 avec la Russie au sujet de cette liberté des communications. « Le Cardinal plénipotentiaire de S. S. (Lambruschini) insista sur la nécessité de donner aux sujets catholiques de Sa Majesté, une véritable liberté de communications

avec le Saint-Siège pour les affaires de conscience et pour les autres affaires spirituelles. Les plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale (de Bludoff et Bouteneff) répondirent que le mode actuellement existant pour ces communications, c'est-à-dire par l'entremise du Gouvernement et de la Légation impériale, avait toujours été maintenu. Les conjonctures actuelles ne permettaient pas au Gouvernement impérial de se départir de ces mesures de précaution dans l'intérêt même des sujets catholiques aussi longtemps que l'effervescence et les mauvaises passions suscitées par l'insurrection de la Pologne en 1830 et par les tentatives révolutionnaires plus récentes, ne seront pas assez apaisées pour qu'on puisse se relâcher plus ou moins sur le mode de correspondance actuelle » (1).

En France, les Gouvernements se sont aussi opposés aux communications directes de l'Episcopat avec le Nonce. En 1924, Chateaubriand, Ministre des Affaires Etrangères, écrit : « J'ai lieu de croire que le Nonce ayant égard aux observations que je lui ai adressées, suivra dans sa correspondance ultérieure la même marche que les autres ambassadeurs, et qu'il n'aura de communications officielles qu'avec le Gouvernement lui-même. » En 1826, M. le Baron de Damas, Ministre des Affaires Etrangères, écrit au Ministre des Affaires Ecclésiastiques : « Vous savez qu'au mois de janvier dernier le Nonce du Saint-Siège, crut pouvoir adresser directement aux évêques du Royaume des exemplaires de la Bulle du Jubilé et de la lettre Encyclique. Cette trans-

(1) Mercati : « Raccolta di Concordati », p. 791.

mission était irrégulière et dépassait évidemment les attributions dont Mgr. Macchi est revêtu. »

Une affaire de communication avec Rome se trouve au nombre des causes prochaines de la rupture du Concordat Français, Il s'agit de l'affaire de Mgr. Geay, évêque de Laval et de Mgr. Le Nordez, évêque de Dijon. Le 9 juillet 1904, le Cardinal Merry del Val, secrétaire d'Etat, enjoignait à l'évêque de Dijon : « de se rendre à Rome dans les quinze jours sous peine de *suspense latae sententiae ab exercitio ordinis et jurisdictionis* à encourir ipso facto immédiatement à l'expiration du terme ». Même injonction était adressée, le 10 juillet, à l'évêque de Laval. Le Saint-Siège voulait obtenir la démission de ces deux prélats dont la conduite faisait, depuis un certain temps déjà, l'objet de remarques défavorables. Parlant de Mgr Geay, Léon XIII avait plusieurs fois dit à des évêques Français : « Il y a à Laval un mauvais évêque. Mais qui puis-je ? J'ai les mains liées par le Concordat. »... Le 11 mars 1904, le Nonce avait transmis à l'évêque de Dijon un ordre du Saint-Père d'avoir à suspendre les Ordinations dans son diocèse jusqu'à nouvel avis. Cette communication avait provoqué une protestation du Gouvernement de M. Combes parce que, disait la note : « le Nonce du Pape n'a pas le droit de correspondre directement avec les évêques Français ». Le Chef du Gouvernement donnait « ordre, en conséquence, au Ministre des Affaires Etrangères, de faire savoir à son Eminence le Cardinal, secrétaire d'Etat, que se tenant à l'esprit et à la lettre du Concordat, le Gouvernement doit considérer comme nulle et non avenue la lettre du 11 mars. »

Les évêques de Laval et de Dijon avaient reçu l'injonction de se rendre à Rome. Le Gouvernement ne les autorisa pas à quitter la France et il adressa un ultimatum au Vatican pour faire savoir que si les lettres qui commandaient à Mgr. Geay et à Mgr. Le Nordez d'aller à Rome n'étaient pas retirées avec les menaces y contenues, le Gouvernement Français devrait comprendre que le Saint-Siège n'avait plus souci de ses relations avec le pouvoir civil dont le devoir était de « défendre les prérogatives qu'il tenait du Concordat ». Il n'était pas dit dans le Concordat, mais il était dit dans les articles organiques (art. 20) : « Les évêques seront tenus de résider dans leur diocèse ; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du Premier Consul. »

Cinq cents ans avant le Concordat et les articles organiques, Philippe Le Bel avait aussi prétendu exercer son contrôle sur les déplacements des évêques et leurs voyages à Rome. C'est ainsi que, par lettres du 13 octobre 1302 adressées aux Baillis royaux, Philippe Le Bel leur ordonnait de mettre sous séquestre tous les biens des évêques et abbés qui sortiraient du royaume sans son autorisation pour aller au Concile qu'avait convoqué à Rome le Pape Boniface VIII. Ce Concile s'ouvrit le 1^{er} novembre 1302 à Rome. 39 prélats et abbés Français y furent présents dont Pierre de Mornay, évêque d'Auxerre, ambassadeur de France près le Saint-Siège. En la circonstance, le Roi de France avait adressé tardivement ses instructions aux Baillis, comme s'il avait voulu que son interdiction arrivât trop tard pour être efficace. Mais le principe du contrôle des communications était sauf, et aucun incident n'était à redouter puisque l'ordre royal

arriverait trop tard. Sans doute, valait-il mieux qu'il en fût ainsi en un moment où la France était toute à la tristesse d'avoir perdu, au mois de juillet précédent, à la bataille de Courtrai, la fine fleur de sa noblesse.

Quoi qu'il en soit, la liberté des communications — par lettres ou par personnes — avec le siège apostolique et entre membres du clergé et fidèles à l'intérieur de l'Etat, s'affirme dans nos Concordats à l'avantage de l'Eglise et cela marque un progrès pour elle par rapport aux textes et à la pratique antérieurs.

§ 3^e. — Liberté de l'Enseignement religieux.

L'enseignement religieux tient, dans nos Concordats une grande place. C'est qu'il importe de régler l'action de l'Eglise et celle de l'Etat sur la jeunesse. Des Etats totalitaires — l'Italie, l'Allemagne — préparent, dès les premières années, la jeunesse pour le service de l'Etat dans des formations fascistes ou hitlériennes. Des Etats libéraux mais obéissant, comme c'est le cas chez nous depuis un demi-siècle, à la mystique « laïque » veulent l'école « sans Dieu ». Des Etats à majorité luthérienne, ont l'école confessionnelle luthérienne. Or, l'Eglise a pour mission générale d'enseigner. Son fondateur a dit aux premiers apôtres : « Allez, enseignez toutes les nations ». Telles sont les tendances contraires que doit concilier la formule des Concordats de notre temps.

La conciliation se fait sur le terrain de la liberté

de l'enseignement. Mais certains Etats — et de plus en plus nombreux — font mieux que proclamer l'enseignement libre, ils rendent la liberté effective et facile en subventionnant les écoles libres. Cette façon de faire est encouragée par les principes posés en faveur des minorités dans les traités signés depuis la guerre par un certain nombre d'Etats. Ces traités des minorités se trouvent placés sous le contrôle de la Société des Nations, et ils comportent le principe de l'enseignement libre avec subsides de l'Etat ou des Communes. Il ne faut pas, en effet, que l'enseignement libre ne soit possible qu'à ceux qui peuvent le payer. La liberté de l'enseignement ne doit pas être un article de luxe. Il importe donc de souligner que le droit public européen comporte des dispositions favorables à l'enseignement libre subsidié.

A. La question de l'enseignement est nouvelle dans les Concordats qui ont suivi la Révolution de 1789. C'est qu'auparavant elle ne se posait pas. L'enseignement était l'affaire de l'Eglise. Et, dès le Moyen-Age, l'enseignement gratuit était connu. Témoin ce vers que l'abbaye de Salsbourg avait fait graver à l'entrée de ses bâtiments :

« Discere si cupias, gratis quod quaeris, habebis » (1).

Les écoles étaient épiscopales ou monacales. Les Universités du Moyen-Age étaient d'anciennes écoles épiscopales transformées en écoles internationales et placées à ce titre sous la direction et la protection du Pape. C'est en conformité avec cette

(1) Migne : « Patrologie latine », t. 101, p. 757.

tradition, que le Pape Pie X, dans les temps sévères qui suivirent le vote de notre loi de Séparation, intervint directement pour soutenir, en le subventionnant, notre Institut catholique de Paris. Les Universités étaient « des associations d'ecclésiastiques organisées religieusement ». (1).

Les Universités et la plupart des écoles monastiques et épiscopales donnaient l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, mais l'enseignement primaire était donné dans les petites écoles des monastères, des cathédrales et des paroisses. Dans bien des communes sans doute en France, l'administration municipale avait, et dès le XV^e siècle, des écoles primaires gratuites (2), mais toute l'organisation de l'enseignement apparaît jusqu'à la Révolution dominée par l'influence de l'Eglise. De droit commun, c'est l'Eglise qui enseigne.

L'organisation laïque de l'enseignement issue de la Révolution, va donner à cette question, dans nos Concordats, une place et une importance qu'elle n'avait pas dans les Concordats anciens. Alors, l'Eglise assurait le service public de l'enseignement, aujourd'hui, il lui faut obtenir le droit, sous une formule générale de liberté, d'exercer parallèlement à l'Etat, le service de l'enseignement pour ceux qui, librement, voudront lui confier leurs enfants. Et il lui faut obtenir une place pour l'enseignement religieux dans les écoles publiques.

B. La liberté de l'enseignement confessionnel est

(1) Luchaire : « L'Université de Paris sous Philippe-Auguste », p. 15.

(2) Vallet de Virville : « Histoire de l'Instruction Publique », p. 202.

exprimée ou sous-entendue dans tous nos Concordats. Ainsi, l'art. 10 du Concordat Letton dit: «L'Eglise catholique a le droit de fonder et de maintenir ses propres écoles confessionnelles. Le Gouvernement de Lettonie s'engage à respecter le caractère confessionnel de ces Ecoles et, de son côté, l'Eglise s'engage à respecter toutes lois sur les écoles privées, conformes à cet engagement du Gouvernement.»— Le Concordat Italien dit (art.35): « pour les écoles d'instruction moyenne, tenues par les corps ecclésiastiques ou religieux, l'institution de l'examen d'Etat reste obligatoire pour qu'existe une parité effective de situation entre les candidats des instituts gouvernementaux et les candidats desdites écoles. » Les écoles privées peuvent être fondées et dirigées par des religieux ; ainsi : Bavière (9), Roumain (19, § 3), Reich Allemand (25, alinéa 1), Autrichien (6, § 3). Ces écoles peuvent avoir le caractère d'écoles publiques : Bavière (9, § 3), Lithuanien (13, § 5), Roumain (19, § 4), Allemand (25, alinéa 1).

Tous les concordats de notre époque consacrent, pour les évêques, le droit d'avoir des séminaires diocésains ou des écoles de philosophie ou de théologie. Ainsi : Letton (11), Polonais (13 § 2), Lithuanien (13, § 2), Italien (39), Roumain (16, § 1), Prussien (12, n° 2), Badois (9), Allemand (20, alinéa 2), Autrichien (5, § 1).

Avec l'enseignement libre, nos Concordats reconnaissent à l'Eglise le contrôle de l'enseignement religieux dans les écoles publiques et le droit de donner cet enseignement.

Il en est qui stipulent l'érection d'écoles élémen-

taires catholiques dans les communes où cela peut être nécessaire : Bava-rois (6), Allemagne (23).

Le Concordat Italien (art. 36), déclare :

— L'Italie considère comme le fondement et le couronnement de l'instruction publique, l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la forme reçue de la tradition catholique. C'est pourquoi elle consent à ce que l'enseignement religieux actuellement donné dans les écoles publiques élémentaires ait un développement ultérieur dans les écoles moyennes, selon un programme à établir d'accor entre le Saint-Siège et l'Etat » : Sur le contrôle de l'enseignement religieux dans les écoles publiques par l'Eglise, citons cet article 8 du Concordat Bava-rois : « La surveillance et la direction de l'instruction religieuse dans les écoles élémentaires, moyennes et supérieures, sont garanties à l'Eglise. S'il se produit des inconvénients dans la vie religieuse ou morale des élèves catholiques, s'il s'introduit dans l'école des influences pernicieuses ou non autorisées ; en particulier si, dans l'enseignement, les élèves sont blessés dans leur foi ou leurs sentiments religieux, l'évêque et ses délégués ont droit de recours aux autorités scolaires de l'Etat, qui devront prendre les mesures convenables. »

Ainsi : l'Eglise peut fonder et entretenir des écoles confessionnelles, les clercs et les religieux peuvent sans aucune restriction y enseigner ; ces écoles, dans certains cas, peuvent être reconnues comme écoles publiques ; l'Eglise peut avoir des séminaires diocésains, des facultés de philosophie et de théologie ; l'Eglise a le contrôle (programmes, livres et maîtres) de l'enseignement religieux, ma-

tière ordinaire d'enseignement dans les écoles publiques. Telle est la règle de nos Concordats. — L'enseignement libre — ou confessionnel — peut être subsidié par l'Etat.

C. Quelles sont les exigences du Droit Canon par rapport à l'enseignement ?

Sous le titre XXII du Livre III, partie 4, le Codex traite « de Scholis ».

Le Canon 1372 pose les principes suivants :

§ 1. — *Fideles omnes ita sunt a pueritia instituendi ut non solum nihil eis tradatur quod catholicae religioni morumque honestati adversetur, sed praecipuum institutio religiosa ac moralis locum obtineat.*

§ 2. — *Non modo parentibus ad normam can. 1113, sed etiam omnibus qui eorum locum tenent, jus et gravissimum officium est curandi christianam liberorum educationem.*

Canon 1373 :

§ 1. — *In qualibet elementaria schola, pueris pro eorum aetate tradenda est institutio religiosa.*

§ 2. — *Juventus, quae medias vel superiores scholas frequentat, pleniore, religionis doctrina excolatur et locorum Ordinarii curent ut id fiat per sacerdotes zelo et doctrina praestantes. »*

Ainsi — Canon 1372 — l'enseignement de la religion doit tenir la place principale dans l'éducation. Ainsi — Canon 1373 — l'enseignement de la religion doit être donné dans les écoles primaires, moyennes — nous disons secondaires, en France — et supérieures.

Nos concordats stipulent cet enseignement et se conforment en cela aux exigences canoniques. C'est ce que font notamment les Concordats Bavarois, Polonais, Lithuanien, Italien, Roumain, Badois, Allemand, Autrichien, Serbe et Yougoslave.

Le Canon 1374 interdit aux catholiques la fréquentation des écoles neutres, mixtes. Toutefois, il appartient aux Ordinaires de dire si, pour des raisons de circonstances et avec quelles précautions, la fréquentation de ces écoles peut être tolérée.

Canon 1375 :

Ecclesiae est jus scholas cujusvis disciplinae non solum elementarias, sed etiam medias et superiores condendi.

C'est l'affirmation du droit de l'Eglise d'avoir des écoles primaires, secondaires, supérieures.

Tous nos Concordats, sauf Prussien et Tchécoslovaque qui ne traitent pas de la question de l'enseignement, reconnaissent à l'Eglise le droit de créer et de diriger des établissements d'enseignement à tous les degrés. Le Concordat Allemand, complétant, quand c'est nécessaire, les Concordats des Pays Allemands, ses dispositions suppléent à ce qui manque dans le Concordat Prussien au sujet de l'enseignement. Ainsi (art. 23): « la conservation et l'érection nouvelle d'école confessionnelles catholique, demeurent garanties. » Et encore (25): « Les Ordres et Congrégations religieuses sont autorisés à fonder et à diriger des écoles privées aux termes du droit commun et des conditions fixées par la loi. Ces écoles privées sont habilitées de la même façon que les écoles de l'Etat lorsqu'elles satisfont aux prescriptions du programme d'études de ces dernières. »

En ce qui concerne le contrôle de l'enseignement religieux dans n'importe quelles écoles par les Ordinaires, voici les exigences du Droit Canon auxquelles répondent d'ailleurs les stipulations de nos Concordats :

Canon 1381 :

§ 1. — Religiosa juventutis institutio, in scholis quibusbet auctoritati et inspectioni Ecclesiae sub-jicitur.

§ 2. — Ordinariis locorum jus et officium est vigi-landi ne in quibusvis scholis sui territorii quid-quam contra fidem vel bonos mores tradatur au-fiat.

§ 3. — Eisdem similiter jus est approbandi reli-gionis magistros et libros ; itemque religionis mo-rumque causa exigendi ut tum magistri, tum libri removeantur. »

Ce contrôle est stipulé par plusieurs de nos Concordats en des termes qui sont à peu près ceux mêmes du Codex ; Allemand (21, 22), Au-trichien (, 6), et protocole additionnel sous ces arti-cles. L'art. 11 du Concordat Badois dit que l'ensei-gnement religieux, matière ordinaire du program-me des écoles Badoises sera donné en conformité des principes de l'Eglise catholique. Ces principes sont ceux que formulent les Canons précités. Le droit de contrôle est aussi expressément reconnu par le Concordat Roumain (20, § 4, 5, 6), etc...

D. Quel est en matière d'enseignement le droit — droit constitutionnel, législation scolaire, droit des minorités — dans nos Etats Concordataires ?

Pour tout le Reich, vaut l'art. 149 de la Consti-tution de Weimar : « L'instruction religieuse fait partie du programme ordinaire des écoles, excep-tion faite pour les écoles qui sont indépendantes de toutes croyances religieuse (laïques). Cet enseigne-ment sera réglé par la législation scolaire. Il doit être donné suivant les principes de l'Eglise intéres-sée, tout en respectant le droit de surveillance de l'Etat. »

Cet article est conforme au Droit Canon — 1373 — religion, matière ordinaire de l'enseignement aux trois degrés — et, 1381 — sous le contrôle des Ordinaires qualifiés pour juger si, « les principes de l'Eglise intéressée » sont respectés.

En Pologne, la liberté scolaire la plus étendue, avec subsides répartis proportionnellement entre les écoles des diverses confessions et minorités résulte des dispositions du Traité des minorités imposé à la Pologne. L'art. 10 de ce traité dit, en effet :

« Des Comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne, assureront sous le contrôle général de l'Etat la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignés aux écoles juives en conformité de l'art. 9 ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles. »

Ce traité des minorités porte d'ailleurs très loin le respect des sentiments religieux de la minorité juive puisque l'art. 11 dit :

« Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les Tribunaux ou d'accomplir les actes légaux le jour du Sabbat. Toutefois, cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants polonais en vue des nécessités du service militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public ; la Pologne déclare son intention de s'abstenir, de prescrire ou d'autoriser des élections soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi ; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi. »

L'enseignement religieux, obligatoire dans les

écoles publiques de Pologne, sous les contrôle des Ordinaires, résulte des articles 110, 113, 117, 120 de la Constitution Polonaise du 17 mars 1921, art. déjà cités dans la notice historiques précédant l'analyse du Concordat Polonais. La Constitution lithuanienne du 15 mai 1928 reconnaît la liberté d'enseignement, déclare l'enseignement religieux obligatoire, pose le principe de la répartition proportionnelle des subsides scolaires aux écoles des minorités ethniques et confessionnelles dans ses articles 74, 81 et 83 déjà cités à la notice historique.

La Constitution Tchécoslovaque du 29 février 1920, par les art. 130 et 132, pose les principes de la liberté de l'enseignement confessionnel et de la répartition proportionnelle des subsides scolaires aux écoles des minorités. L'enseignement religieux obligatoire dans les écoles primaires et secondaires de Tchécoslovaquie, résulte des Décrets du Ministre de l'Instruction publique (Recueil des Lois et Ordonnances) du 14-7-19 n° 80, 98, 123, 144, etc...

L'art. 120 de la Constitution Yougoslave dit :

« L'enseignement supérieur est libre...L'enseignement primaire relève de l'Etat. L'enseignement religieux est donné au gré des parents ou des tuteurs suivant les confessions et en accord avec leurs principes. La loi réglementera les conditions auxquelles peuvent être autorisées les différentes catégories d'écoles privées. »

La loi Roumaine des Cultes (12 avril 1928), dit :

« Art. 14. — Les cultes peuvent fonder, administrer, contrôler les institutions culturelles et de bienfaisance, etc...

« Art. 15. — Les cultes peuvent fonder et diriger des institutions spéciales pour la préparation de leur clergé...

« Art. 16. — Les cultes ont le droit de donner l'instruction religieuse aux élèves de leurs confessions dans les écoles publiques et particulières conformément aux lois sur l'instruction publique. »

Nous avons cité plus haut l'art. 36 du Concordat Italien disant que l'Italie considère comme le fondement et le couronnement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la forme reçue de la tradition catholique.

Quant à l'Autriche, les dispositions si favorables à l'Eglise que contient le Concordat négocié et signé par le Chancelier Dollfuss, la coïncidence voulue de l'échange des instruments de ratification avec l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution (1^{er} mai 1934) et les déclarations du Président Miklas ont suffisamment souligné l'harmonie entre les dispositions concordataires et le droit public, et la volonté des gouvernants autrichiens.

Ce droit public de l'Autriche, ses dispositions favorables au droit de l'Eglise en matière d'enseignement, sont d'ailleurs renforcées par les règles qu'a imposées à cet Etat le régime des minorités.

E. Ces règles manifestent un souci vigilant des droits de la personne humaine en matière religieuse. Nous l'avons déjà vu quant à certaines dispositions du traité des minorités imposé à la Pologne en faveur des Juifs. Rappelons ici, que, d'une manière générale, en vertu des traités des minorités, les individus appartenant aux minorités protégées, ont droit au maintien de leur caractère distinct, et ont la liberté de leur religion, de l'usage de leur langue et de l'enseignement dans des écoles qui leurs sont propres (Art. 9). C'est là ce que les minorités revendiquent partout. Et cela comporte pour elles, le droit de

créer, de diriger des institutions charitables, religieuses ou scolaires. De plus, et cela est très important, « elles ont droit à une équitable répartition des fonds publics affectés à l'éducation, la religion ou la charité ; si l'Etat consacre une somme de tant... à l'un de ces buts, et qu'il existe dans cet Etat une minorité s'élevant à un cinquième de la population, un cinquième de cette somme devra être affecté aux besoins de la minorité. C'est une disposition en soi très juste et très libérale » (1).

Des traités en faveur des minorités ont été imposés à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à la Roumanie, à la Yougoslavie, à la Grèce, à la Turquie.

Ainsi, droit commun de nos Concordats favorables dans ces dispositions libérales à la mission d'enseigner la religion qui est le rôle essentiel de l'Eglise annonciatrice du Message du Christ. En cela, le droit commun de nos Concordats, s'il répond aux exigences des règles canoniques formulées sous le titre de « Scholis » dans les Canons 1372, 1373, 1374, 1381, 1382, se trouve être en harmonie avec le droit public des Etats de l'Europe nouvelle signataires de nos Concordats.

Comment ne pas comparer à ce droit public notre législation en matière d'enseignement ? Sans doute, la liberté de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur existe. Mais cet enseignement ne reçoit pas et ne peut pas recevoir — sauf le supérieur — l'appui des subventions des personnes morales du droit administratif : Etat, département ou commune.

(1) Le Fur : « Précis de Droit International Public », Paris, Dalloz 1933, p. 414, n° 761.

D'autre part, les congréganistes sont frappés de l'incapacité d'enseigner (loi du 7 juillet 1904). Notre droit public, en matière d'enseignement, apparaît donc comme un droit d'exception au regard du droit commun de nos Concordats en harmonie avec le droit commun de l'Europe. (1).

Nous venons de dire : droit commun en matière d'enseignement. Nous avons pu dire, plus haut, droit commun en ce qui concerne la reconnaissance des personnes morales ecclésiastiques ou religieuses, des Congrégations et des Eglises. A ce droit commun, se défèrent les stipulations de nos Concordats : le Concordat Roumain reconnaît à l'Eglise la « personnalité juridique selon le droit commun du pays » (art. 19); Italien dit : « la personnalité juridique des « corps » ecclésiastiques reconnue par les lois italiennes » (art. 29); Reich (art. 13) dit : « les paroisses, les sièges épiscopaux, les diocèses, les Ordres, etc... conservent ou acquièrent la personnalité juridique au for civil, selon les normes communes du Droit de l'Etat ». « Les églises, les communautés ecclésiastiques et religieuses conservent ou peuvent acquérir la capacité juridique suivant le droit en vigueur » (Constitution Bavaroise, sect. 4 n° 11, art. 18). La loi Roumaine des cultes, la Constitution Polonaise, la Constitution Lithuanienne reconnaissent la liberté de constituer des associations religieuses, Ordres et Congrégations.

L'on voit pourquoi il nous a semblé que la pre-

(1) Notons que la loi sur les « Pupilles de la nation » permet l'allocation de bourses ou de subventions d'études à des pupilles recevant l'enseignement dans un établissement libre.

mière règle de nos Concordats en faveur de l'Eglise c'était la consécration au profit de celle-ci de la liberté dans le droit commun ou plus positivement, d'un certain nombre de libertés reconnues par le droit public des Etats de l'Europe nouvelle. Ce sont ces libertés essentielles pour l'Eglise que nous avons groupées sous les trois titres : Liberté pour l'Eglise et pour ses « corps » ; Liberté des communications et publications ; Liberté de l'apostolat et de l'enseignement.

Parfois, le droit public d'un Etat contient une disposition spéciale à l'Eglise catholique à cause de son caractère universel. Ainsi, en est-il de la loi Roumaine des Cultes qui, après avoir posé le principe de l'interdiction des relations avec une autorité ecclésiastique à l'étranger fait une exception en faveur de l'Eglise catholique. Au contraire, la Constitution Yougoslave admet d'une façon générale ces relations avec un chef religieux au dehors dans la mesure où l'exigent les prescriptions spirituelles de certaines religions.

Section II.

REGIME JURIDIQUE SPECIAL

L'Etat fait à l'Eglise un régime juridique spécial — avec protection, privilèges, dotations — analogue au régime spécial des services publics et des agents des services publics.

Déjà, quand elle agit dans les limites du Droit

commun, l'Eglise à cause de son caractère spirituel et parce qu'elle est une société universelle, jouit d'une situation spéciale. Parce qu'elle est un groupement universel et deux fois millénaire, elle n'est point une association ou une personne morale comme les autres. Mais les règles qu'elle emploie pour constituer ses organes et exercer ses fonctions, sont des règles communes. Nous avons pu parler d'action — et d'action libre — dans les limites du Droit commun. C'est le droit que reconnaissent à l'Eglise tous nos Concordats. Plusieurs de ces Concordats font davantage; ils reconnaissent à l'Eglise sa situation spéciale en créant pour elle des règles spéciales, ils la protègent, et reconnaissent jusqu'à leur donner la sanction du bras séculier, des institutions d'Eglise, ils accordent à l'Eglise et aux personnes ecclésiastiques des avantages, des privilèges comme aux services publics. Ils assurent à l'Eglise des dotations ou des subsides.

Des stipulations constituant un régime spécial pour l'Eglise se trouvent dans tous nos Concordats, encore que toutes les règles spéciales — protection, privilèges, dotations — ne se trouvent pas dans chacun d'eux. Par exemple, Letton prévoit des dotations (notamment dans la déclaration faisant suite au Concordat), et, comporte des privilèges pour les clercs (9, 17, 18, 19), mais ne parle pas spécialement de « protection » comme les concordats des Pays Allemands et du Reich.

§ 1^{er}. — Protection et appui du bras séculier.

Reconnaissance du mariage canonique et des Tribunaux ecclésiastiques.

a) Protection des ecclésiastiques dans l'exercice de leurs fonctions et protection du port de l'habit ecclésiastique ou religieux.

b) Appui du bras séculier pour le recouvrement des taxes ecclésiastiques.

c) Mariage canonique valant mariage civil ; *exequatur* donné aux sentences des tribunaux ecclésiastiques ou aux décisions disciplinaires.

a) *Protection générale.*

1° « L'État Bavaïois... assure à l'Eglise catholique le tranquille exercice du culte. Dans l'exercice de leurs fonctions, les ecclésiastiques jouissent de la protection de l'Etat » (art. 1); « les ecclésiastiques jouiront, dans l'exercice de leurs fonctions, d'une protection juridique spéciale » (Polonais, art. 57, Lithuanien, art 5); « Là où il le faudrait, l'Italie accorde aux ecclésiastiques, pour les actes de leur ministère spirituel, la protection des autorités » (Concordat italien, art. 1); « L'Etat Prussien accordera la protection légale à la liberté de la profession et à l'exercice de la religion catholique » (art. 1); Badois (art. 1), stipule dans les mêmes termes ; le Concordat du Reich dit : « Le Reich Allemand garantit la liberté de la profession et de l'exercice public de la religion catholique » (art. 1); « dans l'exercice de leur activité sacerdotale, les ecclésiastiques jouissent de la protection de l'Etat de la même façon que les employés de l'Etat » (art. 5); et le

Concordat Autrichien dit : art. 1^{er}, § 3: « dans l'accomplissement de leur ministère spirituel est due aux ecclésiastiques la protection de l'Etat ».

2°. — Protection de l'habit ecclésiastique ou religieux. — Polonais et Lithuanien (4), « les autorités civiles prêteront leur appui à l'exécution des décisions et des décrets ecclésiastiques... au cas de défense du port de l'habit ecclésiastique » ; Italien (29 i): « Le port de l'habit ecclésiastique ou religieux par des séculiers ou par des ecclésiastiques ou religieux auxquels il a été interdit par une décision définitive de l'autorité ecclésiastique... est interdit et puni des mêmes sanctions que le port abusif de l'uniforme militaire » ; Allemand (10) dispose dans les mêmes termes et aussi Autrichien (21).

b). — *Appui du bras séculier et taxes ecclésiastiques.*

Le Concordat Polonais protège le port de l'habit ecclésiastique comme il a été déjà dit. En outre, les autorités civiles prêtent leur appui à l'exécution des décisions et décrets ecclésiastiques : 1) Au cas de destitution d'une ecclésiastique ou de privation d'un bénéfice de l'Eglise après promulgation d'un décret canonique, etc... ; 2) Au cas de perception de taxes ou prestations destinées à des buts ecclésiastiques et prévues par les lois de l'Etat (4). Lithuanien, art. 4, dispose dans les mêmes termes. Outre la protection générale stipulée par l'art. 1, Italien dit à l'art. 5: « aucun ecclésiastique ne peut être nommé ou rester à un emploi, ou office de l'Etat Italien, ou d'administrations publiques, dépendant de celui-ci sans le *nihil obstat* de l'Ordinaire diocésain. La révocation du *nihil*

obstat enlève à l'ecclésiastique la capacité de continuer à exercer l'emploi ou l'office assumé. En tout cas, les prêtres apostats ou frappés de censure ne pourront être nommés ou conservés dans un enseignement, un office ou un emploi dans lesquels ils seraient en contact immédiat avec le public. »

Le protocole final du Concordat du Reich ajoute sous l'art. 13 : « On est d'accord que le droit de l'Eglise de lever des impôts demeure garanti ». Le secours du bras séculier est promis dans plusieurs Concordats du passé : Allemand 1122, Sarde 1727, Bava-rois 1817 (art. 14), Espagne 1861 (art. 3), Autriche 1855 (art. 16), Equateur 1852 (art. 6).

c). — *Reconnaissance du mariage canonique et des tribunaux ecclésiastiques.*

1°. — *Mariage Canonique.* — En vertu des Concordats Serbe de 1914, et Yougoslave de 1935, des Concordats Italien, Autrichien et Lithuanien, comme en vertu du Droit commun en Lettonie et Pologne, le mariage religieux vaut mariage civil.

En vertu du Concordat du Reich (art. 26):

« Le mariage religieux peut être célébré avant l'acte civil, non seulement dans le cas de maladie mortelle d'un des futurs époux, qui ne permet pas de délai, mais aussi dans le cas de grave nécessité morale, dont l'existence doit être reconnue par l'autorité épiscopale compétente. Dans ce cas, le curé est tenu d'en informer sans retard le bureau de l'Etat Civil. »

Le protocole final à l'art. 26 du Concordat dit :

« Il y a une *grave nécessité morale* quand des difficultés insurmontables ou surmontables seulement par des dépenses démesurées empêchent de

pouvoir produire à temps les documents nécessaires à la célébration du mariage. »

Le Concordat Serbe de 1914 (art. 12) disait :

« Le Gouvernement royal reconnaîtra la validité des mariages entre catholiques et des mariages mixtes contractés devant un curé catholique suivant les lois de l'Eglise. »

Le Concordat Lithuanien dit, à l'art. 15 :

« Les mariages célébrés en conformité des prescriptions du Code canonique, obtiennent par là-même les effets civils. »

Le Concordat Italien dit, à l'art. 34 :

« L'Etat Italien voulant redonner à l'institution du mariage qui est la base de la famille, une dignité conforme aux traditions catholiques de son peuple, reconnaît au sacrement de mariage, réglé par le Droit Canonique, les effets civils. Les publications de mariage, comme auparavant, seront faites non seulement à l'Eglise paroissiale, mais aussi à la maison communale. Aussitôt après la célébration du mariage, le curé expliquera aux époux les effets civils du mariage en donnant lecture des articles du Code civil sur les droits et les devoirs des époux. Il rédigera l'acte du mariage, dont il transmettra, dans les cinq jours, copie intégrale à la Commune, afin qu'il soit transcrit sur les registres de l'Etat civil. »

Et l'art. 7, § 1, du Concordat Autrichien :

« La République Autrichienne reconnaît les effets civils aux mariages célébrés selon le Droit canonique. »

Le Canon 1016 dispose :

« Les mariages des baptisés seront régis non seulement par le droit divin, mais aussi par le Droit

canonique, étant sauve la compétence du pouvoir civil pour les effets purement civils du mariage. »

Nous voyons ici, de grands Etats européens reconnaître au mariage canonique tous les effets du mariage civil : Italie, 41 millions d'habitants ; Yougoslavie, 14 millions d'habitants ; Autriche, 6.600.000 habitants ; Lithuanie, 2.300.000 habitants. Et, en vertu du Droit commun, Pologne, 34 millions et Lettonie, 1.931.000 habitants. Ces Etats représentent des populations (sauf en Lettonie et en Yougoslavie) en grande majorité catholiques. Au total, et en chiffres ronds, ce sont des populations de 100 millions d'individus dont les 9/10^e sont catholiques qui vivent sous le régime du mariage canonique valant mariage civil.

Cette question du mariage n'est pas abordée dans les Concordats plus anciens ; en ces temps, la société n'était point laïcisée comme elle l'est maintenant. Mais des Concordats du XIX^e siècle, visent les causes de mariage qui doivent être jugées par les tribunaux ecclésiastiques.

2°. — *Les Tribunaux ecclésiastiques.* — Les Concordats Serbe, Italien, Autrichien, reconnaissent les sentences des Tribunaux ecclésiastiques spécialement en matière matrimoniale.

L'art. 13 du Concordat Serbe de 1914 disait :

« Les causes matrimoniales excepté pour les effets purement civils, sont jugées par les tribunaux ecclésiastiques. »

Cette disposition se retrouve vraisemblablement dans le Concordat Yougoslave.

Le Concordat Autrichien dit (art. 7) :

« La République Autrichienne reconnaît la com-

pétence des tribunaux et des Dicastères ecclésiastiques dans les causes concernant la nullité du mariage et la dispense du mariage ratifié et non consommé. »

Les décisions et sentences définitives (de ces tribunaux) seront transmises à la Cour Suprême Autrichienne. Les effets civils commenceront après la déclaration exécutoire de cette Cour émise en session secrète.

Les Concordats de Bavière 1817 (art. 12), des Deux-Siciles 1818 (art. 16), de Costa-Rica 1852 (art. 13), de Guatemala, même année, (art. 14), d'Autriche 1855 (art. 10), de Wurtemberger 1857 (art. 5), de Bade 1859 (art. 5), du Honduras 1861 (art. 13), de Nicaragua 1861 et de Salvador 1862 (art. 13, 15), de l'Equateur 1862 (art. 7, 8), du Venezuela 1862 (art. 19), de Colombie 1887 (art. 19), stipulent de même la compétence des tribunaux ecclésiastiques en matière matrimoniale.

Le Canon 1553, § 1 fixe ici, la règle de l'Eglise :

« L'Eglise de droit propre et exclusif connaît : 1°, les causes qui regardent les choses spirituelles ou liées aux choses spirituelles. »

Le mariage, contrat en même temps que sacrement, est inclu dans cette désignation.

A ce principe, se réfèrent les Concordats quand ils stipulent la compétence des tribunaux ecclésiastiques dans les causes matrimoniales. C'est ainsi que Bavaois 1817 (art. 12) dispose : « Aux évêques il sera libre de connaître dans leur for, les causes ecclésiastiques, et en premier lieu les causes matrimoniales, qui, selon le Canon 12 de la Session 24 du Concile de Trente, regardent les juges ecclésiastiques, et, sur ces causes de porter leurs sen-

tences. » Toscane 1851 (art. 7) ajoute : « Quant aux effets purement civils, les tribunaux laïques par un jugement séparé, connaîtront les causes matrimoniales ». L'art. 13 du Concordat Serbe 1914 (cité plus haut) rejoint cette rédaction.

§ 2. — Privilèges. Exemptions.

« L'égalité devant la loi est un dogme des sociétés modernes aussi communément reçu que le fut jadis le dogme de l'inégalité des Trois Etats. Le premier de ces Etats cependant, le Clergé, est tenu par l'Eglise d'invoquer la plupart de ses anciennes immunités : le Codex Juris Canonici lui en fait un devoir. Selon ces prescriptions, les clercs ne peuvent être traduits devant les tribunaux séculiers, sauf exception locale, qu'avec permission de l'autorité compétente ; ils sont exempts du service militaire, de charges et de fonctions civiles, ils jouissent du bénéfice de compétence ; les fidèles qui leur font une injure grave commettent un sacrilège. » (1)

Les clercs et les religieux jouissent de privilèges au point de vue des obligations militaires, de certaines fonctions civiles incompatibles avec leur état ; leurs traitement et honoraires sont partiellement insaisissables, en cas d'information judiciaire et de condamnation pénale, ils sont soumis à un régime spécial. Telle est la règle en vertu de plusieurs de nos Concordats.

(1) Le Bras : « Privilèges des clercs dans les Concordats récents » ; Mélanges Carré de Malberg ; Paris, Sirey 1933, p. 335.

Les Eglises, d'autres bâtiments ecclésiastiques et conventuels, sont affranchis des impôts fonciers à l'instar des édifices appartenant aux services publics.

Cette référence aux services publics et aux agents des services publics, fonctionnaires ou employés de l'Etat, qui suit en plusieurs de nos Concordats les dispositions de privilèges ou d'exemptions en faveur des gens et des choses d'Eglise, explique et justifie le régime juridique spécial.

L'Eglise assure dans l'Etat un service d'intérêt général, le service spirituel, celui de la moralité selon la formule chrétienne et la tradition catholique. Ce service public d'un genre particulier et supérieur justifie, alors surtout que son influence et son importance dans l'Etat sont reconnues par le seul fait que l'on a traité avec l'Eglise dans un pacte concordataire, justifie le régime juridique spécial pour le personnel et les bâtiments d'Eglise. Si, par exemple, les agents des services publics ordinaires sont légitimement mobilisés sur place ou, en tout cas, dans un emploi conforme à leur activité spécialisée pour assurer la continuité du service dans le cas de mobilisation générale, on ne se scandalisera pas comme d'un privilège exorbitant de voir mobilisés sur place ou dans des emplois conformes à leur vocation, les agents du service spirituel dont la continuité a besoin d'être assurée aux heures de crise plus encore qu'en période normale.

1°. — Quelles sont les dispositions concordataires constituant régime juridique spécial ? — 2°. — A quelles exigences canoniques répondent-elles ? — 3°. — Quels appuis trouvent-elles dans le Droit public des Etats ? — 4°. — Sont-elle nouvelles ou

en voyons nous de semblables dans les Concordats du passé ?

1°. — Quels sont les privilèges et exemptions :

a) Pour les personnes ; b) Pour les Choses d'Eglise.

a) Privilèges des clercs et religieux.

1. — *Exemption du service militaire et de certains services civils.*

« Les ecclésiastiques à partir de l'Ordre de sous-diacre inclusivement, sont exempts du service militaire et des autres fonctions civiques incompatibles avec la vocation sacerdotale comme par exemple : jurés, membres du tribunal, etc.. » (Letton 9). Les ecclésiastiques « ayant reçu les Ordres, les religieux ayant prononcé leurs vœux, les séminaristes et les novices qui se seraient présentés aux séminaires et aux noviciats avant une déclaration de guerre, seront exempts du service militaire, excepté le cas de levée en masse ». Dans ce dernier cas, les prêtres sont employés à leurs fonctions ecclésiastiques dans l'armée ou dans leurs paroisses et les autres ecclésiastiques dans le service sanitaire. Exemption des fonctions de jurés et de membres des tribunaux (Polonais 5). Lithuanien (art. 5) dispose dans les mêmes termes en ce qui concerne l'exemption du service militaire et ajoute : « les ecclésiastiques seront aussi libérés des fonctions civiques incompatibles avec la vocation sacerdotale selon le Droit Canon ». Le Traité du Latran dit (art. 10) : « Les dignitaires de l'Eglise, et les personnes appartenant à la Cour Pontificale, même quand ils ne seraient pas citoyens du Vatican, sont dispensés du service militaire, du jury et de toute prestation de

caractère personnel. Cette disposition s'applique aussi aux fonctionnaires de carrière déclarés par le Saint-Siège indispensables, attachés d'une manière stable et avec un traitement fixe aux services du Saint-Siège ainsi qu'aux dicastères et à certains offices qui existent hors de la Cité du Vatican. Le Concordat Italien ajoute, (art. 3): « Les étudiants en théologie, ceux des dernières années de préparation à la théologie, se destinant au sacerdoce et les novices des institutits religieux, peuvent obtenir des sursis d'incorporation jusqu'à 26 ans. Les clercs ordonnés dans les Ordres sacrées et les religieux profès sont dispensés du service militaire, sauf cas de mobilisation générale. En ce cas, ils exercent leur ministère sacré parmi la troupe. Les autres clercs ou religieux sont de préférence affectés au service sanitaire. Même en cas de mobilisation générale, les prêtres ayant charge d'âmes, sont dispensés de se présenter à l'appel. « Les ecclésiastiques sont exempts des fonctions de jurés, d'échevins », Autrichien (19).

2. — *Bénéfice de compétence.*

« Les ecclésiastiques profiteront, de même que les fonctionnaires de l'Etat, de la loi qui les libère de la saisie judiciaire d'une partie de leurs traitements ». Polonais (5), Lithuanien (5). « Les honoraires ou autres rétributions que touchent les ecclésiastiques en raison de leur office, sont exempts de saisie dans la même mesure où le sont les honoraires et les appointements des employés de l'Etat » Italien (6). Reich (art. 8) dit : « les revenus dont jouissent les ecclésiastiques en raison de leur office, sont exempts de saisie, dans la mesure même

où le sont les traitements des employés du Reich et des Etats. »

3. — *Privilège du for. — Régime pénitentiaire spécial.*

Les Concordats Letton, Polonais, Lithuanien, Italien, Badois et Autrichien répondent, en partie, aux exigences du Droit Canon. Letton (17) : « Les ecclésiastiques accusés d'avoir manqué aux obligations de leur état sacerdotal s'en justifient devant l'archevêque ou ses mandataires ; du jugement épiscopal, il ne peut être fait recours au jugement laïque » (18) : « Si des ecclésiastiques sont accusés pres les tribunaux laïques de crimes prévus par le Code de Lettonie, l'archevêque ou son délégué sera en temps opportun avisé, et lui ou son délégué pourra assister aux séances des tribunaux et aux débats du procès. (19) : « Les ecclésiastiques condamnés purgent leur peine dans un monastère, à moins qu'ils n'aient été privés de la dignité ecclésiastique. Polonais (22) dispose à peu près dans les mêmes termes et prévoit la transmission de la procédure aux chefs ecclésiastiques compétents. Des égards devront être accordés dans le cas d'arrestation d'un ecclésiastique ou d'un moine. Et la peine, s'il y a lieu, sera subie dans des locaux séparés à moins qu'il n'y ait eu destitution de l'état ecclésiastique (art. 22). Lithuanien (art. 20), stipule dans les mêmes conditions. Dispositions semblables dans Italien (art. 8) et Autrichien (art. 20).

b). — Exemptions pour les choses d'Eglise. — Intangibilité et exemptions fiscales.

Letton (14) dit : « Les églises, chapelles, cimetières catholiques sont considérés comme propriétés

de l'Eglise... ne peuvent être aliénés ou confisqués par qui que ce soit, ni destinés à d'autres usages ». (15): L'immunité des églises, chapelles et cimetières, sera observée suivant les normes du Droit Canon ». (art. 16): « Les propriétés de l'Eglise pourront être soumises aux impôts ...excepté les édifices destinés au culte divin, le séminaire, les évêchés et les presbytères ». Polonais (art. 6): « L'intangibilité des églises, des chapelles et des cimetières, est garantie, mais de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité publique ». Et l'art. 15 dit : « Les ecclésiastiques, leurs biens et les biens des personnes sous la loi ecclésiastique et monacale subiront le régime fiscal commun excepté les bâtiments destinés au service divin, séminaires, noviciats, maisons professes des moines ayant prononcé des vœux de pauvreté et dont les revenus n'augmentent pas les revenus personnels des bénéficiaires. Les habitations des évêques et du clergé paroissial ainsi que les locaux officiels seront traités par le Trésor de l'Etat de la même manière que les habitations officielles des fonctionnaires et les locaux des institutions d'Etat ». Semblables dispositions dans Lithuanien 6 et 16.

En vertu du Traité du Latran, un certain nombre d'immeubles en dehors de la Cité du Vatican, sont assimilés pour les immunités aux résidences des agents diplomatiques : Les Palais de la Daterie, de la Chancellerie, de la Propagande, le Palais du St-Office et les immeubles adjacents, etc... (art. 15).

Ces immeubles et le siège des Instituts Pontificaux suivants : Université Grégorienne, Institut Biblique, Oriental, Archéologique, Séminaire Russe, Collège Lombard, etc... ne seront jamais assujet-

tis à des servitudes ou expropriations pour cause d'utilité publique, sauf accord avec le Saint-Siège et seront exempts d'impôts.

Le Concordat Serbe (1914) prévoit des exemptions fiscales pour les édifices du culte, les séminaires, les évêchés (art. 14), En vertu du Concordat Yougoslave (1935), les biens ecclésiastiques ne peuvent être expropriés.

2°. — A quelles exigences canoniques répondent les privilèges et exemptions de nos Concordats ?

a). — Exemption du service militaire et de certains services civils.

Canon 121. — « Clerici omnes a servitio militari, a muneribus et publicis civilibus officiis, a statu clericali alienis immunes sunt. »

b). — Bénéfice de compétence.

Canon 122.— « Clericis qui creditoribus satisfacere coguntur, salva sint quae ad honestam sui sustentationem, prudenti ecclesiastici iudicis arbitrio, sunt necessaria, firma tamen eorumdem obligatione creditoribus quamprimum satisfaciendi. »

c). — Privilège du for.

Canon 120, § 1.— « Clerici in omnibus causis sive contentiosis sive criminalibus apud iudicem ecclesiasticum conveniri debent nisi aliter pro locis particularibus legitime provisum fuerit. »

Canon 123. — « Memoratis privilegiis clericus renunciare nequit ; sed eadem amittit, si ad statum laïcalem reducat... »

Canon 614. — « Religiosi, etiam laïcii ac novitii, fruuntur clericorum privilegiis de quibus in Can. 119-123. »

Enfin, Canon 1553, déjà cité : « § 1, ecclesia jure proprio et exclusivo cognoscit ; 1°. de causis quae respiciunt res spiritualibus adnexas. »

Sur les lieux sacrés, le Codex dispose : (Canon 1154) : « *Loca sacra ea sunt quae divino cultui fideliumve sepulturae deputantur consecratione vel benedictione, etc...* »

· Exemptions.

Canon 1160. — « *Loca sacra exempta sunt a jurisdictione auctoritatis civilis et in eis legitima Ecclesiae auctoritas jurisdictionem suam libere exercet.* »

Les textes de nos Concordats répondent donc aux exigences du Codex qu'il s'agisse des exemptions, du bénéfice de compétence ou du privilège du for. Certes, tous nos Concordats ne comportent pas la reconnaissance intégrale des privilèges et exemptions canoniques, et ceux qui les reconnaissent ne les reconnaissent pas complètement. L'Eglise a d'ailleurs posé le principe des accommodements dans le Canon 120 sur le privilège du for quand il y est dit : « *nisi aliter pro locis particularibus legitime provisum fuerit* ». Il reste néanmoins une concordance assez étroite entre notre droit concordataire et les exigences de la règle canonique.

3°. — Le droit des Etats soutient les dispositions concordataires par le régime juridique spécial qui est celui des services publics. Le principe de l'égalité n'est donc pas à invoquer ici, et, en tout cas, on peut lui opposer le régime juridique spécial des services publics. Par la vertu même des Concordats, le culte catholique devient un service public ou tout au moins reconnu. Nous avons noté qu'à l'origine de la démarche des Etats recherchant un accord avec Rome, il y avait un intérêt public, un intérêt national. Un Concordat entre l'Etat et l'Eglise, implique l'idée d'un régime à part et implique

des privilèges et exemptions. D'autre part, les règles constitutionnelles déjà citées et par lesquelles les Etats reconnaissent aux Eglises le droit de s'organiser et de s'administrer selon leur droit propre, leurs normes, leurs Canons, justifient aussi l'harmonie établie sur cette question des privilèges entre nos Concordats et les exigences canoniques. Enfin, il est à remarquer que souvent les textes de nos Concordats se réfèrent expressément au régime juridique spécial des personnes et des choses des services publics. Pour le bénéfice de compétence, les clercs sont assimilés aux fonctionnaires ou employés de l'Etat par les Concordats Polonais, Lithuanien, Italien, Allemand, on l'a vu plus haut. Les Concordats Polonais et Lithuanien assimilent pour les avantages fiscaux les habitations des évêques et du clergé aux habitations officielles des fonctionnaires et aux locaux des institutions l'Etat.

4°. — Les Concordats du passé avaient de telles dispositions : Il n'était pas question certes, du service militaire des clercs dans les Concordats les plus anciens ; le service militaire obligatoire n'existait pas alors. Mais il en est question dans le Concordat pour l'Italie conclu en 1803 par Napoléon avec Pie VII ; Il y est dit à l'art. 18 : « Le clergé sera exempt de n'importe quel service militaire ». Pleine exemption dans les Concordats du Guatemala 1884 (art. 11), de la Colombie 1887 (7).

En ce qui concerne le privilège du for, l'Eglise a dû faire de larges concessions. Elle a toujours cherché à sauvegarder la dignité ecclésiastique. On trouve des dispositions analogues à celles de nos Concordats dans le Concordat des Deux-Siciles (1834) sur la façon d'incarcérer les ecclésiastiques,

et, quand il le faut, de les dégrader. Le Concordat de Costa-Rica 1852 (13 et 14) renvoie les causes ecclésiastiques au tribunal ecclésiastique et les causes civiles au tribunal laïque. Les art 15 et 16 traitent de la façon d'instituer les procès et d'incarcérer les ecclésiastiques. Semblables dispositions dans Guatemala 1852 (art. 14, 15), Equateur 1862 (8), Colombie 1887 (8). Par cet article, le gouvernement s'oblige à sauvegarder et protéger la dignité sacerdotale chaque fois qu'il arrivera à un ministre de l'Eglise d'être impliqué dans un procès criminel. Une convention avec le même Etat en 1892 règle toute la question du for ecclésiastique.

Il n'y a rien sur la question des privilèges et exemptions dans notre Concordat de 1801.

§ 3. — Dotations.

Des dotations — traitements aux membres du clergé, bâtiments mis à leur disposition pour les besoins du culte, pour leur logement et pour les services administratifs — sont prévus par les Concordats Letton, Bavarois, Polonais, Lithuanien, Roumain, Prussien, Badois, Autrichien, Italien et aussi par le *Modus Vivendi* Tchécoslovaque.

Le gouvernement Letton par l'art. 7 de son Concordat s'engage : a) à donner à Riga pour le culte catholique une église cathédrale choisie par le gouvernement et jugée convenable par l'archevêque ; b) à donner un immeuble convenable pour servir de résidence à l'archevêque et au Chapitre avec les bureaux de la Chancellerie et du Consistoire. Dans une déclaration faisant suite au même Concordat,

le gouvernement s'engage à accorder à l'archevêque, aux évêques et aux membres du Chapitre, un traitement suffisant pour leur permettre de vivre dignement. Il donnera les édifices et les fonds nécessaires pour la fondation d'un séminaire et maintiendra les allocations payées jusqu'à présent.

L'art. 10 du Concordat Bavarois règle avec détail la question des dotations. L'Etat Bavarois remplira toujours envers l'Eglise catholique en Bavière, les engagements d'ordre pécuniaire provenant des lois, conventions ou titres juridiques particuliers. Les obligations de ce genre déterminées par le Concordat de 1817 sont remplacées par l'accord ci-après. Nous en avons donné la substance en analysant le Concordat Bavarois : dotation des Sièges archiépiscopaux et épiscopaux, des Chapitres; allocations aux évêques auxiliaires, aux vicaires généraux, retraites pour les membres du clergé, habitations, séminaires, édifices culturels ; allocations pour les serviteurs laïques de l'Eglise.

Les dotations font l'objet de l'art. 24 du Concordat Polonais et de l'annexe.

Dans le Concordat Lithuanien, les dotations sont réglées par l'art. 23 qui annonce un accord ultérieur pour la participation des membres du clergé à leur caisse de retraite.

La *Modus Vivendi* Tchécoslovaque dit (1) : « Le Saint-Siège et le Gouvernement se mettront d'accord au sujet de la nouvelle délimitation et de la dotation des diocèses. Pour préparer cet accord, deux Commissions seront instituées... » Ces Commissions ont fourni, au printemps de 1935, le résultat de leurs travail qui est devenu la base d'un second *Modus Vivendi*.

La Constitution d'un Patrimoine sacré est prévue par l'art. 13 du Concordat Roumain de 1927 ; l'accord interprétatif de 1932 a pour objet principal de Status Roumano Catholicus Transylvaniensis qui se transforme en « Conseil du diocèse catholique de rite latin d'Alba Julia », et a pour objet l'administration des droits patrimoniaux de ce diocèse. Enfin, la loi des Cultes, art. 31, 32, 33, 34, prévoit des subsides de l'Etat pour les Cultes et les conditions d'allocation de ces subsides.

L'art. 4 du Concordat Prussien fixe la dotation des diocèses, et dispose quant aux droits de propriété et d'usage sur les immeubles et les édifices laissés à l'Eglise. L'art. 6 du Concordat Badois règle en détail la dotation du siège archiepiscopal, du Chapitre, les subventions aux curés.

Les obligations financières de la République Autrichienne à l'égard de l'Eglise sont l'objet de l'art. 15 du Concordat Autrichien qui vise les lois, conventions ou titres fondant ces obligations.

Par l'art. 17 de son Concordat, l'Italie s'engage à laisser intactes, malgré la réduction du nombre des diocèses, « toutes les ressources économiques actuelles des diocèses et autres entités ecclésiastiques y existant, y comprises les rentes maintenant servies par l'Etat Italien ». De même, (art. 18), l'Etat « maintiendra sans changement le traitement économique des paroisses » en cas de regroupement de celles-ci. L'art. 23 contient une semblable disposition visant les rentes servies aux menses épiscopales ou autres institutions ecclésiastiques. L'art. 29 g., prévoit la dotation des Basiliques et Eglises palatines annexées au Palais de Résidence des Souverains et des Princes Royaux.

Les dispositions financières de nos Concordats qui sont en harmonie avec le droit des bénéfices défini par le Codex, sont conformes aux traditions Concordataires et au Droit public le plus récent.

Notre Concordat de 1801 contient des dispositions financières présentant ce caractère particulier d'être une certaine compensation pour la nationalisation des biens du clergé effectuée par la Révolution et contre laquelle le Saint-Siège renonçait à formuler aucune réclamation. Ce Concordat dit, en effet (art. 14) : « Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et curés. » Mais, avant, l'art. 13 disposait : « Sa Sainteté, pour le bien de la paix et pour l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni Elle ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés... ». L'art. 15 prévoit les mesures à prendre par le gouvernement pour que les catholiques français, puissent faire en faveur des églises, des fondations. Les art. 64 et suivants des articles organiques, fixent : les traitements et disposent quant aux édifices du culte.

Le § 3 de l'art. 4 du Concordat Prussien vise : « la situation en vigueur jusqu'ici pour la dotation des diocèses » et qui doit rester la norme. Cette situation est définie par la Bulle « De salute animarum » (1821). Badois (art. 6) dit : « La dotation du siège archiepiscopal se fera sur la base des calculs observés jusqu'ici », cette base est fournie par la Bulle « Provida solersque ». Le Concordat Bava-rois se réfère au Concordat de 1817. L'Italien parle des « rentes servies maintenant » aux diocèses ou aux paroisses.

Notre droit concordataire n'innove donc pas, mais il trouve dans des dispositions récentes du droit public des Etats une confirmation des pratiques antérieures. Nous avons cité les dispositions de la loi des Cultes de Roumanie. L'art 173 de la Constitution de Weimar dit : « jusqu'à ce que soit intervenue une loi nationale selon l'art 138, les subsides accordés par l'Etat aux Eglises, soit par la loi, soit par une convention soit par l'autres titres particuliers, sont maintenus. » Et l'art. 138 : « Les allocations versées par l'Etat aux Eglises en vertu d'une loi, d'une convention ou de titres particuliers, seront supprimées moyennant indemnité par la législation nationale. Sont garantis les droits de propriété et autres que les Eglises ou Associations religieuses possèdent sur leurs institutions, leurs fondations et les autres biens, destinés au culte, à l'enseignement, à la bienfaisance. »

CONCLUSION

NOVA ET VETERA.

Du Concordat Serbe de 1914, au Concordat Yougoslave de 1935, il existe dans les Conventions passées entre l'Eglise et les Etats, une ressemblance de stipulations, parfois même une identité de formules, qui permet de parler d'un droit commun des Concordats de notre temps.

Ce droit peut se ramener à des règles pour l'Etat ou pour l'Eglise. Pour l'Etat, pour sa souveraineté et tranquillité : conformité des limites des circonscriptions ecclésiastiques avec les limites politiques; consultation du Gouvernement par le Saint-Siège qui nomme les évêques, pour le cas où la nomination soulèverait une difficulté politique ; engagement par le Saint-Siège de ne nommer aux évêchés ou de ne laisser nommer à certains postes dans le ministère pastoral, ou l'enseignement, ou les Congrégations religieuses que des nationaux de l'Etat où doit s'exercer la fonction ; exclusion du clergé de la politique militante ; reconnaissance des rites et usages des Eglises nationales.

Pour l'Eglise : liberté dans le droit commun et — mieux — régime juridique spécial plus ou moins étendu à l'instar du régime juridique spécial des services publics de l'Etat.

Droit commun : libre exercice du culte, libre

constitution et développement des Congrégations, reconnaissance de la personnalité juridique aux personnes morales du Droit Canonique, aux corps et institutions de l'Eglise. De là, liberté des Congrégations religieuses, liberté des communications, entre fidèles, clergé et Saint-Siège, liberté de l'enseignement et même, subventions à l'enseignement confessionnel libre, et, reconnaissance — comme matière ordinaire des programmes scolaires — de l'enseignement religieux dans les écoles publiques, sous le contrôle de l'autorité ecclésiastique.

Régime juridique spécial pour les personnes et les choses d'Eglise : pour les personnes, privilège du for, bénéfice de compétence, exemptions militaire ; pour les choses : exemptions fiscales, intangibilité ; pour l'Eglise, encore, dotations.

Ce droit commun concordataire, porte la marque de notre temps. Ainsi, en ce qui concerne la conformité des limites des circonscriptions ecclésiastiques avec les limites politiques, et aussi la nationalité de certains supérieurs ecclésiastiques et religieux. Le préambule des Concordats Germaniques dit le désir de l'Etat et de l'Eglise de régler la situation de leurs rapports réciproques d'une façon correspondant aux nouvelles conditions des temps. Cette marque d'actualité se trouve en tête des Accords Français et Portugais. Le Concordat Italien dit, en matière d'enseignement et de mariage, la volonté de l'Etat de redonner de la dignité à l'institution du mariage et de fonder l'enseignement et de le couronner par l'instruction religieuse. Ces Concordats sont fortement marqués de préoccupations nationales où s'aperçoit la fièvre de nationalisme qui travaille les jeunes nations de l'Europe Centrale et Orientale.

Mais si l'Eglise accorde aux Etats tout ce qu'il est possible d'accorder, jusqu'à, si l'on peut ainsi parler, la nationalisation de la liturgie — par exemple, l'usage du vieux Slavon et Yougoslavie — elle obtient en retour les plus larges libertés.

C'est chose nouvelle que la nomination des évêques par le Saint-Siège avec simple consultation du pouvoir civil ; la règle ancienne, et elle vaut encore là où des Concordats anciens sont en vigueur, c'était la nomination ou la présentation par le pouvoir civil au Saint-Siège qui donnait la provision canonique. Au profit de la centralisation romaine, nos Concordats marquent aussi la réduction des droits de patronage qui se réduisent dans ces pactes par rapport même aux règles du Droit Canon. Les stipulations sur la liberté de l'enseignement confessionnel, sur l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques, ou, matière d'enseignement ordinaire dans ces écoles, sous le contrôle des Ordinaires, les subventions à l'école libre comme nous disons, retiennent notre attention en ce qu'elles font apparaître un régime commun aux Etats de l'Europe nouvelle à côté duquel notre régime scolaire présente un caractère d'exception qui n'est ni libéral ni équitable. De même, la liberté absolument commune de la vie religieuse dans les Ordres et Congrégations. (1).

(1) « Si les juristes et les hommes d'Etat du XIX^e siècle et du début du XX^e, les anticléricaux et les simples libéraux pouvaient revenir sur la terre, et, s'ils étaient mis au courant des stipulations concordataires que nous venons d'énumérer, ils n'en voudraient croire ni leurs yeux ni leurs oreilles. Cette régression du laïcisme dans une nouvelle Europe ; cette consécration accordée par la loi séculière et par le bras séculier aux institutions ecclésiastiques, au Code de Droit Cano-

Or, ce droit de nos Concordats n'offre pas seulement l'intérêt de ressortir d'un nombre déjà respectable de conventions constituant des précédents avantageux pour l'Eglise. Ce qui est dit dans les Concordats récents, répond, sans doute, aux exigences du Droit Canonique, mais répond et c'est ce que nous voulons souligner, à des principes qui sont écrits dans le droit public de l'Europe nouvelle. Les droits que l'Eglise, même quand il s'agit des privilèges, tient de ces Concordats, ils ont, du côté civil, leur racine dans les constitutions des Etats. A ces constitutions, se réfèrent souvent en termes exprès, les Concordats germaniques. Le droit commun des cultes en Roumanie, par exemple, appuie le droit du Concordat Roumain, le droit des minorités en Pologne, Autriche, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Lithuanie soutient les dispositions concordataires favorables à la religion catholique et à ses corps. Si les Concordats n'existaient plus, il resterait aux catholiques des pays envisagés, le droit d'invoquer les principes inscrits dans leurs Constitutions ou dans le droit des Minorités et qui, par exemple, en Pologne valent aux Juifs, un régime de garanties spéciales.

C'est donc d'un droit singulièrement fort qu'il s'agit quand nous parlons du Droit commun con-

nique, sur requête efficace de la Papauté Souveraine, leur paraîtrait le plus invraisemblable et le plus intoérable de tous les scandales publics. Ils se recoucheraient dans leur tombe, plutôt que de rester les témoins impuissants d'un pareil renversement de leur œuvre tant aimée de sécularisation législative, plutôt que de contempler la caducité des principes juridiques et politiques qu'ils avaient érigés en dogmes immuables de la société moderne. » — (R.P. Yves de la Brière : « Etudes », 1930, pp. 603 et suiv.)

cordataire de notre temps. Nous n'avons point seulement, dans ces Concordats, des conventions conclues à la faveur de circonstances heureuses pour l'Eglise par des gouvernements bien disposés. Nous avons l'expression d'un droit dont les racines reposent dans le Droit public commun des Etats et dans des principes internationaux qui dominent le respect des caractères ethniques, culturels et religieux des peuples dans l'Europe nouvelle.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Générale.

1° — SOURCES ET DOCUMENTS.

- A) — Acta Apostolicae Sedis.
Acta Sanctae Sedis,
Codex Juris Canonici.
- MERCATI (Angelo). — *Raccolta di Concordati su materie ecclesiastiche tra la Santa Sede e le autorità civili*; Romae (1919), ex typis Vaticanis.
- NUSSI Vincentius. — *Conventiones de rebus ecclesiasticis inter S. Sedem et civilem potestatem* »; Romae (1869).
- RESTREPO-RESTREPO (R.P. Joannes M.-S.J.). — *Concordata Regnante Sanctissimo Domino Pio XI inita Latine et Gallice reddita et notis illustrata* »; Romae (1934). Apud Aedes Pont. Universitatis gregorianae.
- B) DELPECH et LA FERRIÈRE. — *Les Constitutions modernes* ; 4° édition ; Paris, Sirey.
- VIDAL-LABLACHE et GALLOIS. — *Géographie universelle* (15 vol.) Europe Centrale, tome IV, par Em. de Martonne (1930-1931); T. IV, Etats de la Baltique; — par Cameno d'Almeida (1932) T. VII, Méditerranée par Chataigneau et Sion (1934). Paris, Colin.
- C) *Annuaire Pontifical* ; Paris, Bonne Presse.
- Documentation Catholique* (n°s 175, 277, 283, 367, 409, 417, 438, 449, 480, 485, 496, 497, 533, 653, 672 et 730); Paris, Bonne Presse.

2° — ETUDES ET COMMENTAIRES

- BIGADOR S.-J. — *Nueva era de Concordatos. Razon y Fe* ; An 29-10-15 avril.

- BIERBAUM (Max). — *Das Konkordat in Kultur, Politik und Recht* ; Freiburg, Herder, 1928.
- DE LA BRIÈRE (R.P.) (Yves-S.-J.) — *L'organisation internationale du monde contemporain et la papauté souveraine* ; 3 vol., Paris, Spes.
- DE LA BRIÈRE (R.P. Yves S.J.). — *L'enseignement libre dans les textes internationaux de la Nouvelle Europe* ; Au Congrès catholique d'Etudes pédagogiques ; Direction de l'Enseignement libre, Autun.
- *Comment évolue la question des minorités* ; Revue Thomiste, mai-juin 1935.
- *Renaissance contemporaine du Droit Canonique dans plusieurs législations séculières grâce aux Concordats de Pie XI* ; Revue de Droit International et de Législation comparée, 1935, n° 2, Bruxelles.
- *Comment a évolué la question du libéralisme catholique au cours des vingt dernières années* ; Revue de Philosophie, 1936, n° 1, Paris, Téqui.
- *La Communauté des Puissances* ; Paris, Beauchesne, 1932, ch. VIII.
- *Les formes modernes du Droit des Peuples. Nationalités. Minorités* ; Cours de l'Institut Catholique de Paris.
- GIANNINI (Amedeo). — *I Concordati postbellici* ; Milano, 1929 ; Societa editrice « Vita e pensiero ».
- HILLING (N.) — *Die Konkordat* ; Düsseldorf, 1932.
- LE BRAS. — *Les privilèges des clercs dans les Concordats récents* (Mélanges Carré de Malberg) ; Paris, Sirey, 1933.
- LE FUR. — *Le Saint-Siège et le droit des gens* ; Paris, Sirey, 1930.
- *Précis de Droit International Public* ; Paris, Dalloz, 1933.
- LE FUR-CHLAVER. — *Textes de Droit international public* ; Paris, Dalloz.
- MONREAL (Bruno-J.-M.). — *Las relaciones entre la Iglesia y el Estado en los modernos Concordatos* ; Madrid, 1930. Luz y Vida.
- MONTERO (Eloy). — *Derecho Canonico Comparado* ; Tom. I, Madrid, 1934.

- PENA (Marin). — *Los nuevos concordatos* ; Universidad. 1930 (1089, 1134, 1931, 59.102).
- PERNOT (Maurice). — *Le Saint-Siège, l'Eglise catholique et la politique mondiale* ; Paris, 1924.
- REGATILLO (Eduardo) (S.J.). — *Concordatos* ; Ed. « Sal Terrae » Santander, 1934.
- SIMA (Dr Josef). — *Právo Konkordátní a Konkordáty po suetové válce (Jus Concordatarium et Concordata postbellica)* ; Praga, 1934.

3° — LES CONCORDATS ANTERIEURS LES RAPPORTS DE L'EGLISE ET DES ETATS. L'EUROPE NOUVELLE. — Etc..

- DE LA BRIÈRE (R.P. Yves) (S.J.). — *L'Eglise et son Gouvernement* ; Paris, Grasset, 1935.
- BRIAND (A.). — *La Séparation* ; Paris, Fasquelle, 1908.
- BOULAY DE LA MEURTHE. — *Histoire de la négociation du Concordat de 1801* ; Mame, 1920.
- BRUN (Jean-Lucien). — *Le problème des minorités devant le Droit international* ; Paris, Spes, 1923.
- *Les libertés culturelles* ; Paris, Beauchesne, 1932.
- BRUNSWICK (Benoit). — *L'Eglise et l'Etat ; Documents ; Concordat de 1801 et articles organiques, discours de Portalis au Corps législatif ; Loi du 8 avril 1802 ; Bulle du 10 septembre 1801*. Paris, Amyot, 1880.
- CANTINIAU. — *Du mode de nomination des Evêques de France de l'époque mérovingienne à nos jours* ; Thèse, Caen, 1903.
- CHENON. — *Rapports de l'Eglise et de l'Etat* ; Paris, 1905.
- COUSSEMAKER (F. de). — *Des résistances qui se sont produites depuis la mort de François I^{er} (1547) au mode de nomination des Evêques établi par le Concordat de 1516* ; Thèse, Paris, 1898.
- DELOS. — *Protection internationale des minorités (Les grandes activités de la S.D.N. devant la Pensée chrétienne)* ; Paris, Spes, 1932.
- DONNEDIEU DE VABRES. — *La souveraineté du Pape et la Séparation des Eglises et de l'Etat* ; Revue Générale de Droit international public, tome 21, p. 339.

- DUBOIS. — *La Papauté devant le droit international public et privé* ; Journal de Droit international privé, 1910, p. 374.
- DUPIN (A.). — *Les libertés de l'Eglise Gallicane* ; Paris, Plon, 1860.
- DUPUIS. — *Note sous arrêt du Plessis — Bellière, Saint-Siège* ; Dalloz, 1895, 2-457.
- DUFO (Abbé). — *Les Concordats en droit international* ; Thèse, Toulouse, 1910.
- FOUQUES-DUPARC. — *La protection des minorités de race, de langue et de religion* ; Paris, Dalloz, 1922.
- FOURIER (Alphonse). — *La nomination des évêques sous le régime concordataire* ; Thèse, Paris, 1906.
- GHIKA (Prince Vladimir). — *La messe byzantine*. Introduction. Paris à l'Eglise des Etrangers.
- GIDEL (G.). — *Quelques idées sur la condition internationale de la papauté* ; Revue Générale de Droit International public, t. 18, p. 589.
- IMBART DE LA TOUR. — *La Papauté en Droit International* ; Paris, Pedone, 1893.
- JANIN (R.P. Raymond A.A.). — *Les Eglises Orientales et les Rites Orientaux* ; Paris, Bonne Presse.
- LAISNEY (J.). — *Mariage religieux et Mariage civil* ; Thèse, Paris, 1930, Spes.
- MATHIEU (Cardinal). — *Le Concordat de 1801. Origine Histoire d'après documents inédits* ; Paris, 1903.
- MADELIN (L.). — *France et Rome. La Pragmatique sanction. Le Concordat de François I^{er}* ; Paris, Plon.
- MENDELSTAM (André). — *La Protection des minorités* ; Cours de Droit international, 1925, pp. 355-519.
- NARFON (Jean de). — *La Séparation des Eglises et de l'Etat* ; Paris, Alcan, 1912.
- ROBERT (R.). — *Les régimes historiques de l'Eglise de France* ; Thèse, Rennes, 1904.
- SEVESTRE (Abbé). — *Histoire texte, destinée du Concordat de 1801* ; Paris, Lethielleux, 1905.
- THOMAS (Abbé J.). — *Le Concordat de 1516 ; ses origines. son histoire au XVI^e siècles* ; Paris, Picard, 1910.
- VAN HOVE. — *De Legibus Ecclesiasticis* ; 1930.
- VAGANT-MANGENOT. — *Dictionnaire de Théologie*.

WAGNON (Henri). — *Les Concordats en Droit International* ; Thèse, Louvain, 1935. Gembloux. Duculot.

II. — Bibliographies particulières à chaque Concordat.

Letton

DOUMERGUE (E.). — *Les Lettons* ; Paris, « Foi et Vie », 1917.
HELSTEIN (MARX). — *La Constitution de la République de Lettonie du 15 février 1922* ; Thèse, Strasbourg, 1925.

Lithuanien

LAMPIS (G.). — *Il concordato tra la Santa Sede e lo Stato Lithuanico* ; In Rivista di Diritto Pubblico, fasc. 4, pp. 227-235 ; Roma, 1929.
RUZE. — Revue de Droit International et de Législation comparée, 1926 : *Concordat Lithuanien*.

Polonais

GRUBEL (F.). — *Die Rechtslage der Röm. Kath. Kirche in Polen nach dem Konkordat*.
ABRAHAM (Vladislas). — *Initiation au Concordat « Nova Polonia Sacra »*, vol. II, Cracovie, 1926, pp. 135-139 : *et son cours sur les rapports entre la Pologne et l'Eglise*. Maison Delta, Lwow.
PICKARSKI (Stanislas). — *Etude sur les cultes publics en Pologne* ; Varsovie, 1927.
ZAMOYSKA (OTTONOWNA). — *Un épisode de la persécution des Uniates en Pologne* ; Paris, Lethielleux, 1914.
WILANOWSKI BOLESLAUS. — *Ustępstwa ze strony Kościoła na rzecz państwa poczynione w Konkordacie z 10 lutego 1925 w świetle Konkordatów innych (Privilegia Statui concessa ab Ecclesia in Concordato 10 febr. 1925 comparata cum privilegiis aliorum Concordatorum)* ; In Rocznik Prawniczy Wilenski, p. 159.

Tchécoslovaque

PROKES (J.). — *Histoire Tchécoslovaque* ; Prague, 1927.

PAASQUAZI. — *Modus Vivendi inter S. Sedem et Rempublicam Cecoslovaquiae* ; Apollinaris, 1928, n° 2.

Roumain

Loi sur les Cultes en Roumanie; *Documentation catholique*, 1929, col. 975.

Constitution de l'Eglise Roumaine ; *Ibid.*, col. 988.

BELLESSERT (André). — *La Roumanie contemporaine* ; Paris, Perrin.

TEODORESCO (Anibal). — *Constitution du 29 mars 1923*.

Bulletin Soc. de Législation comparée, t. IV, p. 328.

TIBAL (André). — *La Roumanie* ; Paris, Rieder, 1930.

TRANSILVANUS VIATOR. — *Le Concordat des Roumains* ; Budapest, 1921, Imprimerie Bocskay.

Yougoslave

BLOCISZCWSKI (J.). — *Constitution Yougoslave du 28 juin 1921* ; Revue des Sciences Politiques, t. 45.

CHATAIGNEAU. — *Yougoslavie* ; Annales de Géographie.

HORVATSKI (Milan). — *La Constitution de « Vidovdan »* ; Thèse, Grenoble, 1923.

KREBS (Norbert). — *Die anthropogeografischen, Räume der Balkanhalbinsch* ; Stuttgart, 1918.

STANOYEWITCH (St.). — *L'Histoire des Serbes, Croates et Slovènes* ; Belgrade, 1921.

VUJEVIC (Paule). — *Royaume de Yougoslavie : Aperçu géographique et ethnographique* ; Belgrade, 1930.

YOVANOVITCH (Nikodie). — *Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* ; Thèse, Paris, 1924.

Allemagne

DE LA BRIÈRE (R.P. Yves). — *L'Histoire religieuse du temps présent. Saint-Siège et Allemagne. Concordat* ; Etudes, 5 septembre 1933, p. 600.

FAULHALBER (Cardinal). — *Juifs et chrétiens devant le racisme* ; « Le Monde catholique », Paris.

GOYAU (G.). — *L'Allemagne religieuse* ; Paris, Perrin, 1898. — *Ketteler* ; Paris, Bloud, 1908.

- HUSGEN (Dr Ed.). *Windthorst* ; Cöln, Bachem, 1907.
 JACUZIO (R.) — *Situazione giuridica della Chiesa Cattolica in Germania*. Diritto Ecclesiastico. Sett. 1933.
 ROSA (E.-S.-I.). — *A proposito del Concordato delle S.-S. con la Germania* ; Civiltà Cattolica, 1933, vol. 4.
 ZEIGER (Yvo) (S.J.). — *Das Reichskonkordat*. In *Stimmen der Zeit*, Oktober 1933, p. 1.
Eucharistischer Kongress in Cöln, 1909. Bachem.

Bavarois

- KRIEG. — *Bayerischen Konkordat von 1924-1925*; Archiv für katholisches Kirchenrecht, 1932.

Prussien

- BIERBAUM. — *Inter S. Sedem et Borussiae sollemnis Conventio* ; In Apollinaris, an. 3, n° 1, p. 86.
 DE LA BRIÈRE (R.P. Y.). — Etudes, 5 septembre 1933.
 PERRUGINI. . . *Inter S. Sedem et Borussiae Rempubli- cam sollemnis Conventio*; Apollinaris, an 2, n° 1, p. 38.
 LEIBER (Robertus) (S.J.). — *Stimmen der Zeit*, oct. 1929.
 VAN HOVE. — *La Convention entre le Saint-Siège et la Prusse* ; Tournai.

Badois

- FOHR (Dr Ernst). — *Das Konkordat zwischen dem Heiligen Stuhle und dem Freistaate Baden*. Herder et C°, Freiburg im Breisgau, 1933.

Autrichien

- DE LA BRIÈRE (R.P. Y.). — Etudes, 5 juin 1934.

Traité du Latran et Concordat Italien.

I. — *Lettres et documents du Saint-Siège.*

- S.S. PIE XI. — Lettre autographe de Pie XI au Cardinal Gasparri, 30 mai 1929; A.A.S., vol. 21, p. 297.
 — Sermon aux curés de Rome et aux prédicateurs de carême, 11 février 1929 ; A.A.S., vol. 21, n° 3, p. 103.

- Sermon aux professeurs et étudiants de l'Université catholique de Milan, 13 février 1929 ; A.A.S., vol. 21, n° 3, p. 110.
 - Allocution au Corps diplomatique, 9 mars 1929 ; A.A.S., vol. 21, p. 172.
 - Sermon aux Cardinaux, veille de Noël 1929 ; A.A.S., Vol. 21, p. 766.
 - Instruction de la S.C. Congrégation des Sacrements aux Ordinaires sur l'exemption de l'art. 34 du Concordat ; A.A.S., vol. 21, 1929, p. 295.
 - Lettres circulaires de la S.C. du Concile ; A.A.S., vol. 21, 1929, p. 384.
 - Circulaire de la S.C. du Concile contenant instructions sur l'enseignement religieux dans les Institutions d'Italie ; A.A.S., vol. 22, 1930, p. 395.
 - De la même S.C., instruction du 25 juin 1930 ; A.A.S., vol. 22, 1930, p. 410.
 - De la S.C. des Religieux, instruction sur le Concordat entre le Saint-Siège et l'Italie relativement à la reconnaissance de la personnalité juridique aux associations religieuses, 6 février 1930 ; A.A.S., vol. 22, 1930, p. 138.
- ANZILOTTI. — *La condition juridique internationale du Saint-Siège à la suite des accords du Latran* ; Rivista di Diritto Internazionale, Rome, 1929, p. 165.
- ARANGIO (Ruiz). — *La Citta del Vaticano* dans « Rivista di Diritto Publico », novembre 1929.
- AUSSET. — *La Question Vaticane* ; Thèse, Paris, 1928.
- BROWNE. — *The Concordate in Italy* dans « The Irish ecclesiastical Record », avril 1930, p. 337.
- DE LA BRIÈRE (R.P. Y.). — *La Question Romaine et le Traité du Latran* ; Revue de Droit intern., La Pradelle, 1929, pp. 13 et suiv.
- *Le Traité du Latran et le nouvel Etat Pontifical* ; Revue de Droit international et de Législation comparée, 1929, p. 123.
- CAIROLI (L.-P.). — *Il Concordato tra la S. Sede et Italia* ; Monza, 1932.
- CAPPELLO (F.M.) (S.J.). — *Summa Juris Publici Eccles.* 1932. Roma ; Il matrimonio in Italia secondo il diritto Concordatario in Civiltà cattolica, 1934, vol. 1.

- CACETTI (F.). — *Gli accordi Lateranensi appunti storici giuridici*, Roma, 1931.
- DELOS. — *Le traité du Latran et la situation juridique nouvelle de la Papauté* ; Revue de Droit international public, Fauchille, 1929, p. 452.
- DEVOGHEL. — *La Question Romaine sous Pie XI et Mussolini* ; Paris, Bloud, 1929.
- DILHAG (Pierre). — *Les Accords du Latran: leur origine leur contenu*, etc. ; Recueil Sirey, Paris, 1932.
- FRAGONARD (Jean-Honoré). — *La condition des personnes dans la Cité du Vatican* ; Thèse, Paris, 1930.
- GARRIDO (Ambrosio). — *Solucion de la « Cuestion Romana »* ; Religion y Cultura », T. 5, p. 334, 1929.
- INTERLANDI (F.). — *Concordato lateranense* ; Torino, 1930.
- JARRIGE. — *Condition internationale du St-Siège avant et après les Accords du Latran* ; Thèse, Paris, 1930.
- LERAMUS (DE). — *Italie. Quirinal. Vatican* ; Paris, 1929.
- LAREQUI (S.J.). — *El aspecto internacional del Tratado de Latran* dans « Razon y Fe », 1929, 10-15 avril.
- LETURIA (S.J.). — *Del Patrimonio de S. Pedro al Tratado de Latran* ; Razon y Fe, 1929, Madrid.
- OLGIATI (Mgr). — *Rivista del Clero Italiano*, avril 1929.
- MORELLI (Gaetano). — *Le Traité entre le Saint-Siège et l'Italie* ; Rivista di Diritto Internazionale, 1929.
- NIBOYET (J.-P.). — *Les Accords du Latran et le Droit International Privé* ; Revue de Droit International de Sciences diplomatiques et politiques ; Genève, Sottile, avril-juin 1929, pp. 99 à 111.
- PASQUAZI. — *Constitutio Status Civitatis Vaticanae : Apollinaris*, 1930, n° 1, p. 397.
- PETRONCELLI (Mario). — *La provvista dell' ufficio ecclesiastico nei recenti diritti concordatarii. Con particolare riguardo al diritto Italiano* ; Milano, Vita e pensiero, 1933.
- PERNOT (Maurice). — *L'expérience italienne* ; Paris, 1923.
- PERTINAX. — *Le partage de Rome* ; Paris, Grasset, 1929.
- RIVET (Louis). — *La Question Romaine et le Traité de Latran* ; Recueil Sirey, 1931.
- RUSSO (D.). — *Mussolini et le fascisme* ; Paris, 1923.

- SALVATORELLI (L.). — *De la brèche de la porta Pia à L'Accord du Latran.*
- SALATA (Francesco). — *Per la storia diplomatica della Questione Romana* ; Milan, Trèves, 1929.
- SENTEX. — *Les Accords du Latran* dans « Revue politique et parlementaire, 1929, 10 avril, p. 50.
- STOCK. — *Italy's agreement with the Vatican* ; Current History, April 1929, p. 12.
- STURZO (Don Luigi). — *L'Italie et le Fascisme* ; Traduction française Prelot, 1927.
- TOSTAIN. — *Le Traité politique du Latran et la personnalité en droit international public* ; Thèse, Paris, 1930.
- TREZZI (Mgr). — *Positione giuridica della Santa Sede nel Diritto internazionale* ; Thèse, Rome, 1929.
- xxx — *De Concordato inter S. Sedem et Italia* ; Etude dans « Apollinaris, 1929, p. 458.

Accords Français.

- PINON (René). — *L'Europe et l'Empire Ottoman* (Protectorat de la France en Orient) ; Paris, Perrin.
- *La Chine qui s'ouvre* (Affaire de Kiao-Tchéou et le Protectorat religieux en Chine) ; Paris, Perrin.
- OUANG (R.-H.). — *Essai sur le régime des capitulations* ; Paris, Sirey, 1933.

Accords Portugais.

- CORREJA DA SILVA P. ANTONIO O.M. — *Concordatum Lusitanum* ; Apollinaris, an I., 1928, n° 3, pp. 280-295.
- *Constitutio Apostolica « Quae ad spirituale »* (S. Thomas de Meliapor dioecesis) ; A.A.S., vol. 22, p. 121.

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	1
<i>Partie préliminaire</i>	3

Première Partie.

LES CONCORDATS RECENTS 1914-1935

CHAPITRE PREMIER :

CONCORDATS ISSUS DE LA GUERRE ET DES TRAITÉS NE PAIX

<i>Section I. — Le Concordat Letton</i>	10
§ 1 ^{er} . — Historique : Géographie, Démographie, Confessions religieuses, Histoire, Droit public, Statut religieux antérieur ; Négociations et con- clusion du Concordat	11
§ 2. — Analyse du Concordat Letton	14
<i>Section II. — Le Concordat Polonais</i>	17
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	18
§ 2. — Analyse du Concordat Polonais	23
<i>Section III. — Le Concordat Lithuanien</i>	30
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	31
§ 2. — Analyse du Concordat Lithuanien	35
<i>Section IV. — Modus Vivendi Tchécoslovaque</i>	38
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	39
§ 2. — Analyse du Modus Vivendi Tchécoslovaque.	49
<i>Section V. — Le Concordat Roumain</i>	52
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	53
§ 2. — Analyse du Concordat Roumain	57
<i>Section VI. — Le Concordat Yougoslave</i>	63
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	63
§ 2. — Analyse des Concordats Serbe de 1914 et Yougoslave de 1935	72

CHAPITRE II. — CONCORDATS ISSUS D'UN CHANGE- MENT CONSTITUTIONNEL DANS LES ETATS.

Les Concordats allemands	75
<i>Section I. — Le Concordat Bavarois</i>	81
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	81
§ 2. — Analyse du Concordat Bavarois	83

<i>Section II. — Le Concordat Prussien</i>	86
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	86
§ 2. — Analyse du Concordat Prussien	89
<i>Section III. — Le Concordat Badois</i>	92
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	92
§ 2. — Analyse du Concordat badois	94
<i>Section IV. — Le Concordat du Reich</i>	97
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	97
§ 2. — Analyse du Concordat du Reich	105
<i>Section V. — Le Concordat Autrichien</i>	109
§ 1 ^{er} . — Historique: Géogr., Démogr., Conf. rel., etc.	109
§ 2. — Analyse du Concordat Autrichien	115
<i>Section VI. — Le traité du Latran et le Concordat Italien.</i>	120
§ 1 ^{er} . — A) Liens entre le Traité du Latran et le Concordat, 121 ; — B) La Question Romaine, 122 ; C) Le Traité du Latran, 128 ; D) Application et difficultés d'application du Concordat.	135
§ 2. — Analyse du Concordat Italien	137

APPENDICE

A) <i>Les Accords Portugais</i>	144
§ 1 ^{er} . — Historique	144
§ 2. Analyse des Conventions de 1928 et 1929	147
B) <i>Les Accords Français</i>	149
Histoire et Analyse	149

Deuxième Partie

LE DROIT COMMUN DES CONCORDATS RÉCENTS

Le Droit Commun des Concordats récents	154
CHAPITRE PREMIER : RÈGLES POUR LES ETATS.	
<i>Section I. — Concordance des circonscriptions ecclésiastiques avec les limites politiques de l'Etat</i>	157
§ 1 ^{er} . — Cette règle dans nos Concordats, 157 ; —	
§ 2. — Exigence des Etats, 158, et exigence canonique	161
<i>Section II. — Consultation des autorités de l'Etat avant les nominations épiscopales et certaines nominations ecclésiastiques</i>	162
§ 1 ^{er} . — Cette règle dans nos Concordats, 162 ; —	
§ 2. Les Concordats anciens et la nomination ou présentation par le Pouvoir civil, 164 ; — § 3. Les exigences canoniques	168

<i>Section III. — Serment de fidélité et prières pour l'Etat.</i>	171
A) Le Serment, 171 ; — B) Prières pour l'Etat.	174
<i>Section IV. — Nationalité des Ordinaires et de certains Supérieurs ecclésiastiques et religieux.</i>	175
§ 1 ^{er} . — Cette règle dans nos Concordats, 175 ; —	
§ 2. — L'Eglise et les clergés nationaux.	177
<i>Section V. — La reconnaissance des Eglises nationales et des rites orientaux.</i>	179
§ 1 ^{er} . — Les rites divers dans nos Concordats, 179 ;	
— § 2. Les Eglises Orientales, leurs rites, leur discipline particulière	181
<i>Section VI. — Exclusion du clergé de la politique.</i>	184
§ 1 ^{er} . — L'exclusion du clergé de la politique militante par nos Concordats, 184 ; — § 2. La doctrine de l'Eglise sur le clergé et la politique.	185
CHAPITRE II. — RÈGLES POUR L'EGLISE.	
<i>Section I. — Liberté dans le droit commun.</i>	188
§ 1 ^{er} . — Libre exercice de la religion catholique.	188
A) Déclarations de nos Concordats, 188 ; — B) Les personnes morales du Droit Canon et la reconnaissance des corps ecclésiastiques par nos Concordats, 189 ; — C) Liberté des Ordres et Congrégations, 194 ; a) Exigences Canoniques, 195 ; b) Droit public des Etats.	196
§ 2. — Libres communications entre les membres de l'Eglise et la hiérarchie catholique	198
A) Stipulation de nos Concordats, 198 ; — B) Progrès pour l'Eglise par rapport au passé.	199
§ 3. — Liberté de l'Enseignement religieux.	204
A) Question nouvelle, 205 ; — B) Ce que disent nos Concordats, 206 ; — C) Exigences Canoniques, 209 ; — D) La liberté de l'Enseignement avec subventions de l'Etat, et le Droit Public contemporain, 211 ; — E) Les subsides aux Ecoles confessionnelles et le régime des Minorités sous le contrôle de la S.D.N.	214
<i>Section II. — Régime juridique spécial.</i>	217
§ 1 ^{er} . — Protection	219
a) Protection des ecclésiastiques dans l'exercice de leur ministère, 219 ; — b) Appui du bras séculier pour le recouvrement des taxes ecclésiastiques, 220 ; — c) Mariage canonique reconnu et exequatur donné aux sentences des tribunaux ecclésiastiques	221

§ 2. — Privilèges et exemptions	225
a) Pour les personnes. — 1° Exemption du service militaire et de certains services civils, 227 ; 2° Bénéfice de compétence, 228 ; 3° Privilège du for	229
b) Exemption pour les choses d'Eglise, 229. — 2° Exigences Canoniques quant aux privilèges et exemptions, 231 ; 3° Le Droit public des Etats, les privilèges et exemptions, 232 ; 4° Les privilèges et exemptions dans les Concordats du passé.	233
§ 3. — Les Dotations	234
Les dotations dans nos Concordats, 234. — Les dotations dans les Concordats du passé, 237. — Le droit public des Etats et les dotations.	238
<i>Conclusion : Nova et vetera</i>	239
<i>Bibliographie</i>	244

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Président de Thèse,

L. LE FUR.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie,

Pour le Recteur :

L'Inspecteur d'Académie,

J. PERRON.

